

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
STACKS

CENTRAL CIRCULATION AND BOOKSTACKS

The person borrowing this material is responsible for its renewal or return before the **Latest Date** stamped below. You may be charged a minimum fee of \$75.00 for each non-returned or lost item.

Theft, mutilation, or defacement of library materials can be causes for student disciplinary action. All materials owned by the University of Illinois Library are the property of the State of Illinois and are protected by Article 16B of Illinois Criminal Law and Procedure.

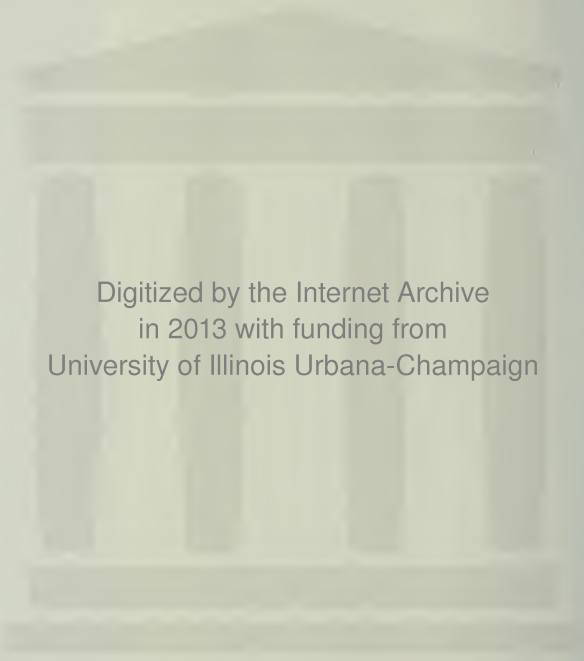
TO RENEW, CALL (217) 333-8400.

University of Illinois Library at Urbana-Champaign

JUN 09 2003

When renewing by phone, write new due date below previous due date.

L162



Digitized by the Internet Archive
in 2013 with funding from
University of Illinois Urbana-Champaign

PEUPLES
MEDITERRANEENS
MEDITERRANEAN
PEOPLES

evue
mestrielle

1 Octobre-Décembre 1977 Sommaire

909.09822
P462

Présentation

Lotfallah Soliman

Aux origines de la guerre
Israélo-arabe de 1967

Maurice Parodi

Les Multinationales en
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Abol-Hassan Banisadr
A et S Ghazanfanpour
Paul Vieille

Iran, le nouveau contrat social
mythes et réalités

Gilbert Grandguillaume

Pour une anthropologie
de l'arabisation au Maghreb

Georges Montchaussé

La steppe algérienne, causes
et effets d'une désertisation

Paul Vieille

Pétrole et classe fonctionnelle
le cas de l'Arabie Séoudite

Abstracts

L'initiative du lancement de la revue **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** revient aux personnalités scientifiques françaises suivantes : Mesdames et Messieurs Jacqueline Arnaud, Marie-Christine Aulas, François Benardais, Jacques Berque, Thierry Brun, Carmel Camilleri, Jean-Claude Chasteland, Wanda Dresler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, René Dumont, Gilbert Grandguillaume, Serge Jonas, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Jean-François Leguil, Raymond Ledrut, Michel Marié, Pierre Marthelot, Georges Montchaussé, Hubert Myssen, Michel Oriol, Maurice Parodi, Elisabeth Picârd, François Pernet, Georges Ravis Giordani, Maxime Rodinson, Marlène Shamay, Christiane Veauvy, Jean Viard, Pierre Vilar, Paul Vieille.

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples est une revue internationale ouverte à tous ceux qui se sentent très généralement en accord avec l'orientation critique exprimée dans le texte de présentation de ce premier numéro ; leur diversité sera reflétée par la composition du comité de rédaction de la revue, progressivement mis en place.

Revue trimestrielle **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** est bilingue (Français-Anglais), chaque article comporte un résumé dans l'autre langue de la revue. Les manuscrits adressés à la Rédaction ne peuvent excéder 30 feuillets dactylographiés de 2 500 signes. Écrits en Français ou en Anglais ils doivent être communiqués en deux exemplaires et résumés en 1 000 signes au maximum, si possible dans l'autre langue de la Revue.

Abonnement 1 an	France	Autres Pays
	(Francs français)	
Ordinaire	90	100
de soutien	150	150

Voir en dernière page le bulletin d'abonnement.

Le numéro 25 Frs.

Rédaction, administration, abonnements : B.P. 1907/75 327
PARIS Cedex 07, Tél. 567 01 41.

Ventes : Éditions Anthropos, 12 Avenue du Maine, 75 015 Paris,
Tél. 222 76-82

Directeur de Publication : Paul Vieille

PEUPLES MEDITERRANEENS MEDITERRANEAN PEOPLES

Revue
trimestrielle

No 1

Sommaire Octobre-Décembre 1977

Présentation

- | | |
|--|--|
| Lotfallah Soliman | Aux origines de la guerre
Israélo-arabe de 1967 |
| Maurice Parodi | Les Multinationales en
Provence-Alpes-Côte d'Azur |
| Abol-Hassan Banisadr
A et S Ghazanfanpour
Paul Vieille | Iran, le nouveau contrat social
mythes et réalités |
| Gilbert Grandguillaume | Pour une anthropologie
de l'arabisation au Maghreb |
| Georges Montchaussé | La steppe algérienne, causes
et effets d'une désertisation |
| Paul Vieille | Pétrole et classe fonctionnelle
le cas de l'Arabie Séoudite |
| | Abstracts |
-

PRÉSENTATION

La Méditerranée est aujourd'hui, à l'échelle du monde, une des zones privilégiées de l'expansion périphérique du capitalisme et principalement de son secteur le plus dynamique (certains diront décadentiel), le capitalisme monopoliste ; de nombreuses firmes multinationales concurrentes ou appartenant à des branches d'activité différentes y développent simultanément leurs entreprises. Les politiques méditerranéennes des États dominants manifestent cet intérêt du capitalisme pour la mer intérieure ; la complémentarité envisagée de l'industrie européenne et des pays périphériques méditerranéens elle-même ne pourrait, étant données les puissances respectives des économies mises en rapport, que produire et étendre le champ de domination des économies et des cultures de l'Europe du Nord et, plus généralement, de l'Occident.

L'expansion du capitalisme sur les rives de la Méditerranée désarticule les économies, les institutions, les cultures des pays riverains. Elle signifie dans la plupart des pays, disparition d'activités productives, paupérisation-prolétarianisation, chômage, migrations-déportations ; dépossession des populations de leur espace par le tourisme, les emprises militaires, les équipements de communication, les « implantations » industrielles ; déploiement de la violence entre États lié aux stratégies des grandes puissances pour le contrôle de richesses naturelles ou l'acquisition de positions hégémoniques ; déploiement de la violence à l'intérieur des États engendré par la restructuration économique-sociale, le changement de système de besoin, la différenciation croissante entre ceux qui peuvent accéder au marché et ceux qui ne le peuvent pas ; menaces sur une nature fragile qu'il s'agisse d'une mer déjà mourante ou de steppes qui se désertisent etc... L'expansion du capitalisme pose ainsi de plusieurs

façons la Méditerranée comme unité. Elle appelle, de la part des individus, groupes, groupements, classes sociales, qui refusent la dynamique imposée, à la fois des réponses particulières et une réponse coordonnée à l'échelle de la Méditerranée.

Un certain nombre de chercheurs scientifiques ont pensé qu'une telle conjoncture appelait la création d'une revue abordant de manière critique les changements dont la Méditerranée est aujourd'hui le théâtre, permettant la communication entre des pays méditerranéens qui, bien souvent, rencontrent des problèmes analogues ou complémentaires, entre des analyses et des pratiques sociales qu'il s'agit d'enrichir par la confrontation, de rapprocher et lier malgré les divergences.

La problématique que l'on propose d'assigner à la revue *Peuples Méditerranéens* n'est donc pas celle des « freins » que la pénétration du capitalisme rencontre, mais celle des voies et moyens de cette pénétration, des complicités qu'elle s'assure à l'intérieur des sociétés ; de ses effets, des formations sociales qu'elle détermine, des résistances qu'elle suscite, des projets que sa négation engendre. La Méditerranée n'est-elle, dans cette perspective qu'un cadre géographique limité que l'on s'assigne, de façon opératoire, pour l'étude d'un processus général ? Pas seulement cela sans doute, pour une double raison : l'unité de la Méditerranée que tendent à imposer l'expansion du capitalisme monopoliste et la réponse qu'elle provoque, posent en termes nouveaux la notion de « méditerranéité » ou de ce que l'on pourrait appeler le binôme islamo-méditerranéen de manière à se départager aussi dans les mots d'une idéologie impérialiste qui marqua l'entre-deux guerres, i.e. d'une spécificité culturelle produite au cours et par l'histoire de la mer intérieure et invitent à une relecture du passé méditerranéen qui fasse ressortir en même temps que sa pluralité, et son unité et sa différence par rapport à d'autres régions du monde, à l'Europe du Nord, en particulier, aspects qui, bien souvent, ont été systématiquement gommés.

Sont retenus comme faisant partie de l'aire méditerranéenne, tous les pays riverains de la Méditerranée orientale et occidentale, et de l'Adriatique, mais aussi tous les pays qui, très anciennement, ont été étroitement mêlés à une histoire dont le centre géographique se situe sur la mer intérieure, c'est-à-dire des pays comme l'Iran, l'Afghanistan, ceux de la péninsule arabique, le Soudan et l'Éthiopie en raison des rapports étroits (guerres, échanges, relations culturelles etc...) que les peuples de ces régions ont, historiquement, entretenus avec les riverains de la Méditerranée.

Afin de définir l'orientation générale de la revue, à titre non de dogme mais d'hypothèse générale destinée à ouvrir le débat sur la signification de la perspective critique que l'on aimerait voir la revue poursuivre, on indiquera ici un certain nombre de problèmes qui semblent nous questionner plus particulièrement et d'articulations qui paraissent les lier.

I — Les formes spécifiques de l'expansion du capitalisme monopoliste se multiplient actuellement très rapidement en Méditerranée, de même qu'en certaines branches moins favorables aux monopoles, celles d'un capitalisme moins avancé. La rapidité de cette expansion pose d'ailleurs la question de ses raisons : richesse des gisements pétroliers et importance de l'effectif financier qui résulte de leur exploitation ? Cycle du produit ? Situation géographique de la Méditerranée à la limite immédiate de l'Europe industrielle ? etc. Les plus apparentes des formes qui manifestent cette expansion sont l'exploitation pétrolière, les pôles industrialo-portuaires, les transformations brutales de l'agriculture, la colonisation touristique et vacancière et des migrations internationales extrêmement amples.

1) L'exploitation et le raffinage de pétrole sont l'une des grandes activités des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. L'objet essentiel de ces activités est la demande d'énergie et de matière première des économies dominantes dont le pétrole a permis la rapide croissance. Peu exigeantes en main-d'œuvre, leur produit forme une part considérable du P.N.B. et la part habituellement dominante du budget des États producteurs.

2) L'industrie « moderne » s'implante soit à la périphérie des grandes villes soit, plus souvent, en site neuf (pôles industrialo-portuaires de Fos, Tarente, Brindisi, Iskenderun, Anaba, Arzew, etc.). Quelle est la rationalité de ces pôles pour les firmes multinationales : rationalité technico-économique (techniques de production, caractéristiques du produit sur le marché mondial et caractéristiques induites des matières premières), rationalité dans la stratégie des firmes géantes et des États (investissements de « consolidation » destinés à obtenir des positions dominantes sur un marché, exploitation de la différenciation des dotations en facteurs de production, politiques de développement des régions ou des nations périphériques), etc. ? Les firmes multinationales ont-elles par ailleurs dans et par leurs implantations, une stratégie géographique à l'échelle de la Méditerranée, laquelle et pourquoi ?

3) Dans la transformation de l'agriculture et de l'élevage qui se réalise souvent à un rythme très rapide, on observe plusieurs processus qui marquent différenciellement les pays et régions selon les mo-

difications subies antérieurement par l'économie agraire : disparition de la petite agriculture concurrencée par les produits importés ou par la production de grandes exploitations hautement mécanisées (grâce à du matériel importé), cas notamment des pays producteurs de pétrole ; de même, remplacement accéléré du petit élevage transhumant par des entreprises mécanisées offrant peu d'emplois (Algérie, Arabie séoudite, etc.) ; formation de réseaux géants de ramassage-transformation-distribution des produits agricoles écrasant les prix à la production (Languedoc, par exemple).

4) Les rives Nord et Occidentales de la Méditerranée surtout mais aussi certaines de celles du Sud sont le lieu d'une colonisation touristique et vacancière organisée à l'échelle du monde par de grandes firmes spécialisées (tours-opérateurs de l'Europe du Nord surtout actifs en Espagne) ou par des promoteurs appuyés sur les grandes banques d'affaires (Côte d'Azur, etc.) et, éventuellement, encore par l'État (Languedoc).

5) Des mouvements migratoires de grande ampleur et affectant différentes catégories socio-professionnelles (travailleurs, médecins, ingénieurs et techniciens, etc.) se dirigent des pays du bassin méditerranéen vers les centres industriels et urbains des pays dominants. Pour les individus déplacés et leurs familles, elles ont un caractère de déportation (privations affectives, sexuelles, rupture du milieu socio-culturel, etc.). Elles posent des problèmes relatifs non seulement aux zones d'accueil (logement, statut des individus), mais aussi aux régions de départ dont certaines sont entièrement désorganisées par les absences.

II — Les formes de l'expansion du capitalisme monopoliste sont les symptômes spectaculaires de rapports économiques-sociaux nouveaux qu'il convient de mettre en lumière :

1) On est tout d'abord en présence d'une désarticulation économique et sociale des régions et pays périphériques. Les activités nouvelles engendrées par le capitalisme monopoliste (industrielles, de services (tourisme, vacances), agricoles mêmes) n'entretiennent de relations ni avec les activités anciennes ni avec les consommations individuelles et collectives habituelles des régions et pays ; elles appartiennent à un ensemble productions-besoins propre aux économies dominantes. Il s'agit donc d'un processus d'extériorisation des économies par rapport aux ensembles géographiques antérieurs de complémentarités. Sont en outre extériorisées les décisions, l'innovation technico-scientifique et les activités qui leur sont liées. Cette extraversion de l'appareil productif entraîne l'extériorisation de ses effets. Le développement de l'emploi local est faible en raison tant de

la localisation à l'extérieur de la part croissante, dans la production, des activités scientifiques et techniques que de l'importation fréquente de main-d'œuvre qualifiée provenant des anciennes régions industrielles. Les effets d'entraînement sont réduits du fait de la discontinuité technico-scientifique entre les établissements nouveaux et le tissu productif existant ; ils sont reportés dans les pays vers lesquels les productions nouvelles sont exportées, à l'économie desquels elles sont adaptées (cas parmi d'autres, mais de grande envergure, du pétrole). L'extraversion-extériorisation de l'économie se double de l'exportation habituelle des profits d'autant plus considérables que les salaires sont comprimés, en raison de l'importance des réservoirs de main-d'œuvre non qualifiée du pourtour méditerranéen (sans compter les efforts de fragmentation de la main-d'œuvre ; la généralisation parfois (comme Fos) du recours au travail intérimaire pour freiner l'organisation des travailleurs, etc.).

2) Le secteur extraverti, «moderne» de l'économie, forme en réalité des enclaves territoriales, de véritables concessions de fait dont les collectivités locales, voire même, en réalité la collectivité nationale, perd la maîtrise au profit des entreprises monopolistes. Cette désappropriation est rencontrée non seulement dans l'industrie et l'agriculture mais aussi dans les services : il en est, en effet, ainsi dans les équipements touristiques et vacanciers, où, après la construction des bâtiments et des infrastructures (celles-ci bien souvent à la charge des populations locales en raison par exemple, en Espagne, des pressions effectuées sur les autorités locales par la presse anglaise et allemande) ne subsistent de rapports avec la société locale que l'achat d'une main-d'œuvre réduite (personnel hôtelier, personnel de maison) et les fournitures de l'«artisanat d'aéroport». Les capitaux, la conception, l'organisation, la gestion, les services administratifs, une grande partie de l'approvisionnement, sont étrangers à la société locale par rapport à laquelle les vacanciers vivent dans un isolement total.

3) Le caractère d'enclave territoriale se poursuit dans un rapport nouveau à la nature : rapport d'exploitation et non d'utilisation-reproduction. Ce rapport d'exploitation qui n'est que, sur une base élargie, le rapport habituel du capitalisme à la nature, peut se définir par l'exploitation maximale d'un ou d'un petit nombre d'avantages particuliers existant en un lieu donné sans souci de la reproduction des (ou de) cycles naturels. Les sites propices au prélèvement de rentes de situation sont accaparés sans souci de leur usage antérieur et de la nature de leur environnement, par des activités de production ou d'échange ou par des constructions qui, en réalité, saccagent le site lui-même et son environnement à grande échelle : dégrada-

tion des paysages, déversement de déchets, eutrophisation des sols, désertification, etc.

4) L'extraversion du secteur économique «moderne» entraîne un changement du système des besoins. Les mécanismes de cette transformation sont multiples : importation de biens produits dans les pays dominants en contre-partie des exportations, prestige idéologique des pays vers lesquels la société périphérique est économiquement orientée, transformation en chaîne des besoins induite par le changement de certaines consommations individuelles et collectives. L'une des conséquences du changement du système de besoin est que les produits locaux sont dévalorisés et tendent à être abandonnés au profit de biens produits à l'étranger.

5) C'est aussi la culture qui est profondément atteinte par la formation d'un secteur économique extraverti. L'emprunt de techniques de production étrangères, la division du travail entre centre et périphérie, la place marginale laissée à la nation périphérique dans la création du secteur «moderne» et dans l'innovation, la négation des formes de la relation homme-nature, l'adoption des besoins étrangers, tendent à dévaloriser les représentations, les valeurs, la culture autochtone comme source de créativité et d'innovation, de production d'un avenir.

L'«occidentalisation» spontanée, déterminée par les changements dans les conditions matérielles et institutionnelles de l'existence est, selon les formations sociales, parfois délibérément activée, parfois combattue au nom des valeurs traditionnelles par la classe dominante ; dans les deux cas, l'objectif est le même, asseoir l'hégémonie de cette classe. La culture traditionnelle à laquelle se réfère la classe dominante tend cependant en bien des cas à perdre ses racines dans les techniques et rapports de production, de distribution, de consommation ; à la limite, elle se réduit à un ensemble de représentations figées servant de masque à des stratégies politiques et à des intérêts économiques. De son côté, l'extraversion culturelle ne peut être menée à son terme pour la raison très générale au moins que les fondements de la culture du centre dans les techniques et rapports de production, de distribution, de consommation, ne sont pas reproduits à la périphérie.

D'une façon générale, on assiste à une dislocation culturelle, à une crise de l'identité nationale, à l'apparition de formes culturelles spécifiques qui ne sont nées ni de la dynamique de la culture nationale ni de l'intériorisation complète de la culture «occidentale» mais d'un assemblage d'éléments en lequel se reflète le statut

économique-social de la société périphérique et les rapports entre ses classes sociales.

6) Un des processus majeurs engendrés par l'expansion du capitalisme monopoliste sur les rives de la Méditerranée (comme ailleurs, du reste) est le fractionnement des sociétés en deux secteurs économiques-sociaux et culturels complémentaires et antagoniques ; un secteur « moderne » dont la tendance dominante, économique et culturelle est l'extraversion, un secteur « archaïque » dont la tendance économique et culturelle est l'intraversion. Le secteur « archaïque » (agriculture paysanne, artisanat, petit commerce) est délabré et arrêté par la désarticulation des anciens ensembles de complémentarités, par l'extraversion du secteur « moderne » et par le changement du système des besoins. Tandis que les bénéficiaires du secteur « moderne » : membres de l'appareil d'État (« bourgeoisie » d'appareil), différentes fractions de la moyenne bourgeoisie (capitaliste) : bourgeoisie compradore, entrepreneurs vivant des contrats de l'État, etc., intériorisent les finalités du capitalisme monopoliste et s'en font les agents intérieurs, les producteurs du secteur « archaïque » sont appauvris et soumis à une violence multi-forme : regroupements de villages, émigration, expropriation légale ou de fait, écrasement par le marché et l'usure, répression culturelle, etc.

7) On peut faire l'hypothèse que l'État est en bien des cas l'instrument principal de l'extraversion économique-sociale des nations (indépendantes) périphériques et des régions périphériques des nations dominantes. Contrôlé au départ, dans les nations périphériques par des classes ou fractions de classes d'origines diverses qui, pour se maintenir ou conquérir le pouvoir se sont appuyées sur la relation au marché international, il tend à asseoir la domination du capital monopoliste en s'assurant, à l'intérieur, l'hégémonie sur des classes sociales que son activité même engendre : les classes sociales bénéficiaires du secteur « moderne » extraverti. Sa fonction dans l'extraversion passe par la politique économique (accroissement des échanges extérieurs), par la politique des équipements collectifs (qui contribue à briser le système des besoins), par la forme de la distribution des revenus qu'il détient grâce aux monopoles qu'il s'est réservés, par le changement institutionnel et la politique culturelle poursuivie à l'égard des classes dominantes, par la répression économique, politique et culturelle du secteur « archaïque », etc. En même temps, au travers des plans d'industrialisation et d'équipement, il facilite l'implantation d'établissements dépendant des firmes multinationales, ou orientés vers les demandes du marché

international, assurant en même temps parfois une certaine régulation entre leurs intérêts divergents.

8) Afin d'abrégé cette présentation d'une problématique, nous nous sommes bornés à indiquer les tendances majeures des transformations actuelles, et avons effacé les différences entre régions et pays méditerranéens. Les différences proviennent essentiellement d'abord des avantages que les pays méditerranéens offrent sur le marché international et de la demande qui en est ressentie (sites touristiques, réserves de main-d'œuvre qualifiée ou non qualifiée, pétrole, etc.). Elles proviennent ensuite de la nature de la formation sociale dans laquelle le capitalisme monopoliste s'immisce, des classes sociales autochtones qui en assurent le relais à l'intérieur du pays (bourgeoisie d'appareil, bourgeoisie marchande, grande propriété foncière, petite bourgeoisie, etc.) et de leurs rapports historiques avec les autres classes sociales. Selon les cas, la tendance à l'extraversion économique-sociale est plus ou moins accentuée, plus ou moins freinée, les rapports avec les classes dominées plus ou moins orientés vers la répression ou l'intégration. Ainsi, la tendance à l'extraversion est plus accentuée dans les pays qui disposent d'importantes ressources de pétrole en raison même de la forte demande du marché international ; pourtant, des différences considérables apparaissent. Si certains pays se rapprochent déjà d'une situation dans laquelle, entre une production pétrolière qui n'engage qu'une très faible partie de la population active et la consommation de produits étrangers, la nation exportatrice n'a aucun rôle dans le processus de production des biens (émergence de sociétés qui se définissent par la consommation et sont ainsi dépossédées de leur avenir), d'autres cherchent à éviter une telle tendance et à parvenir à un certain degré d'introversion ou d'autonomie.

9) Le fait dominant demeure cependant le processus de dépossession massive des peuples méditerranéens : dépossession de leur espace, de leur œcoumène, de leurs activités de production, de leur système de besoins, de leur culture, de leur avenir. Comment, peut-on alors se demander, les populations vivent-elles ce processus qui, au-delà des caractères particuliers propres au bassin méditerranéen (intensité actuelle, exacerbation des tensions, etc...) est le lot de toute la périphérie mondiale ? Par quelles conduites individuelles et collectives, dans quels mouvements les résistances, refus, contestations, s'expriment-ils ? Qui, quelles classes et fractions de classes s'expriment dans ces mouvements, dans ces conduites et quels sont leurs rapports ? Quel avenir est proposé pour la Méditerranée, ses pays et provinces ? En quoi, les réponses manifestent

ou latentes, portent-elles la marque de la ou des cultures méditerranéennes, s'inscrivent-elles dans un rapport de rupture ou de continuité/discontinuité avec le passé de la Méditerranée ? Une mise en perspective historique n'est pas sans importance pour la compréhension du présent et pour les luttes qui s'y déroulent. La signification de classe des institutions et des événements historiques a bien souvent été occultée sinon détournée, la privation de sens des pratiques, des représentations, de la culture des classes exploitées étant un instrument de leur domination actuelle.

III — Dans le domaine de l'histoire, quatre séries principales de questions peuvent être posées.

1) Les formations économiques-sociales méditerranéennes ont-elles reproduit au cours de l'histoire des caractères communs spécifiques par rapport aux formations d'autres parties du monde, celles de l'Europe du Nord en particulier ? Les caractéristiques différentielles du « mode de production antique » n'ont-elles pas, très longtemps (jusqu'à aujourd'hui ?) laissé des traces extrêmement vivaces, donné naissance à des institutions et à une culture spécifique ? Ne rencontre-t-on pas sur les rives de la Méditerranée des rapports originaux entre ville et campagne, entre villes, entre commerce et propriété foncière ? Quelle est l'articulation entre la méditerranéité et une nature particulière : mer pauvre mais propice aux échanges, données climatiques propres, existence de plusieurs sortes de terres (montagnes, plaines, plateaux et steppes) supposant des techniques d'exploitation très contrastées, et pourtant en rapports étroits et permanents ?

2) Les questions qui précèdent conduisent immédiatement à s'interroger sur les raisons qui ont arrêté le développement du capitalisme industriel sur les rives de la Méditerranée après une époque où il semble avoir été florissant. Faut-il mettre en cause l'absence de révolution agricole, d'accroissement des surplus agricoles disponibles pour les activités urbaines et de libération concomitante de main-d'œuvre paysanne ? Par quels mécanismes cette absence s'explique-telle ? Dégradation ancienne des sols de plaine due à l'exploitation latifundiaire, rapports entre propriétaires fonciers et paysans, identité du marchand et du propriétaire foncier ? Quel est, par ailleurs, le rôle dans le retard à l'industrialisation, des rapports entre classes urbaines en relation d'implication réciproque avec les rapports entre villes, etc... Lorsqu'on examine la question, il semble difficile d'en rester à une explication technico-économique. De relation en relation, c'est toute la Méditerranée qui semble être mise en question par cette mutation manquée.

3) A propos de la pénétration des pays et régions méditerranéens par l'impérialisme sous ses différentes formes, la question très générale que l'on peut d'abord se poser est de savoir comment il s'est articulé sur chacune des formations sociales, sur quelles classes il s'est appuyé et comment il a modifié la nature de ces classes et leurs rapports au sein des formations. Au-delà, ce qui apparaît tout aussi important pour l'avenir est de reconnaître l'utilisation à des fins hégémoniques, au profit de la domination extérieure, de représentations, de pratiques, d'institutions appartenant à la culture populaire mais aussi, entre les deux pôles opposés de la collaboration et de l'opposition ouvertes, les formes multiples et fragmentées de résistance, qui, liées à la culture populaire, ont tendu à investir les rapports, les institutions, l'idéologie imposées de l'extérieur.

4) Quels sont les traits spécifiques de la culture islamo-méditerranéenne dans laquelle se sont mêlées tant de contributions diverses, à commencer par les apports gréco-latins et arabes ? Quelle extension peut-on lui attribuer dans l'espace, quels sous-ensembles peuvent-ils être distingués ? Quelles transformations a-t-elle subi au cours de l'histoire ? Comment les conflits de classe se prolongent-ils au sein de la culture ; jusqu'à quel point d'ailleurs, peut-on parler d'une culture marquant également les différentes classes sociales ? Le champ de cet ensemble d'interrogations est immense ; il va de la typologie des formes de l'habitat et des formes urbaines aux idées, représentations et valeurs collectives, en passant par les institutions locales et les relations habituelles entre groupements de localités, par les rapports entre la commune, les groupements de clientèle et la famille, par le statut de la femme, la politique des alliances familiales et la politique sexuelle, par les modes d'apprentissage des rôles, etc...

AUX ORIGINES DE LA GUERRE ISRAELO-ARABE DE 1967

Lotfallah SOLIMAN

I. LIMINAIRE :

1) La guerre israélo-arabe de juin 1967 n'a pas été seulement un conflit local. Ses dimensions internationales ont été premières et fondamentales. Mais on peut noter, aujourd'hui, dix ans après le déclenchement par Israël des opérations militaires, que les véritables maîtres de jeu stratégique ont réussi la performance de gommer les aspects internationaux de la crise du Proche-Orient et de réapparaître sur la scène comme étant les seules capables de «ramener la paix» dans la région et d'«effacer les séquelles de l'agression».

2) A la faveur de la défaite militaire de l'Égypte et de son dégage-ment à l'État de Suez, l'impérialisme a pu mettre en place le dispositif de défense de ses intérêts. Il a pu le faire avec la complicité des milieux réactionnaires arabes et sans rencontrer d'opposition majeure de la part de ceux qui se voulaient et se déclaraient anti-impérialiste. Ces derniers étaient trop occupés à découvrir les vertus révolutionnaires-en-soi de la résistance armée sur le front nord (de la presqu'île arabique) et à mettre en évidence le caractère colonial de l'aventure sioniste, pour se rendre compte que, ce faisant, ils entraient dans le jeu de l'impérialisme et de ses alliés locaux qui concentraient leurs efforts à réduire le conflit israélo-arabe à ses seules dimensions locales.

3) C'est parce que le Mouvement de Libération Arabe, avec sa composante palestinienne, n'a pas cerné avec assez de rigueur l'ensemble global du fait *politique* Israël pour n'en retenir que l'aspect *colonial*, que l'on assiste, aujourd'hui, à la réalisation graduelle de tous les objectifs majeurs que l'impérialisme avait assignés

à la guerre de 1967, sans que rien de sérieux ne fût entrepris pour y mettre obstacle et parfois même sans que l'on s'en fût aperçu. Le Mouvement de Libération Arabe aura ainsi traversé cette phase historique en quasi-somnambule, inconscient de ce qu'il faisait et de ce qui l'entourait, s'épuisant à lutter pour les objectifs, *certes importants, mais somme toute, secondaires*. Il aura ainsi laissé forger les chaînes qui risquent de l'immobiliser pendant toute une période à venir, même s'il parvient à récupérer l'ensemble des territoires arabes occupés et à faire reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien.

4) Devant l'immensité de sa défaite, la pensée révolutionnaire arabe s'interroge. Ces pages se veulent une contribution.

II. LES ENJEUX STRATÉGIQUES :

1) Tout au long de l'Histoire, le Proche-Orient a constitué un élément très important dans le « jeu » des Puissances. Jusqu'à la découverte de « l'or noir » et l'émergence du pétrole comme matière première plus adaptée que le charbon aux besoins de la seconde révolution industrielle, cette importance était due, essentiellement, à la situation géographique de la région à l'intersection terrestre de l'Afrique et de l'Asie et, plus spécifiquement, à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, sur « la route des Indes ».

2) Dès le début du XIX^e siècle, cette situation géographique du Proche-Orient se retrouve en arrière plan de la plupart des rivalités impériales qui ont déchiré l'Europe et qui devaient conduire à la première guerre mondiale. Trafalgar et Waterloo s'inscrivent autant dans la foulée de la campagne d'Égypte entreprise par Bonaparte que dans celle des ambitions européennes de Napoléon. Les attitudes contradictoires et quasi-conflictuelles de la France et de l'Angleterre à l'égard des campagnes orientales de Mohamed Ali et de son fils Ibrahim relèvent de la même rivalité stratégique. Victorieux sur le terrain dans sa guerre contre la Sublime Porte, Mohamed Ali allait être vaincu politiquement suite à la déroute diplomatique de la France symbolisée par la signature, sous l'impulsion de Palmerston, de l'Alliance quadripartite qui revenait, en fait, à reconnaître la prééminence des intérêts britanniques dans la région.

3) C'est qu'à l'époque, le « système » stratégique britannique s'articulait de la manière suivante : au centre, l'« Empire », constitué par le sous-continent indien ; tout autour, un océan transformé en « lac privé » avec, aux avant-postes, des citadelles instal-

lées au fur et à mesure (Simonstown, dans le Cap, dès 1806, Singapour en 1819, Freemantle en 1826 et Aden en 1838) pour en interdire l'accès à quelle qu'autre Puissance sans la permission, au moins tacite, du gouvernement de Sa Gracieuse Majesté ; entre la Métropole et son Empire, son lac et ses citadelles, une voie royale (Portsmouth-Gibraltar-Malte-Saint Jean d'Acre-Océan Indien) dont la section terrestre devait être défendue contre toute convoitise et demeurer ouverte grâce à la mansuétude d'un empire ottoman, infidèle mais en pleine décomposition.

4) Tel étant le «système» stratégique britannique, il était à fois logique et prévisible qu'après l'ouverture du Canal de Suez, l'Angleterre n'allait pas se croiser les bras et laisser la France faire une percée aussi spectaculaire dans une région qui devait demeurer, autant que possible, une «réserve» britannique ou tolérer que l'Égypte demeurât longtemps encore en dehors des marches de l'Empire. Après avoir, en 1875, acheté pour une bouchée de pain, les actions égyptiennes du Canal de Suez, le prétexte fut facile à trouver pour qu'en 1884, l'Égypte fut «pacifiée». Le système stratégique britannique était ainsi sauvegardé car, malgré la duperie de la Convention de Constantinople assurant théoriquement la liberté de traversée du Canal à tous les pavillons, aussi bien marchands que militaires, en temps de paix comme en temps de guerre, le Canal de Suez était devenu, en fait, avec l'occupation de l'Égypte, un canal anglais. Depuis cette date et jusqu'à sa nationalisation en 1956, jamais, au cours des conflits dans lesquels l'Angleterre était impliquée, un bâtiment ennemi n'a pu le traverser ni même s'en approcher.

5) Ainsi donc, tout au long du XIXe siècle et jusqu'à la Première Guerre Mondiale, le système stratégique anglais s'articulant autour de l'Empire, de son lac et de sa route, le Proche-Orient tirait son importance stratégique de sa seule situation géographique. En 1907, Lord Curzon pouvait, le plus logiquement du monde, écrire dans un message au «Birmingham and Midland Institute» :

«Vous imaginez-vous que nous pourrions nous arrêter à la perte de l'Inde et des Grandes Colonies ? Vos ports et vos dépôts de charbon, vos forteresses et vos jetées, vos colonies de la Couronne et vos protectorats s'en iront aussi. Car, ou bien ils cesseront d'être nécessaire en tant qu'avant-postes et sentinelles d'un Empire disparu, ou bien ils vous seront enlevés par un ennemi plus puissant que vous...»

6) Il ne s'en est fallu que de quelques années pour qu'en ce qui concerne le Proche-Orient, le raisonnement de Lord Curzon ne releva plus de l'approche stratégique, mais de la préhistoire. Une nouvelle dimension, dont Lord Curzon ne pouvait prévoir l'ampleur, était venue s'ajouter à celle de la stricte situation géographique du Proche-Orient. Dès 1915, dans un raccourci saisissant, Winston Churchill, alors Premier Lord de l'Amirauté britannique avait déclaré qu'«une tonne de pétrole valait bien dix mille vies humaines» et l'on pressentait déjà que le sous-sol proche-oriental était le plus grand réservoir mondial de ce pétrole qui occupait une place de plus en plus importante non seulement en tant que matière première énergétique, mais également en tant que matière première tout court. Avant même que le cadavre de l'«homme malade» ne se fut refroidi, une lutte sournoise s'engagea entre les Alliés de la veille, et la «guerre froide» avant la lettre ne prit fin qu'avec l'octroi, à la France, de 23,3% des parts de l'Irak Petroleum Company et de ses filiales.

7) Du coup, le Proche-Orient prenait une «valeur stratégique en soi» et non plus comme un simple chemin de transit. Et encore ! On n'en n'était qu'aux balbutiements de la seconde révolution industrielle qu'augurait la découverte du pétrole et de ses utilisations. L'industrie pétrochimique n'en était qu'à ses débuts et s'annonçait de plus en plus prometteuse. Tous les jours, dans le processus de raffinage, on découvrait des matériaux nouveaux et les recherches industrielles mettaient au point de nouvelles utilisations aux matériaux déjà découverts. A la veille de la seconde guerre mondiale, dans la panoplie des armements modernes ou modernisés, le matériel auto-propulsé par combustion occupait une place incontestablement dominante, la mise au point des fils synthétiques annonçait un nouveau départ pour l'industrie textile et, à l'horizon, pointait l'aube de la grande révolution des matières plastiques.

8) De sorte que lorsqu'en août 1947, par l'accession à l'indépendance de l'Inde et du Pakistan (bientôt suivie par celles de Ceylan et de Burma), l'Empire britannique éclata en son noyau même, il ne fut pas question de démanteler le dispositif stratégique proche-oriental qui avait été mis en place, initialement, pour défendre l'Empire et sa route. Le Proche-Orient avait cessé d'être «nécessaire en tant qu'avant poste et sentinelle d'un Empire disparu». Il n'en avait pas, pour autant, perdu de son importance. Bien au contraire. Au cours de l'exercice financier 1949-50, la Grande Bretagne en avait importé pour 47,5 millions de Livres Sterling de pétrole sur un total d'importations de 56 millions. Cela constituait une économie importante de devises, sans compter les profits quasi-usuraires

que le capitalisme retirait de sa participation à l'Anglo-Iranian Oil Company, à la Koweit Oil Company et à l'Irak Petroleum Company et ses filiales. De sorte que lorsqu'éclata, en 1951, la crise iranienne, le Secrétaire d'État britannique à la Défense, le travailleur John Strachei, se vit conseiller par tous ceux qu'il avait consultés, aussi bien partisans qu'adversaires du recours à la force, qu'il fallait, en tous cas, mettre un terme rapide à la crise, «une poursuite prolongée de l'arrêt de production et de raffinage du pétrole à Abadan risquant non seulement de réduire à la faillite l'Anglo-Iranian Company, mais également de paralyser l'économie britannique elle-même». (John Strachey, «The End of Empire», Gollancz 1959, p. 161). Pour mettre fin à la crise, la Grande Bretagne allait même accepter un «moindre mal» en partageant le gâteau avec les sociétés américaines au sein du Consortium qui allait, prendre le relai de l'Anglo-Iranian Oil Company.

9) Mais alors que dans les milieux intéressés de l'impérialisme financier et du grand capitalisme industriel, on se rendait parfaitement compte de «la réalité nouvelle» née de l'irruption du pétrole sur la scène énergetico-industrielle, on continua, dans les chancelleries occidentales et même dans certains milieux d'Etat-Major à entretenir l'illusion selon laquelle le Proche-Orient tirait l'essentiel de son importance stratégique du simple fait de sa situation géographique et que la politique spécifiquement britannique et généralement occidentale continuait à obéir aux impératifs idéalisés de la défense d'un Empire qui n'existait plus.

Il s'agissait d'une mystification et même d'une mystification on ne peut plus grossière. Mais il faut croire en sa vertu confusionniste puisque, vingt ans après la disparition de l'Empire, on pouvait encore lire, sous la plume d'un certain général Beaufre qui aurait, à un moment donné, appartenu à l'Etat-Major français et qui serait l'auteur de plusieurs ouvrages sur la stratégie, qu'il fallait que «l'URSS et les États-Unis, ces derniers en accord avec la Grande Bretagne et la France, s'entendent sur le statut à maintenir dans cette partie du monde, *en attendant que la Mer Rouge, délaissée par les grands pétroliers et par les navires rapides à propulsion nucléaire qui préféreront la route du Cap, redevienne le cul-de-sac qu'elle a été pendant des siècles et que ses rives retrouvent le calme endormi des terres sans histoires*». (Général Beaufre : Menace d'Orages sur la Mer Rouge, in «Le Figaro», 27 avril 1967).

10) Pour élaborer son système et prodiguer ses précieux conseils, le général Beaufre n'avait retenu de la nouvelle réalité que les chiffres relatifs au Proche-Orient en tant que voie de transit : en

1966, 21 250 navires jaugeant près de 275 millions de tonnes avaient transité par le détroit de Bab el Mandeb, la Mer Rouge et le Canal de Suez, transportant 194 millions de tonnes de marchandises d'Est en Ouest et 47 millions d'Ouest en Est.

Ce que dans son élaboration, en retard d'au moins une guerre mondiale, le général Beaufre avait tout simplement oublié (ou volontairement omis) de relever, c'est que sur les 194 millions de tonnes de marchandises qui, en 1966, avaient transité, par voie maritime, d'Est en Ouest, 16,6 millions de tonnes avaient été produites dans la région même et qu'il ne suffisait donc plus, pour que l'Arabie, riveraine de la Mer Rouge, redevienne une terre oubliée de Dieu et des hommes, de mettre à l'honneur d'autres voies ou d'autres moyens de communication. Le Proche-Orient n'était plus, dans la nouvelle donne stratégique, une région-transit, mais une région-production. Pour éviter «les orages» et régler le problème de la sécurité des approvisionnement pétroliers, il fallait, avant de garantir la sécurité des transports, garantir la sécurité de la production elle-même.

11) A la veille de la guerre israélo-arabe et selon les chiffres publiés en 1966, les pays arabes (donc à l'exclusion de l'Iran) détenaient dans leur sous-sol 30,5 milliards de tonnes, soit 56,27% des réserves mondiales prouvées de pétrole. La même année, ils produisaient 467 millions de tonnes, soit plus de 28,8% de la production mondiale et participaient pour plus de 62% dans le commerce international de l'or noir.

Pour la pérennité de la civilisation industrielle, en attendant que l'atome ou le soleil prennent sérieusement le relais du pétrole (ne fut-ce que dans le domaine énergétique), le Proche-Orient arabe était devenu «la Région la plus importante du monde».

12) A ce fait qui donne au Proche-Orient Arabe l'oscar de «la région la plus importante», celle dont la société occidentale industrialisée, en l'état actuel de la technologie, ne peut se passer sans encourir une mort certaine, il convient d'ajouter une autre dimension qui a son importance stratégique. En effet, malgré les apparences, la société occidentale industrialisée demeure travaillée de l'intérieur par de multiples rivalités et de nombreuses contradictions plus ou moins conflictuelles. Malgré l'émergence, au lendemain de la seconde guerre mondiale, de l'impérialisme américain comme «force dominante au sein du monde libre», son hégémonie n'est pas totale et l'on assiste, encore aujourd'hui, de la part des impérialismes vétustes qui ne peuvent pas se décider à mourir et des impérialismes nouveaux qui ne peuvent pas ne pas vouloir s'épanouir

à des soubresauts, voire à de véritables rebellions qui auraient certainement dégénéré en une guerre pour une redistribution du monde, si la menace du «socialisme» étatisé et militarisé n'était pas aussi présente et aussi pressante. Le Proche-Orient Arabe devient ainsi, *en même temps*, la région la plus importante du monde pour l'impérialisme dans sa multinationalité et la région la plus importante du monde pour les impérialismes dans leurs singularités et leurs rivalités.

A la veille de la guerre de juin 1967, le pétrole arabe était presque entièrement dominé par les trusts américains et anglo-hollandais, la Compagnie Française des Pétroles faisant, dans ce concert, plutôt figure de parent pauvre. Cette quasi-monopolisation des sources d'approvisionnement constituait, entre les mains du super-impérialisme américain et de son subalterne anglo-hollandais, un instrument de pénétration et de domination politique et économique, non seulement dans les pays producteurs, mais également dans les pays consommateurs. A l'époque, la France gaullienne nourrissait encore des velléités d'indépendance nationale ou impérialiste. Ne se résignant pas au statut de sous-impérialisme, elle considérera avec une certaine sympathie la tendance du nationalisme arabe à récupérer ses richesses nationales, encouragera les accords pétroliers «d'Etat à Etat» et adoptera à l'égard du Proche-Orient en général et de l'Egypte nassérienne en particulier une attitude singulière qui reflétera plus ses intérêts propres que ceux de l'ensemble de «l'impérialisme libre».

13) Résumons-nous : à la veille de la guerre de 1967, les intérêts à défendre étaient considérables :

- Intérêts américains : 360 millions de tonnes de pétrole.
- Intérêts anglo-hollandais : 247 millions de tonnes de pétrole.
- Intérêts français : 50 millions de tonnes de pétrole.
- Intérêts des rois, princes et cheikhs : 5 milliards de dollars et leur survivance féodale.
- Intérêts stratégiques des USA et des anglo-hollandais en Europe et au Japon : maîtres du pétrole, les «atlantistes» colonisent les grands pays consommateurs et en particulier les pays d'Europe et le Japon.

III. SECURITE ET CONTESTATION :

1) L'enjeu, ainsi défini est, pour la société occidentale industrialisée dans son ensemble et pour l'impérialisme multinational et ses sous-impérialismes plus ou moins colonisés, vital. La société oc-

cidentale industrialisée et son ou ses impérialismes réalisent cette importance. Aussi, au Proche-Orient arabe ne tolèrent-ils aucune incartade. Alors qu'ils peuvent se payer le luxe, histoire de prouver leur libéralisme, de permettre aux uns et aux autres, un peu partout ailleurs dans le monde, de jouer à la révolution de leur choix, au Proche-Orient arabe, ils ne peuvent se payer aucun luxe, ne tolérer aucune contestation de leur hégémonie. Au Proche-Orient, dans la confrontation impérialisme-révolution (fut-elle nationale bourgeoise), il n'y a pas d'escalade possible. Ici, beaucoup plus qu'ailleurs dans le monde, la question qui se pose pour l'occident industrialisé n'est pas de garder, perdre ou partager un marché, *mais d'être ou ne pas être*. En l'état actuel du développement des moyens de production, la société occidentale qui a pu survivre à la perte du marché chinois, croulerait comme un château de cartes à la perte du marché, beaucoup plus étroit, du Proche-Orient arabe.

2) Nous ne le répèterons jamais suffisamment : alors que partout ailleurs dans le monde existent des palliers qu'impérialisme et révolution (ou même nationalisme) peuvent franchir successivement sans que n'éclatent les contradictions à l'échelle mondiale, de telles marges de sécurité n'existent pas dans le Proche-Orient arabe. Aussi, depuis la seconde guerre mondiale et l'émergence du pétrole comme principale source énergétique et de la pétrochimie comme facteur essentiel de la seconde révolution industrielle, le monde arabe, avec ses ressources pétrolières, est devenu la zone des tempêtes par excellence. Des quatre crises qui, depuis 1945, ont failli faire éclater ces contradictions, deux — celle de 1956 et celle de 1967 qui dure encore — se situent dans cette partie du monde particulièrement explosive, les deux autres étant celle de Berlin dans les dernières années quarante et celle de Cuba en 1961. Malgré la charge émotionnelle charriée par la guerre du Vietnam, celle-ci n'a, à aucun moment, failli dégénérer en une confrontation majeure à l'échelle internationale.

3) A ce point de nos «propositions» sur les origines de la guerre israélo-arabe de 1967, il convient de franchir un nouveau pas, non pas pour souligner, plus que nous ne l'avons fait, l'importance vitale de l'enjeu pour la société occidentale industrialisée, mais pour cerner le problème de la «sécurité», de l'enjeu et de sa «contestation».

4) Mise à part la mystification relative à la route d'un Empire qui n'existait plus, dès la fin de la seconde guerre mondiale, les intérêts impérialistes et généralement occidentaux au Proche-Orient arabe se concentraient dans les pays producteurs et exportateurs de pétrole, c.a.d. dans ces «entités juridiques» créées de toutes pièces qui avaient noms : Irak, Koweït, Abou Dhabi, Bahrein, Qa-

tar et Arabie Saoudite. C'est dans ces «entités juridiques» dont, en 1967, la population n'excédait guère 15 millions d'habitants que se trouvaient concentrés 50% des réserves mondiales.

5) Or, à part l'Irak où, malgré la persistance d'une division verticale de la société en arabes et kurdes, en musulmans chiites et musulmans sunnites, on pouvait déceler une sédentarisation et une urbanisation assez avancées, ainsi qu'une diversification embryonnaire des activités économiques et sociales et où, par conséquent, on pouvait craindre ou espérer l'enclenchement d'un processus interne, plus ou moins efficace, de revendications et de contestations anti-impérialistes, fussent-elles bourgeoises, à part l'Irak donc, toutes les entités juridiques qui abritaient les intérêts impérialistes dans la région étaient constituées par un agglomérat de tribus dont le nomadisme constituait encore l'activité principale (Arabie Saoudite), par un agrégat recruté sur le marché du travail de la région (Koweït) ou par des enclaves pour lesquels l'impérialisme cherchait encore un statut enviable (Abou Dhabi et les Émirats).

6) Dans une région aussi caricaturalement balkanisée, l'impérialisme savait n'avoir pas à craindre de contestations intérieures. La sécurité de la production du pétrole et de son exportation vers les centres de consommation ne pouvaient y être *sérieusement* mise en cause que par l'intervention d'un élément extérieur, à prétentions «unitaires» ou «expansionnistes» (le facteur extérieur hégémoniste, se servira de l'expression «unitaire» pour justifier son intervention, alors que les tenants du statu-quo utiliseront l'expression «expansionniste» pour la condamner et la dénoncer) et doté d'une certaine capacité (peu importe la dose) de faire valoir ses prétentions, par coercition étatique ou appel charismatique ou les deux à la fois.

7) Les mêmes causes produisent les mêmes effets. C'est parce que les entités juridiques productrices de pétrole n'ont absolument aucune densité humaine à capacité réelle ou potentielle crédible, que la contestation du statu quo ne peut être le fait que d'un élément extérieur. Pour la même raison, la défense du statut quo, ne peut être, elle aussi, que le fait d'un élément extérieur. Lorsqu'en 1961, l'Irak de Abdel Kerim Kassem fit valoir, du petit bout des lèvres, ses «droits» sur le Koweït qui venait d'être «proclamé» indépendant, la résistance à cette prétention s'organisa, aussitôt, mais à partir de l'armée anglaise dans un premier temps et d'une force de sécurité arabe, dans un second. Le Koweït, gisement de pétrole transformé, pour les besoins de la cause, en «Etat souverain» n'a été, tout au long de cette aventure, que «l'objet» de la convoitise unitaire ou expan-

sionniste de l'Irak et celui de la résistance britannique et arabe à cette convoitise.

8) Toute l'histoire du Proche-Orient, à partir de la seconde guerre mondiale, peut être considérée à partir de la volonté de l'Occident industrialisé de mettre sur pied un système efficace de défense de ses intérêts pétroliers contre toutes les contestations «extérieures», d'où qu'elles viennent, soviétiques ou arabes ou soviéto-arabes.

9) A cet égard, il convient de signaler un fait d'une haute importance et d'une haute signification stratégique. Sans doute parce qu'elle ne sous-estime pas l'importance accordée par l'Occident à ses intérêts et à ses approvisionnement pétroliers, l'URSS n'a jamais poussé la contestation du statu-quo pétrolier au delà du seuil de tolérance. Bien plus, elle a souvent usé de son influence auprès de certains États Arabes unitaires ou expansionnistes pour les rappeler à une certaine modération. Ce sont les alliés arabes de l'URSS — en particulier l'Égypte nassérienne — qui n'ont pas su ou pas voulu tenir compte des limites du tolérable, soient qu'ils pensaient pouvoir «forcer la main» à leur grande alliée, soient qu'ils faisaient l'erreur de s'imaginer qu'au sein du monde «libre», il y avait encore place pour une nouvelle grande puissance et par conséquent, pour un nouveau partage du monde non-socialiste. A l'époque de l'aménagement de la coexistence et de la réduction des vieux impérialismes au statut «d'impérialismes colonisés», de telles illusions sont, on ne peut plus mortelles.

10) Les nationalismes, tels qu'ils se sont manifestés dans les pays arabes au cours de la première décade qui a suivi la seconde guerre mondiale, n'ont inquiété sérieusement l'Occident que dans la seule mesure où ils entendaient ne s'intégrer au système de «containement» de l'URSS que dans le cadre plus ou moins autonome du «pacte de sécurité collective arabe». Les conséquences de cette contradiction plus formelle que réelle auraient pu demeurer mineures si les pays occidentaux n'avaient alors commis toute une série d'erreurs qui eurent pour effet, a contrario, de «radicaliser» les mouvements nationaux arabes et de donner à l'Union Soviétique l'occasion d'apparaître aux yeux de ces derniers comme «l'ennemi de l'ennemi» et d'ouvrir une brèche là où l'Occident s'évertuait d'élever une nouvelle «muraille de chine». C'est ainsi que les Puissances Occidentales, après avoir refusé l'intégration collective des pays de la Ligue Arabe dans leur système de containement, ont surestimé la capacité de la monarchie hachémite d'Irak de résister à la surenchère «nationaliste» égyptienne. A posteriori, il apparaît que, dans l'intérêt même de l'Occident, il eut été préférable de jouer la carte de «la sécurité collective arabe» que de miser sur le pacte mort-né de Baghdad.

C'est ainsi, également, qu'après la prise du pouvoir, en Syrie et en Égypte, par l'armée, conséquence de la défaite de 1948, les Puissances Occidentales n'ont pas suffisamment compris que «le renforcement de la capacité militaire» de ces deux pays n'était pas un simple slogan, mais une condition sine qua non de la pérennité des nouveaux pouvoirs. Cette erreur d'appréciation était d'autant plus grave que dès 1950, la Grande Bretagne avait accepté une commande égyptienne de 18 chars Centurion, que l'Égypte avait payé 80% du prix convenu à la commande et qu'en 1955, à la conclusion de l'accord soviéto-égyptien par Tchécoslovaquie interposée, l'Angleterre n'avait pas encore honoré son contrat de fournitures.

C'est ainsi, enfin, que les Puissances Occidentales qui avaient applaudi au non-alignement de Tito, parce qu'il s'agissait d'un non-alignement sur l'Union Soviétique, n'ont pas su tolérer le non-alignement de Nasser, parce qu'il s'agissait d'un non-alignement sur la politique occidentale.

11) L'accumulation de ces erreurs a précipité la rencontre entre l'Union Soviétique et l'Égypte nassérienne qui, au sein du monde arabe, constituait un élément à prétentions unitaires ou expansionnistes, doté d'une certaine capacité de coercition étatique et d'un appel charismatique incontestable.

Toutes les analyses faites dans les Etats-Majors occidentaux dans les années soixante aboutissaient à la même conclusion : c'est de l'Égypte nassérienne et de l'Égypte nassérienne seule que pouvait venir une éventuelle contestation (révolutionnaire ou nationaliste, socialiste ou bourgeoise) de l'hégémonie impérialiste et de la «sécurité» du statu quo régional. C'était donc à l'Égypte et à sa capacité de contestation qu'il fallait s'en prendre. C'était son appareil étatique qu'il fallait briser et c'était son appel charismatique qu'il fallait réduire.

IV. UNE PARENTHÈSE : ISRAËL ?

1). A ce niveau, il convient d'ouvrir une parenthèse pour poser la question d'Israël, opposant bourgeois et même certains opposants de gauche à l'État d'Israël font remonter l'histoire de ce pays à la prise de conscience, par Théodore Herzl, du «fait national» juif, à la fondation, au Congrès de Bâle, du mouvement sioniste, à l'action du Dr Weizmann pour obtenir la Déclaration Balfour par laquelle le gouvernement de Londres promettait la création d'un «foyer national juif» en échange des services rendus aux Alliés au

cours de la première guerre mondiale...ainsi qu'à la nécessité d'aménager «le retour» du peuple élu sur la terre d'élection ou le «refuge» d'un peuple trop longtemps martyrisé par l'antisémitisme européen.

2) Ainsi singularisée et idéalisée, l'histoire de l'État d'Israël apparaît, pour les uns, comme une épopée menée de bout en bout par la volonté messianique d'un peuple élu, tout entier mobilisé pour mettre un terme à une «dispersion» qui aurait duré deux mille ans ; et, pour les autres, comme la réparation d'une injustice permanente à l'égard des juifs, qui aurait débouché, accidentellement, sur une autre injustice à l'égard des Palestiniens. Pour les uns et pour les autres, l'ensemble du phénomène «Israël» demeure ainsi circonscrit dans les strictes limites d'une aventure singulière, celle des pionniers sionistes, qui aurait dégénéré, dans l'innocence absolue (ne croyait-on pas conquérir «une terre sans peuple pour un peuple sans terre») en une aventure de type colonial.

3) Toutefois, cette interprétation qui peut satisfaire les uns et les autres en flattant le chauvinisme conquérant des «pionniers sionistes», ainsi que le masochisme idéalisé de leurs victimes arabes est *historiquement* fausse et *politiquement* dangereuse.

3) Historiquement parlant, la contradiction sionisto-palestinienne, le fait colonial israélien et la résistance palestinienne ne sont que des *conséquences*. Les conséquences d'un fait politique conçu dans le cadre d'un projet stratégique. Revenir sur les conditions dans lesquelles le «projet stratégique Israël» a été conçu nous paraît indispensable. Il faut faire avec lui ce que Marx a fait de la philosophie de Hegel : le remettre sur les pieds.

5) Le «projet stratégique Israël» remonte aux tous débuts de ce que les historiens appellent avec pudeur : la Question d'Orient. C'était l'époque où l'impérialisme dirigeait ses regards vers le Moyen-Orient, et engageait avec le Sultan Ottoman une fine partie (avec alternance de pressions et de négociations) afin de s'aménager des positions de force à l'intérieur d'un Empire en pleine décomposition. C'est à cette époque qu'à partir d'une Egypte transformée en arsenal prend corps le «projet» d'un Empire arabe indépendant de la Sublime Porte et qui pourrait se présenter devant l'Histoire comme héritier dynamique de «l'homme malade». Après avoir conquis l'ensemble de la région, les armées de Mohamed Ali s'apprêtaient à poursuivre les armées ottomanes en déroute jusqu'à l'intérieur de la Turquie lorsque l'Europe coalisée, ayant à sa tête l'Angleterre, est intervenue pour mettre un terme à une «aventure» qui aurait fermé le Proche-Orient à la pénétration européenne.

6) C'est alors que dans les officines impérialistes, à Londres, à Paris et ailleurs, on réalisa que, pour maintenir le monde arabe ouvert à la colonisation européenne, il fallait, non seulement mettre un terme à «l'aventure expansionniste» de Mohamed Ali, mais également rendre impossible, à l'avenir, la création d'un ensemble arabe qui aurait été autrement plus dynamique et autrement plus viable que l'ensemble musulman alors existant. C'est alors et dans cet objectif que le projet stratégique Israël a été conçu.

7) Mais alors qu'à Paris, le «projet stratégique» était perçu comme une entité majoritairement catholique qui serait placée sous le protectorat de la fille aînée de l'Eglise, à Londres, le projet stratégique était conçu comme une «restauration des juifs». Le 24 janvier 1839, le «Times», prenant position en faveur du «droit du peuple juifs à rentrer dans son héritage : la Palestine», *situait cette question juive en connexion étroite avec la crise syro-égyptienne*. L'idée qui parut audacieuse à son propre auteur mit quatorze mois pour mûrir. Le 29 mars 1840, le «Times» revenait sur la question et publiait un Mémoire adressé aux Monarques et Chefs d'Etats de Grande Bretagne et d'Irlande, de Prusse, des Pays-Bas, de Suède et de Norvège, du Danemark, du Hanovre et du Wurtemberg, des Cantons Suisses et des États-Unis d'Amérique. Le mémoire portait le titre significatif de «restauration des juifs» et présentait le «retour des juifs en Palestine» comme *le corrolaire naturel de la solution de la crise orientale*.

8) Il ne s'agissait plus, comme en 1839, d'un vœu platonique ou d'une idée audacieuse. Car certains envisageaient déjà les moyens de réalisation. L'un voulait que l'Angleterre achetât tout simplement la Palestine ; un autre voyait dans l'établissement d'un royaume juif une solution avantageuse pour toutes les puissances européennes à l'encontre du sultan et de son vice-roi en conflit. D'autres journaux anglais renchérisaient dans cette voie. Le «Globe» écrivait que la réalisation de cette restauration juive en Palestine constituait *le plus beau diamant de la couronne anglaise*. De son côté, le «Morning Chronicle» qui représentait le point de vue officieux de Palmerston affirmait que la création ou plutôt la «restauration» d'un tel royaume juif était *«une exigence de la politique orientale et servirait les intérêts du Royaume Uni»*.

9) La question ne tardait d'ailleurs pas à sortir du domaine de la presse et des manifestations de rues, à Londres, pour entrer dans celui de la diplomatie. Le 11 août 1840, le Premier ministre britannique, Lord Palmerston, adressait à son ambassadeur en Turquie

une dépêche qui constituait le premier document diplomatique en faveur de «l'installation des juifs en Palestine». L'analyse de cette dépêche permet de situer, dans sa réalité, le «projet stratégique» et «le fait politique» Israel. Palmerston commence par constater qu'«il existe, parmi les juifs dispersés en Europe, la forte idée que le temps était arrivé pour leur retour en Palestine». Ce désir rencontrait «un écho favorable» et tout semblait indiquer que «ce projet était beaucoup plus proche de sa réalisation que par le passé». Il était par conséquent utile que le Sultan encourageât le retour et l'établissement des juifs en Palestine : *«non seulement, il en retirerait un profit matériel, mais ceci contre-carrerait d'éventuels projets d'expansion de Mohamed Ali ou de ses successeurs»*. Palmerston terminait sa dépêche en recommandant à son ambassadeur de présenter d'une manière confidentielle ces considérations au gouvernement ottoman et de «lui conseiller d'encourager ce retour des juifs d'Europe en Palestine pour contrecarrer le danger égyptien». (Les références à cet épisode de l'histoire d'Israel sont presque totalement oubliées par les historiens plus ou moins sionistes. Elles sont pourtant nombreuses. Citons, entr'autres : A.M. Hyamson : *British Projects for the Restoration of Jews to Palestine*, in, «Publications of the American Jewish Historical Society, 1918. — A.M. Hyamson : *The British Consulate in Jerusalem in relation to the Jews of Palestine (1838-1914)* — A.L. Tibawi : *British Interests in Palestine* — J. Hajjar : *l'Europe et les Destinées du Proche-Orient (1815-1848)*).

10) C'est dans le cadre de ce «projet stratégique» que sont venus s'insérer le développement des idées et des actions de Herzl, le fondateur du sionisme, le Congrès de Bale, la déclaration Balfour, le Mandat britannique sur la Palestine, le passage du mouvement sioniste de la tutelle anglaise à la tutelle américaine et enfin le vote de l'ONU suivi par la création de l'État d'Israel le 15 mai 1948.

11) Toutefois, l'insertion du développement du mouvement sioniste et de l'État d'Israel dans le cadre du «projet stratégique» occidental *ne signifie pas que le mouvement sioniste et l'État d'Israel n'ont pas leur logique propre, leurs intérêts spécifiques et leurs ambitions particulières dont il faut tenir compte*. Mais au début du XIXe siècle, c'est Lord Palmerston qui capitalise le «désir répandu parmi les juifs dispersés en Europe de retourner en Palestine» et non point le contraire. Dans les années soixante du XXe siècle, c'est l'impérialisme qui capitalise les rêves expansionnistes des tenants du «grand Israel» et non point le contraire.

V. DE LA NATURE DE LA SOMMATION :

1) D'une manière générale, on peut caractériser l'histoire des pays arabes, entre la fin de la seconde guerre mondiale et le déclenchement, par Israël, des opérations militaires en juin 1967, par «la lutte menée aussi bien à l'intérieur de chaque pays que sur le plan régional pour la remise en cause des inégalités internationales installées au cours de la période coloniale». Dans son message au congrès en date du 18 février 1970, le Président Nixon a reconnu que la situation au Moyen-Orient était aggravée du fait que *le contrôle des Grandes Puissances n'était pas au niveau de leurs intérêts*. Ce qui revenait à dire que la «stratégie de Paix» (c'était le titre du Message présidentiel) américaine consistait à porter ou à ramener le «contrôle» des Grandes Puissances au niveau de leurs intérêts. La «sommation» était ainsi explicitée : la société arabe était invitée à ne pas contester les intérêts des Grandes Puissances et à cesser de perturber et d'amenuiser le contrôle de ces intérêts.

2) Cette sommation s'adressait au «centre de gravité» de la société arabe. Dès 1965, il était devenu évident que, devant la montée du nationalisme-révolutionnaire au Proche-Orient, la présence égyptienne au Yémen et la proximité du retrait britannique d'à l'Est de Suez, les États-Unis avaient décidé de mettre un terme au «jeu». Le président Nasser était sommé de se soumettre ou de se démettre. La mise à l'écart de Ali Sabri et la désignation de Zaccharia Mohieddine à la Présidence du Conseil, les mesures prises par le nouveau gouvernement, tant sur le plan intérieur (libéralisation relative de l'économie, révision du plan de développement dans un sens favorisant l'industrie légère, l'entreprise privée, mesures d'austérité, etc...) que sur le plan extérieur (dégagement sur le front arabe, accélération du retrait des troupes égyptiennes du Yémen) étaient considérées insuffisantes. Dans le but évident de donner au retrait du Yémen l'allure d'une défaite politique majeure, le roi Fayçal d'Arabie Saoudite était conseillé d'annoncer, au cours d'une visite officielle à Théhéran, la mise sur pied d'un «Pacte Islamique», en vue «de barrer la route à l'athéisme et à la subversion». En même temps, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, reprenant la stratégie appliquée en 1956, déclaraient que l'économie égyptienne n'offraient aucune garantie et exigeaient une dévaluation de la monnaie égyptienne, ce qui aurait eu pour effet de maximiser les inégalités déjà consacrées par les termes de l'échange.

Les demandes américaines allaient plus loin et n'exigeaient pas moins que la réduction des forces armées à 50 000 hommes et de la bureaucratie à 180 000, la dénationalisation des industries nationalisées et la dissolution de l'Union Socialiste arabe. «De telles demandes», écrit M. Miles Copeland, grand dignitaire de la CIA, «lorsqu'on en arrive à considérer leur application, s'avèrent inimaginables. Que Nasser les aient jugées ainsi, cela ne signifie pas qu'il soit devenu «fou de pouvoir» qu'il ait perdu la raison» (Miles Copeland : *The Games of Nations*, p. 233). Devant la résistance de Nasser à se plier à ces exigences, les États-Unis décidaient de cesser les fournitures de ses «surplus alimentaires» à la RAU. Le plan de développement qui était conçu sur la base du paiement par l'Égypte, de ses besoins alimentaires en monnaie locale et non en devises, s'écroula. «Au mois d'avril», écrit Miles Copeland, «il apparaissait clairement que Nasser était arrivé au bout de son rouleau. Il le savait et ses collaborateurs le savaient aussi. Il semblait que le «grand jeu» était terminé...»

VI. L'ESCALADE :

1) Dans la nuit du 27 au 28 mai 1965, les fantassins et des parachutistes de l'armée régulière israélienne avaient entrepris leur premier raid d'envergure. depuis la guerre de 1956, contre la ville de Djénin et les localités de Kalkilia et Shouna, en territoire jordanien. Le choix de la date pour ce que le communiqué israélien qualifiera de «raid d'avertissement et de dissuasion» n'était pas fortuite : à cette date les chefs de gouvernements des pays arabes étaient réunis au Caire. Il fallait «tester l'efficacité du commandement arabe unifié, déjà sérieusement contesté par les Syriens» (Correspondance d'Israel, in «Le Monde», 29/5/1965).

2) Ayant testé l'efficacité du commandement arabe unifié, Israël pouvait s'ériger en garant du statu-quo dans la région et faire ainsi le bilan de la décennie qui a suivi «l'Opération Suez» : «...L'hégémonie israélienne dans la région est un facteur de paix. Elle a eu pour résultat de faire régner le long des frontières israéliennes un calme jusqu'à alors inconnu. Elle a aussi fourni une garantie pour le statu-quo lors des tentatives de putschs nasséristes au Liban et en Jordanie. C'est un fait avéré que l'équilibre de puissance entre les pays arabes voisins d'Israël est, en somme, garanti par les israéliens. Il ne pourrait être compromis sans leur acquiescement. Nous l'avons là, pour ainsi dire, une doctrine de Monroe au Moyen-Orient...» (Observateur du Moyen-Orient et de l'Afrique, vol. X n° 33,

20/ 10/ 1966). Cette opposition d'Israël à tout changement de régime politique en Jordanie ou au Liban est réitérée à plusieurs reprises au cours du mois de décembre 1966. Le 19, à la radio de Tel-Aviv, M. Abba Eban affirmait qu'«Israël avait pour politique, depuis 1958, de s'opposer à tout changement du statu-quo en Jordanie». Quelques jours plus tard, c'est au tour de M. Levi Eshkol, premier ministre, d'affirmer qu'Israël «protégerait» le statu-quo et que si la situation venait à être changée en Jordanie, Israël se réservait le droit d'agir.

3) Israël reconnu «garant du statu-quo» dans la région, les États-Unis lui fournissaient, dès le mois de février 1966, 200 chars Patton et une centaine de missiles Hawk et, en mai de la même année, des bombardiers légers ayant un grand rayon d'action (Skyhawk) «qui pourraient être utilisés pour la destruction des bases aériennes de l'ennemi, surtout en RAU» (Correspondance d'Israël, in, le Monde, 21/5/1966). Dès le 5 avril 1966, le Président du conseil israélien, M. Levi Eshkol pouvait déclarer que les «États-Unis envoient à présent plus d'armes qu'ils ne l'ont fait au cours des dernières années et notre potentiel militaire se renforce en quantité comme en qualité».

4) C'est que la doctrine de Monroe israélienne ne se limitait pas aux pays arabes frontaliers. Dès la publication, en janvier 1967, du Livre Blanc sur la Défense, où la Grande Bretagne annonçait les étapes de son retrait militaire d'à l'Est de Suez, M. Abba Eban se précipitait à Londres pour «tenter d'introduire une dose importante de réalisme dans la décision concernant le retrait de la Grande Bretagne». A la veille de son départ pour Londres, il accordait une interview à l'«Observateur du Moyen-Orient et de l'Afrique» où, à la question : «Quelles conséquences envisagez-vous au retrait des troupes britanniques d'Aden et de l'Arabie du Sud en 1968, il répondait : «... cela dépend de ce qui sera fait dans la période qui va précéder l'évacuation. Israël n'est pas un proche-voisin de l'Arabie du Sud, mais nos objectifs et nos principes s'appliquent à tout le Moyen-Orient. Notre principe essentiel est le respect de la souveraineté des Nations. Nous sommes contre toute hégémonie, tout néo-colonialisme. Le fait que les habitants d'Aden et de l'Arabie du Sud soient de langue arabe ne donne, à notre avis, aucun droit au plus important des pays arabes... Bref, nous estimons qu'il faut laisser les peuples d'Aden et d'Arabie du Sud disposer librement de leur avenir, de leurs institutions, de leurs rapports avec les États du Moyen-Orient comme de l'extérieur... Nous croyons à l'indépendance nationale et non au passage d'une hégémonie à l'autre».

Quelques jours plus tard, au terme de sa visite, dans un discours prononcé à Londres le 21 février 1967, M. Abba Eban devait se faire plus explicite : «... Le destin de cette région n'est pas la centralisation, mais au contraire, l'indépendance nationale et la diversité. *L'affrontement n'est pas entre «le monde arabe» et Israël, mais entre ceux qui veulent établir leur domination sur les autres Etats arabes et ceux qui résistent à cette tentative...»*

5) Pour l'intelligence de «la décision stratégique» et du rôle assigné à Israël dans la réalisation de cette décision, une analyse des données, toutes de sources israéliennes, devient à ce point - intéressante. D'une part, au 21 octobre 1966, il apparaissait que «l'hégémonie israélienne» avait pour résultat, tout au long de la décennie qui venait de s'écouler, «de faire régner le long des frontières israéliennes un calme jusqu'alors inconnu», ce qui n'avait pas empêché Israël, cinq mois plus tôt, de «tester l'efficacité du commandement arabe unifié» en procédant à un raid «d'avertissement et de dissuasion» contre trois localités jordaniennes. M. Abba Eban devait d'ailleurs confirmer le 21 février 1967, qu'il n'existait pas d'affrontement entre Israël et le monde arabe. Pour Israël, le seul conflit qui existait alors était celui qui opposait l'Égypte qui voulait étendre son hégémonie sur Aden et l'Arabie du Sud et «ceux qui résistent à cette tentative». N'étant pas parvenu à dissuader l'Angleterre de se retirer d'Aden et de l'Arabie du Sud, ce qui allait nécessairement créer un vide stratégique qui risquait d'être comblé par l'Égypte nassérienne dont les troupes se trouvaient à proximité, dans le Yémen du Nord, tout allait dépendre de «ce qui sera fait dans la période qui va précéder l'évacuation». En d'autres termes : les anglais ne s'étant pas laissés convaincre de demeurer à Aden et dans le Sud arabe pour y protéger les intérêts des grandes puissances, il fallait que l'armée Égyptienne se retire de la presque Arabie ou qu'elle soit détruite. Nasser ayant alors décidé que l'armée égyptienne «resterait au Yémen cent ans s'il le fallait», le compte à rebours pouvait commencer.

6) Le compte à rebours commença effectivement et «l'escalade» se poursuivit méthodiquement. Dans son édition du 18 mai 1967, «Le Monde» publiait une correspondance d'Israël : «...la campagne, minutieusement orchestrée, a atteint ses objectifs : les Syriens ont réellement cru à une action militaire de grande envergure contre leur pays. *L'Égypte qui est restée passive après le raid israélien contre le village jordanien de Samoua (13 novembre 1966) se devait de faire un geste. Elle l'a fait le 15 mai en acheminant des troupes en direction de la frontière israélienne...»*. Le lendemain, 19 mai

1967, «Le Monde» publiait une autre correspondance d'Israel : «...Le Moyen-Orient est engagé dans une escalade politique dont les conséquences militaires sont parfaitement prévisibles...»

7) Le 5 juin, à l'aube, les conséquences militaires de l'escalade politique s'inscrivaient sur le terrain et détruisaient l'appareil militaire égyptien. Deux mois plus tard, au sommet arabe de Karthoum, les Etats pétroliers pouvaient exiger de Nasser, en échange de leur soutien financier, le retrait de ses troupes du Yémen. Il n'y avait plus rien à craindre du «vide stratégique» que les anglais allaient laisser dans «la région la plus importante du monde».

VII. POURQUOI ? TROIS CITATIONS :

1) «Au Moyen-Orient d'énormes intérêts américains sont en jeu... Les compagnies occidentales possèdent presque tout le pétrole du Moyen-Orient, qui représente un tiers de la production du monde libre et deux tiers des réserves connues. En outre, l'Occident a toujours considéré le Moyen-Orient comme une position vitale entre l'Europe et l'Asie. Les Etats-Unis sont tenus de défendre tout endroit non communiste sur la surface de la terre.» (U.S. News and World Report, 29 mai 1967)

2) «Le Moyen-Orient constitue le carrefour du monde entre l'Asie et l'Europe... Les Etats-Unis y ont pris depuis la fin de la deuxième guerre mondiale la place de la France et de la Grande Bretagne, et la région est maintenant pour eux d'une importance stratégique primordiale... Le Golfe persique enfin produit 27% du pétrole et possède 60% des réserves ; les firmes américaines ont investi dans la région plus de deux milliards 500 millions de dollars...» (New York Times, 31 mai 1967)

3) «Les milieux pétroliers internationaux auxquels leur métier commande de ne tenir compte des données politiques que dans la mesure où elles constituent des facteurs économiques, manifestent une inquiétude croissante des répercussions qu'aurait une défaite d'Israel sur la stabilité de l'approvisionnement énergétique de l'Europe. Ils redoutent qu'une victoire indiscutable du nassérisme ne soit le prélude à une mainmise sur les indispensables gisements du Moyen-Orient. Les représentants des grandes compagnies pétrolières implantées au Proche-Orient envoient à leur quartier général dans les capitales occidentales des rapports très différents selon leur poste d'observation et les intérêts en cause, mais ayant en commun d'être de plus en plus pessimistes. Leur contenu pourrait se résumer comme suit : le Proche-Orient est un château de cartes dont, para-

doxalement, le véritable soutien est l'État d'Israël auquel s'opposent en commun les États arabes ennemis... Une défaite d'Israël, plus sûrement que sa victoire, conduirait, redoute-t-on dans les milieux pétroliers, au renversement à bref délai de l'ordre établi dans les pays riches en hydrocarbures.» (Les Echos, 1er juin 1967).

Paris Septembre 1977

LES MULTINATIONALES EN PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR (*)

Maurice PARODI

Au cours des dix dernières années les grandes firmes (1) et plus particulièrement les firmes multinationales (2) ont connu un développement très important en Provence-Alpes-Cote-d'Azur (P.A.C.A.) qui aboutit aujourd'hui à une restructuration très importante de l'industrie régionale (hors bâtiment et travaux publics). Si le complexe de Fos a occupé le devant de la scène depuis 1969, par son caractère massif et spectaculaire, il ne doit pas occulter les multiples transformations qui ont affecté la plupart des branches industrielles représentées dans la région et la plupart des grands bassins d'emplois.

Cette région de la Méditerranée que l'on disait rebelle à la grande industrie a-t-elle accepté ou subi cette « conversion » ? Cette mutation industrielle se traduit-elle par un développement régional nouveau ? Les espoirs placés par les « milieux économiques » régionaux ou les « aménageurs » (c'est-à-dire les commis de l'État dans la Région) dans les « grands équipements structurants » se sont-ils réalisés ? A-t-on assisté à la naissance d'un « modèle industriel méditerranéen », comme le proclament fièrement certains chargés des relations publiques du Port autonome en faisant contempler aux visiteurs venus du Nord le paysage majestueux qui s'étend au pied de la tour de contrôle de FOS ?

Telles sont quelques unes des grandes interrogations qui sont au cœur de cet article. A vrai dire, ces interrogations dépassent très largement le cadre de la région, car une autre question, sous-jacente, est précisément de savoir si la stratégie industrielle des grandes firmes est fondamentalement différente chez nous et chez nos voisins méditerranéens. Nous n'avons pas de réponse claire à cette question ; peut-être les observations qui suivent permettront-elles d'amorcer chez d'autres chercheurs d'utiles réflexions sur ce thème.

Cet article sera articulé autour des points suivants :

- . Dans un premier temps on s'efforcera de tirer un bilan rapide du développement des grandes entreprises dans la région.
- . Dans un deuxième temps on s'efforcera de répondre à la question : le développement s'est-il traduit par une diversification de ce tissu.
- . En dernier lieu on étudiera quelques effets de la politique des grandes firmes sur l'emploi et sur le fonctionnement du marché du travail.

I. PREMIER BILAN DU DÉVELOPPEMENT DES GRANDES ENTREPRISES

Nous avons dénombré plus de 50 groupes financiers d'envergure implantés en P.A.C.A. (3) dont 33 sous contrôle étranger ; les établissements régionaux dépendent de 130 sociétés juridiquement distinctes sous contrôle de cette cinquantaine de groupes. Une trentaine de ces sociétés seulement ont leur siège social dans la Région.

L'implantation et le développement des grandes firmes se sont effectués au cours des dix dernières années et se poursuivent aujourd'hui selon trois modalités essentielles :

- . *en premier lieu*, par l'investissement direct nouveau
- . *en second lieu*, par des prises de contrôle ou des absorptions d'entreprises régionales existantes
- . *enfin*, par des restructurations qui se sont opérées entre les grandes firmes multinationales déjà implantées dans la Région.

L'investissement direct nouveau

Le premier cas est très bien illustré par la création du complexe de FOS, matérialisé notamment par le développement dans la région de l'unité sidérurgique SOLMER du groupe britannique Impérial Chemical Industries, d'Ugine-aciers (P.U.K.), etc... ce qui représente au total sur la zone même de Fos la création de 9000 emplois permanents.

D'autres exemples pourraient être trouvés sur le plateau de VALBONNE ou sur les communes environnantes de l'ÉTANG de BERRE, notamment sur la zone industrielle de VITROLLES (création ou transfert de plus de 9000 emplois permanents).

Les firmes multinationales et la captation du potentiel productif régional

Les opérations de captation ont particulièrement porté sur les industries de la parfumerie, donc sur le bassin d'emploi de GRASSE et

sa région (4), et sur les *industries agro-alimentaires* où se distingue le groupe B.S.N. (5).

Mais à vrai dire, peu de secteurs industriels représentés dans notre région y échappent : construction mécanique, construction électrique et électronique, notamment (6).

Les raisons qui poussent les firmes multinationales à prendre le contrôle des entreprises indépendante de la région sont apparemment très diverses.

. *Raisons technique* : profiter de l'expérience professionnelle et du potentiel de recherche accumulés. Cette préoccupation semble particulièrement nette dans le contrôle des entreprises de parfumerie.

. *Raisons commerciales* : récupérer le réseau commercial profiter de l'image de marque de la Région ; là-encore l'exemple de la parfumerie s'impose ;

. *Raisons plus profondément liées aux stratégies économiques des grandes firmes* : intégrer une activité amont ou aval - ce qui permet d'accroître la rentabilité de l'ensemble du groupe et garantit à la fois les approvisionnements et les débouchés (exemples : parfumerie, agro-alimentaire),

- s'implanter sur le marché régional (pâtes alimentaires)
- profiter du bas-niveau des salaires,
- contrôler une filière ou une activité (corps-gras, construction mécanique et électrique...)

La restructuration entre firme multinationales.

Si la captation des entreprises régionales par des grandes firmes extra-régionales polarise souvent l'attention et parfois l'inquiétude des responsables politiques, syndicaux ou des milieux d'affaires locaux, en revanche, les opérations de fusion, d'absorption ou de contrôle qui affectent les groupes financiers déjà implantés dans la région sont plus méconnues. Cela s'explique sans doute par le fait que les conséquences physiques de ces opérations (fermeture d'établissement, création de nouveaux équipements, abandon ou développement de certaines activités, modification du volume et de la structure d'emploi, etc...) s'étalent dans le temps et qu'il est donc difficile de percevoir les rapports directs ou indirects qui peuvent exister entre les opérations financières de restructuration (modification des contrôles financiers) et l'activité économique et sociale locale. Pourtant ces opérations de restructurations qui affectent principalement le «capitalisme monopoliste» s'inscrivent dans une stratégie industrielle

des groupes financiers qui en sont les acteurs et entraînent inéluctablement de grandes conséquences sur la production et les pratiques sociales des établissements ou des entreprises locales intéressées.

Au cours des dix dernières années, P.A.C.A. a connu des opérations de restructuration entre firmes multinationales nombreuses et de grande nevergure qui ont affecté principalement les branches de la chimie et pétrochimie, l'alumine-aluminium, la sidérurgie, les composants électroniques, la construction et la réparation navale, les corps gras.

Chimie-Pétrochimie

Le rachat des parts de Pechiney (1969) puis de Saint-Gobain (1971) a permis à Rhône-Poulenc de jouer un rôle de premier plan dans l'extension de la pétrochimie régionale et a renforcé sa vocation de plateforme de première transformation des produits pétrochimiques.

En effet, à la suite des divers changemets de contrôle, la direction de l'usine de Saint-Auban a fermé l'atelier de M.V.C. (base acétylène) et a ouvert Chloe I, nouvelle unité de 120 000 t/an de M.V.C. et de 150 000 t/an de solvants chlorés (premier complexe européen de solvants-chlorés).

De même, la direction de l'usine de Naphtachimie décidait d'installer une usine de 450 000 t/an d'éthylène avec ses installations corollaires de propylène (+ 300 000 t/an) et de butadiène.

De plus, Rhône-Poulenc décide de mettre en marche un nouvel atelier de chlore à Lavera pour développer sa seconde grande unité de M.V.C. installée à Lavera (250 000t/an), Chloe II.

Ainsi Rhône-Poulenc a pris une place de premeir plan dans la Pétrochimie française à partir de ses unités de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Par exemple, les filiales de Rhône-Poulenc dans la région représentent désormais 48 % des capacités françaises totales de M.V.C.

Alumine-aluminium

La fusion de Pechiney et d'Ugine-Kuhlman en 1970 a conféré à ce groupe le contrôle de la totalité de la production d'aluminium en France. Sur le plan régional, l'abandon au groupe Rhône-Poulenc de ses activités chimiques (à l'expection des produits chlorés et fluorés qui sont des produits liés à l'activité alumine-aluminium) a renforcé la position monopoliste de Rhône-Poulenc, mais à également conso-

l'idée la spécialisation de notre région dans la production d'alumine quel que soit par ailleurs l'avenir des mines de bauxite elles-mêmes.

Sidérurgie

On rappellera simplement qu'en 1973, la Sollac (groupe Wendel-Sidélcor) qui contrôlait 100 % de la Solmer à Fos a été obligée, pour des raisons financières, de céder 50 % du capital Solmer au groupe Usinor. En 1974, Thyssen participe au capital de Solmer par rachat de 2,5 % à Sollac et de 2,5 % à Usinor. Thyssen a jusqu'en 1978, pour faire passer sa participation de 5 à 25 %.

Une des conséquences les plus notables de cette modification de contrôle de la Solmer est probablement de renforcer le caractère de «coopérative patronale» de la Solmer qui produit pour approvisionner ses «adhérents» en produits plats et qui ne dispose d'aucune autonomie technique, financière ou commerciale. Ceci constitue un obstacle majeur à toute diversification des activités métallurgiques en aval dans la région.

Composants électroniques

Depuis la fusion du groupe Thomson et de C.S.F. en 1968, et de Sescor et Cosem, leurs filiales respectives, en juin 1969, le centre d'Aix-en-Provence, a été réorganisé et développé (notamment par le transfert des activités de l'ancien siège parisien).

Le développement de la Sescosem et notamment de l'établissement d'Aix sera compromis à deux reprises par la crise de 1970 - 71 et par la crise 1974 - 76. A la suite de la première crise, une solution sera recherchée en direction d'un regroupement de certaines productions des groupes Thomson-C.S.F. et A.E.G. — Telefunken. Après l'échec des pourparlers, Thomson-C.S.F. absorbe sa filiale Secosem (décembre 1972). Le centre d'Aix se spécialise dès lors dans la production de semi-conducteurs de puissance dont le principal client est le groupe Thomson lui-même.

Deux autres établissements dépendent étroitement de la politique de Thomson-C.S.F. : L.C.C.—C.I.C.E. à Bollène et la division activités sous-marines à Cagnes-sur-Mer.

Construction et réparation navales

Déjà l'appartenance des C.N.I.M. de la Seyne au groupe Herlicq tendait à associer la construction navale à tout un ensemble d'acti-

tés métallurgiques et mécaniques et donc à lui assurer les possibilités d'une certaine diversification.

Par ailleurs, le contrôle des chantiers navals de la Ciotat d'abord par le groupe financier libanais Intra-Bank auquel participaient le Koweït et d'autres émirats arabes puis par Intra Investment Company, permettait d'escompter une demande soutenue de pétroliers géants dans un premier temps puis de méthaniers et de navires « sophistiqués », beaucoup moins sensibles à la crise qui affecte la construction navale mondiale.

Mais dans cette branche, l'événement le plus significatif semble être l'accord conclu en janvier 1976 entre les Chantiers Navals de l'Atlantique à Saint-Nazaire et ceux de La Ciotat, chacune des deux sociétés ayant pris une participation symbolique de 5% dans le capital de l'autre. Cet accord, s'il ne modifie pas le contrôle financier des chantiers de La Ciotat, doit logiquement renforcer les orientations industrielles déjà amorcées par la construction navale dans la région, c'est-à-dire :

- . la production de méthaniers géants à technologie avancée ;
- . la mécanique lourde et la métallurgie lourde.

La société Alsthom du groupe C.G.E. ne peut que renforcer encore cette évolution puisque cette fusion permettrait une intégration des activités de construction navale dans un groupe industriel à dominante électro-mécanique se situant dans la mouvance de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

On peut dire autant du Groupement d'Intérêt Economique réalisé entre la SPAT et Creusot-Loire-Creusot-Provence-Marine, puisque ce rapprochement préfigure une accentuation de la diversification des activités du Groupe Terrin : fabrication d'ensembles de pièces de navires et peut-être industrie du nucléaire.

Corps gras

Cette branche, qui fut jusqu'à une période récente sous contrôle du capitalisme familial marseillais est aujourd'hui à peu près entièrement contrôlé par le capital financier.

Unipol appartient depuis 1970 à in holding « Les Rizeries Indochinoises » contrôlé par J-L. Chancel, qui a racheté en 1974 les parts de la Compagnie de Navigation Mixte. Lesieur, au terme (provisoire) d'une lutte entre la famille Lesieur d'une part et la Compagnie de Navigation Mixte et les Rizeries Indochinoises d'autre part, a du faire appel au concours de Banexi (filiale de la B.N.P.) qui détient désormais 25% de son capital, la Compagnie de Navigation Mixte détenant néanmoins 43% et la famille Lesieur 26%. Mais la Compagnie de Na-

vigation Mixte qui détient par ailleurs un pourcentage appréciable du capital de Lesieur-Cotelle et Associés n'a sans doute pas renoncé à ses projets de contrôle. La stratégie des groupes dominants s'est traduite concrètement par la délocalisation de certaines activités en direction des grands centres de consommation du Nord et de la région parisienne et par l'abandon de certaines annexes : Samo (fabrication de chips), Salador (savonneries), Sapal (plats cuisinés), etc...

Ces principaux exemples n'épuisent pas la liste des restructurations qui se sont produites entre groupes financiers ; il faudra rappeler les prises de contrôle opérées par B.S.N. dans la branche semoulerie-pâtes alimentaires et dans les produits laitiers via Gervais-Danone, dans les plats cuisinés via la Sapal, dans les brasseries, via la Société Européenne de Brasserie (Zénith), celle de Cohen-Skalli dans les pâtes alimentaires via Rivoire et Carret-Lustucru.

Dans les branches des produits laitiers, des brasseries et des conserves et plats cuisinés, ces prises de contrôle ont eu généralement des effets néfastes sur l'emploi (fermeture de l'usine Zénith de Marseille en 1975, fermeture de l'usine laitière de Gap en 1972 et, tout récemment fermeture de l'usine de production du groupe B.S.N. Gervais-Danone à Marseille).

Un indicateur de la place occupée par les grandes firmes : l'emploi industriel salarié contrôlé par les firmes multinationales.

Un indicateur intéressant de la place relative prise par les grandes firmes et plus particulièrement les firmes multinationales dans la région P.A.C.A. est constitué par le pourcentage de l'emploi salarié industriel contrôlé directement par ces firmes.

Selon les chiffres de 1974 on pouvait estimer que dans la région environ 30% des travailleurs de l'industrie (7) étaient d'ores et déjà employés par des filiales de firmes multinationales ou des grandes sociétés dont le champ d'activité se situe à l'échelle internationale et le siège généralement hors région.

Ce chiffre peut paraître peu élevé ; mais il s'agit là d'un chiffre moyen calculé par rapport à un effectif salarié total encore fortement influencé par des structures industrielles semi-artisanales. Le degré du contrôle de l'emploi industriel varie selon les départements (36% dans les Alpes-Maritimes par exemple...) et selon les bassins d'emploi.

Voici en effet quelle est la part de l'emploi industriel contrôlé par les grandes firmes dans quelques agglomérations des Bouches-du-Rhône (Z.I.P. de Fos exclue) :

- LA CIOTAT	80%
- BERRE	68%
- MARIGNANE	66%
- MARTIGUES/PORT-DE-BOUC	62%
- ISTRES	61%
- AIX-EN-PROVENCE	33%
- ARLES	33%
- PORT-SAINT-LOUIS	27%
- MARSEILLE/AUBAGNE	24%
- GARDANNE	23%

En fait il y a une relation assez directe entre le degré de développement industriel du département et le degré de contrôle de l'emploi par les grandes firmes. Ceci s'explique notamment par le fait que plus une branche d'industrie est capitalistique (8) plus la pénétration des grandes firmes est importante.

Ainsi, de l'emploi salarié direct des principales branches du département des Bouches-du-Rhône les grandes firmes contrôlent les proportions suivantes :

. 87%	dans la construction et réparation navale et aéronautique.
. 80%	dans la sidérurgie.
. 55%	dans le pétrole
. 50%	dans la construction électrique et l'électronique.
. 48%	dans les matériaux de construction.
. 42%	dans la chimie.
. 29%	dans les industries mécaniques
. 19%	dans les industries agro-alimentaires

Cette première mesure de la dépendance industrielle régionale est confirmée par d'autres types d'approche qui s'efforcent de déterminer dans quelle mesure l'emploi industriel d'une région dépend d'entreprises locales ou extra-régionales (9).

Ainsi la Chambre régionale de Commerce et d'Industrie vient d'actualiser et de confirmer les tendances à une dépendance croissante de l'emploi industriel régional, à partir des résultats de l'enquête annuelle d'entreprise 1972 1973 (10).

De 1970 à 1973, le pourcentage des emplois dépendant des entreprises industrielles régionales de plus de 20 salariés est tombé de 53,3% à 48,9%. Réciproquement, «les effectifs des établissements

de plus de 20 salariés commandés de l'extérieur a dépassé celui des établissements régionaux en 1971 et l'évolution est constante dans ce sens en 1972 1973».

La dépendance est d'autant plus forte que l'on a à faire à des secteurs fortement capitalistiques et à développement technologique rapide. En d'autres termes, les industries régionales restent cantonnées en grande majorité dans les secteurs d'activités traditionnelles.

Cette première approche relativement statique du phénomène de *pénétration* des grandes firmes en Provence-Alpes-Côte-d'Azur donne déjà une impression de grande vulnérabilité du milieu économique local ou encore de *faible capacité de développement industriel autonome de la Région*. Mais rien ne permet de dire si cette faculté de pénétration des entreprises extra-régionales et plus spécifiquement des entreprises multinationales est bénéfique ou non au développement régional.

La suite de notre analyse s'attache donc à étudier en dynamique le fonctionnement des grandes entreprises implantées en P.A.C.A.

On se propose donc ici de répondre aux questions clés :

Ces politiques favorisent-elles une *diversification* et un enrichissement du tissu industriel régional ou au contraire renforcent-elles sa spécialisation ?

Les politiques industrielles et sociales mises en œuvre par ces firmes multinationales sont-elles favorables au plein emploi et au meilleur emploi des forces productives régionales ?

II. SPÉCIALISATION CONTRE DIVERSIFICATION

L'implantation et le développement des grandes firmes au cours des dix dernières années ont considérablement renforcé la spécialisation industrielle de la région dans la production des grands produits de base ou produits intermédiaires. De ce fait, la stratégie du développement régional sur laquelle s'appuyaient plus ou moins explicitement les «aménageurs» s'est trouvée en porte à faux. Cette stratégie basée notamment sur la théorie du pôle de développement de F. PERROUX devait aboutir par le double jeu des *effets d'entraînement* (amont ou aval) et des effets d'induction, au développement d'un *tissu industriel homogène à partir des investissements autonomes* réalisés avec l'appui massif de financement privilégiés, d'avantages fiscaux, de procédures de zonage, etc...) Or cet enchaînement logique n'a pas joué. Le cas est particulièrement flagrant pour l'opération «exemplaire» de Fos. En effet, si en ce qui concerne les effets induits on peut estimer en gros que le mouvement économique et démographique qui ac-

compagne la croissance des villes environnantes (logements, infrastructures, équipements divers, services à la population) entraîne un emploi pour chaque emploi créé sur FOS. «Par contre, les retombées industrielles (entreprises de services, fourniture ou transformation se situant surtout en aval de la chaîne de production par rapport aux industries de FOS) sont pratiquement inexistantes». (11) Sans doute peut-on invoquer la dimension de l'espace économique en jeu et le temps nécessaire pour qu'un tissu industriel homogène se crée. Mais comme l'écrivaient des techniciens de l'OREAM et de la MIAFEB il y a plus profond :

«La nature des activités économiques attirées par les atouts de cette région — industries de base transformant des matières premières importées — se prête peu à un entraînement industriel sur place. C'est une vieille histoire ; le raffinage et la pétrochimie sont implantés dans la même région depuis plus de quarante ans, mais la «chaîne industrielle entraînée» ne s'est pas développé localement au-delà des premiers grands intermédiaires de synthèse.

Cela se traduit dans la structure économique résultante par un «trou» entre les grandes industries de base, et les activités induites par la population. Le tissu industriel intermédiaire est dans cette région d'une faible importance relative, et les récents développements n'indiquent pas qu'il soit tellement appelé à se renforcer.»

Ce point de vue est largement confirmé par l'étude de J. BRODA (12) :

«Il s'agit bien plutôt à FOS d'un aménagement du tissu industriel local - qui devra vivre plus ou moins en osmose avec les firmes motrices - que d'une réelle industrialisation.»

Illustrons ces propos par quelques exemples significatifs :

Sidérurgie

L'étroite spécialisation de *SOLMER*, en l'état actuel des choses est connue et reconnue par son Directeur Général lui-même (Interview accordé au «Monde», le 8 février 1975) : «Nous sommes tenus par les caractéristiques de notre train à bandes. Nous ne pouvons faire ni plus ni moins large, ni plus ni moins épais. Nous ne pouvons que développer encore un peu certaines qualité d'acier».

Cette spécialisation apparaît très bien aussi à travers des propos des dirigeants de *SACILOR*, d'*USINOR* et de *THYSSEN*. Ils attendent simplement de *SOLMER* des coils qui seront laminés à froid dans les usines de Lorraine, du Nord et de la Ruhr.

SOLMER fonctionne donc comme une simple coopérative de production de coils pour ses adhérents qui les intègrent ailleurs soit dans leur circuit commercial, soit dans des filières de production pouvant aller jusqu'aux produits finis.

Cette situation est-elle susceptible de changer dans un avenir prévisible ?

La diversification de *SOLMER* passe nécessairement par l'installation de laminoirs à froid et d'une tolérerie forte ; mais les adhérents de *SOLMER* ont aujourd'hui des politiques industrielles peu compatibles avec une telle orientation.

De plus, du fait de la crise qui affecte plus particulièrement les grands produits de base, la construction de la deuxième tranche de *SOLMER* qui devait démarrer en janvier 1979 est renvoyé *sine die*.

Pétrochimie

Les tableaux relatifs à l'éthylène et au chlore rendent compte de la situation dans la branche.

Métallurgie des non-ferreux

Le tableau relatif à l'aluminine rend compte de la situation dans la branche.

Parfumerie

Le renforcement rapide du contrôle exercé par les firmes multinationales, pour la plupart étrangères, sur l'industrie de *GRASSE* ne peut renforcer la spécialisation de *GRASSE* dans les produits intermédiaires de la parfumerie : huiles essentielles, compositions. La valorisation de ces produits s'effectue et continuera à s'effectuer dans les établissements contrôlés par les groupes et situés soit dans d'autres régions (*LYON*, *PARIS*) soit à l'étranger :

RHONE-POULENC : pharmacie, alimentation animale;

HOFFMAN-LAROCHE : pharmacie, produits de beauté;

SIGNAL : hygiène;

U. O. P. : cosmétiques, savons, parfumerie;

L'O. R. E. A. L. : parfums, cosmétiques, hygiène, pharmacie;

UNILEVER : alimentaire, détergents ;

PFIZER : parfumerie, cosmétiques, pharmacie;

FLUVEAU : pharmacie;

CLIN MYDI : pharmacie, diététique, produits vétérinaires.

CHIMIE ; production-clé : l'éthylène.

firmes multinationales	POTENTIEL PRODUCTIF	PART DANS LE GROUPE EN FRANCE	PART EN FRANCE	PROJETS
RHONE-POULENC ET BP. (naphtachimie)	520.000 t/an (1974)	90% (R.P.) 100% (B.P.)	30%	Naphtachimie --- passa- ge à 600.000 t/an en 1975.
SHELL - CHIMIE	100.000 t/an	100%	6%	projet d'un steam cracker commun B.P. (50%)/SHELL (25%)/ RHONE-POULENC (25%) • 450.000 t. à Berre.

Utilisation de

L'ÉTHYLENE ? • l'éthylène fabriqué aujourd'hui essentiellement à partir du naphta, est devenu entre 1967 et 1975 la base de la chimie — ce qui explique le contrôle exercé par les grands trusts du pétrole sur l'amont de l'industrie chimique.

• en aval, l'éthylène alimente donc les transformateurs que sont les industries de fibres synthétiques, du caoutchouc synthétique, de la pharmacie, des détergents, des colorants, etc...

Lieu d'utilisation de L'ÉTHYLENE PRODUIT EN P.A.C.A. ?

L'essentiel est directement transformé dans la région :

- en polyéthylène par Naphtachimie (association Rhône-Poulenc et B.P. : 65.000 t) ; par *COCHIME* (association Shell et B.A.S.F. : 75.000 t) ; par I.C.I. (80.000 t actuellement et 120.000 plus tard). La région produit à peu près 60% du polyéthylène en France.
- en chlorure de vinyle à Saint-Auban et à Lavéra.
- en oxyde d'éthylène à Lavéra.

Dans les trois cas il s'agit : de grands produits intermédiaires à faible valeur ajoutée sauf en ce qui concerne une application de l'oxyde d'éthylène, les *antigels* dont Naphtha-Chimie contrôle près de 70% du marché national.

Ainsi, la quasi-totalité de ces grands produits intermédiaires est transformée à l'extérieur du fait qu'il n'y a dans la région ni industrie des matières plastiques, ni industrie de fibres synthétiques, ni chimie fine.

CHIMIE ; production-clé : le chlore.

firmes multinationales	POTENTIEL PRODUCTIF	PART DANS LE GROUPE	PART EN FRANCE	PROJETS
RHONE-POULENC	180.000 (St-Auban) 200.000 (Lavéra) — 380.000 t/an	57%	30%	+ 200.000 t/an (Lavéra)
PECHINEY-UGINE- KUHLMAN	/	/	—	600.000 t/an. FOS

Utilisation et lieu d'utilisation du chlore : L'essentiel de la production de chlore de la région est transformé en chlorure-de-vinyle à Saint-Auban et à Lavéra, et en solvants chlorés à Saint-Auban.

Une partie est utilisée dans la fabrication d'oxyde de propylène par Naphtachimie.

LA ENCORE, SI LA PREMIERE TRANSFORMATION A BIEN LIEU DANS LA REGION, LA CHAINE INDUSTRIELLE DE TRANSFORMATION FAIT DÉFAUT EN AVAL.

NON FERREUX ; production-clé : alumine.

firmes multinationales	POTENTIEL PRODUCTIF	PART DANS LE GROUPE	PART EN FRANCE	PROJETS
PÉCHINEY-UGINE- KUHLMANN	725.000 t à Gardanne 320.000 t à La Barasse	80%	100%	

Utilisation de

L'ALUMINE : L'industrie de l'aluminium repose sur l'exploitation d'une filière technique unique dont la structure est simple :

bauxite — *alumine* — *aluminium* — *produits transformés*

soude.
énergie

carbone.
fluorure
énergie.

lieu d'utilisation de

L'ALUMINE : Seuls les deux premiers éléments de la filière ci-dessus sont localisés en P.A.C.A. mais la Région produit 80% de l'alumine fabriquée en France.

Une toute petite part d'alumine est transformée à l'Argentine.

La Région ne compte que deux entreprises moyennes de transformation de l'aluminium (un peu plus de 700 salariés au total).

Industries agro-alimentaires

Du point de vue du dilemme spécialisation diversification, la situation des industries agro-alimentaires est relativement hétérogène.

Cependant la tendance générale résultant de la politique industrielle des grands groupes qui contrôlent de plus en plus ce vaste secteur n'est pas favorable à la région.

L'industrie des corps gras est en nette régression et les restructurations successives lui ont imposé une spécialisation et l'abandon des activités annexes (plats cuisinés, chips, etc...) De plus, il est à craindre qu'une partie des huileries soit délocalisée vers les grands centres de consommation (*PARIS et le NORD*).

De même l'industrie des produits laitiers est en nette régression, la région étant de plus en plus spécialisée par les groupes B.S.N. et *NESTLÉ* dans les produits traditionnels à faible valeur ajoutée (lait, yaourt) ; les produits les plus élaborés (crèmes, fromages frais...) étant fabriqués ailleurs et simplement commercialisés dans le Sud-Est par les filiales des groupes.

Enfin le contrôle par les groupes de la déshydratation des légumes et des fruits et les commodités de transport et de stockage de ces produits ainsi que du concentré de tomate vont favoriser la souplesse d'installation et de localisation des unités de production de produits finis (plats cuisinés, potages...) Dès lors les grands groupes qui dominent la branche peuvent très bien ne plus avoir de relations directes avec la région et la spécialiser, concurremment avec d'autres régions du monde (*GRECE, ITALIE, ESPAGNE...*), dans la production ou la régulation des approvisionnements en produits intermédiaires (déshydratés ou concentrés).

Les conséquences de cette spécialisation industrielle sont nombreuses et capitales du point de vue des potentialités de développement de la région. Nous avons déjà évoqué incidemment la plus grave vulnérabilité conjoncturelle de la région qui va se traduire par des taux de chômage particulièrement élevés (13). Il est prouvé en effet que dans le contexte actuel les industries de biens d'équipement fort mal représentées dans la région (nous mettons à part le cas de l'industrie aéronautique et la construction navale très dépendants des marchés extérieurs) ont une bonne tenue conjoncturelle au plan national. En revanche, les industries produisant des biens intermédiaires connaissent des difficultés particulières et renouvelées (14). Ceci explique fort bien :

— Les réductions d'activité chez *SOLMER* (arrêt du deuxième haut fourneau (15) chez *RHONE-POULENC*,

— Les compressions ou liquidations de personnel en cours chez les multinationales françaises :

SECOSEM (thompson), *PRIOR* (aliment essentiel), *GERVAIS-DANONE* (B.S.N.), ou chez les multinationales étrangères : *CHEVRON CHEMICAL*, *KONEWESTINGHOUSE*, *ERO SUD-ACIER*.

- l'abandon des projets de *SOLMER* et de *RHONE-POULENC* qui a décidé de ne participer au vapocraqueur de *BERRE* (en association avec B.P. et *SHELL CHIMIE*)

Mais plus largement, comme le note J. BRODA (16) cette vulnérabilité conjoncturelle, liée à la spécialisation des grandes firmes s'étend à l'ensemble complexe des réseaux de sous-traitants :

«Ce type d'industrialisation aboutit à rendre le tissu industriel local extrêmement sensible aux variations de conjoncture que peuvent connaître les firmes dominantes».

Une autre conséquence doit être soulignée. Le développement des entreprises sous-traitantes qui s'est effectué dans les mouvances des grands entreprises n'a pas profité essentiellement aux entreprises autonome locales qui avaient pourtant fondé de grands espoirs sur l'implantation d'un certain nombre de grandes firmes. En fait, comme le montre bien l'étude réalisée par J.L.SCHWENDIMAN sur la zone industrielle de *VITROLLES* (17), ce sont les entreprises filiales des grands groupes financiers nationaux ou internationaux qui semblent avoir le plus profité de l'extension des relations de sous-traitance, par rapport aux entreprises proprement régionales. Ainsi s'accroît le clivage entre P.M.I. d'origine local et P.M.I. d'origine extérieure. Ce point est amplement confirmé par l'étude de J. BRODA :

«La firme motrice *SOLMER* a par la même structuré un tissu industriel local qui attribue schématiquement aux entreprises régionales les travaux de maintenance, transports, chaudronnerie ; aux entreprises décentralisées de *LORRAINE* certains travaux d'entretien et de production effectués souvent par des personnels en régie ; aux entreprises de taille nationale l'entretien, les travaux neufs, la conception, la fourniture » au total « en considérant le code I.N.S.E.E. des entreprises locales et leurs liaisons financières connues on remarque que 50 % des sous-traitants de *SOLMER* ont une implantation multirégionales ou dépendent des groupes nationaux. Ainsi *SOLMER* a déplacé dans ses bagages de nombreux sous-traitants opérant déjà en *LORRAINE* ou dans le *NORD* » (18).

Si l'on observe plus particulièrement les 31 entreprises sous-traitantes qui ont des relations suivies et structurelles avec *SOLMER* pour les travaux d'entretien (électrique et mécanique) et de nettoya-

ge, les entreprises locales n'accèdent qu'à 9 % du marché « Le réseau de sous-traitance *SOLMER* privilégie donc considérablement les entreprises qui ont déjà une habitude de la sidérurgie; rares sont les entreprises locales qui ont pu s'y faire une place sinon dans la chaudronnerie et la prestation de personnel ».

Les techniciens de l'O.R.E.A.M. et de la M.I.A.F.E.B. soulignaient récemment (19) d'autres conséquences de la spécialisation industrielle de la région :

« Cette prédominance des industries de base par rapport au tissu de la transformation et des services industriels pèse fortement sur le mode de vie de la région. Sans parler des problèmes proprement liés à l'environnement, on observe une fonctionnalisation de l'espace en zones d'activité, particulièrement marquée dans le cas de la zone industrialo-portuaire en termes de taille et de distances ; une ségrégation sociale dans l'habitat, que l'interpénétration des fonctions de résidence et d'activité tendrait à éviter ; un sous-équipement des villes en niveau de services, caractéristique des régions minières ou de banlieue enfin un déséquilibre dans la structure des emplois, particulièrement évident en ce qui concerne le taux d'activité féminin (inférieur de moitié à la région parisienne, d'un tiers à la moyenne française) ce qui se répercute en outre sur le taux d'activité et le niveau de revenu globaux.

« On peut donc craindre que, si rien n'est engagé de plus que le développement actuellement envisagé des grandes industries, le développement économique ne soit pas accompagné d'une amélioration parallèle du mode de vie dans cette région ».

Précisément, un aspect déterminant du mode de vie des habitants d'une région est constitué par l'emploi en volume et en qualité ; quel est, à ce propos, l'impact des politiques sociales des grandes firmes dans la région.

III. CHOMAGE ET FRAGMENTATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

1) Spécialisation et aggravation du chômage :

Le chômage particulier qui sévit en P.A.C.A. ne peut pas être imputé principalement aux politiques des grandes firmes et notamment des firmes multinationales. Bien avant l'extension des grandes firmes dans notre région, il existait une situation préoccupante caractérisée par :

1. Le poids insuffisant de l'industrie (du point de vue de la valeur ajoutée au produit régional comme du point de vue des structures de l'emploi.

2. La place relative trop grande du bâtiment et des travaux publics dans le secteur industriel.

3. La place insuffisante des industries de transformation (notamment de transformation des grands produits intermédiaires fabriqués dans la région).

4. La mauvaise diffusion des implantations industrielles à l'intérieur de la Région.

5. Par voie de conséquence, des taux d'activité, masculin et féminin, nettement en dessous de la moyenne nationale.

6. Des taux de chômage, notamment pour les femmes et les jeunes nettement supérieurs à la moyenne nationale (ceci est *a fortiori* vérifié dans la période de crise actuelle).

7. Le niveau insuffisant de qualification des emplois.

8. Des mouvements migratoires très importants dans les deux sens : immigration de main d'œuvre banale, mais aussi de main d'œuvre d'encadrement du fait de l'inadéquation de l'appareil de formation et de localisation des centres de décision : émigration d'une partie de la main d'œuvre régionale qualifiée vers d'autres régions et notamment vers *PARIS*.

La première question qui se pose ici est donc de savoir si les politiques industrielles et sociales des grandes firmes ont amélioré ou aggravé cette situation de l'emploi industriel régional.

Nous avons montré que le renforcement de la spécialisation industrielle créait une *vulnérabilité* conjoncturelle particulière *qui était à l'origine* directe de l'aggravation du chômage dans le contexte général de la crise.

De plus, cette spécialisation industrielle et la localisation des investissements qui en résultent engendrent ou laissent subsister des «trous» dans le tissu industriel et la répartition géographique des bassins d'emplois. Ceci explique les taux de chômage particulièrement élevés que l'on note dans certains départements, ou encore ceux qui affectent des catégories particulières des travailleurs (les femmes notamment).

Mais nous voudrions surtout relever les conséquences directes des politiques sociales des grandes firmes, d'une part sur la désarticulation du marché du travail, et d'autre part sur la dévalorisation du travail.

2) Les effets de désarticulation du marché du travail.

Nous entendons par désarticulation du marché du travail :

1° Le clivage qui se développe entre les travailleurs permanents sous statut des grandes entreprises et les travailleurs temporaires dépendant

juridiquement d'entreprises sous-traitantes (sous traitance de spécialité) ou de travailleurs dépendant d'entreprises de location de main d'œuvre (sous-traitances de capacité). Ainsi se creuse un fossé toujours plus grand entre le «travail protégé» et le travail non protégé (20).

2° Le clivage qui s'opère au sein même de certaines grandes entreprises entre ouvriers et employés d'origine locale d'une part et l'encadrement administratif et technique qui est le plus souvent d'origine extérieure.

*Travailleurs permanents, travailleurs temporaires
ou sous-traitants.*

Avec J. BRODA nous étendrons la «notion de sous-traitance à toutes activités déléguées par une firme motrice, auprès d'entreprises travaillant à la commande et pouvant fournir aussi bien des pièces, produits, sous-ensembles que des services (21).

Si les pratiques de sous-traitances traditionnelles continuent à se développer massivement dans les «*procès de travail hétérogène, fractionnable ou à cycle complexe*» (22) qui sont bien illustrés dans notre région par la construction navale et par la construction aéronautique il est particulièrement intéressant d'étudier les nouvelles formes de sous-traitance qui se multiplient dans les «*procès du travail continu, homogène à cycle court*» qui caractérisent notamment la sidérurgie et la pétrochimie. En effet, on peut dégager chez les grandes firmes monopolistes de ces branches, mieux encore que chez les autres, une véritable stratégie de «gestion différenciée de la force de travail» visant fondamentalement à la restauration d'une certaine rentabilité du capital investi. Comme l'écrivent très justement les auteurs de «la fresque historique du système productif» (23).

«Le recours à un double marché du travail, qui s'est beaucoup généralisé, a pu servir, dans une mesure encore difficile à apprécier, à limiter les effets d'une hausse des salaires sur le partage salaire-profits». Or il est particulièrement intéressant de noter que l'activité sous-traitée concerne non seulement des travaux périphériques (entretien, transport, manutention, restauration, nettoyage,...) mais encore des *travaux directement productifs* confiés soit à des travailleurs en régie, soit à des travailleurs temporaires proprement dits. Par ces pratiques les grandes firmes s'efforcent donc de diminuer le poids des coûts fixes que constituent de plus en plus les charges de gestion du personnel permanent (non seulement salaire direct et charges sociales mais encore frais d'embauche, de formation, de licenciement, avantages sociaux, primes d'ancienneté, etc...)

Pour SOLMER le cas le plus significatif est celui des écriqueurs (24). L'auteur du rapport sur la sidérurgie a comparé le fonctionnement de deux ateliers remplissant les mêmes fonctions, l'un à la SOLLAC (en Lorraine) l'autre à la SOLMER. Son objectif était de répondre aux questions :

- Pourquoi SOLMER revient-elle à la sous-traitance des écriqueurs ?
- En quoi, cette politique de sous-traitance de main d'oeuvre caractérise-t-elle l'outil de production SOLMER ?

Voici ses conclusions :

«Les choix de SOLMER en matière d'équipement et d'emploi apparaissent comme liés : les détails d'adaptation des équipements amont (le slabbing et la coulée continue) et des machines SAP (écriquage sélectif ont conduit SOLMER à choisir une formule d'embauche inexistante à SOLLAS : sous-traitance à la SOMAFER des postes d'écriquage manuel. Ceci :

- d'une part, permet un transfert des à-coups des mises au point sur du personnel extérieur,
- d'autre part, épargne à SOLMER d'avoir à assumer à terme le débauchage des écriqueurs manuels.

La direction de SOLMER a donc modifié les rapports de travail existant à SOLLAC pour faciliter le processus d'automatisation».

Dans la pétrochimie, on observe des phénomènes comparables. Ainsi à Naphtachimie, au début de juillet 1974, le personnel de contrôle et régulation, à l'atelier chlore, est remplacé par du personnel des entreprises «COMSIP» et «Contrôle-Applications» le personnel Naphtachimie étant muté dans d'autres secteurs de l'usine.

«Il ya en moyenne 800 personnes d'entreprises étrangères à Naphtachimie qui travaillent dans l'usine pour en assurer l'entretien général à la demande» déclarait le Président de la société à la réunion du Comité d'entreprise du 22 octobre 1974. A SAINT-AUBAN, au moment du démarrage de CHLOE I, le recours à la location de main d'oeuvre avait permis de diminuer les effectifs de régleurs qu'il aurait fallu reclasser ou licencier plus tard. Sur un plan général par rapport à un effectif global de 2 000 travailleurs, (au 1er octobre 1975), en légère diminution par rapport à 1970, on comptait 381 travailleurs extérieurs (dont 145 à l'entretien aux travaux neufs).»

L'analyse plus particulière des «sous-traitances» de la sidérurgie et de la pétrochimie révèle donc une véritable stratégie qui consiste :

- D'une part à utiliser des contingents importants de main d'oeuvre temporaire, non pas en passant un contrat direct avec ces travailleurs mais en passant par l'intermédiaire d'une entreprise de tra-

vail intérimaire. Cette pratique leur permet de reporter sur le personnel extérieur les répercussions de la conjoncture.

On comprend alors que le directeur de SOLMER ait pu déclarer fièrement au début de l'année 1975 : « Nous ne licencierons personne. La crise n'est en tout état de cause que conjoncturelle et notre personnel est rare et précieux par le potentiel de compétence qu'il représente ». En ce qui concerne les entreprises sous-traitantes (dont les tâches vont du balayage des bureaux au traitement des sous-produits sidérurgiques, en passant par la récupération des huiles ou le transport sur le site de l'usine, et qui emploient plusieurs milliers d'ouvriers « leurs activités, estime M. DURAND-RIVAL, sera affectée de façon très variable, voire pour certains pas du tout. Combien de personnes seront touchées dans leur emploi ? Je l'ignore ». Ca n'est évidemment pas son problème.

Les variations conjoncturelles et saisonnières du volume du travail temporaire ont été bien mises en valeur dans un article de J.BRODA (25).

- D'autre part, à utiliser des contingents importants de *main d'œuvre quasi permanente* par l'intermédiaire d'entreprises sous-traitantes pour effectuer des travaux réguliers qui relèvent normalement de l'activité de l'entreprise principale mais que l'on ne tient pas à assumer directement :

- soit qu'il s'agisse d'activités peu rémunératrices (travaux que l'on ne peut pas bien organiser ou planifier — réparation ou construction navale ; ou travaux de manutention, de nettoyage...) ;

- soit qu'il s'agisse d'activités polluantes, dangereuses dont la prise en charge interne soulèverait des difficultés sociales et pourrait alimenter des conflits internes ;

- soit qu'il s'agisse d'activités variables dans le temps (réglage temporaire d'équipements nouveaux), ou amorçant un nouveau procès de travail (cas de l'écriture manuelle à la SOLMER).

Personnel d'encadrement, personnel d'exécution.

Le deuxième clivage qui paraît particulièrement révélateur des pratiques sociales d'un certain nombre de grandes firmes multinationales implantées dans la Région est celui qui oppose le personnel d'encadrement recruté à l'extérieur (personnel de direction, cadres administratifs, ingénieurs et parfois techniciens et agents de maîtrise) à la masse des employés et des ouvriers (parfois même les ouvriers qualifiés venant de l'extérieur) recrutés localement.

Ces pratiques, à notre connaissance, affectent essentiellement la sidérurgie, la construction aéronautique, les composants électroniques et les industries agro-alimentaires tombés sous le contrôle des groupes financiers. Dans l'industrie des composants électroniques (60% d'ouvriers spécialisés) et l'agro-alimentaire, le clivage est encore renforcé par le fait que la grande majorité du personnel O.S. est du personnel féminin. Mais le cas de SOLMER est exemplaire. La majorité des cadres et techniciens est du personnel provenant de l'extérieur de la région (voir tableau).

En revanche, la main d'œuvre locale (Bouches-du-Rhône, Var, Gard, Vaucluse) occupe 50% des emplois d'exécution (travail productif et travail administratif).

**Proportion de Cadres et Techniciens
mutés de Lorraine et des groupes**

- Haut encadrement technico-administratif (direction, ingénieurs, cadres)	86,5%
- Encadrement technique (techniciens)	
. Catégorie T	47%
. Catégorie D	70%
- Encadrement immédiat de fabrication	68%
- Postes-clé de la fabrication («les spéciaux»)	56%

Cette répartition des emplois entre encadrement et personnel d'exécution par région d'origine ne s'est pratiquement pas modifiée depuis le démarrage des installations. De plus, l'argument selon lequel l'expérience sidérurgique des mutés est essentielle au bon fonctionnement de la nouvelle unité n'est que partiellement valable. L'argument ne devrait pratiquement pas jouer en particulier au niveau de l'encadrement administratif ; or les «régionaux» n'occupent que le dixième des emplois des cadres administratifs qualifiés. En fait, les départements de la Région ont constitué dès le départ un réservoir main d'œuvre banale pour les sidérurgiques lorraines. L'abondance de cette main d'œuvre lui a d'ailleurs permis de recourir peu à la main d'œuvre immigrée (plus de 500 prévus en 1969. Un peu plus de 300 effectifs fin 1974). De plus, les installations de FOS ont permis de caser définitivement ou provisoirement l'encadrement en surnombre des installations de Lorraine et du Nord.

Il conviendrait donc de relativiser l'avantage mis en avant pour justifier l'implantation et le développement de la grande industrie dans la région, à savoir la création d'emplois nouveaux pour les travailleurs de la région :

1° Seule une partie des emplois nouvellement créés est effectivement à la disposition des travailleurs locaux ;

2° Ce ne sont pas les emplois les plus qualifiés ;

3° Enfin, une partie des travailleurs locaux vraiment qualifiés recrutés dans les activités nouvelles a été débauchée d'autres entreprises régionales (par exemple *SOLMER* a fortement débauché dans les chantiers de construction navale de la Ciotat).

3) Les effets de la dévalorisation du travail.

Rappelons tout d'abord que l'extension systématique des pratiques de sous-traitances aboutit à développer une catégorie de travailleurs déprotégés qui cumulent les effets patents de la dévalorisation du travail :

- Niveau des salaires bas (surtout pour les femmes et les travailleurs étrangers employés massivement dans certaines entreprises de loueurs de main d'oeuvre) que les travailleurs compensent par des durées de travail anormalement longues ou par des primes diverses notamment de déplacement qui n'entraînent aucune protection sociale pour l'intéressé (en cas de maladie, accident du travail ou retraite) puisqu'elles ne peuvent constituer une assiette pour les cotisations sociales.
- *Conditions de travail déplorables* sur le plan de l'hygiène et de la sécurité.
- Protection juridique à peu près nulle du fait de l'ambiguïté des contrats qui lient d'une part l'entreprise sous-traitance à l'entreprise principale (contrat de sous-traitance ou contrat de location de main d'oeuvre ?), et d'autre part, l'entreprise sous-traitante à ses salariés (contrats non écrits, à durée limitée ou non datés, etc...)
- Protection syndicale très faible en raison de l'inorganisation de ces travailleurs due à l'hétérogénéité des «sous-traitants», au type de recrutement qu'ils pratiquent et à la rotation très grande des personnels, etc...

Il est encore plus significatif de se pencher sur les pratiques sociales des grandes firmes vis à vis de leur propre personnel, c'est-à-dire de ce que Michel MARIE appelle les «travailleurs protégés». Les observations réalisées ici sont parcellaires et ne permettent de dégager que

des hypothèses pour des études ultérieures. «Néanmoins, elles découlent d'une méthode de recherche qui paraît particulièrement bien adaptée à l'étude des effets de dévalorisation du travail. Le problème, en effet, est de repérer les relations qui existent entre les investissements nouveaux, la production et l'emploi (en quantité et qualité) pour pouvoir répondre à toute une série de questions clés :

- Quel est l'effet des investissements nouveaux sur le volume de l'emploi ? (Compte tenu des gains de productivité et de l'augmentation des capacités).
- Quel en est l'effet sur la structure des classifications et sur le classement professionnel du personnel ?
- Quel en est l'effet sur les modalités des salaires et sur leur niveau ?
- Comment s'effectue la nouvelle répartition de la valeur ajoutée entre :
 - . Les actionnaires et administrateurs (dividendes et tantièmes).
 - . l'entreprise elle-même (autofinancement ou épargne interne brute ou nette)
 - . les organismes financiers (intérêt-agios)
 - . les salariés (masse des salaires et des cotisations sociales plus participation)
 - . l'État et les collectivités locales (impôts directs)
- Quelles sont les nouvelles conditions de travail ? (cadences, sécurité, hygiène...).

Les auteurs des rapports sur la sidérurgie et la pétrochimie se sont efforcés de comparer l'évolution des processus et des conditions de travail dans les ateliers qui se différenciaient par de nouvelles techniques et de nouveaux équipements : par exemple atelier d'écricquage à la SOLLAC en Lorraine et à la SOLMER, train à bande à chaud dans les deux usines ; comparaison des ateliers CHLOE I de Rhône-Poulenc à St. Auban et CHLOE II à Lavéra, etc...

On constate d'une manière générale :

- des gains de productivité physique très importants pour une classification moyenne du personnel inchangée. Une réorganisation des charges de travail et des responsabilités qui n'est que partiellement compensée pour certains postes stratégiques par des accroissements de qualification.
- une embauche de travailleurs extérieurs ; or lorsque pour des raisons conjoncturelle ces travailleurs sont licenciés, la charge de travail qui leur incombait retombe sur les travailleurs permanents.

Les développements qui précèdent sont très loin d'épuiser des conséquences des politiques industrielles et sociales pratiquées par

les grandes firmes implantées en P.A.C.A. Quelques points auraient mérité une attention particulière, tels que les effets de désarticulation de l'économie régionale dûs au bouleversement des approvisionnements et donc de la structure des échanges inter-industriels régionaux ou encore l'étude du rôle que l'État a joué dans la « conversion » de la région à la grande industrie.

Cependant on peut déjà penser que mer+ soleil+ grands espaces ne suffisent pas à définir un « nouveau modèle industriel méditerranéen » qui aurait sa propre logique, son autonomie et son originalité. En fait, nous assistons en P.A.C.A., comme sans doute dans d'autres espaces ou d'autres « sites » du Bassin Méditerranéen au développement ou à la transcription d'une stratégie industrielle qui prend sa source directe dans le mode de fonctionnement du capitalisme international contemporain.

L'analyse critique esquissée ci-dessus ne vise donc pas la grande industrie en elle-même mais un certain mode de fonctionnement de cette grande industrie étroitement intégrée à la stratégie concurrentielle du capital financier international.

Aix en Provence
Faculté des Sciences Économiques
avril 1977

NOTES

(*) Cet article fait suite à une étude réalisée dans le cadre de l'Université d'Aix-Marseille II pour le compte de l'Établissement Public Régional de P.A.C.A. Le rapport de synthèse intitulé « les politiques industrielles et sociales des grandes firmes en P.A.C.A. » a été établi à partir de 9 rapports de branche portant sur : le complexe agro-alimentaire, la branche aluminium, la métallurgie lourde et la mécanique lourde, la sidérurgie (Solmer), la branche des composants électroniques, l'industrie aérospatiale, la construction et la réparation navales, la branche parfumerie et la branche pétro-chimie. Ces rapports sont dûs à divers chercheurs de l'Institut du Travail et des Recherches Sociales (AIX), de la Faculté des Sciences Économiques (AIX), du G.R.E.S.E. (MONTPELLIER), du Laboratoire de Conjoncture (BANDOL).

(1) Les effectifs employés par les grandes firmes ont été calculés à partir des chiffres fournis par la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie pour l'année 1974. Ils correspondent aux établissements industriels *DE PLUS DE CENT SALARIÉS*, contrôlés par l'une des 500 premières entreprises mondiales, par de grandes entreprises françaises privées ou nationalisées (S.N.I.A.S., groupe Herlicq), ou par quelques grandes firmes « régionales » comme C.M.P., S.P.A.T., Ricard,...

(2) Stricto sensu, les firmes multinationales répondent aux critères suivants :

- ont leur siège dans un pays développé d'économie de marché,
- ont plusieurs filiales à l'étranger,
- ont un chiffre d'affaire minimum de 500 millions de dollars (en 1972),
- réalisent un chiffre d'affaire à l'étranger d'au moins 25% de celui réalisé dans le pays d'origine.

(3) Dénombrement non exhaustif puisqu'il ne concerne pas le bâtiment et les travaux publics (fortement représentés dans la région), le textile, l'habillement, les cuirs et peaux (essentiellement représentés par des P.M.E.).

(4) Rachat de Lautier Fils par Rhône-Poulenc en 1965.

Rachat de « Chiris » par le groupe américain Universal-Oil-Products en 1967.

Rachat de Bertrand Frères par le groupe alimentaire hollandais Unilever en 1973.

Rachat de Camili-Albert-Laloue par le groupe américain Pfizer en 1971.

Contrôle de Roure-Bertrand-Dupont par les groupes Hoffman-Laroche (Suisse), Aromatics and Fine Chemicals Ltd Bermudes (U.S.A.) et Extindes (groupe Rotschild-France).

Contrôle de Robertet et Cie par Hoffmann-Laroche.

Contrôle de Schmoller et Bompert par les Laboratoires Bottu (groupe Fluveau) et Ronchese (Allemagne) en 1975 ;

Contrôle de S.E.B.A.L.C.E. (à Nice) par le groupe pharmaceutique français Clin Midy.

(5) Contrôle de Chambourcy par Nestlé en 1969 ;

Contrôle de Procida, des grandes Huileries Métropolitaines, des activités « Production de glycérine » de UNIPOL (à 50%) par Hoechst ;

Contrôle puis vente de Salador à UNIPOL (savons) et à Lesieur (huiles fluides) en 1969 par WR Grace ;

Contrôle de Barbier-Dauphin par Colgate-Palmolive depuis 1963 ;

Absorption de Petit-Jean (en 1969, par l'intermédiaire de Milliat),

Absorption de Regia-Panzani par *B.S.N.*, soit directement, soit par ses filiales, Gervais-Danone, Société Européenne de Brasserie, Société des Eaux d'Evian ;

Contrôle et fermeture de la Société Provençale de Conserves de Plats cuisinés en 1971 ;

Rachat à Lesieur de la S.A.P.A.L. en 1973 ;

Contrôle et quasi fermeture de la Société Guillot,

Absorption de la Société Marseillaise de Semoulerie en 1969 par *B.S.N.*

(6) Contrôle de Métallurgie-d'Huart par *Tréfinétaux-P.U.K.*

Contrôle des Moteurs-Baudoin par *General Electric Co* ;

Absorption (par *Alsthom*) de la Société des Ateliers de Provence ;

Contrôle (99,9%) (par CIT-Alcatel) de Pons en 1972 par *C.G.E.*

Absorption et fermeture de Schloesing en 1969 par *Ciba-Geigy* ;

Contrôle de Metalinox après rachat des participations des C.N.C ;

Contrôle de Pilard-Frères depuis 1972, majoritaire (51,5%) par *Babcock-Wilcox* ;

Contrôle (90%) de Ferrer-Auran en 1973 par *Ericsson*.

Contrôle des Bennes-Marel par *Whittaker*.

(7) Les chiffres de l'emploi industriel total sont donnés hors bâtiment et travaux publics.

(8) Par exemple d'après le critère des investissements productifs en équipements par rapport à la main d'œuvre employée.

(9) Bien entendu ces entreprises extra-régionales ne sont pas forcément des entreprises multinationales ce qui explique l'écart entre notre indicateur et celui de l'étude citée.

(10) Voir *Connaissances de la région*, N° 7, structures industrielles régionales, septembre 1976, N° spécial de *Conjoncture Economique Régionale*.

(11) Note introductive à la Table-Ronde, Caractéristique du développement dans la région de *FOS* p. 2.

(12) J. BRODA « Problématique de la sous-traitance et du travail temporaire analyse d'un cas : la zone de *FOS* et le système *SOLMER* » - Thèse, AIX, avril 1977.

(13) En septembre 1976 le taux de chômage dans la région était de 6,8%. Le taux de chômage calculé par rapport à la population salariée était de 8,5%. Ces taux étaient encore plus élevés dans le VAR (8 et 10,2) et les *ALPES-MARITIMES* (6,7 et 8,6). Le taux de l'emploi en P.A.C.A. a toujours été inférieur à la moyenne française, de 40% en 1954 (43,4% pour la France) et il était estimé à 36,7% en 1975 (40,3% en France). Cf *D.I.R.E.*, novembre 1976, Département à l'information sur l'emploi régional (Conseil Régional).

(14) Voir notamment *Chronique S.E.D.E.I.S.*, 15 novembre 1976.

(15) On apprend (février 1977) que ce deuxième haut fourneau va être remis en marche malgré la gravité de la crise qui affecte la sidérurgie ; dans le même temps, *USINOR* et *WENDEL-SIDELOR* décident de fermer un certain nombre d'unités sidérurgiques moins modernes en Lorraine à *THIONVILLE* et dans le *NORD*.

(16) *op. cit.*

(17) *La zone industrielle de VITROLLES* : Formation, composition, évolution, place dans la région, rôle transformateur d'un tissu d'activités. Thèse de 3ème cycle, *GRENOBLE*, septembre 1976.

(18) *op. cit.*, p. 4.

(19) Note introductive ronéotée à la Table Ronde du 16 mai 1975 sur le thème : « autour de *FOS* quel développement ? ».

(20) Cette différence de statut fait l'objet d'études approfondies de la part de Michel MARIE, C.N.R.S. - L.E.S.T.

(21) J. BRODA, *op. cit.*

(22) J. BRODA, *op. cit.*

(23) Les collections de l'INSEE, E. 27, p. 192.

(24) L'écrouissage se situe en aval du maminoir dégrossisseur (slabbing) ou de coulée continue et en amont du laminoir finisseur (train à bandes). Il consiste à éliminer les défauts des brames afin de les rendre homogènes, sans aspérités, avant de les livrer au laminoir finisseur.

(25) *Sud*, N° 5, p. 29.

IRAN :
LE NOUVEAU CONTRAT SOCIAL,
MYTHES ET RÉALITÉS

A.H. BANISADR
A. et S. GHAZANFARPOUR
P. VIEILLE

Considérons le premier Ouvrage du Shah actuel «Mission pour mon pays», publié en 1961, peu avant la Révolution Blanche, à l'époque des débuts de la grande croissance économique basée sur l'exportation du pétrole. Analysons plus particulièrement le chapitre VIII intitulé, «la démocratie telle que je la vois».

Le Shah y affirme d'abord que la démocratie représente la seule garantie de la liberté individuelle :

«Une douloureuse expérience a appris aux hommes que la liberté individuelle authentique ne peut être atteinte qu'au travers du système démocratique qui permet aux gens ordinaires de contrôler effectivement la société dans laquelle ils vivent» (p. 160)

Et critique au passage les régimes de parti unique :

«Les dictateurs communistes ressemblent aux fascistes en ce qu'ils aiment tenir des élections. Ils souhaitent donner au travailleur ordinaire le sentiment qu'il a son mot à dire dans le gouvernement de son pays. Mais les dirigeants communistes n'autorisent qu'un parti politique...»

Cet article est tiré d'un rapport «Changement économique-social et changement des fonctions des élections en Iran» préparé pour la table ronde des 17-18 mai 1976 sur les élections non concurrentielles, organisée par le Centre d'études des relations internationales de la Fondation nationale des sciences politiques et le Comité de Sociologie politique de l'Association internationale de sciences politique. Le texte original a été corrigé et complété sur un certain nombre de points. L'autre partie du rapport a été publiée sous le titre «Les élections et leurs fonctions en Iran» dans la *Revue Française de Science politique*, 1, XXVII, Février 1977, pp. 34-63.

Le Shah écrit pourtant bientôt que si l'on pensait autrefois la démocratie en termes d'abord politiques parce que des hommes libres et égaux en droit pouvaient alors satisfaire leurs besoins économiques et sociaux grâce à leur propre initiative, ce n'est plus le cas aujourd'hui à l'époque de la science et de la technologie, des instruments de production géants. Les hommes réclament maintenant tout autant des droits économiques que des droits politiques, et, en ce qui concerne les pays en voie de développement, ils désirent acquérir les moyens modernes de produire pour leur bien-être. Le développement économique entraînerait toutefois, comme on l'observe fréquemment, le désordre s'il n'était accompagné du développement politique. Certains pays du Moyen-Orient « n'ont pas eu de programme politique allant de pair avec leurs plans de développement économique. La leçon que l'on peut en tirer est, semble-t-il, que l'évolution politique planifiée et le changement économique organisé doivent avancer du même pas si l'on veut éviter de sérieux troubles » (p. 164).

La priorité donnée aux droits économiques, au développement économiques conduit, on le voit, à revenir sur les droits politiques puisqu'il ne s'agit plus, dès lors, de donner aux « gens ordinaires » la possibilité de s'exprimer politiquement mais de diriger pour eux, en vue de leur bien-être, le changement politique. L'auteur de l'ouvrage n'explicite pas ce point ; cherche, au contraire, à masquer la conclusion de son discours par la référence à la révolution constitutionnaliste. Il n'échappera cependant pas, on le verra, à la logique qui le conduit.

La révolution de 1906, note donc le Shah, est, en un sens, un retour à certains des principes traditionnels, bafoués par les Qadjars, de la monarchie persane, la tolérance et le respect des individus. Elle leur ajoute une institution politique nouvelle, le gouvernement représentatif. Pour les gens du peuple, cela ne signifiait guère que la fin de l'arbitraire et des exactions. « Cependant les leaders de notre révolution, qui pour la plupart étaient des hommes instruits, avaient de meilleures raisons pour soutenir la révolte. Ils désiraient libéraliser et occidentaliser notre système politique. Ils savaient que telle était la seule voie pour la Perse de maintenir son indépendance et de prospérer économiquement et socialement » (p. 165). « Nous, Persans, avons fait un grand pas en avant. Pour la première fois dans notre histoire, nous avons amalgamé le principe occidental de démocratie parlementaire avec la tradition monarchique Persane » (p. 166).

Le souci est ici de réconcilier magiquement la révolution et la tradition monarchique en rejetant toutes les fautes sur la dynastie Qadjar, d'affirmer en même temps que la dynastie Pahlavi est l'héritière

de la révolution constitutionnaliste sur les deux plans complémentaires de la démocratie et de l'occidentalisation. Toutefois, le discours présente ici une faille. Littéralement, il nous est dit que la situation se dégradant du fait des Qadjars, Reza-Shah dut prendre le pouvoir et réduire le rôle du parlement.

Tout aussitôt, Reza Shah est cependant présenté comme le véritable protagoniste de la démocratie grâce au glissement de sens que nous avons rencontré : «comme premier ministre puis comme fondateur de la nouvelle dynastie Pahlavi, (Reza-Shah) tendit à subordonner le rôle du Parlement ; mais d'une autre façon, il contribua grandement à la cause générale de la démocratie en Iran» (p. 166). Il le fit selon l'auteur, en créant une justice et un système éducatif d'Etat, en réformant l'administration, en élaborant un compromis viable entre l'Eglise et l'Etat, etc. Mohamed Reza Pahlavi, son fils, poursuit son oeuvre ; l'institution parlementaire, notamment, il la comprend comme une institution rationnelle de la vie politique du pays ; la rationalité étant celle arrêtée par le monarque : «en grande partie à cause de l'extension rapide de l'éducation dans mon pays, je puis donner une plus grande importance au gouvernement représentatif que ne le fit (mon père)» (p.168). «J'encourage maintenant la formation d'une institution politique importante qui est relativement neuve en Iran; je veux dire le parti politique. Lorsque notre assemblée nationale fut créée en 1906, certains partis, ainsi les nomme-t-on, furent créés. Mais les querelles internes, l'attention portée aux personnalités plutôt qu'aux résultats, les rendit bientôt inefficaces. Mon père fit l'expérience d'un parti de majorité unique, mais il se décomposa bientôt. Il semble que le pays manquait encore de la maturité nécessaire à un système de parti viable. Grâce à l'extension très rapide de notre système éducatif, mon père posa les fondements du développement à venir des partis. Durant la seconde guerre mondiale et l'occupation par des puissances étrangères, différents partis surgirent. Le plus solidement organisé était le parti communiste Toudeh... Les membres Toudeh de l'assemblée nationale étaient bien connus pour leur tactique négative, et je dois dire avec tristesse que des politiciens non communistes à l'esprit négatif coopérèrent avec le Toudeh pour bloquer toute sorte de législation constructive(...) En 1957, après que la stabilité fut restaurée et que l'économie nationale eut la chance de démarrer à partir de la période Mossadeghist de stagnation, j'entrepris de promouvoir de façon intensive le système bi-partisan en Iran. Des cyniques prétendent (...) que (les deux partis de la majorité et de la minorité) sont de simples marionnettes du gouvernement ou de la couronne. Cela est évidemment tout à fait à côté de la

question qui est de savoir comment on peut favoriser des partis dans un pays en voie de développement comme l'Iran. Ici, en dépit des plus grands efforts de mon père et des centaines d'écoles nouvelles qui ont été ouvertes durant son règne et depuis, la majorité du peuple est encore illettrée. Bien plus, les concepts occidentaux de démocratie parlementaire et de partis politiques demeurent des choses nouvelles. Dans un pays où la tradition pèse encore lourdement, rien ne serait plus irréal que de supposer que des partis puissent apparaître et se développer spontanément à partir de la base. C'est pourquoi, je considère que mon rôle de roi implique l'encouragement des partis» (pp. 172 - 173).

Si nous avons aussi largement cité ce texte, c'est en raison de sa parfaite clarté. Il existe pour le dirigeant actuel de l'Iran et pour la couche dirigeante un modèle de démocratie sage et «efficace» (la notion revient constamment sous la plume du Shah) qu'il convient de mettre en place par en haut, au besoin contre la majorité des citoyens qui, en raison de l'archaïsme de leur culture, sont encore incapables d'y ajuster leur conduite. Ils doivent être éduqués, mis en tutelle jusqu'à ce qu'ils atteignent la maturité politique. L'Occident représente le modèle politique que le peuple iranien doit suivre. La référence à la Révolution constitutionnaliste ne concerne pas la volonté populaire d'obtenir, hic et nunc, les moyens d'une expression démocratique, mais, bien au contraire, le projet des leaders d'identifier le pays à l'Occident. (l'opposition telle qu'elle est rendue par le discours du Shah résulte, bien évidemment, d'une lecture *pro domo sua* des événements de la Révolution constitutionnaliste). L'ambition des leaders était, en somme, au-delà des moyens du peuple iranien ; la dynastie Pahlavi se présente comme le véritable continuateur, mieux, comme le réalisateur du projet, contre, mais au bénéfice du peuple iranien incapable pour longtemps de comprendre l'objectif qui lui a été assigné. Il n'existe en réalité nulle contradiction entre l'option «démocratique» du Shah et son mépris pour les formes d'expression populaire, qui éclate fréquemment dans les interviews qu'il accorde (voir par exemple «liberté de pensée, liberté de pensée ! Démocratie, démocratie ! Des enfants de cinq ans qui se mettent en grève et manifestent dans les rues, est-ce cela que vous appelez démocratie, liberté ? » (O. Fallaci 1973).

Il est peu important que l'on ait analysé ici, parce qu'il est l'un des plus explicites, un texte qui date d'avant la Révolution Blanche et la fondation du Parti Unique. La contradiction dont on pourrait tirer maint avantage polémique n'est qu'apparente. La ligne de conduite du prince, tel qu'il se voit ou se veut être vu est demeurée la

même, celle du dirigeant modernisateur, cherchant à implanter les institutions politiques les plus efficaces, les plus adaptées au développement économique. Le programme électoral du Parti Résurrection pour les élections de 1975 le montre : il se fixe pour objet l'éducation politique des masses dans le cadre d'institutions définies par le pouvoir. A posteriori, le texte de 1961 n'apparaît pas circonstanciel ; il définit, réfractée dans l'idéologie, une politique à long terme.

La question que pose immédiatement ce discours, est celle de sa nécessité. Pourquoi, en 1961, le pouvoir éprouve-t-il le besoin d'exprimer sa représentation du développement iranien ? Est-on en présence d'un changement, d'une mutation économique-sociale impliquant un nouveau cours politique, de nouvelles institutions politiques ? On peut en outre se demander ce que, en termes réels, signifie le Nouveau Contrat social (l'utilisation de l'expression pour désigner la politique iranienne actuelle est due à A.A. Hoveida, alors Premier Ministre, 1975). Quelles contradictions sont-elles inhérentes au mode de développement économique qui s'opposent à la réalisation d'un consensus social et rendent nécessaire un développement politique planifié, c'est-à-dire, en clair, des institutions politiques non démocratiques, la concentration du pouvoir dans les mains de l'Etat ?

LE MODE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE—SOCIAL

Depuis le début du siècle, l'époque de la Révolution constitutionnaliste peuvent être distinguées dans l'histoire de l'économie iranienne et de son mode d'intégration à l'économie mondiale deux grandes périodes conjoncturelles séparées par les mutations des années 1950 et 1960. Le premier XXème siècle prolongeant la seconde moitié du XIXème siècle connaît de profonds changements dans les rapports entre l'Iran et les nations industrielles de l'Europe occidentale ; mais, si ces changements ont des conséquences profondes dans les rapports entre classes sociales, dans le statut de l'Etat, dans les institutions politiques, ils n'engendrent pourtant pas une mutation aussi fondamentale que celle qui est induite par l'afflux massif et croissant de ressources pétrolières à partir de la fin des années 1950. Nous procéderons à la caractérisation, à larges traits, des deux conjonctures afin d'en mettre les différences en lumière.

Durant le XIXème siècle et le premier XXème siècle, l'Iran accroît progressivement ses échanges avec les économies dominantes tandis que ses relations commerciales avec les pays voisins, ceux du sub-continent Indien et de l'Afrique du Nord se réduisent. Avant la première guerre mondiale, les échanges avec le marché international sont

cependant freinés par rapport au développement qu'ils connaissent dans les autres pays de la région par la rivalité Anglo-Russe (Ch. Issawi, 1971, pp. 16-17). L'Iran constitue alors, entre les deux puissances, un glacis dans lequel chacune se taille une zone d'influence et s'oppose aux initiatives de l'autre en tous les domaines, y compris ceux des voies de communication et du commerce.

Entre les deux guerres mondiales, la croissance des échanges internationaux est encore limitée par les difficultés de communications avec et au travers de l'U.R.S.S. (avant la première guerre mondiale, 70% du commerce extérieur passe par les places marchandes du nord du pays) ; le trans-iranien, voie de pénétration majeure pour les échanges avec l'Occident, ne sera terminé qu'en 1938.

L'intensification des relations avec le marché mondial détermine dans l'économie iranienne les changements habituels : disparition d'activités de transformation (telles que les tissages de laine, de coton et de soie autrefois en partie exportés) devant la concurrence des produits industriels, spécialisation de l'Iran dans la production de certains produits agricoles (opium, soie, coton, riz, fruits secs, bétail, etc...) ; une seule des grandes activités de fabrication traditionnelles résiste le tissage des tapis noués qui ne rencontre pas de concurrence industrielle et se développe en vue de l'exportation sur les grands marchés occidentaux. Cette époque du second XIX^{ème} siècle et du premier XX^{ème} siècle est surtout une période de développement du capitalisme marchand ; des compagnies iraniennes importantes se constituent, ouvrent des succursales en Occident, se spécialisent, s'orientent vers l'investissement industriel et surtout agricole (cultures d'exportation).

Le développement de la bourgeoisie iranienne est cependant handicapé de multiples façons. D'abord et jusqu'à la fin des années 1920 par des traités de commerce qui favorisent les négociants étrangers (protection par les consuls, privilèges d'extraterritorialité, moindre taxation de leurs marchandises) et qui suppriment toute protection des productions nationales, par la politique des banques étrangères aussi, seules présentes en Iran, qui privilégient les étrangers et orientent l'investissement iranien vers l'agriculture et le tissage du tapis au détriment d'une industrie qui aurait pu concurrencer les produits importés, par les monopoles d'exploitation des mines enfin, obtenus par des firmes étrangères d'un État sans cesse à court d'argent.

La guerre irano-russe et le traité de Turkomanchai (1827) marquent un tournant dans le statut de l'État par rapport à la nation. Avant cette date, la quasi totalité des ressources budgétaires provient de prélèvements sur la production intérieure. La proportion de res-

sources de cette origine baisse ensuite progressivement au profit d'abord du revenu des monopoles, des concessions et des douanes (i.e. essentiellement des droits prélevés sur les importations), puis des emprunts à l'étranger (premier emprunt en 1892 à la Banque Impériale de Perse, société anglaise ; auparavant, le gouvernement iranien avait à deux reprises reçu dans le cadre de la concurrence anglo-russe, des subsides de la Grande-Bretagne), enfin, des versements effectués au titre de la rente pétrolière par les compagnies exploitantes, qui augmentent de façon relativement rapide (de 1921 à 1948, la production de pétrole décuple, en 1933, le prix du pétrole double presque). Au cours de cette période de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle et de la première moitié du XX^{ème} siècle, tandis que, par ailleurs, le déséquilibre budgétaires s'accroît, la part des ressources réelles de l'État en définitive liées à la pénétration de l'Iran par les économies dominantes augmente, c'est-à-dire que l'on assiste à une dépendance grandissante de l'État par rapport aux nations impérialistes. Ainsi, à l'époque de la révolution constitutionnaliste, un peu plus d'un tiers des ressources de l'État sont prélevées sur la production intérieure ; en 1941, à la fin du règne de Reza Shah, la proportion n'est plus que de 12%. Elle se maintient à ce niveau depuis (10% en 1972). La conséquence de cette autonomisation de l'État par rapport à la production intérieure est qu'il n'est pas conduit à la promouvoir mais, davantage, à développer les bases productives de ses revenus : importations, concessions, exploitation des ressources naturelles demandées par les économies dominantes, facilités accordées aux prêteurs étrangers, et à faire peser sur les échanges extérieurs des charges sans cesse plus lourdes. Pourtant, dans cette orientation de la politique économique de l'État, il faut voir, au-delà de ces déterminations d'un processus cumulatif, les effets de la nature de la classe dominante, la grande propriété foncière, qui, affaiblie dans son statut intérieur par sa propre faiblesse par rapport aux pays industriels, a fait le choix, afin de se reproduire, de s'appuyer sur ces pays.

La féodalité freine encore le développement de la bourgeoisie en faisant obstacle à la pénétration des villages par la marchandise, et, ainsi, à l'extension d'un marché intérieur qui demeure exigü. Quelles que soient les modifications du système de culture, l'intensité de l'orientation vers les productions les plus rémunératrices sur le marché, la propriété foncière cherche à concilier cette orientation avec le maintien des communautés rurales à l'écart du marché et de la ville. Elle les force à vivre en autarcie, de façon à conserver pour elle-même l'avantage des rapports avec l'extérieur. Enfin, la féodalité et l'État n'ont pas manqué, tout au long de cette période, de s'intéresser,

selon leurs propres modes de conduite, au commerce comme source de revenu, plaçant les marchands iraniens dans une situation d'insécurité et les privant de possibilités d'accumulation ou de cette accumulation même.

Au temps des Pahlavi comme au temps des Qadjars, le pouvoir détenu en raison du statut (fonction, relation personnelle) au sein de l'appareil de l'État, est utilisé pour créer des situations permettant un enrichissement facile ou pour accaparer les profits, voire, le capital, de ceux qui ne jouissent pas ou jouissent de moins d'influence. A l'époque de Reza Shah, furent en outre créés vingt sept monopoles d'État dont le but avoué mais nullement atteint était la protection de l'économie iranienne au temps de la grande crise ; ils eurent pour principal effet sinon pour objectif réel, d'alimenter les caisses de l'État et celles d'un certain nombre de particuliers, au détriment des marchands.

Durant cette période du second XIXème siècle et du premier XXème siècle, la bourgeoisie iranienne se trouve dans une situation contradictoire. D'une part, l'articulation sur le marché mondial provoque et sollicite son développement dans les activités d'importation mais aussi d'exportation ; celles-ci, favorisées par les déficits prolongés de la balance commerciale, sont plus exigeantes en capital et en qualités entrepreneuriales. D'autre part, elle rencontre des obstacles à son développement, à ses activités et à l'accumulation, tant dans le capital étranger qui la concurrence directement que dans la classe dominante et l'État qui tentent d'accroître à ses dépens leurs revenus et leurs fortune par les moyens habituels de l'accaparament i.e. par l'insécurité, et sont poussés, d'abord par ce même souci d'enrichissement, ensuite par leur faiblesse vis-à-vis des puissances dominantes à l'égard desquelles elles sont endettées, enfin par leur faiblesse en face de la contestation dont elles sont l'objet, à s'allier à, puis à s'appuyer sur les puissances occidentales, à ouvrir l'Iran au marché mondial, et, pendant longtemps, à accorder des privilèges au capital des nations dominantes.

La bourgeoisie iranienne, tout au long du XIXème siècle, a protesté contre la situation qui lui était faite ; d'abord contre les privilèges accordés aux étrangers (boycotts du thé, 1841, des produits industriels étrangers, 1844, du tabac, 1892), puis contre l'inégalité des droits de douane appliqués aux importateurs iraniens et étrangers. Il conviendrait sans doute ici de préciser quelle « bourgeoisie » fut le moteur de chacun de ces mouvements revendicatifs. Celui du tabac par exemple partit beaucoup plus certainement de la petite bourgeoisie des bazars (artisans alors nombreux de transformation du tabac, pe-

tits et moyens commerçants occupés à la circulation du tabac et liés aux petits producteurs paysans tous menacés de ruine par le monopole) que de la grande bourgeoisie dépendante de l'extérieur dans l'échange international, les fermes de douanes, etc...

Les protestataires de 1905 dont le mouvement engendre la Révolution constitutionnaliste, se plaignent du despotisme du premier ministre, du gonflement de la dette extérieure, de la politique des banques étrangères, ils réclament le renvoi du ministre des douanes et du gouverneur de Tehran. Leurs principales revendications sont la réduction des emprunts à l'étranger, la refonte du régime douanier, l'abolition des concessions, la nationalisation des banques, la création d'une maison de justice et d'une chambre chargée de contrôler le respect de l'égalité des citoyens devant la loi. Cette première période est aussi caractérisée, en raison même de la pénétration des marchandises étrangères, par la privation des artisans de leurs moyens d'existence ; il en résulte jusqu'à la première guerre mondiale, une émigration, définitive et saisonnière, massive vers les villes industrielles de la Russie du Sud et l'accumulation d'une main d'oeuvre sans emploi dans les villes iraniennes (Z.Z. Abdullaev, 1963, pp. 48 et svtes), qui déséquilibre leur organisation sociale et constitue un facteur d'instabilité.

Le XIXème et le premier XXème siècles sont enfin une période d'appauvrissement des paysans ; les changements dans le système de culture, l'accroissement des taxes de l'État, la diminution, pour une part, des prix agricoles relativement aux prix industriels, la pression plus grande des propriétaires fonciers sollicités par le marché, contribuent à la dégradation de la condition paysanne (N.R. Keddie, 1960 et 1968). Sans doute, l'augmentation de la pression des propriétaires fonciers est-elle l'un des principaux facteurs puisque la paysannerie vit alors, dans une très large mesure, en dehors des relations marchandes ; par ailleurs, à la pression accrue de la propriété foncière, d'autres causes encore peuvent être assignées, comme par exemple, la perte, au profit de la Russie des provinces iraniennes du Caucase, du Turkménistan et de l'Ouzbekistan, qui diminuent l'aire de prélèvement de la rente foncière sur l'agriculture et l'importance des pâturages utilisables par les éleveurs nomades ; par ailleurs, il est probable que la modification de la situation de la propriété foncière a entraîné une diminution de l'effort d'investissement et, notamment une ruine partielle de l'équipement d'irrigation (*qanats* surtout). L'aggravation de l'exploitation du travail paysan explique l'écho que les mouvements urbains ont pu, à certains moments, trouver dans les campagnes.

Pourtant, malgré les crises, celle de la Révolution constitutionnaliste et celles des deux après-guerres mondiales, la formation économique-sociale iranienne a présenté, au cours du premier XX^{ème} siècle, une remarquable faculté à retrouver une position d'équilibre. Nous examinerons plus loin les interventions extérieures qui ont été déterminantes ; celles-ci n'ont cependant été efficaces qu'en raison d'une organisation intérieure particulièrement résistante.

Nous ne ferons que rappeler le fondement de cette organisation : la domination par une féodalité d'origine nomade d'une agriculture caractérisée par la moyenne hydraulique, donc, à la fois fragile, peu résistante à la domination et impliquant une organisation collective rigoureuse de chaque communauté paysannes, mais non l'existence d'une classe fonctionnelle technobureaucratique, un appareil d'État développé. En s'installant dans la domination de cette agriculture, la féodalité nomade se fragmente en groupements concurrents, cherchant à s'autonomiser par rapport à l'État central, ne lui laissant que le pouvoir nécessaire à la défense du territoire commun contre les menaces de l'extérieur d'où provient pourtant régulièrement le renouvellement de la dynastie. Les institutions qui résultent de cette histoire peuvent être schématiquement caractérisées de la façon suivante.

La classe dominante est composée d'un certain nombre de familles aristocratiques clairement identifiées (on en a compté 55), alliées entre elles et avec la cour et, en même temps, entrant en conflit entre elles et avec la cour. Chacune d'elles trouve son assise foncière dans l'une des grandes régions du pays. Au niveau régional, elle entre avec les autres familles aristocratiques dans une relation plus ou moins changeante de conflit ou d'ailance dont l'objet principal est le contrôle du pouvoir et des sources régionales de revenu, de la terre principalement. Au niveau national, chacun des groupes familiaux d'une même région forme, dans une relation plus ou moins stable, avec des familles aristocratiques d'autres régions du pays, des groupements dont les relations de conflit-concours s'organisent autour de la cour. Celle-ci, par ailleurs, en raison de sa fonction nationale (disputée) entretient, d'une part, une armée propre, différente des corps militaires provenant de la tribu dominante et des tribus alliées, grâce à laquelle elle tente de s'autonomiser par rapport aux forces qui ont assuré son succès (les troupes sont souvent étrangères, les officiers subalternes et supérieurs proviennent de la classe moyenne rurale, les officiers généraux de la famille royale), d'autre part, couvrant l'ensemble du pays, un corps de fonctionnaires royaux dont l'objet principal est de faire affluer vers le centre les revenus que les familles aris-

tocratiques cherchent à conserver pour elles-mêmes. L'administration d'État (si l'on peut employer l'expression) n'a ainsi aucunement pour fonction d'imposer des règles précises dans les rapports entre les individus, en un mot, d'organiser selon des normes certaines la vie collective. Bien au contraire, sa fonction essentielle est celle d'une menace générale exercée sur les individus et groupements les plus faibles. L'individu dont les revenus sont de toutes parts convoités, qui n'a pas de statut défini en tant que citoyen d'un État, ne peut finalement survivre qu'en obtenant la protection, au travers d'une hiérarchie de groupements de plus en plus larges, de l'une des familles aristocratiques du pays. La population est finalement divisée en grandes formations pyramidales régionales, la concurrence entre les formations se doublant d'une concurrence intérieure généralisée liée au mode d'appropriation de la terre. L'intégration à ces groupes et groupements prévaut constamment sur les relations entre pairs de sorte que l'autorité (celle des groupements familiaux, des factions villageoises, du groupement féodal, les grands groupements régionaux etc...) est difficilement mise en cause par une organisation de classe. Le propriétaire foncier domine ainsi rigoureusement le village dont il exige une soumission totale chaque fois que son autorité se trouve en jeu. Disposant de la quasi-totalité des surplus de la production agricole dans un pays essentiellement agraire, la féodalité domine aussi, dans une large mesure, les villes où elle rencontre pourtant la bourgeoisie marchante vivant essentiellement d'échanges à distance et la classe religieuse. La puissance de celle-ci provient de sa fonction d'appareil idéologique, ses revenus, avant tout, des contributions des moyenne et petite bourgeoisies marchandes et des paysans aisés ; fort peu de la féodalité terrienne qui s'acquitte mal de ses taxes religieuses (les contributions en provenance de la terre s'accroîtront après la Réforme agraire). Une partie des clercs sont en outre liés à la grande propriété foncière ; mais, il est remarquable que si leur prestige politique est alors élevé, leur prestige civil l'est moins et qu'ils s'élèvent rarement très haut la hiérarchie religieuse.

Les transformations que subissent au XIX^e et au XX^e siècles les activités de production et d'échanges ont, nous l'avons vu, leurs principales conséquences sociales dans les villes : montée de la classe des marchands qui entre en conflit avec la cour et l'aristocratie, gonflement des artisans sans emploi, constituant une masse populaire difficilement contrôlable.

Il faut encore ajouter, nous le verrons, le mécontentement de l'appareil religieux dont la fonction tend à être niée par un pouvoir arbitraire et appuyé sur l'étranger. Les conséquences sociales de la désa-

grégation de l'économie féodale par le marché international tendent à se concentrer dans les villes ; aussi, celles-ci sont-elles le lieu des grands mouvements populaires qui, depuis le début du siècle, ont tendu à subvertir la formation iranienne. S'ils n'y ont pas réussi, c'est essentiellement en raison du refus de la bourgeoisie comme de l'appareil religieux d'envisager la libération des campagnes du système féodal parce que l'une et l'autre sont en réalité, très anciennement liés à ce régime (placements fonciers de sécurité pour la bourgeoisie, origine féodale et détention de biens fonciers par une partie importante du haut clergé).

Les mouvements urbains se trouvent ainsi alliés, dans la contestation des Qadjars, à la force militaire principale de la formation économique-sociale, les tribus d'éleveurs semi-nomades, dont l'objectif principal n'est que le changement, à leur profit, de dynastie.

Les classes urbaines qui ont engagé la révolution, et d'abord la bourgeoisie et le clergé, se voient ainsi voler la victoire. Le pouvoir ne devait pourtant pas tomber dans les mains d'une tribu particulière. L'intervention directe de l'étranger, de même que la nécessité ressentie par la classe dominante de «moderniser» les institutions politiques tout en préservant et afin de préserver les rapports de production féodaux face à la subversion intérieure, conduisent à l'apparition d'un pouvoir autoritaire entrant en tension avec les intérêts de certaines fractions de la classe dominante ou certains des intérêts de cette classe. Ce pouvoir autoritaire est fondé sur l'armée dépendant de la cour renforcée au cours des années antérieures grâce à des concours étrangers et non sur l'un des corps militaires partiels (tribaux) avec lesquels il va entrer en lutte. Le pouvoir central n'entamera cependant pas la domination des propriétaires fonciers à l'intérieur des villages ; au contraire, en un sens, il la renforcera par les menaces qu'il fait peser sur les paysans. Le lieu des conflits et des compromis entre le pouvoir central et l'aristocratie foncière se situe alors dans les villes au sein desquelles la bourgeoisie, le clergé, les classes populaires, sont soumises à un arbitrage croissant.

La mutation essentielle qui fonde la seconde période conjoncturelle est l'accroissement considérable des revenus pétroliers de l'Iran à partir de la Restauration de 1933. De 1955 à 1975, les revenus passent de 55 à 25.000 millions de dollars US. Le secteur pétrolier forme aujourd'hui près de la moitié du produit intérieur brut iranien (10% en 1948 ; Ch. Issawi, 1971, p. 324) et ses revenus de 86 à 95% (selon les différentes estimations des experts officiels) des ressources de l'État (13% en 1937, 11% en 1948 ; idem). Les deux conclusions immédiates que l'on peut tirer de ces observations sont que durant

ces vingt années, l'État iranien est devenu, par ses ressources, entièrement dépendant du pétrole, c'est-à-dire, d'une production directement liée à l'activité des pays centraux et, surtout (parce que c'est ici que se place la grande différence avec la période précédente) qu'il se situe comme le redistributeur de près de la moitié du produit intérieur (la proportion était de l'ordre de 10% à la fin des années 1940) et a donc acquis dans la nation une position économique tout à fait exceptionnelle.

Lorsqu'on s'interroge sur les conséquences de cette situation, on est conduit à se poser la question des rapports entre l'État et les classes sociales. La restauration, si elle est due à l'intervention directe de l'étranger, a remis en place la classe dominante, l'aristocratie, que la dynamique de la politique Mossadeghiste tendait à évincer. Afin de maintenir ses privilèges, cette classe a préféré, comme elle l'avait fait jusque là, s'appuyer sur l'étranger et se lier étroitement au marché international. Elle a alors, en fait, abandonné la nationalisation des pétroles sous le couvert d'un accord avec un Consortium international de sociétés pétrolières exploitantes à domination américaine.

La croissance rapide des revenus du pétrole a cependant sur la classe dominante et les rapports entre ses fractions des effets remarquables. Rapidement, la redistribution de cette rente devient à la fois pour ceux qui la répartissent ou contribuent à sa répartition (hauts fonctionnaires, personnages influents, etc...) et ceux qui en bénéficient (entrepreneurs de toutes sortes etc...) qui, les uns et les autres, se recrutent dans la classe dominante une source d'immense et rapide fortune reléguant au second plan l'intérêt de la rente foncière, c'est-à-dire, que les fractions de la classe dominante tendent, désormais, à s'opposer beaucoup plus durement qu'autrefois lorsque la rente foncière était la principale source de revenu. Celle-ci, cependant, devient économiquement et politiquement inopportune. Économiquement, parce qu'elle fait obstacle à l'extension du marché intérieur et, surtout, des grands réseaux de distribution de produits d'importation. Politiquement, parce que le maintien des relations féodales est regardé comme un facteur d'instabilité et que l'on conçoit qu'une base de petits propriétaires exploitants serait une assise sociale stable pour le régime (thèse des États-Unis qui exigent la Réforme agraire). Enfin, les revenus pétroliers déséquilibrent le rapport de force entre la fraction de la classe dominante attachée au pouvoir politique (et donc aux revenus du pétrole), et la fraction demeurée foncière. La première peut accroître démesurément ses capacités de contrôle politique (armée, police, etc...) sur l'ensemble et donc se passer de la seconde. C'est cette conséquence majeure qu'A. Amini essaye d'éviter lorsqu'il est porté au pouvoir, au cours de la

crise économique et politique du début des années 1960, par la fraction alors la plus importante de la classe dominante, la fraction foncière. Son projet de gouvernement comporte deux volets complémentaires : d'une part, diminuer l'importance de l'armée et des moyens financiers consacrés à son développement en raison du rôle de l'armée dans l'autonomisation de l'appareil d'État contrôlé par le Shah (fonction traditionnelle de l'armée, élargie grâce aux revenus pétroliers), d'autre part, conduire la transformation de l'Iran en relais industriel des économies occidentales, en lui consacrant l'effectif financier dont l'État dispose grâce aux revenus pétroliers ; cette transformation impliquant certes la Réforme agraire mais devant essentiellement profiter à la fraction de la classe dominante située à l'extérieur de l'appareil d'État. A ce projet, s'oppose celui du Shah lui-même, leader de la fraction de la classe dominante attachée au pouvoir politique ; il met l'accent sur le renforcement de l'appareil, de la puissance militaire de l'Iran comme instrument à la fois de reproduction d'une formation sociale liée à l'Occident et de relais hégémonique dans le Moyen-Orient ; cette seconde solution prévaut en définitive, en particulier parce qu'elle est appuyée par les États-Unis, alors soucieux de renforcer une influence mondiale menacée. Pour la classe dominante, elle signifie une intégration accélérée à un appareil d'État étendu. Elle est désormais essentiellement liée à la rente pétrolière et, subsidiairement seulement, à la rente foncière ; malgré la continuité du personnel de la classe (mise en évidence par M. Zonis, 1971), c'est une véritable mutation qu'elle a subie. Sans doute, l'intérêt qu'au cours de l'histoire la classe dominante a porté à la rente foncière n'était-il principal que parce que cette rente représentait alors le principal moyen d'enrichissement ; sans doute, n'a-t-elle jamais conçu que les sources de ses revenus puissent être délimitées ; sans doute encore, la rente pétrolière n'a-t-elle représenté au départ qu'une source parmi d'autres de revenus. Le changement principal réside, en réalité, dans les rapports sociaux impliqués par la mode d'acquisition des revenus de la classe dominante. La rente foncière était perçue par des individus et prélevée grâce à l'encadrement de toute la population iranienne dans ce réseau que nous avons évoqué de groupements pyramidaux de relations personnelles. La rente pétrolière est collectivement perçue par l'État et, seule, la position dans ou par rapport à l'appareil permet d'en accaparer une proportion plus ou moins importante. Le maintien des réseaux traditionnels n'a plus de fonction dans le prélèvement du revenu de l'aristocratie et des classes alliées. Il n'a plus de base même dans le sataut de la terre ; le prélèvement du sur-produit paysan étant désormais essentiellement effectué soit par l'intermé-

diaire du marché soit par celui du profit capitaliste dans les grandes exploitations agro-industrielles.

Mutations fondamentales des rapports sociaux, l'extraordinaire gonflement des revenus pétroliers de l'État et la Réforme agraire rendent nécessaire une réorganisation subséquente des relations entre classes sociales, et la mise en place d'un autre appareil d'État, l'une et l'autre ne pouvant se réaliser en dehors des implications du rapport avec le marché mondial.

Ce rapport implique en effet qu'en échange du pétrole exporté, i.e. de la rente pétrolière, l'Iran importe des biens de consommation, éventuellement des biens de production et des services offerts par les nations utilisables de pétrole, c'est-à-dire, constitue un secteur de consommation identique aux sociétés de consommation occidentales. Il implique donc en même temps la constitution d'une organisation techno-bureaucratique de planification économique et sociale ayant pour objet d'adapter l'Iran à la production des nations dominantes, la création d'entreprises réalisent les équipements correspondants, le développement de réseaux de distribution liés aux grands producteurs occidentaux et, éventuellement, d'établissements situés dans les chaînes productives au stade de montagne, de finition ou de conditionnement. Les fonctions coercitives de l'appareil d'État devaient parallèlement s'étendre de façon à remplacer l'encadrement désormais défaillant de la féodalité et à contenir les tensions engendrées par les contradictions nouvelles.

La rencontre des implications du marché mondial et des transformations des fonctions de l'État ont des conséquences dans la constitution des classes sociales et leurs rapports.

La classe dominante est une classe fonctionnelle : elle est constituée par le personnel de hauts fonctionnaires, de technocrates et militaires, par les politiciens de premier plan qui contrôlent la production et la distribution des revenus de l'État (ceux du pétrole essentiellement, mais aussi du gaz, du cuivre, etc...) Cette classe est structurellement dépendantes des économies dominantes, elle a pour fonction d'articuler la formation sociale sur le marché mondial, de lui fournir les matières premières demandées, d'organiser la consommation des produits proposés ; son statut de classe dominante intérieure est liée à cette fonction qui lui est dévolue en tant qu'animatrice de l'appareil d'État par le marché mondial, i.e. par la bourgeoisie mondiale. A l'aval de la distribution des revenus pétroliers, on rencontre tout d'abord une classe de grands commerçants, d'industriels et d'entrepreneurs. Ils dépendent de la politique de la classe précédente, qu'il s'agisse du commerce extérieur (i.e. des achats à l'étranger), de l'inves-

tissement productif (dirigé par les avantages liés à la réalisation du plan), ou des travaux d'équipements (financés par l'État). Cette bourgeoisie dépend aussi doublement à l'étranger ; d'abord, par l'intermédiaire de la classe fonctionnelle, ensuite par le fait qu'elle ne contrôle ni les techniques de production, ni les réseaux de distribution dont elle ne détient qu'une part mineure. Bien que ces deux premières classes soient très proches l'une de l'autre (elle proviennent en large mesure l'une et l'autre de l'ancienne aristocratie, les mêmes familles, voire les mêmes individus sont présent dans chacune d'elles) et leurs intérêts très voisins (au point que l'on peut parfois se demander s'il s'agit de deux classes ou de deux fractions d'une même classe), elles doivent, semble-t-il, être tendanciellement distinguées, parce que les problèmes que l'État doit résoudre ne sont pas immédiatement liés aux intérêts des capitalistes iraniens, que ceux-ci soient rattachés à des firmes multi-nationales ou (apparemment) plus indépendants.

Il doit notamment tenter de concilier la reproduction de la formation économique-sociale iranienne (après la fin du pétrole notamment) avec la stratégie des firmes multi-nationales, c'est-à-dire, d'essayer d'obtenir l'implantation de maillons des chaînes productives, en répondant aux exigences des firmes en matière de politique intérieure, d'équipement, de politique économique, de politique extérieure (ouverture et garantie de marchés).

Les fonctions de l'appareil d'État associées au souci de la classe dominante de se constituer une base sociale ont conduit à la prolifération des classes moyennes (bureaucratie, techno-bureaucratie, armée, etc...) dont l'attachement est assuré par la participation aux revenus du pétrole, i.e. par la consommation. C'est donc dans ces classes moyennes que s'est réalisée la nécessité, soulignée plus haut, de la création d'un marché de masse intérieur permettant aux économies dominantes de payer leurs importations pétrolières. La création de ce marché et la formation de ces classes moyennes pour qui la légitimité du pouvoir est fondée sur la croissance de la consommation, sont devenues l'élément majeur de la dynamique économique-sociale. En effet, s'il n'est politiquement pas possible de limiter la consommation et l'accroissement de la consommation des classes moyennes, les effets de multiplication de la demande déterminés par tout accroissement des revenus se portent sur les biens de consommation étrangers dont l'importation doit être accrue dans une plus large mesure que les revenus. Cet accroissement supplémentaire des importations ne peut être payé que par un accroissement des ventes de l'Iran à l'étranger (A.H. Banisadr, 1974). Un cycle est ainsi engagé dans lequel l'Iran ne peut trouver le moyen de construire un appareil productif et

se voit condamné à exporter toujours davantage de produits bruts ou semi-ouvrés essentiellement de produits pétroliers dans lesquels il s'est spécialisé. Il ne peut d'autant moins que toutes les énergies individuelles sont tendues vers l'appartenance à et à l'ascension dans ces classes moyennes, c'est-à-dire dans l'appareil d'État et ce que l'on peut appeler ses services extérieurs qui absorbent ainsi de façon improductive la plus grande partie des compétences dont le pays dispose.

Les ressources pétrolières de l'Iran sont cependant insuffisantes pour faire accéder à la consommation de produits importés l'ensemble de la population ; une coupure brutale est donc établie entre les classes moyennes consommatrices (dont les revenus sont fixés en fonction de la consommation) et les classes populaires (paysans et ouvriers) exclus de la consommation malgré l'effort entrepris pour les intégrer plus largement dans l'échange, qui se retourne contre elles (crédits de consommation consentis principalement aux paysans, etc...). Par ailleurs, la Réforme agraire a été suivie dans les campagnes d'une immense offensive de la bourgeoisie marchande, financière (usure et banques), agraire (moyen et grand capital) utilisant par maints biais l'appareil d'État. Par différents moyens (endettement, tarissement de l'alimentation en eau d'irrigation, expulsion de la terre, etc...) les petits paysans sont privés de terre et doivent émigrer vers les villes où s'accumulent des masses de chômeurs et de sous-employé (développement des occupations parasitaires malgré le manque de main d'œuvre qualifiée rendant nécessaire l'immigration).

En ce qui concerne la classe ouvrière, rappelons seulement qu'elle est privée de tout droit syndical et que les salaires sont maintenus à des taux extrêmement bas relativement à l'augmentation du coût de la vie (*idem*). A cette contradiction du mode de développement s'en ajoute une seconde tout aussi essentielle, la protestation de la jeunesse et, particulièrement de la jeunesse étudiante mécontente du statut qui lui est promis dans la formation sociale : celui de consommateurs n'ayant aucune part dans la production des biens et dans la production des biens et dans la production de leur propre avenir.

La limitation des ressources pétrolières, leur épuisement au terme d'une génération pose en effet à la formation économique-sociale un dilemme crucial. La relève du pétrole ne peut être préparée sans saper les bases de la formation dans le présent (limitation de la consommation) ; la consolidation de la formation aujourd'hui hypothèque irrémédiablement son avenir. C'est pourtant cette consolidation immédiate que la classe dominante doit choisir. Ses rapports avec les classes dominées et les catégories protestataires (peut-on définir la

jeunesse étudiante comme une fraction de classe ?) n'ont aujourd'hui pas d'autre contenu que la violence. Elle ne peut donc rechercher de développement de son assise sociale que dans le développement des classes moyennes consommatrices, c'est-à-dire, dans une plus étroite intégration au marché mondial. Pourtant, elle cherche en même temps à échapper au dilemme en se donnant les moyens d'un encadrement politique et idéologique à la fois des classes moyennes et des classes populaires. Engendrée par la mutation qu'a subie le rapport entre l'Iran et les économies dominantes, une transformation essentielle affecte la fonction de l'appareil d'État dans la Nation par rapport à ce qu'elle a tendu à subsister jusqu'à la fin du premier XXème siècle.

INSTITUTIONS POLITIQUES

Durant la première période conjoncturelle que nous avons distinguée, celle qui se termine au milieu du XXème siècle, les institutions politiques iraniennes et, en particulier, le caractère soit autoritaire, soit semi-libéral de l'organisation politique intérieure, sont surdéterminées par le statut international de l'Iran, sa position dans les conflits entre les puissances dominantes. La régularité de la concordance entre, d'un côté, conflits ou absence de conflits entre puissances dominantes prétendant à l'hégémonie sur l'Iran, et, d'autre part, existence ou non de rivalités entre partis politiques à l'intérieur du pays est remarquable.

Durant la période précédant la fin de la première guerre mondiale, Anglais et Russes qui ont déjà partagé l'Iran en deux zones d'influence, se disputent le contrôle du gouvernement de Tehran. A l'intérieur, existent de nombreux partis et factions politiques concurrents qui conduisent à la révolution constitutionnaliste et à un régime relativement démocratique ; ensuite, et jusqu'à l'avènement de Reza Shah, à un régime oligarchique.

Après la révolution russe, l'Iran tombe entièrement sous la domination anglaise ; l'Union Soviétique s'en désintéresse ou, même, considère que le colonel Reza Khan représente la bourgeoisie nationale, conduit une lutte anti-impérialiste et que rien ne doit être fait pour le contrer.

Dès 1922, un régime autoritaire se met progressivement en place qui triomphera en 1926 avec le couronnement de Reza Shah Pahlavi.

En 1942, Russes et Anglais occupent l'Iran et déposent Reza Shah au bénéfice de son fils Mohammed Reza Shah, pour un mo-

tif dont la pertinence peut être discutée : les sympathies, supposées ou réelles, mais fort peu dangereuses au demeurant, du dictateur pour l'Allemagne hitlérienne. Aussitôt, la vie politique intérieure renaît, polarisée par trois tendances : les partis pro-anglais, les partis pro-soviétiques, et les partis de l'indépendance dont le personnel dirigeant, dans les trois cas, provient d'ailleurs, dans une large mesure, de l'aristocratie et de la classe des propriétaires fonciers.

Les Anglais, après la guerre, échouent dans leur tentative de réassurer leur domination au travers de la commission tripartite (anglo-russo-américaine), tandis que les tensions internationales s'accroissent (les Etats-Unis et la Grande-Bretagne cherchent à obtenir le départ des Soviétiques mais ne parviennent pas, entre eux, à un accord sur le contrôle de l'Iran et de son pétrole), les partis pro-anglais tentent de prendre le pouvoir à l'intérieur ; après avoir contribué à l'évacuation de l'Iran par les troupes soviétiques, ils échouent. La conjoncture politique intérieure est cependant favorable aux partis de l'indépendance qui, pour peu de temps, s'installent au gouvernement avec Mossdegh. La nationalisation des pétroles conduit Anglais et Américains à passer un accord sur l'exploitation des gisements iraniens ; les conflits entre puissances dominantes à propos du contrôle de l'Iran disparaissent. C'est le moment du rétablissement d'un régime autoritaire supprimant, pratiquement, l'existence de tous les partis politiques.

Ces concordances posent un certain nombre de questions : la classe dominante ressent-elle effectivement la nécessité de s'appuyer sur l'étranger et pourquoi, comment légitime-t-elle la recherche de cet appui, quelles sont les formes de l'intervention étrangère et, finalement quels sont les mécanismes qui lient à l'existence ou à l'absence de conflits internationaux à propos de l'Iran l'existence ou l'absence de partis politiques iraniens ?

Depuis le fin du XIX^{ème} siècle, la classe dominante iranienne, l'aristocratie, à maintes reprises dut sa survie au concours direct de l'étranger : intervention du corps des cosaques commandés par des officiers russes contre le parlement en 1907 et 1908, réunification à partir de 1922 et grâce à l'Angleterre des forces armées nationales, qui permet l'écrasement des mouvements populaires, pression à la fin des années 1940 sur la Russie Soviétique par les nations occidentales pour l'évacuation de l'Iran, blocus pétrolier de l'Iran en 1952 puis coup d'Etat contre Mossadegh organisé par la C.I.A., sans parler d'interventions moins cruciales et, d'ordinaire, moins apparentes (parmi les plus manifestes, renvoi en 1911 de

Morgan Shuster nommé trésorier général du royaume en vue d'une réorganisation des finances). Sans intervention directe, il ne fait pas de doute que la classe dirigeante iranienne eut succombé à l'une des vagues de mécontentement populaire qui, depuis le début du siècle, ont secoué l'Iran. L'appui de l'étranger n'est cependant pas limité à ces coups de mains destinés à redresser une situation compromise. Il est constant. Dès la fin du XIX^{ème} siècle, les pays dominants n'ont cessé (dans la mesure où les divergences de leurs intérêts le leur permettaient) d'assister la classe dominante dans la construction et le renforcement d'un appareil bureaucratique d'Etat et surtout d'un appareil de répression, depuis la création du corps de cosaques par la Russie czariste jusqu'à l'organisation, l'entraînement et l'équipement des différentes armées et polices par les Etats-Unis aujourd'hui. A certaines époques, comme pendant les années 1940, et au moment de la Restauration, elles ont évité l'effondrement ou favorisé la reconstruction de l'appareil bureaucratique et militaire par des subsides ou des prêts couvrant le déficit du budget Iranien (déficit qui s'est parfois élevé jusqu'à 70% du montant du budget). Plus efficace parce que plus insidieuse, apparaissant comme la conséquence des mécanismes du marché est la dépendance économique et financière de l'Iran par rapport aux nations industrielles ; ainsi, toute secousse dans les relations entre l'Iran et les acheteurs de pétrole se transforme, étant donnée l'absence totale de complémentarités entre les secteurs de l'appareil productif iranien en crise nationale majeure : tout arrêt, diminution ou retard dans l'augmentation des revenus pétroliers, remet en cause l'assise sociale du régime, les classes moyennes consommatrices de produits fabriqués à l'étranger, dont l'accroissement des revenus pétroliers a permis l'élargissement (voir par exemple, la crise du début des années 1960 provoquée par une diminution du prix du pétrole).

A partir du milieu du XIX^{ème} siècle, (après les défaites militaires devant la Russie), la classe dominante iranienne dont la domination est essentiellement fondée sur la violence qu'elle exerce, prend l'habitude afin de compenser sa propre faiblesse (financière, administrative, militaire) de prendre appui sur les nations qui la dominent, d'attendre d'elles qu'elles consolident son pouvoir intérieur. En quelque sorte, d'un côté, elle permet aux nations dominantes de réduire l'Iran à l'état de quasi-colonie, pour leur demander de l'autre de la soutenir. Cette relation contient son propre développement : la fourniture de technologies industrielles ou militaires, d'experts, de prêts financiers, l'orientation de l'écono-

mie iranienne en fonction des demandes du marché mondial accroissent sans cesse la dépendance objective et subjective.

Cette dépendance totale de l'étranger, l'aristocratie la justifie et cherche à la légitimer aux yeux de la population, principalement des classes qui collaborent à la domination (nouvelle bourgeoisie dépendante, classes moyennes de l'appareil d'Etat et de l'intelligentsia «moderne»), par l'idéologie de l'Occident comme modèle technico-économique, politique et culturel. Selon cette idéologie, l'Iran ne peut trouver en lui-même les ressorts de son développement ; sa culture, ses institutions politiques, ses activités productives sont définitivement frappées d'immobilisme ; elles ne sauraient se dépasser, devenir source de créativité. Ce postulat étant admis, mieux vaut accélérer leur décadence et l'imitation des nations dominantes même si les moyens qui doivent être employés relèguent la reproduction du modèle au statut d'un objectif dont l'échéance doit, sans cesse, être repoussée.

De cette idéologie de l'occidentalisation, le principal instrument de propagation est, depuis la fin du XIX^{ème} siècle, époque où elle naquit, la puissante franc-maçonnerie iranienne (voir, par exemple, les œuvres de Mirza Malkum Khan et de Mirza Hossein Khan Sepah Salar). Ses protagonistes se recrutent dans l'aristocratie ; elle regroupe autour d'eux des individus (hauts fonctionnaires, marchands, intellectuels) provenant des classes alliées ; elle fournit régulièrement depuis la révolution, bon nombre des leaders du parlement, des ministres et des premiers ministres et constitue l'organisation idéologique essentielle de la classe dominante.

A côté de l'idéologie de l'occidentalisation, celle-ci utilise à l'égard des couches sur lesquelles elle exerce son hégémonie, afin de prévenir tout esprit d'indépendance, le mythe même de l'intervention de l'occident, présentée comme un phénomène indépendant des choix politiques et des pratiques des Iraniens.

Dans le cadre de la dépendance et de l'idéologie de la dépendance de la classe dominante par rapport à l'étranger, il nous reste à montrer les mécanismes qui lient la pluralité des dominations extérieures à la pluralité des partis ou fractions qui luttent pour le pouvoir à l'intérieur.

Commençons par examiner le cas de deux puissances concurrentes mais d'orientation politique analogue se disputant l'hégémonie sur l'Iran (Grande-Bretagne et Russie Tzariste au début du siècle, Grande-Bretagne et Etats-Unis vers son milieu). Chacune des deux puissances par son intervention directe, par l'assistance qu'elle procure aux administrations du pays, crée ses propres organisations

ou ses propres sphères d'influence, géographiques ou fonctionnelles. Ainsi, avant la première guerre mondiale, tandis que les consuls anglais et russes sont, chacun, tout-puissants dans l'aire dont leur pays s'est attribué le contrôle, au corps des cosaques créé par les Russes dans le Nord, répond la police du Sud créée par les Anglais, l'une et l'autre indépendants de la garde impériale et de la gendarmerie qui demeurent liées à la couronne. De façon analogue, à l'époque de Razmara, l'armée iranienne est divisée entre les influences anglaises et américaines par les armements et les conseillers qui lui sont procurés. Ces déterminations réelles de la division de l'espace national et de l'appareil d'Etat ne prennent cependant de sens, quant aux conflits intérieurs, que parce que des fractions concurrentes de la classe dominante conçoivent qu'elles peuvent utiliser les sphères d'influence de chacune des puissances pour se hisser au pouvoir. D'une façon générale, ces fractions cherchent à tirer des avantages particuliers des affrontements de puissances étrangères en Iran ; depuis le second XIX^{ème} siècle, elles ont appris que l'appui étranger est l'un des moyens les plus sûrs pour accéder à des postes de responsabilité politique. Les moyens que les puissances étrangères peuvent utiliser pour assurer le succès de leurs supporters sont nombreux : depuis la protection personnelle contre l'arbitraire du pouvoir qui permet de critiquer sans danger les pratiques du gouvernement en place jusqu'aux recommandations qui font de tel personnage un Ministre des Finances ou un Premier Ministre, en passant par les avantages matériels qui donnent la possibilité de constituer une fortune (prêts bancaires au début du siècle, participations au capital de l'Anglo-Iranian Oil Company jusqu'à la disparition de cette société, participations dans des affaires industrielles et commerciales plus tard, etc...) L'art du protégé, dont il trouve les ressources dans sa propre culture, consiste à faire monter les enchères en fonction de la concurrence des puissances étrangères et à aiguïser leurs rivalités. La situation et le jeu sont, fondamentalement, à peine différents lorsque l'une des puissances étrangères rivales est, comme dans les années 1940, l'Union Soviétique : les dirigeants des partis qui se réclament alors du socialisme, comptent tout autant sinon davantage, dans le combat engagé, sur l'appui étranger que sur la mobilisation des masses quitte à se montrer partisans de concessions pétrolières au profit du pays protecteurs, alors qu'on en refuse l'avantage aux puissances occidentales. La faiblesse des assises populaires de ces partis est clairement démontrée par leur rapide effondrement et par la promp-

te dislocation des républiques azerbaïdjanaise et kurde lorsque disparaît la garantie étrangère.

Un des résultats des affrontements entre puissances dominante par partis iraniens interposés, est que sont alors respectées un certain nombre de libertés publiques (libertés d'expression, d'association, de réunion). Ces époques permettent en conséquence l'expression de courants nationalistes dont le principe politique essentiel est d'utiliser les rivalités des puissances étrangères au profit de l'Iran ; politique définie par Mossadegh comme celle de l'équilibre négatif. Cependant, ces mouvements nationalistes ne jouissent que des libertés publiques et non des appuis que les puissances étrangères peuvent assurer à leurs protégés grâce à leurs réseaux d'influence dans l'appareil d'Etat ; aussi demeurent-ils, dans une large mesure, des mouvements populaires et parviennent-ils difficilement à trouver une expression au niveau des institutions politiques du pays. Ainsi, Mossadegh, s'il réussit à assurer lors des élections de la 17ème Législature la liberté de suffrage (qui lui est d'ailleurs largement favorable) dans certaines des grandes villes et à Tehran, n'y parvient pas dans les campagnes, les petites villes et d'autres grandes villes (comme Shiraz) sur lesquelles l'appareil d'Etat et particulièrement l'armée tenue par les réseaux anglo-américains ont la haute main. Lorsqu'il est porté au pouvoir, il revendique en conséquence le ministère de la Guerre, qu'il ne peut obtenir, en juillet 1952, que grâce à une émeute populaire.

Lorsque les divergences d'intérêts entre pays dominants sont résolus, du même coup, l'existence de factions concurrentes à l'intérieur perd pour l'extérieur toute utilité. Ainsi, après la révolution de 1917, le clan aristocratique appuyé sur la Russie tsariste, privé de soutien, n'a plus de recours, étant donné les intérêts de la classe, que dans la Grande-Bretagne. Celle-ci, de son côté, ne voit plus d'intérêt ni dans les institutions particulières qu'elle a mises en place au Sud ni dans les mouvements séparatistes qu'elle soutient, ni dans les partis politiques qui subsistent grâce à son appui. Aussi permet-elle la réunification des forces militaires du Nord et de police du Sud, abandonne-t-elle ses protégés du Sud, favorise-t-elle la montée de Reza Khan, officier des cosaques. Celui-ci va réunifier l'Iran régler les divisions au sein de l'Aristocratie (liquidation de l'autonomie relative des grandes tribus dont celle des Arabes du Khouzistan avec Sheikh Khazal qui fut un moment l'une des pièces essentielles du jeu britannique en Iran), mais aussi éliminer par la violence les mouvements de contestation menaçant

la classe dominante, notamment ceux de l'Azerbaïdjan, du Korasan et du Guilan.

De même, après la seconde guerre mondiale, le retrait d'abord de l'Union Soviétique (1946), puis la prise en main par les Etats-Unis des intérêts occidentaux en Iran (1953) permettent l'extension de l'autorité du gouvernement de Tehran à l'ensemble du pays, et à l'ensemble de l'appareil d'Etat et font disparaître l'utilité pour l'extérieur des conflits entre partis ou factions. La Restauration, qui est le rétablissement du pouvoir absolu de la couronne alors que, depuis dix ans le régime fonctionnait en réalité comme une monarchie constitutionnelle dans laquelle prédominait le parlement, peut supprimer tous les partis qu'ils soient communistes, nationalistes ou seulement représentatifs de fractions de l'aristocratie.

Celle-ci a le statut d'une classe dominante, dominée de l'extérieur ; elle ne peut que subir les conséquences des intérêts des nations dominantes, de leurs conflits ou conjonctions. Elle ne vit pourtant pas cette dépendance comme une sujétion parce que ses intérêts sont solidaires de ceux des nations dominantes. La solidarité apparaît clairement dans la Restauration qui, à la fois sauve ceux-ci et ceux-là. La classe dominante ne pouvait ainsi contester le caractère autoritaire du régime nouveau, non seulement parce qu'elle n'aurait alors trouvé aucun appui extérieur, mais surtout parce qu'il éloignait le spectre de sa propre fin que l'effervescence avait agité.

On voit ainsi que la vie politique iranienne, elle-même, est dépendante ; les phases libérales ou semi-libérales et les phases autoritaires se succèdent en fonction d'événements externes plus que selon une logique politique interne. Le développement des luttes sociales à l'intérieur n'est certes pas sans répercussion au niveau des institutions politiques ; mais la nature de cette répercussion est sur-déterminée par rapport à l'étranger. Le développement des luttes incite les nations dominantes à régler leurs différends (à l'époque de Mossadegh par exemple), ou ces différends étant réglés, à favoriser la mise en place d'un régime autoritaire, éventuellement à recommander à ces régimes des réformes comme la Réforme agraire de 1962-1963, qui tourment finalement à l'avantage de la classe dominante. Les contradictions sociales ne peuvent ainsi se résoudre au profit des classes populaires qu'au travers de la lutte pour l'indépendance nationale.

La relation que la classe dominante iranienne entretient avec l'étranger, avec la ou les puissances qui dominent le pays conduit

à la surdétermination de la vie politique iranienne par la conjoncture internationale. Elle fait aussi que le parlement qui, constitutionnellement, doit être consulté à propos de tous les accords internationaux, tend à refléter les luttes entre puissances dominantes à propos de l'Iran, et, éventuellement, durant les périodes où ces luttes sont particulièrement intensées, à permettre aux classes dominantes d'imposer une politique extérieure renvoyant les intérêts étrangers dos à dos. L'institution parlementaire et, à travers elle, l'institution du suffrage universel représentant donc l'un des lieux où se jouent tout à la fois les rapports entre classes sociales et les rapports entre l'Iran et l'étranger.

Les institutions politiques actuelles, celles qui se sont mises en place depuis le début des années 1960, se situent apparemment dans le prolongement de celles de la restauration qui représente le rétablissement d'un régime autoritaire caractéristique, dans la conjoncture économique-sociale du premier XX^{ème} siècle, de l'absence de concurrence entre grandes puissances pour la domination de l'Iran. Elles s'en séparent en même temps par des changements fondamentaux liés aux transformations structurelles induites par la croissance démesurée du secteur pétrolier et par le boom des recettes pétrolières : renforcement sans précédent de l'appareil d'Etat et de ses moyens d'action, concentration de la classe dominante dans l'appareil d'Etat, effondrement de la production non articulée sur le marché international, division de la société entre classes consommatrices de produits fabriqués par les pays industriels, et classes exclues de la consommation.

Les institutions politiques établies depuis 1962 tendent à la négation de toute autonomie de fait de la société civile, à son absorption par la société politique, à la construction d'un Etat à la fois autoritaire (héritage de la Restauration), et totalement prégnant (fait nouveau). Nous avons ailleurs noté la volonté du pouvoir de contrôler l'ensemble de la vie politique, de maîtriser complètement le suffrage universel, d'asservir entièrement le parlement d'embrigader toute la population dans un parti unique (Parti de la Résurrection créé par le Shah en 1975) et de faire de ce parti le cadre nécessaire d'expression des tensions et contradictions sociales. Dans le même sens, toutes les organisations sociales naissant de solidarités d'intérêt dans le domaine de la production (corporations de métiers, syndicats, coopératives, mais aussi organisations tribales des pasteurs nomades, etc...) ou dans celui de la consommation (conseils municipaux, institutions villageoises, groupes sportifs, par exemple), tendent à être investis par l'Etat et à de-

venir des instruments de direction et de contrôle des activités et des opinions des individus par l'appareil. Cette activité est aujourd'hui devenue l'une des deux grandes fonctions de la police d'encadrement et de surveillance, à côté de la fonction répressive proprement dite qui la complète. L'armée, de son côté, est devenue plus que l'instrument du rôle de relais impérialiste dévolu à l'Iran dans le Moyen-Orient et que le principal point d'appui d'un prince autoritaire ; elle représente tendanciellement la matrice organisationnelle et idéologique de la nation telle que le pouvoir désire la façonner. Elle est tout d'abord située au centre des préoccupations de l'Etat : des moyens financiers considérables lui sont consacrés (elle absorbe avec les différentes polices 14% du P.N.B. en 1971, quelque 20% aujourd'hui), privant ainsi l'économie iranienne de surplus qui pourraient être affectés à l'investissement productif ; les équipements collectifs, ceux de communication en particulier, répondent à ses exigences ; elle utilise des armements de technologie sophistiquée produits par les pays industriels qui la rendent dépendante de ces pays et mobilisent sur place, pour l'entretien et le maniement, des compétences dont est privée la production nationale. Culturellement orientée vers l'occident par l'effet même de sa dépendance technologique, elle prend une part grandissante dans l'appareil bureaucratique (de nombreux postes de la fonction publique sont attribués à des militaires, les juridictions civiles sont en fait contrôlées par les tribunaux militaires, etc...) et se voit confier des tâches d'encadrement idéologique des campagnes au travers des « armées » du savoir, de l'hygiène, du développement, de la religion. Dans sa volonté de dominer totalement la société civile, l'Etat devait en effet tenter de s'assurer l'hégémonie dans le domaine de la culture, qui, historiquement, lui échappait. Disposant des moyens de coercition, il devait cependant tenir compte d'un consensus qui s'établissait largement en dehors de lui.

Le problème du rapport entre coercition et consensus apparaît immédiatement dans les deux observations complémentaires suivantes, concernant la première période conjoncturelle, celle du second XIX^{ème} siècle et du premier XX^{ème} siècle.

Durant les périodes autoritaires, avant la révolution constitutionnaliste, au cours du règne de Reza-Shah ou dans les dix années qui suivent la Restauration de 1953, l'Etat ne semble s'appuyer que sur la violence, ne pas être en mesure de créer un minimum de consensus parmi les classes populaires, les classes moyennes, voire les classes supérieures. Durant les périodes oligarchiques et démocra-

tiques lorsque le pouvoir jouit d'un plus large soutien populaire, se développe une dynamique gauchisante que ne semble parvenir à canaliser ou freiner aucun instrument d'encadrement idéologique. Est ainsi posé le problème de la société civile, de l'existence ou de la non existence de contrôles idéologiques capables, tout aussi efficacement que la coercition, d'enserrer les populations dans un réseau de règles assurant la stabilité de la formation économique-sociale.

Pour comprendre les liens entre l'idéologique et la politique à l'époque présente, un bref recours à l'histoire est utile. Si nous nous situons à la fin du XIX^{ème} siècle, où les choses sont relativement claires, l'instrument de coercition et l'instrument de direction intellectuelle et morale apparaissent nettement séparés, voire opposés ; le pouvoir politique qui se résume à peu près au fisc, à la police et à l'armée, est détenu par la dynastie des Qadjars ; la morale, le droit, la connaissance sont dans les mains du clergé chi'ite. Tout au long de l'histoire de l'Iran (avant même l'Islam), l'appareil religieux s'oppose au pouvoir politique. Celui-ci est constamment détenu par des tribus étrangères ayant soumis l'Iran par la force, celui-là représente l'institution juridique et culturelle de la population autochtone face au pouvoir politique extérieur, il confère à la société civile une organisation idéologique qui lui permet de mieux résister aux tendances destructurantes imprimées par les envahisseurs nomades et à leur volonté de s'approprier l'ensemble des richesses du pays. Aussi, à plusieurs reprises, la dynastie, lors de son installation, a-t-elle cherché à se légitimer en s'alliant à l'appareil religieux. Tel est le cas des Safavides auxquels remonte la situation actuelle (N. Keddie 1972). Les Savafides s'associent au départ le clergé chi'ite en tant qu'appareil idéologique dans le fonctionnement de l'Etat. Ils permettent en conséquence le développement de sa puissance temporelle en lui donnant les moyens de constituer une immense fortune autonome : prélèvement direct des taxes religieuses, disposition des revenus des fondations pieuses qui s'étendront considérablement. Plus tard, suivant le cycle habituel des dynasties, tandis que les Safavides s'affaiblissent, complémentirement, le clergé se renforce. Les Qadjars, dès le départ, se trouvent en présence d'une situation de fait qu'ils ne peuvent modifier : la puissance et l'indépendance de l'appareil idéologique constitué par le clergé chi'ite qui est universellement accepté comme dirigeant intellectuellement, moralement, juridiquement le peuple iranien et dispose de ressources qui assurent son autonomie par rapport au prince. Raison supplé-

mentaire d'indépendance, les lieux saints de l'Islam chi'ite se situent hors d'Iran, c'est-à-dire, hors d'atteinte du pouvoir politique alors que les croyants, jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, se déplacent librement.

Le statut de l'institution religieuse est alors défini par les éléments suivants. La doctrine politique du Chi'isme duodecimain affirme tout d'abord que seul l'Imam peut légitimement prétendre au pouvoir parce qu'il ne peut commettre ni erreurs, ni fautes. Depuis l'occultation du 12^{ème} Imam, la possibilité d'un gouvernement juste a donc disparu et tout pouvoir, serait-ce d'un Chi'ite est usurpé et injuste. Le retour de l'Imam apportera, par contre la justice, la rédemption, le redressement des torts. Dans l'attente de ce retour, le gouvernement le moins mauvais peut être assuré par ceux qui le préparent, plus précisément par celui que la communauté religieuse s'est choisie comme leader (H. Algar, 1972) ; ce guide spirituel est celui des motjaheds qui s'affirme comme le plus juste et le plus savant et, partant, le plus capable de donner un avis autorisé dans les questions de toute nature (religieuse, morale, juridique, politique) qui se posent dans le temps présent. L'avis rendu par « la source d'imitation » (*marja'i-taqlid*) lie obligatoirement tous les fidèles, et le roi lui-même. Or, deuxième aspect essentiel de l'institution religieuse, le guide spirituel de la communauté est nommé selon un processus non formalisé, mais de type démocratique puisque seul le consensus de la communauté religieuse organisée par les Ulemas fonde son ascension et qu'aucun droit de la majorité sur la minorité n'est affirmé, si bien que, lorsqu'un consensus omnium ne parvient pas à se dégager, la communauté chi'ite se reconnaît plusieurs leaders. Le troisième aspect fondamental du statut de l'institution religieuse est la représentation que s'en font les classes populaires : l'attente du retour du 12^{ème} Imam est celle du règne de la justice sur la terre ; la lutte d'Hossein contre les Ommayyades et son martyr, l'archétype du combat de la justice contre la tyrannie ; l'histoire chi'ite celle d'une lutte permanente contre un pouvoir usurpé et arbitraire ; l'organisation consensuelle de l'Eglise, le modèle de l'organisation politique de la nation.

Aux XVIII^{ème} et premier XIX^{ème} siècles, l'opposition de l'appareil politique et de l'appareil idéologique (ou plus précisément, de l'institution organisant la société civile), la contestation du premier par le second, le contrôle que celui-ci exerce sur celui-là, tend, dans le cadre de leur équilibre, i.e. de l'incapacité pour le pouvoir religieux de supplanter le pouvoir du prince, à définir un régime politique où la tension permanente (on est tenté de parler de sé-

paration des pouvoirs) recouvre une situation d'équilibre stable. Les tensions, les oppositions réelles qui trouvent leur base dans les rapports économiques-sociaux, sont reprises par l'institution religieuse, utilisées dans le rapport de conflit-concours entre les deux pouvoirs ; elles ne tendent pas à être dépassées mais sont institutionnalisées. L'opération est cathartique. Le conflit entre l'appareil politique et l'appareil idéologique apparaît comme un élément essentiel de l'organisation sociale comme un de ses mécanismes régulateurs.

Les choses changent à la fin du XIX^{ème} siècle ; les rapports entre les deux pouvoirs tendent à se transformer en raison même de la pénétration économique et politique de l'étranger en Iran. Endetté l'Etat augmente la pression fiscale, accorde des concessions à des entreprises étrangères ; les tensions intérieures s'accroissent auxquelles le pouvoir, appuyé par les puissances étrangères (la Russie avant la première guerre mondiale), répond en renforçant ses moyens de coercition et en cherchant à séculariser les institutions du pays ; c'est-à-dire en menaçant directement et indirectement l'appareil idéologique constitué par le corps des Ulémas chi'ites. Par ailleurs, l'intensification des échanges extérieurs, le remplacement de productions intérieures par des biens importés provoquent le mécontentement de la moyenne et de la petite bourgeoisie, des « bazars ». Ce mécontentement se répercute au sein de l'appareil religieux lié traditionnellement à ces deux classes. En effet, outre le fait, déjà souligné, qu'elles occupaient une part prépondérante dans les redevances canoniques formant les revenus du clergé, le droit et la morale islamiques, dits par les Ulémas, constituent le cadre normatif nécessaire à la réalisation des échanges. De même, les tensions engendrées dans les populations rurales par la pénétration du marché retentissent au sein de l'appareil religieux lié aux campagnes par l'origine du clergé (la grande majorité des Ulemas est d'origine paysanne) et surtout par sa fonction dans la vie quotidienne (administration du droit privé) et dans les activités de production (droit de l'eau par exemple).

La contestation extrêmement active dans laquelle entre le clergé à la fin du XIX^{ème} siècle (affaire de la concession Reuter, 1873), affaire du monopole des tabacs, 1891-92), est ainsi directement ou médiatement liée à la rupture, consécutive à la pénétration étrangère, des équilibres aussi bien politiques qu'économiques existant jusque-là. Aussi, constamment, la double accusation que l'appareil religieux chi'ite porte contre le pouvoir politique des rois Qadjars et Pahlavis, est-elle son caractère tyrannique et sa dépendance de

l'étranger ; l'un et l'autre aspects étant, dans une perspective historique, complémentaires.

Lorsque depuis la fin du XIX^{ème} siècle, l'appareil idéologique chi'ite entre dans l'opposition active au pouvoir politique et entraîne dans cette voie la communauté des croyants, c'est-à-dire les classes populaires, les classes moyennes, la classe des marchands, en raison de l'accroissement des tensions, il prend, si l'on peut dire, un risque qui n'existait pas autrefois, celui d'une victoire et, donc, de l'accession plus ou moins ouverte au pouvoir politique. L'opération n'a donc plus rien d'une catharsis. Les représentations populaires modelées en vue et dans une opposition qui, jusque là, ne pouvait aboutir, deviennent des images qui guident les masses, orientent le soutien qu'elles donnent aux nouveaux dirigeants. Telle est l'origine de cette dynamique gauchisante que nous avons notée.

En présence de cette dynamique, une première conduite du corps religieux est le repli sur le passé, i.e. la volonté de maintenir l'Eglise chi'ite dans l'opposition. C'est effectivement ce que l'on voit aux époques tant de la révolution constitutionnaliste que Mossadeghiste. Durant la première notamment, après les premiers succès, une partie du clergé fait machine arrière, déclarant la constitution anti-islamique : dans l'attente de la parousie, le gouvernement ne peut être qu'illégitime, le clergé ne peut y participer ou lui donner son appui ; argument qui, presque explicitement, couvre la crainte qu'une assemblée représentative remplace le clergé dans sa fonction idéologique. Pour les autres, qui considèrent que l'attente du temps de la perfection ne peut dispenser d'un effort pour réduire l'illégitimité et donc, trouver la forme de gouvernement la moins mauvaise possible, la voie choisie n'est pas sans difficulté, parce que l'appareil idéologique n'est évidemment pas armé pour guider politiquement les masses et que les institutions politiques à mettre en place ne sont ni dans les mœurs, ni données par l'expérience historique. Le corps religieux était ainsi conduit, tant par les problèmes de la prise du pouvoir que par ceux de l'opposition au pouvoir politique établi, à une réflexion qui, depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, ne s'est pratiquement pas arrêtée. Cette réflexion a notamment conduit en 1960 et 1961 à une discussion sur le mode de désignation (jamais formalisé) et les fonctions politiques autant que religieuses du guide spirituel (sur cette discussion, voir, outre les documents publiés en persan à Tehran en 1962, A.K.S., 1964).

Cependant, se poursuivait une critique constante des actes du pouvoir. Les « avis » politiques du clergé chi'ite, ses consignes relatives aux pratiques à tenir en face du pouvoir politique sont fréquents.

Aux consignes de boycottage du tabac à la fin du XIX^{ème} siècle, répondent aujourd'hui les consignes de boycottage des manifestations de soutien du pouvoir politique et principalement des élections (voir aussi l'interdiction dont furent frappées les manifestations du 2 500^{ème} anniversaire de la monarchie persane). Depuis la seconde guerre mondiale, le premier cas de consigne d'abstention électorale, donnée à la fois par les Ulemas et par l'opposition, date des élections de 1947 : elle protestait contre la généralisation de la contrainte électorale organisée par le parti du Premier Ministre, le Parti Démocrate.

Depuis 1963, la mise à l'index des élections est devenue générale. Les raisons qu'en donne un leader religieux sont les suivantes : absence des libertés de parole, de presse, de réunion, qui est anticonstitutionnelle ; caractère anti-démocratique des procédures relatives à l'enregistrement des candidatures et aux opérations électorales (absence de listes et de cartes électorales) malgré l'importance d'élections expriment l'opinion libre des individus pour l'Islam, l'Iran et la population iranienne ; interdiction des réunions religieuses et de la prédication par le pouvoir. (Déclaration de septembre 1963 de Chari'at Madari, l'un des *marja-i-taqlid* de l'époque).

La participation électorale apparaît comme un enjeu essentiel dans le conflit entre le pouvoir politique et l'appareil idéologique. Elle est le signe du rapport de force entre deux hégémonies rivales. L'une, celle du clergé, qui avait, au fond, trouvé dans les élections et le parlement, des formes lui permettant d'atteindre légitimement le pouvoir politique ; l'autre celle de l'appareil politique qui, aujourd'hui, cherche au travers des mêmes formes à légitimer sa prétention à la direction idéologique de la nation. Pour gagner cette bataille signifiante, l'appareil politique dispose d'instruments de contrainte sur les électeurs dont il ne se prive pas d'abuser. Son dessein est cependant plus vaste et plus radical ; il est de se subordonner bureaucratiquement l'appareil idéologique (contrôle des moyens financiers provenant des fondations pieuses afin de tenir le clergé, création de l'armée de la religion, mise au pas par la violence, etc...) et, en même temps, de promouvoir le remplacement de la culture nationale par une culture décalquée de l'Occident, prétention qui perpétue un courant ancien, nous l'avons vu, de l'aristocratie mais qui, jamais jusque là, n'avait acquis un statut officiel ou quasi-officiel.

Certes, l'extraordinaire occidentalisation matérielle de l'Iran (marchandises, technologies, formes d'organisation, etc...) détermine immédiatement une occidentalisation idéelle (ou plus exactement quelque chose qui en veut prendre et en donne les apparences ; de

quoi s'agit-il en fait ?) dans les classes qui bénéficient de cette occidentalisation ; mais la politique d'occidentalisation poursuivie par l'État est davantage tournée vers les autres classes qui n'ont pas les mêmes raisons de l'accepter. Ces classes forment la majorité de la population et c'est par la violence que le pouvoir tente de faire disparaître une culture et d'en imposer une autre dont il espère qu'acceptée, elle rendra la violence inutile en fondant dans un consensus national un développement articulé sur le marché mondial.

RÉFÉRENCES DES OUVRAGES ET ARTICLES CITÉS DANS LE TEXTE

- ABDULLAEV, Z.Z. : Promyshlennost i zarozh denie rabocheyo Klassa Irana v konste XIX — nachale XX vv Baku, 1963. Extraits traduits en anglais, in C. Issawi, op. cit.
- ALGAR, H. : The oppositional role of the Ulama in twentieth-Century Iran in N. Keddie (ed.), 1972, op. cit.
- BANISADR, A.H. : Développements de la consommation du futur et misère. In P. Vieille, A.H. Banisadr, Pétrole et Violence, Paris, Anthropos, 1974, p. 347.
- FALLACI, O. : Interview du Shah d'Iran. *The new Republic*, 1er déc. 1973.
- HOVEIDA, A.A. : L'Iran et le «nouveau Contrat social» *La nouvelle revue des deux Mondes*, 6 juin 1975, pp. 527-534.
- ISSAWI, Ch. : The economic history of Iran, 1800-1914. Chicago and London, The University of Chicago-Press, 1971, p. 403.
- KEDDIE, N.R. : Historical Obstacles to Agrarian Change in Iran, Claremont, 1960. The Iranian Village before and after land reform, *J. Contemp. Hist.* 3 (3), juil. 68, pp.69-91.
The roots of the Ulama's Power in Modern Iran in N. Keddie (ed.), *Scholars, saints and Sufis, Muslim religious institution in the middle East, since 1500*, Los Angeles, University of California Press, 1972, p. 401.
- LAMBTON, A.K.S. : Reconsideration of the position of the Marja' al-Taqlid and the religious institutions. *Studia Islamica*, XX (1964), pp. 115-135.
- PAHLAVI Mohammad Reza Shah : Mission for my Country, Londres, Hutchinson, 1961, p.336.
- ZONIS, M. : The political Elite of Iran, Princeton University Press, 1971.
- Collectif : *Bahth-i dar bâra-i marja'iyyat wa rûhâniyyat*, Téhéran, décembre 1962, (traduction du titre : discussion à propos du magistère et des clercs).

POUR UNE ANTHROPOLOGIE DE L'ARABISATION AU MAGHREB

Gilbert GRANDGUILLAUME

Le problème de l'arabisation au Maghreb, par les multiples aspects qu'il revêt, par les questions qu'il pose, par les référents fondamentaux qu'il met en jeu, représente actuellement un point de vue central pour observer et tenter d'analyser le devenir culturel des sociétés maghrébines, à la fois dans son actualité la plus brûlante, et dans ses structures les plus radicales.

Aborder ce problème dans une perspective anthropologique et dans le cadre de cette nouvelle revue, c'est avant tout exprimer une volonté d'aller au fond des choses, de poser les vraies questions sur un sujet qui est souvent tabou, c'est vouloir ouvrir un dialogue libre, où l'on ne se sente pas lié par le poids des discours obligatoires ou des considérations tactiques, mais où l'on cherche à comprendre, sur une question aussi importante, quels sont les enjeux réels, quel est le sens des politiques suivies et des orientations proposées, c'est éventuellement démasquer les faux-semblants, mettre à nu les opérations de pouvoir qui se dissimulent sous le couvert des grandes causes ou des impératifs d'ordre politique ou culturel. Poser ces questions ne signifie pas qu'on ait réponse à toutes. Le but est de poser le plus de questions possible, et de libérer l'expression dans un débat appelé à se poursuivre au fil des livraisons de cette revue.

Dans son approche des problèmes culturels, cette revue entend refuser le point de vue académique qui conduit à n'en faire que des «objets de science», à les enfermer dans le cadre étroit de disciplines spécialisées, à les considérer comme le monopole du discours de personnalités ou de célébrités.

Ce sera d'ailleurs l'une des tâches de cette revue que de critiquer la notion de «science» telle qu'elle est souvent reçue dans le domaine des sciences dites sociales ou humaines, d'analyser par quels

détours elle aboutit à octroyer un monopole de l'expression à une catégorie de spécialistes, sur des problèmes qui concernent tous les membres de la société, de dénoncer cette forme nouvelle de pouvoir d'autant plus sournoise qu'elle se présente comme l'expression naturelle et légitime d'une raison souveraine. Voulant analyser les divers processus de domination qui pèsent, dans la culture et dans les autres domaines, sur les peuples méditerranéens, cette revue ne saurait faire l'économie de la critique de mécanismes intellectuels qui en représentent parfois une des formes les plus subtiles.

S'agissant de l'arabisation au Maghreb, qui représente globalement une volonté et une entreprise visant à donner à la langue arabe une place effective de langue officielle — statut occupé par le français depuis la période coloniale —, on constate aujourd'hui que, dans les trois pays du Maghreb, Tunisie, Algérie, Maroc, elle constitue un dogme intangible, un objectif indiscutable de la construction nationale, au même titre que l'indépendance politique qui en fut la pierre angulaire. A ce titre, elle forme le substrat du discours officiel du pouvoir national dans le domaine culturel, appuyé sur la conscience de refléter une demande essentielle de la « base ». Mais à cette forte affirmation de la légitimité d'une langue nationale, correspond une lenteur dans la mise en œuvre, l'expérience d'une extrême difficulté à se détacher du français, voire parfois la conscience d'une sourde résistance au processus engagé, d'un complexe d'attirance et de répulsion pour l'arabe, qui fait que, dans chacun des trois pays, la pratique passée, présente et prévisible est une insertion toujours plus grande dans une position de bilinguisme, qu'il s'agisse de la pratique administrative, de la vie économique, de l'environnement ou du système d'enseignement.

Cette contradiction entre une volonté affirmée et des positions pratiques fait soupçonner l'existence d'un conflit latent, non déclaré, voire invouable ou inconscient, la réalité d'une tension sur les objectifs profonds d'une société. C'est ici qu'apparaît la dimension anthropologique d'un problème qui peut être abordé sous de multiples autres aspects sans qu'aucun ne l'épuise, principalement des aspects linguistiques et sociologiques, dont nous essaierons de montrer en quoi ils constituent la partie émergée de l'iceberg, après avoir précisé en quoi consiste le fait de l'arabisation.

LE FAIT DE L'ARABISATION.

Dans les trois pays du Maghreb, l'arabisation est un problème qui se pose à des nations qui ont vécu une période de colonisation,

durant laquelle la langue officielle a été le français. C'est ainsi que, lors de leur accession à l'indépendance — 1956 pour la Tunisie et le Maroc, 1962 pour l'Algérie — elles se sont trouvées dotées de structures administratives, de systèmes d'enseignement, d'institutions économiques totalement dominées par la langue française. Certes, dès le début, une volonté d'arabisation s'est manifestée et a été officiellement affirmée, dans le sens de la revendication d'une décolonisation culturelle, devant se concrétiser par l'adoption d'une langue nationale : l'arabe. C'est pourquoi, dans les trois pays, des mesures plus ou moins radicales ont été adoptées, ayant pour objet de faire tenir à la langue arabe toutes les fonctions exercées par la langue française durant la colonisation. Concrètement, cette action se manifeste dans trois secteurs : le système d'enseignement — l'objectif étant de donner au français un statut de langue étrangère, éventuellement privilégiée, mais non de langue d'enseignement —, l'administration, où la langue de travail et de communication avec les administrés devrait être l'arabe, et l'environnement, terme large qui désigne l'ensemble de la vie publique, s'étendant de la langue utilisée par les diverses entreprises industrielles ou commerciales, à celle qui est pratiquée par les mass-media et dans les principales manifestations de la vie publique.

Dans les premières années qui suivirent l'indépendance, l'imprégnation du français était tellement pesante que cet objectif de l'arabisation n'était proposé qu'à long terme, de sorte qu'aucun pays ne prit en ce domaine de mesures radicales (qui auraient été peut-être la seule chance de réaliser une arabisation rapide). Bien plus, l'unanimité était loin d'être réalisée en faveur de la mise en place effective d'un plan d'arabisation, fût-ce par étapes. Il semble que ce ne soit qu'à l'époque actuelle, qu'on ait vu se stabiliser une certaine position officielle suffisamment forte pour que sa contestation ouverte s'avère impossible. Certes, les lenteurs, les tiédeurs dans la mise en pratique font soupçonner que cet accord apparemment unanime n'est maintenu que sous l'effet d'une pression assez forte pour ne pouvoir être défiée. L'arabisation étant ainsi devenue un dogme, au même titre que l'indépendance nationale dont elle représente le volet culturel, les divers gouvernements peuvent procéder à la mise en place de mesures dont on peut penser que, si elles procèdent d'une volonté d'indépendance politique, elles ne s'en articulent pas moins sur les méandres de leur politique globale.

Qu'en est-il actuellement de la mise en place de ces politiques d'arabisation ? Il n'entre pas dans le cadre de cet article d'en faire un bilan détaillé : chacune d'entre elles devrait en effet être repla-

cée dans son contexte national. Il est toutefois possible d'en dessiner les grands traits. En ce qui concerne les systèmes d'enseignement, les trois pays ont maintenu une option pratique en faveur du bilinguisme. L'enseignement primaire débute par deux ou trois années totalement en arabe, et se termine par trois ou deux années partie en français, partie en arabe. Même bilinguisme de fait dans le secondaire : français et arabe sont enseignés à tous les élèves, mais la langue d'enseignement des matières scientifiques et techniques est le français, tandis que celle des matières littéraires est l'arabe. Dans l'enseignement supérieur, à part quelques exceptions, le même principe de répartition linguistique est maintenu, mais l'arabisation prévue des lettres et sciences humaines, si elle est en bonne voie, n'est pas totalement réalisée. Quant à l'administration, si des directives ont partout été données en vue de son arabisation, l'application est loin d'avoir suivi, et, à part quelques ministères plus directement au contact de la population (tels que la Justice ou l'Intérieur), l'emploi du français reste majoritaire, parfois exclusif, parfois allié à l'arabe (comme dans les ministères de l'Enseignement). Enfin, l'environnement reste bilingue. Radio et télévision émettent en arabe et en français, la presse paraît dans les deux langues, les grandes entreprises industrielles et commerciales travaillent presque exclusivement en français.

Il faut ajouter que si l'Algérie, du fait d'une colonisation plus longue, s'est trouvée davantage coupée de la culture et de la langue arabes que ses deux voisins, elle n'en a ressenti que plus intensément ce désir de retour aux sources, et elle tend à compenser cet handicap par des mesures plus radicales que lui font souvent jouer un rôle d'entraînement en ce domaine.

En résumé, nous nous trouvons au Maghreb devant une volonté officielle d'arabisation, et une situation de bilinguisme qui résulte parfois d'un héritage historique, parfois d'une nécessité subie (telle que le recours à la coopération), parfois d'une option (telle que celle qui concerne les enseignements scientifiques), parfois d'une volonté délibérée, liée à une méfiance de principe vis-à-vis de la langue et de la culture arabes.

Arabisation ou réarabisation ?

S'agit-il au Maghreb, dans la phase actuelle, d'une arabisation ou d'une réarabisation, à la suite d'une francisation imposée par le régime colonial ? A première vue, la question paraît appeler une réponse évidente : la colonisation a dépouillé ces pays de leur langue

et de leur culture, elle a tout fait pour les rejeter dans les oubliettes de l'histoire, la tâche des pays indépendants consiste donc à récupérer langue et culture : il s'agit donc bien d'une réarabisation.

En réalité, la question est plus complexe. Certes un retour aux sources, à la langue des origines, apparaît rassurant et se présente comme fondamentalement légitime. Mais donner l'arabisation comme un retour à un état de culture et de langue précolonial, n'est, bien évidemment, qu'un leurre. Pour ne parler que de la langue, celle-ci doit exprimer aujourd'hui un monde totalement différent de ce qu'il fut naguère, en particulier, son emploi à la place du français la conduit à exprimer des réalités nouvelles par rapport au fond linguistique arabe traditionnel. Il y a bien réarabisation au sens d'une restauration de la langue arabe comme langue de culture, mais non au sens de la pure résurgence d'une situation linguistique passée.

Arabisation : traduction ou conversion ?

Cette question renvoie à une question encore plus fondamentale : quel est le sens profond de cette mutation linguistique ? De quoi s'agit-il dans cette opération d'arabisation ? Vers quel objectif tend-on ? Ici, il semble que la réponse ne peut qu'osciller entre deux pôles extrêmes, deux conceptions de l'arabisation — dont aucune en réalité n'est réalisable au sens strict — : l'une serait une *arabisation* — *traduction*, qui consisterait à vouloir dire les mêmes choses en arabe qu'en français : elle viserait essentiellement à intégrer dans l'outil linguistique arabe toutes les données nouvelles — linguistiques, mais aussi culturelles au sens large — introduites dans le milieu social par l'intermédiaire de la langue française, à faire de l'arabe « la langue du béton et de l'acier », selon l'expression du président Boumediène : on ne pourrait guère alors parler de réarabisation comme restitution d'un passé, mais d'arabisation d'un acquis étranger. L'autre pôle serait une *arabisation-conversion*, celle qui traduirait la volonté de dire autre chose en arabe qu'en français, de référer à des données culturelles différentes de celles qui furent introduites par la langue française. Cette conception semble être celle qui confère le plus de signification à l'arabisation, celle qui est le plus revendiquée dans la mesure où elle exprime une volonté de différence : elle serait véritablement une réarabisation, au sens de retour à soi-même, de retour à l'authentique. Encore faut-il savoir si l'authentique se situe dans le passé, dans le pré-colonial, ou s'il est à rechercher dans les valeurs du présent.

Entre ces deux pôles extrêmes, le choix n'est pas fait, et la démarche d'arabisation — pour ne pas dire les débats qu'elle a suscités — oscille constamment. Les options prises expriment manifestement une volonté de ne pas choisir : il est caractéristique qu'en matière d'enseignement, on s'empresse d'arabiser les matières littéraires ou philosophiques, celles qui touchent aux valeurs morales et à l'idéologie (dans une optique d'arabisation-conversion ou de réarabisation), en modifiant le contenu des programmes, et non seulement la langue d'enseignement, tandis que les matières scientifiques continuent à être enseignées en français (alors qu'elles relèveraient d'une arabisation-traduction, ou arabisation au sens propre). Peut-être ces dispositions révèlent-elles en fait une préférence latente pour l'arabisation-conversion, et décèlent-elles la véritable visée de l'arabisation dans l'esprit de ses promoteurs.

Cette dernière conception référerait ainsi à une identité culturelle spécifique, à préserver en prenant principalement appui sur une langue spécifique. C'est pourquoi l'alternative ouverte devant l'arabisation entre conversion et traduction renvoie au problème fondamental de l'orientation et du devenir des cultures. Va-t-on vers une convergence, une uniformisation des cultures comme tendrait à le suggérer la standardisation de la production et de la consommation ? Dans ce cas, l'arabisation serait une arabisation-traduction, exprimant en un idiôme spécifique un contenu culturel mondial : mais dans ce cas, le passage par la langue arabe risquerait de ne paraître qu'un détour inutile. Va-t-on vers le maintien du pluralisme des cultures ? On se trouverait alors dans le cas d'une arabisation-conversion, visant à maintenir une identité culturelle spécifique. Ici se pose une autre question : de quelle conversion peut-il s'agir ? Conversion à soi-même ? Conversion vers quelle identité ? C'est dans ce cadre que s'inscrit une réflexion anthropologique sur l'arabisation, qui analyse les rapports entre langue, identité et pouvoir ; il est important de la situer au préalable par rapport aux aspects linguistiques et sociologiques du problème.

ASPECTS LINGUISTIQUES DE L'ARABISATION.

S'il ne fait pas de doute que l'arabisation est un problème linguistique, ce serait une erreur — ou un calcul — de prétendre qu'elle n'est que cela. Dans cette perspective il est utile de marquer les aspects essentiels de la question linguistique.

La situation linguistique du Maghreb est caractérisée par un double phénomène de bilinguisme et de diglossie. Le bilinguisme consis-

te en la coexistence de l'arabe et du français, à la fois au stade de la langue écrite, et à celui de la langue parlée. La diglossie concerne la distinction qui existe, à l'intérieur de l'aire linguistique arabe, entre un arabe écrit dit classique ou littéral, et un arabe dialectal qui n'est jamais écrit, mais qui est la seule langue arabe parlée d'usage quotidien et représente à ce titre la véritable langue maternelle. Il faut ajouter que des régions importantes de l'Algérie et du Maroc utilisent, au lieu d'un dialecte arabe, un dialecte berbère.

Dans ce contexte, l'opération d'arabisation vise le changement de langue officielle, en ce sens qu'elle doit, à terme, donner à l'arabe écrit toutes les positions linguistiques actuellement tenues par le français. Mais elle n'est pas non plus sans influence sur la situation de diglossie. Si dans d'autres régions du monde arabe, telles que le Kurdistan en Irak, l'arabisation vise explicitement à la liquidation des parlers non-arabes, au Maghreb, la menace sur les parlers berbères, voire sur les dialectes arabes, n'est pas exclue, loin de là, du champ des consciences, sinon des perspectives explicites. D'autre part, la même menace, sous forme de méconnaissance, plane sur les dialectes arabes lorsqu'un certain discours officiel tend à faire passer l'arabe classique pour la langue maternelle, l'argument de la langue maternelle étant l'un de ceux qui sont le plus fréquemment avancés par les tenants de l'arabisation.

Les principaux problèmes linguistiques, par rapport à l'arabisation, sont donc ceux que pose l'écart — et son éventuelle réduction — entre dialecte et classique d'une part, entre langue arabe et français, de l'autre.

S'il était de bon ton autrefois d'insister sur la cassure existant entre arabe classique et dialecte, il semble bien que l'évolution actuelle contribue à sa réduction progressive. La généralisation de l'enseignement de l'arabe, l'extension des mass-media contribuent à étendre la connaissance d'un arabe intermédiaire bien différent de l'usage emphatique que les Maghrébins faisaient d'une langue sacrale. Ainsi, il est possible que peu à peu, le passage d'une langue à l'autre ne pose plus d'autre problème que celui de la distinction de niveaux de langue, et que cette soudure constitue une étape dans une évolution vers de véritables langues nationales. Cette évolution conduirait à sortir de l'opposition entre langue savante et langue populaire, opposition qui fut certes valable dans le passé mais qui se trouverait dépassée en ce cas comme outil d'analyse.

Le remplacement du français par l'arabe suppose une connaissance généralisée de l'arabe littéral ou intermédiaire, mais avant tout une

capacité effective de cette langue à exprimer toutes les données nécessaires au contexte moderne. Un problème important est dès lors d'introduire massivement dans l'arabe tout un vocabulaire — celui de la « civilisation moderne » — qui n'y figurait pas (opération dans laquelle le Maghreb se trouve très en retard sur le Machrek). C'est à quoi s'emploient de nombreux linguistes qui produisent des lexiques en tous genres, recueils d'innovations techniques — dits *mustalahat* —. Mais cette opération de création de mots nouveaux butte elle-même sur un problème de fond : la logique exigerait que cette création soit unifiée, le même mot étant reconnu par tous les utilisateurs de la langue arabe ; des considérations non-linguistiques ont fait qu'il n'y a pas d'Académie arabe unique. Ainsi une vision idéale d'unité se heurte à la réalité de l'évolution actuelle, qui fait que, dans un monde où l'élément dynamique est l'instance nationale, la réalité linguistique vivante ne peut que se situer dans le cadre d'une langue nationale, là où la langue classique est susceptible d'intégrer des éléments du dialecte local.

Quant à la généralisation de la connaissance de l'arabe classique, elle est visée à travers les structures d'enseignement et certaines tentatives d'enseignement de l'arabe aux adultes, dans l'administration en particulier. Les trois pays ont entrepris d'accroître l'importance de la langue arabe comme langue d'enseignement, tâche relativement aisée dans la mesure où il suffit de l'ordonner et de trouver les moyens pédagogiques de l'appliquer, notamment de recruter les enseignants. Les tentatives d'alphabétisation en arabe, et d'enseignement de l'arabe aux adultes sont restées très timides et ont trouvé peu d'écho parmi les intéressés. Mais, qu'il s'agisse de celles-ci ou de l'enseignement, le gros écueil demeure le retard pédagogique qui affecte cet enseignement, demeuré formel, parfois hiératique, et rarement adapté au monde moderne et aux conditions d'apprentissage et d'utilisation d'une langue à notre époque (1).

ASPECTS SOCIOLOGIQUES DE L'ARABISATION

D'un point de vue sociologique, l'arabisation au Maghreb apparaît à la fois comme le lieu d'expression du discours idéologique national, et comme le champ clos des tensions socio-idéologiques. Elle est de toute façon profondément intégrée, à l'intérieur de chaque nation, dans l'univers des luttes sociales, en particulier par le jeu de la sélection sociale.

La face culturelle de l'indépendance.

L'arabisation est souvent présentée, par les responsables et les idéologues, comme la face culturelle de l'indépendance, élément complémentaire de l'indépendance politique et économique. Le maintien de la langue française dans d'importants secteurs est perçu comme un résidu de l'ancienne domination, d'où la nécessité de lui substituer une langue nationale. Pour les pays de tradition historique arabo-islamique, où la langue arabe a toujours représenté une langue de culture et d'administration, cette volonté de re-situer l'arabe dans ses fonctions de langue officielle ne peut apparaître que légitime : sous cet aspect, l'objectif de l'arabisation peut être proposé aux citoyens avec le même caractère absolu que l'indépendance, comme un objectif dont la contestation éventuelle ne peut porter que sur les délais et les modalités de sa mise en application. Toutefois si l'instauration d'une langue nationale est un élément indispensable d'une construction nationale, elle représente en même temps l'un des moyens par lesquels un pouvoir national central établit et renforce son contrôle sur l'ensemble du pays.

De fait, on constate que le discours sur l'arabisation fait partie de la batterie d'arguments sur lesquels le pouvoir s'appuie pour assurer sa légitimation. Le principal argument est l'acquisition et la préservation de l'indépendance dans tous les domaines ; cette cause sacrée de la lutte contre les menaces extérieures permet aux gouvernants de refuser toute contestation à l'intérieur, tout ce qui conduit à les mettre en cause, comme le fait d'une collusion avec les ennemis de l'extérieur, avec les forces de l'impérialisme ou du totalitarisme, selon les cas.

L'analyse sociologique a depuis longtemps montré que la situation n'est pas aussi limpide et que les pouvoirs d'Etat, s'ils luttent effectivement pour la préservation de l'indépendance nationale, sont en même temps les intermédiaires, les relais d'influences extérieures. Il faut bien reconnaître que si, au plan idéologique, l'indépendance représente une puissante force mobilisatrice, sa réalisation demeure problématique, particulièrement dans le domaine économique et culturel : on pourrait dire qu'elle est presque plus proche du mythe que de la réalité. De même que le développement économique consiste dans une large mesure à faire entrer le pays dans le domaine des échanges internationaux et de la dépendance, de même le développement culturel s'actualise dans l'ouverture du pays à la culture «moderne». Ainsi la revendication

d'indépendance représente surtout, dans la réalité, une tentative pour limiter les effets de la dépendance de fait.

Dans le cas du Maghreb, et s'agissant de l'arabisation, elle ne peut que viser à résorber les séquelles de la dépossession linguistique introduite par la colonisation, dépossession concrétisée par la prééminence du français.

Il faut toutefois remarquer à ce sujet que si l'imposition coloniale du français a correspondu à une volonté positive d'impérialisme culturel, dont les mécanismes ont souvent été analysés et qui justifie la revendication actuelle d'indépendance culturelle, elle a en même temps servi de moyen d'introduction à une culture différente — qualifiée, selon les cas, de moderne, de scientifique, de technique ou d'occidentale — qui se trouve intégrée dans les objectifs actuels de développement du pays, et qui, comme telle, non seulement n'est pas refusée, mais continué à être souhaitée, appropriée, adoptée. La crainte d'une coupure d'avec cet «autre monde moderne» a été à la source des réserves, voire des angoisses, ressenties dans la population à la perspective d'une «arabisation totale». Il faut ajouter aussi qu'une arabisation, quelle qu'elle soit, ne pourra être totale que si elle fait manifestement la preuve de sa capacité à assumer, linguistiquement et culturellement, tout l'apport moderne véhiculé dans les schèmes et dans les mythes du développement. En attendant, on constate que, dans les trois pays du Maghreb, si l'objectif de l'arabisation est solidement et fermement maintenu à l'horizon des perspectives nationales, les positions adoptées font preuve d'une grande circonspection, se fondent sur un bilinguisme de fait qui attribue à l'arabe le secteur social et culturel, au français le secteur économique et financier.

Par ailleurs, s'il est certain que, dans les milieux français, l'arabisation n'a pas bonne presse, que l'on éprouve du désagrément à voir d'anciennes colonies «retourner à l'arabisme», dans l'étape actuelle, les pressions susceptibles d'être exercées de l'extérieur — sous le couvert notamment de la coopération — sont relativement faibles, dans la mesure où la France ne dispose pas des moyens matériels nécessaires pour fournir à ces pays le nombre de coopérants qu'ils réclament, et tend à se désintéresser d'une influence culturelle non directement liée à des objectifs économiques. Aussi, l'indépendance à recouvrer, lorsqu'elle est débarassée des mythes des discours officiels, apparaît surtout comme un objectif d'ordre interne, visant les modèles culturels et idéologiques inculqués et les intérêts des groupes qui utilisent la langue française dans leur stratégie au sein de la nation.

Le champ clos des conflits.

La question de l'arabisation en tant que telle est en effet profondément entrelacée au champ des oppositions internes, des luttes de classes, des tensions idéologiques et des compétitions entre groupes ; elle représente un enjeu dans la lutte pour le pouvoir, à ses divers niveaux, depuis celui du simple emploi — on parle de la « langue du pain » — jusqu'à celui des stratégies de reproduction des élites au pouvoir.

Chaque pays du Maghreb a connu, dans ses organes de presse et dans sa vie politique, des phases plus ou moins aiguës de débats autour de l'arabisation. Si des oppositions ouvertes se sont parfois affichées dans les premières années de l'indépendance, on peut dire que, actuellement, l'affaire est close au niveau du débat public, en ce sens qu'aucun individu ou groupe ne peut prendre parti contre l'arabisation sans être soupçonné de tiédeur vis-à-vis de la cause nationale et être de ce fait facilement discréditable. Il n'est pas certain qu'il faille se féliciter de cette clôture — ou de ce refoulement ? — dans le mesure où elle n'exprime pas une unanimité réelle : les réticences prennent les chemins détournés de la critique sourde, du ralentissement, voire du sabotage des mesures prises. L'unanimité manifestée à propos de l'objectif correspond davantage à un accroissement de la pression du pouvoir national sur l'opinion, qui impose sur la question, un profond refoulement : question grave qui ne saurait être éludée dans le cadre d'une réflexion sérieuse sur le problème et dans la perspective d'une démocratisation réelle de la vie publique.

L'arabisation : un enjeu de classe ?

L'analyse sociologique devrait pouvoir situer clairement les conflits apparus autour de l'arabisation dans une perspective globale de luttes de classes. Qu'en est-il réellement ?

Il faut d'abord remarquer qu'une telle préoccupation n'a pas été absente chez les chercheurs, mais qu'aucun d'eux n'a réussi à l'atteindre. C'est le cas en particulier des brillantes études de Salah GARMADI (2), Ahmed MOATASSIME (3) et, plus récemment, Salah HAMZAOU (4). L'analyse des intérêts des groupes ou de classes doit se contenter de s'appuyer sur des catégories socio-idéologiques, en rapport avec des positions linguistiques précises, favorables ou défavorables à l'arabisation, généralement couplées avec l'opposition traditionaliste — moderniste ou islamique — laïque.

Cette situation peut s'expliquer de deux façons, qui ne sont d'ailleurs pas exclusives ; dans des sociétés mouvantes et dominées comme celles du Maghreb, les analyses de classes tentées sur les modèles classiques sont difficiles à conduire jusqu'au degré de précision qui les rende opératoires. A cette imprécision s'ajoute une incertitude théorique : est-il certain qu'à une classe ainsi définie corresponde des intérêts linguistiques précis ? Autrement dit, l'enjeu linguistique ne peut-il être utilisé, à des fins de pouvoir, par des classes sociales opposées et pour des objectifs divers ? Il le semble bien ; l'utilisation qui en est faite au plan de la sélection le montre bien.

L'arabisation et la sélection sociale.

S'il est un terrain sur lequel l'analyse sociologique s'avère éclairante, c'est bien sur le rôle que joue l'arabisation en tant qu'instrument de sélection sociale, et sur les fonctions respectives du français et de l'arabe dans la promotion sociale. En effet, l'utilisation quasi-exclusive du français dans l'enseignement scientifique et technique, jointe à son emploi généralisé dans le secteur de la vie économique et même de l'administration, fait jusqu'à ce jour, de cette langue, la langue de la réussite sociale, quand ce n'est pas tout simplement la «langue du pain», la langue qui permet l'emploi. L'examen détaillé des structures d'enseignement, des systèmes de sélection scolaire à ses différents degrés, montre que la langue française, dans un contexte d'arabisation de l'enseignement, joue comme moyen de sélection, au bénéfice des couches sociales favorisées. L'arabisation tend à être perçue de cette façon même par les couches défavorisées, lorsque la couverture de l'idéologie ne leur voile pas totalement la réalité. En effet, quoi de plus irréprochable, quoi de moins contestable qu'une sélection sociale réalisée sous le noble prétexte de retour à l'authenticité ? On saisit ici l'ambiguïté de la question posée précédemment : quelle classe réclame l'arabisation, quelle classe y a intérêt ? En réalité, les couches dominées réclament l'arabisation, en espérant qu'elle rétablira l'égalité des chances, tandis que les couches dominantes l'accordent, en sachant que leur enfants y échapperont, et qu'elle permettra de maintenir les enfants des autres classes en dehors de la compétition. Etant donnée l'importance des systèmes d'enseignement dans la stratégie de reproduction des classes, il est donc nécessaire de s'interroger sur la fonction réelle assumée par l'arabisation dans ce contexte.

L'arabisation est-elle réactionnaire ou progressiste ?

Durant de nombreuses années, le débat sur l'arabisation a opposé des traditionalistes à des modernistes. Il est certain que les milieux conservateurs, favorables à l'instauration d'une société islamique dans son droit et ses mœurs ont toujours considéré l'arabisation comme l'une de leurs revendications essentielles. Les milieux dits progressistes, de leur côté, ont craint cette virtuelle confessionnalisation de la société, et l'appui que pouvaient trouver dans l'arabisation les partisans du maintien des situations acquises, qualifiés selon les cas de féodaux ou de bourgeois.

L'évolution récente tend à échapper à cette dichotomie manichéenne. Avec le temps, l'arabisation est davantage rapportée à des motivations laïques, telles que la décolonisation ou le nationalisme, qu'à ses appuis islamiques ancestraux. Face au courant traditionaliste, on voit maintenant un courant progressiste réclamer l'arabisation au nom de la démocratisation de l'enseignement (5). Cette nouvelle perspective, même si elle est pour l'instant minoritaire et diversement représentée selon les pays, permet à l'arabisation de ne plus apparaître seulement comme une menace de confessionnalisation de la vie publique, voire de renfermement ou de retour au Moyen-Age.

Au nom de quoi l'arabisation est-elle revendiquée fondamentalement ? Au-delà des motifs et des intérêts particuliers que nous venons d'évoquer, la cause essentielle pour laquelle l'arabisation est souhaitée est la conformité à une personnalité nationale, le retour à une identité culturelle, la préservation d'une authenticité. Ces ressorts profonds qu'utilisent tant les pouvoirs nationaux que les groupes de pression, à quoi correspondent-ils ? A quel contenu renvoient-ils ? Nous abordons ici le champ d'une interrogation anthropologique.

PERSPECTIVES ANTHROPOLOGIQUES SUR L'ARABISATION

Une réflexion anthropologique doit porter sur les enjeux profonds qui interviennent, à titre de dit ou de non-dit, dans le problème de l'arabisation (6). L'importance de ces enjeux peut être évaluée à l'intérêt porté par l'ensemble d'une population, dans toutes ses catégories sociales, à la passion, voire à l'inquiétude qu'elle suscite. En ce qui concerne l'arabisation, il est bon de partir de quelques questions simples : pourquoi représente-t-elle un problème aussi sensible ? Pourquoi, après avoir fait l'objet d'une longue contestation, est-elle devenue un dogme infrangible, ne supportant plus discussion ni remise en cause ? Pourquoi en parle-t-on toujours et fait-on si peu effec-

tivement pour la réaliser, au niveau de moyens efficaces ? Pourquoi semble-t-elle incarner un objectif qui à la fois effraie et attire ? Finalement, à quoi touche-t-elle de si profond pour représenter un tel enjeu dans la vie politique ?

Telles sont les questions autour desquelles il serait utile que s'ouvre un large débat : car il ne suffit pas de dire quels sont les avantages qu'on attend de l'arabisation, il faut aussi dire ce qu'on en craint. Il faut aller jusqu'à reconnaître — c'est l'originalité d'une démarche anthropologique — qu'au delà d'intérêts politiques et économiques réels, il y a tout un monde de mythes, de phantasmes, de choses perçues plus ou moins confusément, de désirs ou de phobies refoulés dans l'inconscient de la culture. A côté du discours officiel riche en propositions glorieuses et héroïques, il y a ce que ce discours ne permet pas de dire, ce qu'il a étiqueté comme honteux, antinational, obscurantiste, arriéré, réactionnaire, sauvage : un monde qui constitue de larges pans de l'édifice culturel, du non-dit collectif, refoulé en partie par l'ancien pouvoir colonial, en partie par le pouvoir national actuel.

Si une problématique ainsi entendue concerne fondamentalement les rapports entre langue et pouvoir, le pouvoir de la langue et la façon dont le pouvoir l'utilise, il semble qu'on puisse centrer les interrogations vers trois directions, qui sont trois lieux où la langue concerne le pouvoir : le rôle que joue la langue arabe comme agent unificateur ; celui, dérivé du précédent, qu'elle assume comme garant d'une certaine identité ; enfin le rapport de la langue à la loi, dans la mesure où la langue est toujours l'imposition d'une loi.

La langue arabe comme agent unificateur.

L'arabisation s'articule essentiellement sur deux éléments : l'Islam et la nation. La langue arabe opère en effet comme agent unificateur à ces deux niveaux ; elle intervient à ce titre dès l'origine de l'Islam, elle intervient à nouveau, dans la phase actuelle de structuration de l'idéologie nationale.

Les liens de l'Islam et de la langue arabe sont bien connus. L'arabe est d'abord la langue de la révélation, du Coran, sa constitution comme langue savante, à partir d'un parler particulier, est liée aux nécessités de la conservation et de l'explicitation du message sacré. Or ce message est avant tout un message d'unité : proclamation d'un Dieu unique, mais aussi de l'unité des groupes, des tribus, des nations : unité qui se pense toujours comme une unité religieuse, venant se substituer à la multiplicité des ethnies et à leur antagonis-

me. Dans cette lutte sans cesse à reprendre, contre les particularismes ethniques, tribaux, la langue arabe est l'associée de l'Islam. Sa position de langue sacrée, puis de langue de culture, la soustrait à l'usage commun et à l'économie du langage, qui entraîne le changement. Elle lui permet de garder, à l'instar de la doctrine, une certaine rigidité (7), de telle sorte que, avec l'expansion de l'arabe et sa diversification en dialectes, elle demeure le référend. Il est renvoyé ici à une représentation imaginaire de la langue, et non pas à la réalité de l'évolution historique qui a conduit à la diversification des dialectes. Cette représentation correspond à un schéma d'arbre généalogique, où les dialectes représentent les ramifications, les vivants, mais aussi le dégradé par rapport à la pureté de l'origine, tandis que la valorisation suprême se fait par la référence à l'origine. On constate la similitude de ce schéma avec les pratiques généalogiques arabes : le soin mis à établir une généalogie, à en retenir la chaîne — *nasab* —, à se relier à un ancêtre illustre qui « valorise » toute la chaîne, au point que, dans les affrontements entre vivants, l'arbitrage est confié à l'Absent (8). A des chaînes laïques reliant à des ancêtres historiques ou mythiques, la tradition arabe a associé, en leur donnant la prééminence, des chaînes islamiques, établissant une relation au prophète ou à ses compagnons : le « lignage islamique » tendant à supplanter le lignage ethnique. Il en est de même pour les langues : dans l'évaluation mutuelle de leur « dignité », de leur « pureté », les divers parlers arabes se classent par leur plus ou moins grande proximité de l'arabe classique, langue sacrée du Coran. Ainsi, dans la diversité actuelle des parlers arabes, la langue classique symbolise l'origine, présente parmi nous : peut-on dire aussi qu'elle représente l'Ancêtre, qui valorise le présent ?

Ici se greffent un certain nombre d'interrogations, qu'on ne peut pour l'instant que poser : comment interpréter cette référence à l'Ancêtre ? Quelle signification donner à une langue mère, dont on constate la fonction à la fois unificatrice et valorisante du présent ? Que signifie, dans le même temps, cette suspicion contre le pluralisme, cette suspicion qui pèse sur les dialectes, supports linguistiques des particularismes, suspicion profondément ancrée dans la tradition jusqu'à ce jour ?

A cette fonction d'unification idéologique dans le cadre de l'Islam, jouée par la langue arabe depuis des siècles, se superpose, de nos jours, une autre fonction d'unification, dans le cadre de la nation, de chaque nation du Maghreb, même si une référence plus large à une nation arabe n'est pas exclue. Dans ce contexte, l'arabisation est préconisée comme surgissement d'une langue natio-

nale, à la fois comme affirmation de soi face à l'étranger (dans l'opposition arabe-français), et dans la fonction d'unification interne (dans une certaine opposition aux dialectes).

Le rôle essentiel joué par la langue dans la constitution d'une nation est un phénomène bien étudié, spécialement à propos de l'expansion du français sur tout le territoire, à partir de la Révolution française, et durant l'expansion du système scolaire sous la III^{ème} République (9). De ces études, il ressort que le phénomène d'unification linguistique au titre de langue nationale comporte trois aspects essentiels :

- une unification linguistique nécessaire pour que la base puisse entendre le pouvoir national.

- au-delà de cette simple compréhension, il y a valorisation d'une culture centrale, et dévalorisation concomitante des cultures régionales : la langue n'étant pas seulement une meilleure langue, mais représentant le véhicule d'un savoir supérieur, destiné à supplanter, pour le plus grand bien de tous, ce qui est irrationnel, ce qui est resté au stade de la simple nature, qualifiée d'ignorante (10).

- il y a enfin le rôle joué par la langue dans la symbolisation de l'unité nationale, de la fonction de représentation qui lui est reconnue par rapport à cette unité : M. DE CERTEAU notait à ce propos comment la langue avait pris en France, dans cette fonction de symbolisation, le relai d'un symbole déchu, le corps du roi décapité.

Même si elle se situe dans un contexte bien différent, la restauration d'une langue nationale que constitue l'arabisation présente un certain nombre d'analogies avec la situation de la Révolution française, la situation maghrébine étant toutefois plus complexe du fait du double phénomène de bilinguisme et de diglossie.

Si on envisage le premier trait, le fait d'être entendu de la base, on constate que la substitution de l'arabe à l'ancienne langue du pouvoir équivaut à s'adresser en arabe soit à des citoyens cultivés en français, soit à des citoyens ignorant le français et l'arabe classique, la proportion de lettrés en arabe étant relativement faible. De toute façon, la langue de conversation et de communication courante est un dialecte : le terme logique de l'imposition de l'arabe comme langue d'unité nationale serait d'en faire la langue comprise et parlée par toute la nation (opération qui implique, comme dans le cas français, la disparition progressive, mais programmée, des dialectes, c'est-à-dire de la langue maternelle actuelle). Or il n'y a pas de disposition, dans la société actuelle, à la renonciation aux dialectes et à l'utilisation de l'arabe classique, même sous sa forme moderne, comme langue courante. Dans ces conditions, la suppression des dialectes

tes ou leur intégration dans une langue nationale dont la trame classique aurait perdu de sa rigueur, de sa « pureté » ne pourrait s'effectuer qu'au cours d'un processus de longue durée.

D'autre part, l'instauration d'une langue nationale est corrélative de la valorisation d'une culture centrale aux dépens des cultures populaires, mais aussi, dans le cas de l'arabisation, d'une culture nationale aux dépens d'une culture étrangère. En France, cette valorisation a été celle d'une culture fondée sur la rationalité, sur la science, devant se substituer à tout ce qui était spontané, qu'il s'agisse de la langue, de la santé, de l'hygiène, de l'habitat, etc. Sur ce point apparaît une ambiguïté au Maghreb. En effet, si on veut y restaurer une langue nationale, on ne s'y oppose pas à la culture que la langue française a véhiculée; au contraire, on veut en reprendre tout le contenu à l'intérieur de la langue arabe. Cette langue devrait ainsi prendre le relais de l'opération de « modernisation » de la culture entreprise dans le cadre de la langue française durant la colonisation, alors qu'elle a représenté, durant toute cette période, l'élément de résistance à la pénétration coloniale. De plus, dans cette opération, la langue arabe se voit chargée de la liquidation des dialectes, non plus seulement au nom de l'unité islamique, mais au nom du rationnel, de l'unité nationale. On lui demande en quelque sorte d'utiliser le prestige qu'elle a en tant que langue de la croyance, de la tradition, pour véhiculer un contenu qui était précédemment identifié comme étranger au milieu et porté par une langue étrangère. A défaut de représenter une culture arabe originale, la langue arabe semble prendre le relais du français dans une entreprise de quadrillage de la société, selon l'expression de Michel FOUCAULT, sous le signe du pouvoir du rationnel, empruntant le langage de la tradition pour faire admettre ce nouveau pouvoir, et l'imposer plus sûrement face à la culture populaire.

En ce qui concerne la symbolisation de l'unité nationale, et le rôle éventuel que peut tenir la langue dans ce domaine, il faut tenir compte de la situation aux deux bouts de la chaîne : à la base, selon la plus ou moins grande diversité linguistique, au sommet, selon le symbole suprême dans lequel s'incarne l'unité nationale. Il est certain que l'arabisation prend un caractère plus dramatique dans les pays qui, tels l'Algérie et le Maroc, comportent des minorités berbérophones importantes. Le pluralisme est toutefois mieux accepté au Maroc qu'en Algérie ; au Maroc, en effet, l'unité nationale est symbolisée dans la personne du roi, auquel est reconnu une légitimité à la fois juridique et islamique : l'unité étant incarnée à ce niveau ne se sent pas menacée par la diversité ethnique,

linguistique et même politique. En Algérie, la nation n'a pas de symbole d'unité équivalent, les élites n'ont pas d'autre légitimation historique que leur prise de pouvoir : aussi la langue arabe (associée à l'Islam) tend-elle à jouer le rôle symbolique de personification de la nation. Telle est l'origine des colorations différentes prises par l'arabisation dans les deux pays : en Algérie, une arabisation jacobine, intolérante au pluralisme linguistique et culturel, utilisant la force traditionnelle de la langue arabe dans son lien à l'Islam, essaie de forger un symbole de l'unité nationale, assurant la légitimation du pouvoir en place ; au Maroc, l'arabisation poursuivie vise simplement à conforter les bases de la monarchie, en inculquant et reproduisant les valeurs traditionnelles qui en font reconnaître la légitimité.

Langue arabe et identité.

L'arabisation est revendiquée au Maghreb parce qu'elle doit permettre la restauration de la personnalité nationale, parce que la langue arabe est la principale garante d'une identité propre, la seule à pouvoir empêcher l'assimilation, la dissolution dans la culture étrangère (introduite par la colonisation, toujours présente par l'intermédiaire des multiples échanges économiques et culturels avec le monde extérieur non-arabe), la seule à pouvoir préserver une authenticité (*açâla*) propre. Or c'est précisément parce que la langue joue sur l'identité qu'elle concerne le pouvoir, parce qu'elle lui donne prise sur un objet qui, à tort ou à raison, est considéré comme fondamental au plan individuel et collectif.

Question délicate entre toutes : quel est l'objet ainsi mis en cause ? De quelle identité s'agit-il ? A quoi peut correspondre cette notion d'identité ? Quelle peut être dans cette perspective la finalité de l'arabisation ? Au-delà du simple fait de parler, d'écrire ou de comprendre la langue arabe, que veut-on ou que promet-on ? La perspective proposée est-elle celle d'être arabe, musulman, ou d'être plus particulièrement algérien, tunisien, marocain ? Est-ce d'être cela avant tout et exclusivement, ou de l'être entre autres choses ?

Avant d'examiner le contexte actuel, il est utile de considérer la fonction de la langue arabe par rapport à l'identité, telle qu'elle est rapportée par la tradition, et telle qu'elle est probablement ressentie plus ou moins consciemment par l'opinion. Il existe un *hadith* (tradition du Prophète) traitant de ce problème. Il rapporte que, dans l'entourage du Prophète, on se posa des questions à propos de trois musulmans d'origine non-arabe : il s'agissait de Bilal l'Ethiopien, de

Salman le Persan et de Suhayb le Grec. Les compagnons eurent des doutes sur leur caractère arabe («*chekkûh fî 'urûbati-him*»), et demandèrent au Prophète de dire comment on était arabe. Celui-ci aurait répondu : «L'arabité n'est pas liée au lignage, elle est liée à la langue» («*Al- 'urûba laysat min an-nasab, bal min al-lisân*»). Quiconque parle arabe est arabe, et c'est la langue arabe qui définit l'arabité. Hadith peu connu, et qui n'est passé ni dans les mœurs ni dans la pratique. Son existence n'en est pas moins caractéristique, en ce sens qu'il exprime, parallèlement à la lutte de l'Islam contre les particularismes ethniques, une tentative de substituer une identité linguistique à une identité ethnique, même si l'on tient compte du fait que, dans la définition de l'identité en question, l'appartenance à l'Islam semble jouer un rôle non négligeable.

S'agissant de la période actuelle et du sens de l'arabisation, on peut se demander quelle fonction elle assume, — ou quelle fonction on veut lui faire assumer — dans la définition d'une identité nationale. Si on laisse de côté la définition de la nationalité — qui comporte généralement une identité d'origine, et une identité acquise par décret — on observe que sont considérés comme nationaux par l'opinion ceux qui sont nés dans le pays d'une ascendance maghrébine, qui parlent la langue du pays, et qui sont musulmans (en ce sens, les «naturalisés par décret» qui ne remplissent pas ces conditions sont rarement considérés comme de véritables nationaux). Ceci permet du moins de constater la complexité de la référence à une identité nationale, dans laquelle les idéologues font entrer d'autres composantes, telles que l'histoire commune, la référence géographique, etc... (11)

Cette notion d'identité semble bien poser plus de problèmes qu'elle n'en résoud (12). Des débats récents ont manifesté la différence de conception qui oppose certains ethnologues aux psychanalystes, une conception ethnologique considérant l'identité comme l'image de soi imposée par la société à la théorie psychanalytique qui la voit se nouer dans le rapport de l'enfant à la mère. D'autre part, on a actuellement tendance à souligner la distinction entre le Moi et le sujet, et à mettre en évidence le caractère imaginaire du Moi. Enfin, l'unité du sujet, à laquelle correspondrait une notion stricte de l'identité, a été profondément mise en question par Freud.

Toutefois, le discours qui justifie l'arabisation fait continuellement référence à la notion d'identité, et nous devons nous demander à quoi correspond une notion qui, même si les spécialistes ne lui reconnaissent plus de caractère opératoire, est pourtant effica-

ce, comme son utilisation en témoigne. Il s'agit d'une identité perdue ou qu'on risque de perdre et qui sera restituée. Quel est donc cet objet dont le pouvoir dit : « On vous l'a pris, nous allons vous le rendre » ? A quel imaginaire est-il référé ? Pour tenter de répondre, on peut examiner les référents de chaque langue.

La langue française réfère à la colonisation et à la dépendance, mais aussi au développement, au modernisme, aux schèmes de consommation, à tous ces thèmes qui constituent le fondement du discours national. Ces objets que le pouvoir laisse espérer, représentent la récompense à venir des efforts et des sacrifices du présent ; on y est attaché, on ne veut pas y renoncer, même dans l'imagination. Peut-être le fait de ne pas les posséder, mais de les espérer, leur mode de possession imaginaire, ne font-ils que renforcer l'attachement qu'on leur porte, le désir qu'on a de ne pas les perdre. De sorte que, tout autant que les élites favorisées qui bénéficient déjà des avantages promis, les couches défavorisées sont sensibles au discours développementaliste et à ses promesses. On doit donc constater que, derrière la langue française, et ses rapports avec la science, la technique, le monde occidental, existe un univers — réel ou imaginaire — auquel on est attaché.

Au contraire, la langue arabe, au Maghreb, — réfère principalement à l'Islam, à un passé historique, à une identité située dans le passé, à la pureté des origines, mais aussi à la religion, au monde de l'au-delà, objet de croyance sinon de pratique. Bref, elle réfère à des objets qu'il faut constamment retrouver, à toute époque, dans leur pureté originelle, à des objets différents du monde moderne, mais essentiels. Dans cette problématique de déchirement, la question essentielle semble bien être celle-ci : *« comment conserver l'un sans perdre l'autre ? »*

Y a-t-il dans l'arabe référence à un monde non sacré ? L'opération d'arabisation vise à faire de l'arabe la langue d'une civilisation moderne, à lui faire tenir absolument toutes les positions occupées, dans le domaine de la modernité, par la langue française. La situation au Maghreb actuel montre que cet objectif est loin d'être atteint. Dans cette direction, il pourrait être fait recours à une certaine identification à l'Orient arabe où la langue arabe s'est profondément insérée dans le contexte moderne ; dans le contexte actuel, cette identification est absente : l'Orient arabe est ignoré comme culture, refusé comme modèle. L'identification avec la modernité occidentale a été telle que le Maghreb récuse tout modèle qui lui viendrait du monde arabe.

Si l'arabisation est en référence à l'identité, elle se présente comme un jeu du pouvoir sur une identité perdue, et sur la promesse de sa restitution. Mais ce qui précède nous conduit en réalité à la multiplicité des identités auxquelles se réfère la société maghrébine. Selon la remarque de Roland BARTHES (13) si l'on devait se poser, à propos du français, des questions relatives à l'identité, à l'authenticité, il serait difficile de répondre, et on serait conduit à constater le caractère multiple du sujet : c'est par la pluralité des langages, reflétant la pluralité des désirs, que passe une véritable libération du sujet humain. La solution serait peut-être d'admettre le caractère plural de l'identité, de toute identité, y compris celle des Maghrébins. Le sens de l'arabisation serait alors de restituer cette pluralité, en réintégrant au sein de cette identité multiple, un élément que la colonisation avait voulu en effacer. Mais il faudrait que la chose soit dite, que l'arabisation ne soit pas présentée comme la substitution d'une identité pure, authentique, vraie, à une identité batarde : on peut se demander si une telle clarté laisserait au pouvoir les mêmes possibilités de manœuvre.

Dans cette ligne, Michel DE CERTEAU observe que le mode de relation de la langue à l'identité varie selon qu'on est monolingue ou multilingue : une seule langue renvoie à une perspective d'identité, tandis que plusieurs langues, en renvoyant à des pratiques sociales différentes, aboutissent à une plus grande autonomie du sujet, qui n'a plus tendance à s'identifier à une seule langue. En ce sens, la situation de bilinguisme forcé dans laquelle se trouve le Maghreb, au lieu d'être considérée comme une entrave à une véritable conscience de son identité, pourrait bien en réalité représenter une forme supérieure d'identité plurale, plus enrichissante pour l'individu et le milieu, à condition toutefois d'être reconnue et assumée comme telle. Perspective d'autant plus intéressante que le Maghrébin, outre ces deux langues de culture qu'il est conduit à assimiler, dispose d'une langue maternelle, dialecte arabe ou berbère, qu'il conviendrait de prendre en compte dans l'inventaire de la richesse d'une identité maghrébine plurale. Ce qui supposerait, dans le même temps, que soit résolu autrement le problème du rapport entre unité nationale, identité et langue nationale : c'est-à-dire que soit admis, au même titre que pour l'identité, un véritable pluralisme dans l'unité nationale, au plan linguistique et culturel : vision diamétralement opposée à celle qui s'est imposée depuis deux siècles au jacobinisme français, et qui tend à servir de modèle aux jeunes nations.

Langue et loi.

L'arabisation concerne également le pouvoir dans les relations étroites qui s'établissent entre langue et loi. En effet, enseigner une langue, c'est toujours imposer une loi. Comme Roland BARTHES le souligne, toute langue est coercitive, parce qu'elle implique une certaine idéologie du sujet, parce qu'elle oblige à dire certaines choses, parce qu'elle comporte ce que JAKOBSON appelle les «rubriques obligatoires d'une langue», parce qu'elle structure le sujet et le contraint à entrer dans un ordre symbolique.

Dans le contexte du Maghreb, si on considère que toute langue impose une loi, on doit bien en considérer la multiplicité. Il y a d'abord celle de la langue maternelle, arabe ou berbère, loi de l'intériorité, prolongée, d'une certaine façon, par l'entrée dans la langue arabe, qui se greffe sur le même canevas de valeurs. Mais déjà l'intervention plus ou moins massive de la langue française au cœur de ces dialectes y porte une autre marque.

L'introduction du français au temps de la domination coloniale a été celle d'une autre loi. Ses effets demeurent aujourd'hui : intériorisée, elle se perpétue à travers la langue toujours présente du fait de l'enseignement et de l'extension de la francisation qu'il comporte.

L'arabisation est présentée comme une œuvre de décolonisation culturelle, de substitution d'une langue nationale à une langue de domination. Cependant, comme toute langue, elle inclut une loi : bien que ressentie parfois comme liée à l'imposition de l'Islam, elle est en réalité celle de la loi du pouvoir national.

L'analyse des résistances que rencontre l'arabisation permet de cerner les obstacles qui s'opposent à l'établissement de cette nouvelle loi. Il y a d'abord celle offerte par la loi antérieure, la loi coloniale intériorisée et solidement ancrée sur les notions de progrès, de modernité et de civilisation ; au regard de cette conception, l'arabisation ne peut être qu'un retour au passé, à l'obscurantisme, une réinsertion dans le sous-développement. Le conflit est d'autant plus violent qu'il n'apparaît pas évident que l'arabisation saura prendre en charge, réassumer, tous les mythes et toutes les valeurs incarnées dans la loi antérieure. Or, précisément, le pouvoir qui a succédé au pouvoir colonial, et cherche sa légitimisation à la fois dans la reprise des promesses de modernité, et dans l'affirmation d'une différence «intérieure», ne peut réussir dans cette tâche que si l'arabisation préconisée peut supplanter l'ancienne loi, en lui ajoutant la teinture d'authenticité, d'appropriation, conçue comme l'antidote de la dépossession.

D'autres résistances viennent de la langue dialectale, arabe et surtout berbère, on peut dire, de la langue maternelle. La vitalité des dialectes traduit un refus d'effacement, et s'accompagne, de nos jours, d'une prise de conscience de cette résistance. On a peu analysé la nature de ces réticences : s'agit-il d'un refoulé de longue date, inscrit dans la culture, traduisant une résistance à la première islamisation-arabisation (elle aussi imposition d'une loi nouvelle et extérieure), opération jamais terminée comme en témoignent les luttes incessantes de l'orthodoxie contre les superstitions et les déviations populaires ? S'agit-il d'une résistance d'un autre type, analogue à celle que, comme l'indique Michel DE CERTEAU, les régions rurales ont opposé à la dévalorisation de leurs parlers et de leurs cultures, agressés au nom de la science et du rationalisme ? S'agit-il d'une résistance plus récente à ce qui est senti comme volonté d'emprise d'une technocratie centrale sur l'ensemble de la vie du pays, à une mainmise toujours plus précise et plus dense du pouvoir sur la vie quotidienne, intrusion dont on apprécierait les avantages, mais dont on craindrait les débordements ? Quelle que soit la nature de la résistance, le fait essentiel est qu'il s'agit de la résistance d'une langue maternelle que la nouvelle arabisation tend à exclure de son champ.

Il est certes difficile d'apprécier la portée de ce rejet de la langue maternelle hors de l'horizon de la culture. Janine DE LA ROBERTIE estime que si l'enfant en reste à la langue de la mère, il sera passéiste, psychotique ou fou : il doit passer par un désert, pour accéder au symbolique, à la langue du père, de la loi, des autres : processus particulièrement intéressant à observer quand on le voit coïncider avec le passage effectif d'une langue à une autre. Il semble difficile d'assimiler l'arabisation à cet arrachement à la mère qui constituerait l'adulte en lui imposant la loi du père. Il apparaît plus probable que les résistances opposées à l'arabisation en tant qu'imposition d'une nouvelle loi soient les manifestations d'une résistance globale à l'entreprise de quadrillage de la société conduite par le pouvoir national au nom de la rationalité, cette résistance étant accentuée par l'inquiétude de perdre des objets valorisés par la loi coloniale, et par la persistance, dans l'inconscient, de liens à des cultures refoulées, à des autonomies interdites, auxquelles les attaques nouvelles du nationalisme rationaliste moderne donneraient une nouvelle vigueur.

POUR CONCLURE...

Les multiples facettes du problème de l'arabisation au Maghreb convergent sur quelques interrogations fondamentales : quel est le

sens de l'arabisation ? A quoi se réfère-t-elle radicalement ? Dans les difficultés qu'elle suscite, les attraites et les craintes qu'elle provoque, il semble que ce soit l'indétermination, l'indéfinition de son terme qui créent l'obstacle majeur. Au cœur du problème se situe la question de la langue, de son rapport au pouvoir, à la société, à la culture, mais aussi du rôle qu'elle assume par rapport à l'identité. Comme le notait Jacques BERQUE, «un langage sert non à parler, mais à être».

Aux incertitudes qui pèsent sur la langue, s'ajoutent celles qui concernent spécialement la langue arabe : langue surgie des profondeurs de l'Arabie, mais qui a eu un impact culturel et idéologique tel que la place réelle qu'elle occupe dans un monde en totale mutation est loin d'être clair. Comme l'affirmait Jamal-Eddine BENCHEIKH, s'il y a eu beaucoup d'expériences, souvent malheureuses, d'arabisation, l'échec d'aucune d'entre elles ne peut être interprété comme un échec de la langue arabe : il concerne seulement les conditions dans lesquelles a été tentée et réalisée cette expérience.

L'arabisation engage profondément le devenir global de la société maghrébine, et elle participe de ses incertitudes. Vers quel type de société s'oriente-t-on, du point de vue linguistique, mais aussi du point de vue culturel et idéologique ? L'arabisation est parfois présentée comme la réintégration au sein d'un monde qu'on aurait quitté, mais dans le même temps, la pratique l'inscrit comme un élément à restituer au sein d'un multilinguisme déjà imposé par les faits, et reproduit par les structures établies après l'indépendance.

La situation de fait du Maghreb révèle la coexistence d'identités multiples exprimées par des langages spécifiques. Le problème est finalement de savoir si cette pluralité doit être considérée comme un avantage, une richesse à sauvegarder, ou comme une tare, un handicap à réduire. Une conception étroite de l'identité, conçue comme un objet réel, souvent couplée à une conception jacobine de l'unité nationale, conduirait à vouloir l'effacer. Le fait que le problème de l'arabisation soit posé dans un contexte d'édification de la nation pousse les pouvoirs à l'utiliser dans leur stratégie : c'est la tentation de tout pouvoir que de jouer sur l'identité, sur la crainte de ne pas être et l'espoir d'être plus, afin de consolider son emprise.

Si la chance réelle de voir réalisée l'arabisation — une arabisation qui ne serait pas une coercition, mais une libération — réside dans son inscription dans un cadre pluraliste, on peut craindre de la voir compromise par son insertion inévitable dans un contexte politique, du fait de la relation étroite existant entre langue et pouvoir. Imaginer

un pouvoir qui admettrait le pluralisme, qui se nierait comme centre unique relève, sans doute, dans les circonstances présentes, de l'utopie. Si la liberté est multiple, le pouvoir est unificateur, et tend de lui-même à l'intolérance. En elle-même, l'arabisation peut être un élément de libération ou d'oppression ; ses chances d'aboutissement demeureront faibles tant qu'elle ne représentera qu'un pion, avancé ou reculé selon les cas, dans la stratégie des pouvoirs nationaux.

Paris. Juillet 1977.

NOTES

(1) On peut se faire une idée des ouvertures pédagogiques possibles en ce domaine à la lumière des réalisations d'instituts tels que l'Institut Bourguiba des Langues Vivantes (IBLV) de Tunis, ou du Centre de Recherche et d'Enseignement de l'Arabe (CRFA) à Beyrouth et à Paris.

(2) Salah GARMADI, *Les problèmes du plurilinguisme en Tunisie*, in Renaissance du monde arabe, Duculot 1972, p. 309-325.

(3) Ahmed MOATASSIME, *Bilinguisme sauvage au Maroc*, Tiers-Monde, XV, N° 59-60, 1974.

(4) Salah HAMZAOU, *L'arabisation, problème idéologique*, Revue Tunisienne des Sciences Sociales, N° 44, 1976.

(5) Telle est la conclusion d'une remarquable étude de Hichem SKIK, *Aspects du bilinguisme à l'école primaire tunisienne*, Revue Tunisienne des Sciences Sociales, N° 44, 1976. Dans ce même sens vont les travaux d'un autre chercheur tunisien, Abdelkader BEN CHEIKH, ainsi que ceux du sociologue marocain Ahmed MOATASSIME.

(6) L'essentiel des idées qui suivent ont été présentées et discutées lors d'une réunion tenue dans le cadre des Entretiens Interdisciplinaires organisés par Jacques BERQUE au Collège de France le 11 mai 1977, à laquelle ont participé notamment Roland BARTHES, Jamal Eddine BEN CHEIKH, Michel DE CERTEAU, Ahmed MOATASSIME, Abdelghani ME-GHERBI, Janine DE LA ROBERTIE, Abd-el-Magid TURKI. Que tous soient ici remerciés pour leurs suggestions et leurs critiques.

(7) Il s'agit ici, tant pour la langue classique que pour la doctrine, d'une rigidité relative : s'il est bien évident que les deux ont évolué au cours des siècles, il faut admettre que cette évolution a été contenue, limitée, par rapport à l'évolution normale d'une langue appelée à assumer tous les usages d'une langue, de la langue parlée à la langue de culture.

(8) Fait qui est illustré par le phénomène inverse de «reconstruction» de généalogies destinée à légitimer des positions de force ou de prestige nouvellement acquises.

(9) Cf. à ce sujet Michel DE CERTEAU, D. JULIA, J. REVEL, *Une nouvelle de la langue. La Révolution française et les patois*. Gallimard, 1975. Et R. BALIBAR et D. LA-ORTE, *Le français national*.

(10) On peut rappeler que l'Islam s'est imposé comme religion du savoir, s'opposant à l'Ignorance, la *Jāhiliya*.

(11) Il existe, spécialement en langue arabe, une littérature abondante sur le problème de l'identité et de la personnalité nationale. On peut citer à titre d'exemple l'ouvrage de Bachir Ben Slama, *Al-chakhsiya at-tunisiya*, Tunis, 1974, un numéro spécial de la revue algérienne *Al-Aqala* consacré à l'arabisation (1974), en particulier les contributions de Ahmad Taleb Al-Ibrahimi et de Mouloud Qasim. Pour le Maroc, on peut se référer aux écrits de Allal El-Fassi.

(12) Cf. *L'identité*, Séminaire dirigé par Claude Lévi-Strauss, Grasset, 1977, où la notion est longuement débattue.

(13) Intervention aux entretiens interdisciplinaires mentionnés plus haut. Référence valable pour les noms de personnes évoqués dans les pages suivantes.

STEPPE ALGERIENNE : **CAUSES ET EFFETS : D'UNE DESERTISATION ***

Georges MONTCHAUSSE

La steppe algérienne est un exemple vivant de relations entre les sociétés et les paysages, moins connu cependant que celui du Sahel (1). Peut-être parce que les problèmes n'y ont pas atteint un tel paroxysme, mais aussi parce que les mass média s'intéressent moins à la réforme agraire algérienne qu'à la très journalistique solidarité internationale envers le Sahel, et plus au photogénisme d'un petit nigérien affamé qu'à celui du « barrage vert ».

Pourquoi y a-t-il depuis un siècle une désertisation rapide de cette zone steppique, alors que, d'après la quasi unanimité des spécialistes, l'invariance du climat, depuis l'antiquité, reste dans ses traits essentiels la plus probable (2) ?

Qu'ici comme ailleurs, il y ait interaction entre les sociétés et les paysages, aucun ne le nie, mais lorsqu'il s'agit de donner un rôle prépondérant à certaines causes, l'unité théorique se brise. Pour plus de clarté, la discussion peut se résumer en une typologie simple des origines de la désertisation donnant des thèses les plus courantes.

Causes de désertisation	Endogène	Exogène
Sociale	la société indigène elle-même (1)	une société allogène (colonialisme) (2)
Naturelle		avancée d'un désert voisin, symptôme d'un changement climatique mondial (3)

Cette typologie peut s'illustrer de la manière suivante :

Case 3 :

Cette thèse, qui n'est d'ailleurs pas propre à la région concernée, a de nombreux partisans, dont les climatologues de l'École de Lamb (3). Elle peut se résumer en ces termes : le changement climatique est entraîné par un refroidissement général de la planète, engendré probablement par des fluctuations de l'activité solaire. « Ces fluctuations liées peut-être à l'évolution des tâches solaires, ont produit une expansion de la calotte polaire qui, à son tour, a poussé les vents en direction de l'Équateur. Les vents, de leur côté, étant devenus plus faibles, au lieu de souffler sur des régions semi-arides en y apportant des pluies équatoriales, ont abandonné les nuages au-dessus de l'équateur où la pluie s'est déversée » (4).

Cette école affirme donc le primat des changements climatiques naturels sur certains facteurs sociaux — comme l'exploitation abusive des sols — considérés comme annexes. Ainsi la steppe algérienne ou le Sahel soudanais se saharisent tout simplement parce que ce sont des franges d'un grand désert que les conditions climatiques actuelles poussent toujours plus loin. L'aridité appelant encore plus d'aridité.

Case 1 et 2 :

Les défenseurs de ces thèses pensent que l'origine de la désertification de la steppe ne se situe pas dans les nuages. Elle est sociale : le déroulement de l'histoire s'inscrit dans les paysages.

En effet, si l'évolution multi-millénaire du climat a une origine naturelle indéniable, il n'y a pas d'exemple montrant que les grandes péjorations climatiques séculaires ou infra-séculaires ne sont pas d'origine humaine, sauf dans le cas particulier de cataclysme.

Mais alors quelle formation sociale est responsable de la dégradation des paysages ? Pour les uns, comme par exemple le géographe X. de Planhol, c'est la société indigène elle-même qui est à l'origine de cette péjoration, ou pour le moins, les musulmans et l'Islam l'auraient singulièrement aggravée, entravant « jusqu'à l'époque contemporaine, les tentatives d'évolution inverse » (5). Pour les autres, même s'il n'est pas question de faire abstraction d'un élément social aussi important que l'omniprésence de l'Islam, il serait encore plus coupable, sur le plan théorique de sous-estimer les vagues successives de colonisation que la terre algérienne a connues au cours de son histoire. La colonisation française ayant été le point culminant de ce phénomène.

L'explication de la désertisation de la steppe algérienne doit donc s'articuler sur la société autochtone — tant dans ses caractères infra-structuraux que superstructurels — et l'impérialisme.

**Un ensemble géographique et humain
ayant des activités productives propres.**

Comment se présentent le paysage steppique algérien et la société qui y vit ? (6)

Cette steppe est une vaste bande régionale s'étendant de la frontière marocaine sur 1000 Km de long et pouvant atteindre 300 Km de large, entre les isohyètes 400 et 100 mm — à l'exclusion des Aurès à l'Est — représentant une superficie d'environ 200 000 Km².

C'est une région intermédiaire située au-delà du Tell maritime et humide et en deçà du désert saharien, pays des grands espaces plats et élevés où l'arbre est rare, voire absent, l'alfa et l'armoïse les plantes caractéristiques.

Le climat y est brutal et rude — gel en hiver et canicule en été — et les faibles ressources en eau impliquent une culture céréalière aléatoire et un pâturage extensif (7).

Les structures socio-démographiques s'y révèlent très mouvantes et dépendantes de l'évolution écologique. Les dernières statistiques disponibles indiquent la répartition suivante en 1968 (8).

	Population agglomérée (9)	Population éparse		Nomade (12)	Total
		Sédentaire (10)	Semi- sédentaire (11)		
Effectifs	727 000	364 000	109 000	500 000	1 700 000
%	42,8	21,4	6,4	29,4	100

Un certain nombre d'activités économiques y sont pratiquées, mais ce sont, traditionnellement, le pastoralisme et la céréaliculture (13) qui sont les plus spécifiques à la steppe. L'évolution économique contemporaine indique que la céréaliculture tend à disputer au pastoralisme sa prépondérance et que de plus en plus de nomades cherchent une embauche saisonnière. A l'occasion des migrations d'été et d'hiver (14), ils complètent leurs ressources par la vente de leur force de travail (15).

	Vente de la force de travail	Gestion du troupeau	mixte
Migration d'été (achaba) Direction Sud/Nord	74%	19,5%	6,5%
Migration d'hiver (azzaba) Direction Nord/Sud	21,5%	78,5%	

**Un procès de production pastoral
très typé ne correspondant à aucun mode
de production répertorié.**

Nous ne nous attacherons ici qu'au procès de production pastoral, car il est le seul à être vraiment original et adapté à la steppe algérienne. En effet, le nomadisme, corrélatif au pastoralisme traditionnel, puise sa raison d'être dans le paysage steppique. La fragilité du mince couvert végétal, l'éparpillement des puits d'eau et la faible valeur nutritive de la flore entraînent irrémédiablement le déplacement des troupeaux, afin de renouveler sans cesse la pâture.

D'une manière générale, tout procès de production est la transformation d'un élément déterminé - soit naturel, soit déjà en partie élaboré - grâce à l'utilisation d'instruments appropriés.

En ce qui concerne le pastoralisme, le procès global de production se décompose en deux procès distincts et dépendants : le procès de transformation du végétal en animal et le procès d'amélioration et de mise en valeur de l'animal.

Le premier procès de production pastoral met en rapport la végétation, les conditions matérielles et les travailleurs qualifiés. La végétation steppique palatable devient par l'intermédiaire du mouton, de la viande et de la laine en quantités plus ou moins importantes selon la qualification des travailleurs et les conditions climatiques.

La végétation steppique est fournie par la terre «de par la grâce de la nature» (16), puisque cet objet de travail se trouve là, tout préparé, en certaine quantité et indépendamment de l'homme.

Les conditions matérielles représentent les moyens de travail employés par les travailleurs qualifiés. Ces moyens sont frustes et très réduits, puisque l'essentiel de la transformation du végétal en animal

se passe dans l'organisme même de l'animal. Les moyens de travail les plus notables sont représentés par les pistes empruntées au cours des déplacements saisonniers, les points d'abreuvement et les abris occasionnels.

Les bergers et les pasteurs forment l'ensemble des travailleurs qualifiés. La qualification du berger ou du pasteur réside dans ses aptitudes à l'observation des signes naturels - qui permettent de prévoir une pluie prochaine, les changements de temps, notamment - sa mémoire visuelle et son sens de l'orientation.

Le second procès de production pastoral n'est pas foncièrement distinct du précédent ; ceux-ci se chevauchent même en partie. Il met en rapport l'animal, les instruments de mise en valeur du mouton et les travailleurs qualifiés. Ce procès ne vise plus à la transformation du végétal en animal, mais à l'amélioration et à la mise en valeur du mouton.

L'animal est donc l'objet de travail, les instruments de tonte, de marquage, de balnation, la végétation naturelle, les moyens de travail. Les travailleurs qualifiés sont toujours les pasteurs et les bergers, mais dans des fonctions productives différentes.

Le procès de production pastoral et traditionnel - considéré dans son ensemble - apparaît comme un procès très fruste puisque les bergers et les pasteurs se contentent en grande partie d'exploiter les « productions spontanées » de la steppe, qui existent indépendamment du travail de l'homme.

Ainsi par exemple, l'homme steppique traditionnel ne cherche pas à utiliser la terre et la végétation comme instruments de travail - ceux-ci étant par ailleurs objets de travail, matières premières. C'est à dire qu'il aurait pu aussi travailler, entretenir les sols et la végétation de façon à les modifier, à les améliorer pour obtenir une production animale supérieure. La steppe n'est donc pas devenue un véritable moyen de travail. C'est dans ce sens que cette économie est pastorale et non agricole (17).

L'analyse du procès de production pastoral fait beaucoup mieux apparaître la différence qui existe entre le pastoralisme traditionnel et le pastoralisme moderne. Car sur le plan des produits eux-mêmes - les animaux - la différence est peu visible.

Tout d'abord, aux objets de travail du procès traditionnel, l'économie moderne (18) ajoute les fourrages produits hors de la steppe - dans le Tell. Ces fourrages peuvent servir de nourriture auxiliaire, lors des sécheresses, ou de nourriture habituelle et principale si des stocks sont constitués par ailleurs.

Sur le plan des moyens de travail, les connaissances agronomiques, zootechniques des éleveurs favorisent l'emploi d'instruments plus diversifiés et de techniques plus élaborées — sélection, croisement. D'autre part, les routes et les camions, les voies ferrées et les trains moutonniers, les citernes d'eau, les pompes à eau etc, modifient profondément la production animale.

Les hommes changent aussi, ce ne sont plus de simples pasteurs ou bergers aux connaissances multiples et ayant recours à l'expérience ancestrale, mais des bergers ayant suivi des cours, des travailleurs spécialisés dans la tonte, la balnation, la castration et n'hésitant pas à avoir recours au vétérinaire.

Cela nous permet de bien remarquer que ce qui distingue une période économique d'une autre — l'économie pastorale traditionnelle de l'économie pastorale moderne — « c'est moins ce que l'on fabrique que la manière de fabriquer, les moyens de travail par lesquels on fabrique » (19).

Déterminer le mode de production auquel se rattache la société traditionnelle steppique, se révèle être une tâche difficile, devant la rareté des travaux d'économie concernant les sociétés des régions arides, semi-arides ou même seulement africaines. Economie du désert ou désert de l'économie ?

Le concept, aux contours très flous de société traditionnelle est généralement défini négativement. D'après M. Godelier, une société est qualifiée de traditionnelle lorsqu'elle « n'a point les caractéristiques des sociétés occidentales, pré-industrielles ou industrielles ». Souvent des parties d'une société industrielle sont considérées comme des secteurs traditionnels, c'est-à-dire « des vestiges d'étapes antérieures à son développement » (20).

Dans la pensée marxiste, on ne trouve pas — à notre connaissance — de concept élaboré qui puisse éclairer et faciliter la caractérisation d'un mode de production qui a régné et règne encore, sous une forme dégénérée, dans cette région (21).

En effet, la société steppique traditionnelle n'est ni une société primitive, car elle a connu une production organisée, un certain développement des forces productives, un surplus économique, l'échange, la division du travail et un système de hiérarchie sociale ; ni une société s'apparentant aux modes germanique antique ou asiatique de production (22).

Alors, comment caractériser ce mode de production ? Quelles ont été les formes de l'exploitation de l'homme et de la nature, l'organisation sociale ?

Du fait des déterminismes géographiques, climatiques et du développement limité des forces productives, le surplus économique n'a jamais été bien considérable. L'extraction d'une éventuelle plus-value en a été limitée d'autant, ce qui — bien que cette société ne fut pas sans classe n'a jamais conduit à une exaspération du rapport exploités/exploiteurs, comparable au niveau qu'elle a atteint en société capitaliste.

De plus, au caractère limité du surproduit steppique, s'ajoute le fait que celui-ci a toujours été extrêmement fluctuant et aléatoire. Les troupeaux sont très exposés aux conditions climatiques et la culture est très souvent une loterie (23). En cas de sécheresse, par exemple, la nécessité absolue pour cette société de se reproduire, ou tout simplement de survivre, tempère fortement les velléités de domination économique et politique que pourraient avoir certains membres sur d'autres. C'est finalement ce qui rend cette société non pas très égalitaire mais très communautaire.

A ce surplus économique, limité et aléatoire, pouvait s'ajouter un surproduit extérieur à la communauté, grâce aux rezzou, au trafic caravanier (24), aux tributs payés par les sédentaires Ksouriens (25) aux nomades, souvent qualifiés de « belliqueux » (26) quoique ce phénomène fut plus développé au Sahara que dans la steppe proprement dite (27).

Quant à l'organisation sociale de cette société nomade, son tissu est formé des liens de parenté à l'intérieur des familles, des clans, des fractions ou des tribus s'attribuant un même ancêtre commun. Les règles tribales y sont rigoureuses, car dans ce milieu assez hostile la responsabilité des uns envers les autres est grande et la réciprocité essentielle : il faut donner pour recevoir. Le chef est considéré comme un sage et un saint homme, il jouit d'une autorité stricte. On a souvent décrit cette société comme anarchique, il n'en est rien.

La steppe est la propriété collective des tribus nomades et est divisée en aires pastorales particulières à chacune de celles-ci. Marx, dans ses notes de lecture sur l'Afrique, remarque que « c'est l'Algérie qui conserve les traces les plus importantes - après l'Inde - de la forme archaïque de la propriété foncière. La propriété tribale et familiale indivise y était la forme la plus répandue. Des siècles de domination arabe, turque et enfin française ont été impuissants - sauf dans la toute dernière période, officiellement depuis la loi de 1873 - à briser l'organisation fondée sur le sang et les principes qui en découlent : l'indivisibilité et l'inaliénabilité de la propriété foncière » (28).

Les territoires de chaque tribu s'étirent en longueur, grosso modo selon une orientation Nord-Sud, dans un souci de complémentarité

des pâturages correspondant aux migrations d'hiver et d'été. Les parcours de chaque tribu sont ainsi soumis à un droit absolu :

- un nomade ne peut pas disposer des parcours, il ne peut que les sillonner afin de nourrir le troupeau ; c'est-à-dire juridiquement, en user et en percevoir le fruit naturel ;

- un individu allogène ne peut utiliser les aires de pâturage que s'il a, préalablement, conclu un « traité » — généralement verbal — avec la tribu concernée.

Cependant, cet édifice social et juridique construit sous la houlette tribale a subi au cours de son histoire un fractionnement graduel. La tendance a été constante au morcellement, à la fragmentation de la société nomade en fractions, sous-fractions, branches, clans, familles (29), ce qui pourrait être dû à la pauvreté écologique et à la faible concentration démographique de la steppe. L'insécurité régnant à certaines époques et les grandes calamités naturelles auraient servi d'antidote à ce mouvement historique. La propriété tribale s'est aussi trouvée édulcorée par le détachement d'un certain nombre de parcelles de ce bloc indivis, à des fins plus individuelles.

Au total, cette société nomade fut peut-être anarchique, au sens noble du terme, dans la mesure où il n'y eut jamais de pouvoir central ni d'État nomade. Ce qui donne, d'après R. Montagne (30), « l'explication de la faiblesse des conceptions politiques et économiques des pasteurs ».

La désertisation rupture d'équilibre ou absence de reproduction sociale.

Dans ce milieu semi-aride, le paysage est le témoin, l'informateur le plus objectif de la réalité écologique, le baromètre des relations bonnes ou mauvaises que la société steppique entretient avec la nature.

Les auteurs (31) qui se sont penchés sur ce problème l'analysent, généralement, en termes de déséquilibre ou d'équilibre. Il y a équilibre dans toute situation où la consommation des richesses naturelle, par la société nomade, n'outrepasse pas les productions naturelles de la steppe. Cela correspond à l'absence de dégradation du couvert végétal et de l'érosion des sols. Dans le cas contraire, la situation sera qualifiée de déséquilibrée : dans la balance, mettant en jeu les besoins de cette société et les richesses naturelles, celle-ci aura plus que la nature ne peut lui donner dans un laps de temps déterminé - en puisant sur le « capital naturel ». Ce déséquilibre agro-économique aboutit à la transformation du paysage, à une péjoration climatique.

Il semble que, si ces faits sont indéniables, les méthodes et les explications données sont trop statiques et aboutissent à des solutions trop partielles comme la conservation, la protection et la défense de la nature.

Ce qu'il faut, c'est un concept qui puisse donner au phénomène de désertisation une explication de la rupture de l'équilibre, mais aussi de la dynamique du déséquilibre. C'est-à-dire, ses dimensions matérielles, mais aussi historiques, économiques et sociales.

Il faut pour cela étudier les lois de la reproduction de la société traditionnelle steppique.

La reproduction d'une société peut se faire de trois façons différentes :

- simple : lorsqu'elle se pérennise dans la fixité, identiquement à elle-même, sans véritable évolution ou sans changement économique, social et politique notable ;

- élargie : lorsqu'elle se perpétue conformément à sa nature, mais selon les dimensions économiques dépassent sans cesse les précédentes ;

- réduite : lorsque l'efficacité de ses forces productives décline d'une façon absolue et ne lui permet plus d'être perdurable.

En ce qui concerne la société steppique traditionnelle, il semble que l'on soit passé, durant ce dernier siècle, d'une reproduction simple à une société incapable de se reproduire, entraînant dans sa chute les paysages. En effet, l'organisation tribale est le cadre sociologique correspondant à une société traditionnelle et naturelle. La production, la répartition et la consommation des ressources sont réglées et affectées sur la base communautaire tribale. Or, le troupeau étant la richesse essentielle de cette société, c'est celui-ci qui doit être reproduit si la structure sociale veut se maintenir.

La pérennité de la société nomade est entièrement soumise à la solidarité totale entre ses membres; celle-ci permet de véhiculer toutes les connaissances acquises par des siècles de recherche empirique - cristallisées sous forme de coutumes et de traditions -, et orientées vers une meilleure exploitation des ressources de la steppe. L'association de toutes les forces et de tous les moyens de la communauté tribale garantit l'adaptation de celle-ci aux conditions naturelles. Seules l'union et l'entraide collective peuvent avoir raison de l'ingratitude du milieu. Pour un état technique donné, les structures économiques et sociales tribales ont été la meilleure adéquation au milieu naturel.

L'exploitation « minière » de la steppe

Comment cette société traditionnelle a-t-elle atteint le degré de dégénérescence que nous lui connaissons actuellement ? Comment

cette dégénérescence a-t-elle entraîné simultanément une dégradation des paysages, une péjoration climatique, un vaste processus de désertisation ? Par une « exploitation minière » des ressources de la steppe, en vivant sur le capital naturel et non sur les revenus naturels, et par la suppression du rapport nécessaire (32) existant entre les terres exploitées - la céréaliculture, élevage - et les terres exploitables. Les potentialités agricoles de la steppe ont décliné, le système productif ne s'est plus reproduit au même niveau d'efficacité, le mode de vie tribal a périclité.

Les éléments de l'exploitation minière de la steppe sont les plus connus parce que les plus visibles. Ce sont la céréaliculture, le surpâturage, l'éradication des espèces ligneuses et les abreuvements très localisés.

La céréaliculture

Pratiquée depuis toujours dans la steppe, la céréaliculture était cependant limitée « aux cultures de décrues dans les bas fonds inondables produisant des rendements acceptables sans grands dommages pour les parcours » (33).

L'homme dans la steppe n'a donc jamais hésité à labourer pour semer, lorsque le besoin s'en faisait sentir. Mais quand la céréaliculture est devenue une pratique nécessaire à la survie du pasteur, celui-ci a semé puis est resté auprès de son champ pour le surveiller, afin d'empêcher les troupeaux de venir s'égayer dans les céréales.

Le pasteur, à portée de vue de son champ, la dent du mouton tond et retond inlassablement les mêmes plantes, les mêmes parcours. Cet espace plus ou moins dévasté n'est abandonné qu'une fois la récolte de blé ou d'orge terminée.

La constance et l'importance de l'accroissement des superficies défrichées (34) chaque année font que la culture des céréales tend à devenir l'activité productive principale de la steppe (35). Le défrichement et les nouvelles cultures touchent généralement les terroirs les plus pauvres, les zones les plus défavorables, car depuis longtemps les terrains propices sont exploités; comme c'est le cas lorsque la pluviométrie est suffisante et que le relief permet de recueillir les eaux de pluie, de ruissellement ou de crue. Hors de ces zones, la céréaliculture devient plus aléatoire et empiète sur les terrains de parcours, les réduisant d'autant.

Il y a là une excellente illustration de la loi des rendements décroissants des sols de Malthus (« Des notions acquises sur la fécondité du sol » (36)) et reprise plus tard par Ricardo : l'accroissement de la

population oblige à mettre en culture des terres de moins en moins fertiles .

Parallèlement à la progression des défrichements, les parcours et par là les disponibilités sont, ipso facto, en régression. L'élevage par contrecoup devient avec l'extension des défrichements plus difficile, plus aléatoire. Le résultat est patent : l'ensemencement suit le défrichement, et l'érosion la maigre récolte. Le sol dénudé devient rapidement la proie du vent (37).

Cependant, il ne faut pas oublier que la majorité de la population de la steppe vit en économie de subsistance, la nécessité d'atteindre un seuil énergétique est donc une question vitale qui prime sur toutes les autres considérations. En raisonnant sur un hectare et en admettant, grosso modo, que le nombre de calories par kg de viande est égal au nombre de calories par kg de blé, le bilan est nettement favorable - bien que trop optimiste - à la céréaliculture ; car un hectare fournit en moyenne 300 kg de blé contre 3 kg de viande, soit un rapport de 1 à 100.

La céréaliculture est une pratique économique vitale pour tous les habitants de la steppe qui ne peuvent pas ou ne peuvent plus vivre principalement de l'élevage. Ce n'est pas un choix économique, mais une contrainte économique. De là découlent le défrichement et la dégradation du couvert végétal.

L'éradication des espèces ligneuses

Comme toute population, les membres de la société traditionnelle de la steppe doivent se chauffer pour se protéger des rigueurs hivernales et, tout au long de l'année, cuire les aliments.

Puisque dans la steppe, il n'existe pas de véritable forêt et que, d'autre part, les combustibles industriels sont presque totalement inaccessibles aux nomades, ceux-ci arrachent les plantes capables de satisfaire leurs besoins (38).

Généralement, les plantes arrachées sont le jujubier et l'armoise, mais quand l'hiver est vigoureux et que ces dernières espèces se font rares, les touffes d'alfa sont victimes, à leur tour, des besoins de l'homme.

Un calcul rapide montre la capacité destructive de l'éradication des plantes arbustives : on estime généralement qu'une population de 100 000 personnes dénude de 7 000 à 20 000 ha par an, sur une steppe d'armoise blanche, en bon état - ce qui est loin d'être toujours le cas - pour subvenir à ses besoins en combustibles, soit de 700 à 1 000 kg par an, pour une famille de 5 personnes (39).

- Soit 1 million de personnes vivant dans la région steppique, si l'on néglige les populations agglomérées considérant qu'elles ont recours au gaz, par exemple, pour assurer leur chauffage ;
- la steppe à armoise étant estimée à 4 000 000 ha, il faudra de 20 à 60 ans pour que 4 000 000 ha soient entièrement inutilisables, livrés à l'érosion par la simple recherche de combustible !

En fait, le phénomène ne suit pas une loi arithmétique, mais il n'en est pas moins important. La végétation arbustive détruite ne repousse pas et la végétation herbacée associée à ces buissons disparaît avec ceux-ci. A son tour, le sol qui se trouvait ainsi un peu protégé et humidifié se dessèche, s'érode sous l'action du vent et lentement le phénomène perd sa réversibilité.

Il semble que la politique à promouvoir pour contenir à court terme et réduire à plus long terme l'éradication des plantes arbustives soit tout simplement la diffusion du gaz, sous des formes convenables, selon que celle-ci s'adressera à des nomades, des semi-sédentaires ou des sédentaires. D'après certains observateurs, c'est ainsi que le problème du besoin de combustible aurait été assez bien résolu en Tunisie : par la distribution gratuite puis onéreuse de bouteilles de gaz et de réchauds.

Toute autre action, de police et d'interdiction de l'arrachage, risquerait de rester lettre-morte. L'ignorance des causes - le besoin économique impérieux de combustible - ne permettra que de s'attaquer aux effets, l'arrachage.

Le surpâturage

Nous avons vu précédemment que le pastoralisme est l'activité productive traditionnelle de la steppe. Mais, à côté de cet élevage traditionnel, existe un élevage plus moderne, se préoccupant de la commercialisation effective de la production animale.

Le secteur traditionnel et le secteur privé plus moderne (constitué par les éleveurs) ne sont ni l'un ni l'autre véritablement favorables, par leurs logiques économiques propres, à la conservation des paysages steppiques. D'une part, l'économie traditionnelle pastorale de la steppe obéit à une logique économique différente d'une logique d'utilisation optimum des potentialités végétales : le pasteur considère son troupeau comme un instrument de thésaurisation, de réserve de valeur - « une caisse d'épargne » - qui est la mesure de sa richesse et aussi de sa considération sociale.

D'autre part, le pastoralisme pratiqué en steppe par de riches éleveurs obéit à une logique dirigée par la recherche du profit. Le propriétaire du troupeau tient à retirer le maximum de bénéfices de son ex-

exploitation : l'éleveur ne se préoccupe donc pas non plus d'un optimum d'utilisation des potentialités végétales. Il cherche, par la commercialisation des animaux, un profit maximum, c'est à dire qu'il essaie, devant l'étendue du marché qui s'offre à lui, de posséder le troupeau le plus important possible, sans se préoccuper du couvert végétal de la steppe. Il s'en désintéresse d'autant plus que l'exploitation de la végétation palatable ne fait l'objet d'aucune rémunération à qui que ce soit ; le régime foncier de la steppe n'est pas celui de l'appropriation privée.

La logique traditionnelle et « moderne », quoique pour des raisons différentes, aiguillonnent donc le propriétaire traditionnel ou l'éleveur vers une recherche du troupeau au nombre de têtes maximum. Elles concourent ainsi, tendanciellement, au surpâturage, qui entraîne évidemment la réduction du tapis végétal, puisque la consommation végétale outrepassé les possibilités de renouvellement de la végétation. Il y a là ce que l'on pourrait appeler un désinvestissement en « capital naturel ».

L'abreuvement localisé

Une autre cause de dégradation des pâturages de la steppe est le souci constant du pasteur de ne pas s'éloigner des points d'eau. La dégradation, le surpâturage ne touchent donc pas uniformément les parcours de la steppe, les points d'abreuvement subissent une dégradation plus poussée. Le corollaire immédiat est l'abandon de zones dont le tapis végétal est excellent, bien conservé, mais dans lesquelles les points d'abreuvement nécessaires n'existent pas ou sont trop éloignés pour permettre l'exploitation de pacages.

A ces surexploitations très ponctuelles des pâturages, s'ajoutent, autour des points d'eau, le piétinement des animaux et toutes les conséquences de la vie de campements, céréaliculture et éradication des espèces ligneuses. Le piétinement s'étend concentriquement jusqu'à environ 5 km du point d'eau - ou de l'agglomération, s'il s'agit de populations sédentaires. Ces auréoles apparaissent de moins en moins dégradées au fur et à mesure de l'écartement du centre - le point d'eau. La « fréquentation » du pacage diminuant avec l'éloignement du point d'abreuvement.

Ce piétinement contribue au tassement du sol et à la constitution d'une couche très dure et relativement imperméable concourant simultanément à la diminution des possibilités d'absorption hydrique des sols et au ruissellement des eaux, facteurs de dégradation et d'érosion des sols.

Un cycle cumulatif et défavorable de transformation du paysage et d'inadaptation progressive des modes de vie se développe, remettant en cause la pérennité du mariage de raison entre l'homme et la steppe. Le mécanisme visible et brutal de la destruction du milieu de vie fait peser de lourdes présomptions de responsabilités sur la société traditionnelle steppique. Cependant, les apparences correspondent rarement avec la réalité et la vérité profonde des phénomènes.

La concentration sociale des ressources céréalières et pastorales

Derrière l'extension des défrichements et du surpâturage se cachent des rouages inflexibles qui entraînent certains des plus démunis de la société traditionnelle à son autodestruction, par la suppression physique de ses possibilités de reproduction.

L'inflexion progressive des structures de répartition des ressources pastorales et céréalières a été et est encore un facteur de modification malheureux du milieu naturel steppique qui est plus subtil et moins direct que les phénomènes précédents de surexploitation du milieu.

La concentration de la propriété céréalière et du cheptel (40) est en passe de devenir très fortement inégalitaire, favorisant ainsi le défrichement de terres marginales par les plus démunis et l'abandon du mode de vie rural traditionnel, ce qui est selon les nomades le fond de la déchéance - la sédentarisation. D'après les auteurs de l'«Enquête sur le nomadisme» (41) les termes de «arch» et de «melk» (42) ne paraissent plus avoir une signification uniforme :

«Il nous a semblé que la présence plus ou moins proche des installations coloniales a provoqué une plus ou moins grande dégradation des coutumes foncières, si bien qu'aujourd'hui le terme de «arch» qui s'est maintenu (du fait de ses significations parallèles : arch-tribu) sert encore à nommer des terres dont la conduite foncière est purement privée, dans le sens le plus large du terme».

Cependant, dans «certaines zones de culture céréalière, comme dans la bande présaharienne de Ourlal à Zeribet-el-Oued et à Negrine, l'on pratique encore actuellement la redistribution des terres céréalières par tirage au sort, tous les trois ans. Qui plus est, les superficies attribuées sont proportionnelles à la dimension des ménages» (43). Cette pratique traditionnelle égalitaire est en régression.

En ce qui concerne la propriété du cheptel, sa concentration est allée de pair avec l'accaparement de plus en plus prononcé des immensités steppiques par des notables, gros éleveurs et spéculateurs, en

cas de disette, de sécheresse et de difficultés économiques. Ces propriétaires aisés recourent aux modes de transport modernes et disposent ainsi des meilleurs pâturages par l'extrême mobilité de leurs troupeaux.

Que peut faire le nomade devant ce déploiement mécanique, cette «piraterie» de l'herbe ? Son expérience transmise ancestralement, ses supputations savantes sur les meilleurs parcours possibles et ses décryptements des signes naturels sont rabaissés au rang de survivance, condamnés à brève échéance au folklore.

La spoliation des petits propriétaires traditionnels a fait, de plus, augmenter leurs superficies emblavées, pour compenser leur manque à gagner en ressources pastorales, remettant ainsi en cause la pérennité de l'adaptation séculaire entre la société traditionnelle et le milieu naturel steppique.

Ainsi les propres limites au «mode de production steppique» concourent de moins en moins à pondérer les productions animales et végétales, tandis que l'économie marchande se substitue irrésistiblement à l'économie vivrière. Le processus de mise en valeur du troupeau à des fins vivrières devient — avec les gros-éleveurs tout simplement un processus de mise en valeur d'un capital. Les gros propriétaires dominent les marchés, spéculent, vendent les bêtes en cas de hausses des prix, ou en achètent à vil prix aux petits éleveurs, en cas de sécheresse ou de disette.

Le recul de la société traditionnelle, la concentration des ressources animales et végétales, la progression de l'économie marchande, le défrichement sont autant de variables corrélatives participant à une exploitation du milieu steppique supérieure à ses possibilités physiques. N'est-ce pas Marx qui a dit dans le Capital que «chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter les travailleurs, mais encore dans l'art de dépouiller le sol» ?

La démographie

Les populations de la steppe n'ont pas échappé à l'accroissement démographique généralisé de toutes les parties les plus pauvres du globe. Les données précises manquent pour situer exactement l'ampleur du phénomène, tout au moins il est clair que la population de la steppe a décuplé durant cette dernière centaine d'années. Récemment, d'après le recensements de 1954 et 1966, l'augmentation de population a été de 35,62% sur 12 ans, alors qu'il n'était que de 26,64% dans l'Algérie du Nord.

Evidemment, les ressources n'ont pas suivi les sentiers escarpés de cette croissance démographique, sans pour cela vérifier la validité du dogme malthusien qui voudrait que les populations humaines aient le défaut congénital d'avoir «le ventre plus gros que les yeux» : la famine devant les leur ouvrir, en leur rappelant que lorsqu'on est tout juste capable d'additionner des ressources, on ne se lance pas dans l'utilisation inconséquente des tables de multiplication des populations et des besoins.

Pendant que les populations décuplaient irrésistiblement, les surfaces défrichées puis emblavées se trouvaient multipliées par quatre, les rendements agricoles baissaient, le cheptel ovin et caprin diminuait de moitié et l'embauche saisonnière, à la faveur des migrations d'hiver et d'été, se développait et augmentait considérablement. L'alfa se faisait moins haut et plus rare. Les modes de vie se transformaient, la sédentarité se substituait lentement à l'itinérance et le salariat à une vie tribale sévère mais orgueilleuse.

Que s'est-il passé ? La société steppique traditionnelle aurait pu trouver dans la croissance démographique un aiguillon à son développement (44). Il n'en a rien été, car son économie repose presque exclusivement sur le pastoralisme ; or le problème fondamental de celui-ci - que ce soit en Algérie, en Egypte, dans les steppes asiatiques ou le Sahel - est la précarité de son existence, la lutte continuelle contre les aléas climatiques et l'inaptitude des nomades à vivre de ressources autres, sans remettre en cause, de fond en comble, leur attachement à ce genre de vie si particulier. Le nomade a seulement pu s'adapter remarquablement à une nature hostile, il a utilisé ce milieu pour l'élevage, mais il ne l'a pas mis véritablement en valeur. Il s'est accommodé d'une nature inamicale sans la maîtriser.

La progression démographique n'a pas été le stimulant d'un développement agricole possible, mais son éteignoir. La société nomade, incapable de se développer, a évité la famine en soustrayant au milieu ce dont elle avait présentement besoin, hypothéquant l'avenir au profit du présent. Malheureusement, ce qu'une production a pris à la reproduction, a été repris, à son tour, par cette dernière sur la production suivante.

La sédentarisation

Il peut paraître étonnant de situer la sédentarisation parmi les causes de la désertisation, puisqu'elle est considérée - par un grand nombre de pays placés devant un problème proche de celui de l'Algérie - comme une panacée.

Mais il faut, pour que celle-ci ait quelques chances de donner des résultats positifs, des investissements très importants - correspondant à des créations d'emplois, au développement de l'irrigation, à des constructions de villages entiers avec toutes les infrastructures nécessaires. Ce qui est rarement fait. De toutes façons, la sédentarisation est plus un problème politique et fiscal qu'un problème économique proprement dit. Le nomade semble toujours trop éloigné, errant, insaisissable, indépendant, incontrôlable ou insoumis à quasiment toutes les administrations d'État (45) qui elles sont sédentaires...

C'est pourquoi la sédentarisation se traduit dans les faits, la plupart du temps, par un éclatement des grands troupeaux nomades en troupeaux infimes ne respectant pas la tradition d'une rotation, fruste mais réelle, des parcours. Dans les régions sédentarisées, ces petits troupeaux pâturent continuellement les mêmes parcours accélérant ainsi leur dégradation.

Sur un plan strictement agro-économique, la sédentarisation demande donc beaucoup de moyens financiers et d'organisation, sinon beaucoup de circonspection afin d'éviter de jouer aux apprentis-sorciers.

La raison essentielle : le colonialisme

Cette société qui réalise son équilibre au niveau le plus élevé possible dans les limites imposées par la médiocrité des techniques et dont l'intégration semble d'autant plus forte que son adaptation au monde naturel demeure incertaine et précaire, a subi du fait de la colonisation et de l'irruption de la civilisation européenne, une mise en question radicale» (46).

Tout d'abord, avant de nous intéresser à la colonisation française, un mot des invasions et colonisations précédentes.

Les romains refoulèrent les semi-nomades berbères au-delà du limes, qui se situait en bordure sud de l'Atlas tellien. Ils favorisèrent ainsi — grâce à l'apparition parallèle du dromadaire — la constitution, dans les steppes nord-africaines, d'un «grand nomadisme pastoral et guerrier» (47).

J. Despois (47) notait, en 1940 que «c'est bien la mise en culture qui, beaucoup plus que le nomadisme, a dévasté la végétation naturelle des basses steppes. L'époque romaine a certainement été beaucoup plus redoutable au tapis végétal que les temps numides ou arabes». Les romains, en effet, par une déforestation systématique et des travaux de petite hydraulique, développèrent la céréaliculture sur des

terres semi-arides et donc très fragiles. A une brève fertilité a suivi une longue stérilité.

Au milieu du XI^{ème} siècle, les invasions hilaliennes ont entraîné un fort développement du nomadisme et de la vie pastorale. Puis la conquête turque de la fin du XVI^{ème} siècle mina les formes collectives du statut foncier, ce qui favorisa un «essor (commencé par les Romains) de la propriété privée du sol» (48).

Quant à la colonisation française, elle est celle qui a le plus largement modifié les aspects sociologique, économique et écologique de la steppe algérienne. Le processus de transformation, qu'il ait été volontaire ou involontaire, a toujours obéi à un mécanisme général de dé-structuration de la société nomade, suivi d'une restructuration plus ou moins conforme aux vœux du colonisateur (49). Il en a résulté une désarticulation, un manque de correspondance entre les moyens et les besoins, les productions et le mode de vie, le statut foncier et l'appropriation des ressources. Cela s'est traduit finalement — après un emboîtement complexe de causes à effets — à une désertisation accélérée de la steppe.

Dès la phase militaire de la colonisation terminée, c'est la propriété communautaire qui se trouve attaquée, car elle «encourage dans les esprits les tendances communistes» (débat à l'Assemblée Nationale - 1873). Après la force des armes, la force des lois. Tout d'abord, le «cantonnement (50) des nomades dans des limites strictes : les nomades ne furent plus admis dans les plaines de colonisation du Tell que par petits groupes de travailleurs, accompagnés seulement de quelques moutons, en fonction des besoins de main d'oeuvre des colons européens, et en dehors de toute structure tribale» (51).

Puis le Sénatus Consulte de 1863 (52) et la loi Warnier de 1873 visèrent à instaurer une propriété foncière privée, dans le but avoué de créer une «économie moderne», mais dont le vrai dessein était la dégradation de l'organisation tribale, par le biais de la liberté des achats et des ventes des biens fonciers. Cela favorisa la concentration des meilleures terres dans les mains européennes et le rejet des paysans sans terre vers la steppe, intensifiant ainsi l'exploitation du couvert végétal steppique.

D'autres causes purent agir insidieusement : le développement conjugué des transports modernes - routiers et ferroviaires - et des villes perturba et désorganisa le commerce caravanier, le jeu convergent d'une natalité débordante et d'une mortalité réduite provoqua une explosion démographique. Les raisons de ces évolutions sont étrangères à la société nomade, puisqu'elles proviennent de la pénétration de nouvelles techniques, de la médecine et de l'hygiène. En ce qui

concerne la démographie, ces progrès bienfaisants à court terme ont aussi détruit le rapport nécessaire qui existait entre la population et l'économie de la steppe, les besoins et les ressources. Le fait positif de sauver des vies individuelles peut entraîner une mort sociale, lorsque les progrès médicaux ne sont pas suivis des progrès économiques nécessaires à l'augmentation de la masse des valeurs d'usage.

La guerre de libération a été aussi une période très dure pour la société et l'économie steppiques. Les zones interdites, les barrages et les couloirs de barbelés ont féroceement amputés les parcours. Ainsi, plus de 5 000 000 ha ont été entièrement interdits aux éleveurs. Il n'est pas étonnant que de nombreux troupeaux se soient trouvés décimés, entraînant la sédentarisation des nomades par leur paupérisation. Pendant le même temps, le «regroupement» accélérât la dislocation des structures nomades traditionnelles, déjà bien vacillantes.

Ainsi dans le labyrinthe des causes culturelles, climatiques, économiques, démographiques ou sociologiques de la désertisation, il y a un fil d'Ariane : la colonisation, dans ses actes les plus volontaires et dans ses implications plus ou moins inconscientes.

La colonisation, de par sa logique marchande et impériale, a littéralement corrodé les structures profondes de la société traditionnelle steppique. Un phénomène de désagrégation sociale s'est développé : les rouages monétaires de l'économie coloniale ont broyé insidieusement les structures économiques traditionnelles ; les valeurs tribales, fondées sur l'honneur, la solidarité, n'ont pas résisté aux valeurs marchandes. Le tissu des solidarités ourdi ancestralement s'est effiloché, sans pouvoir être remplacé par d'autres types de solidarité authentique. Ceux des nomades qui ont échangé des produits ou de la force de travail contre de la monnaie, en croyant trouver la richesse, n'ont obtenu, en fait, que la prolétarianisation et le déracinement. Quand ils se sont sédentarisés, ils ont dû résoudre la contradiction suivante : quitter le secteur de subsistance mais y garder, en même temps, des attaches, afin d'y disposer d'une réserve de sécurité, contre les aléas des emplois extra-tribaux.

*
* *
*

Depuis l'indépendance, malgré une prise de conscience aiguë et des efforts louables contre la fatalisme du sable, la steppe n'en continue pas moins à se «sahariser». Une contradiction essentielle s'y développe toujours ; le colonisateur ne s'est contenté de remporter dans

ses bagages que des apparences, laissant discrètement l'essentiel : ses lois économiques marchandes.

Dans la steppe, la logique marchande privée continue de remplacer graduellement la logique tribale communautaire. Si les gros éleveurs privés sont maintenant nationaux et n'ont plus aussi simplement les forces législatives et réglementaires avec eux pour s'approprier les meilleurs parcours de la steppe, ils gardent l'assurance de leur classe dans leur force économique.

Lorsque la privatisation légale est difficile, il suffit, grâce au pouvoir de la richesse, de provoquer les faits. Par exemple, les riches éleveurs s'approprient des terres collectives — *arch* — en entourant astucieusement celles-ci par des langues de terres emblavées que la tradition nomade interdit évidemment aux dents du mouton. Ou encore, ils envoient par camion leurs moutons, là où l'herbe est la plus dense, avant que les nomades ne puissent le faire. Quelquefois, les éoliennes des puits sont mises volontairement hors d'état de marche, il ne reste plus aux nomades qu'à fuir ces zones sans point d'abreuvement, et au gros éleveur responsable, d'investir les parcours devenus vacants, grâce aux motos-pompes et aux citernes tractées.

Expropriation de fait, piraterie de l'herbe, sabotages, exploitations des pasteurs salariés sont les instruments d'un capitalisme qui sait taire son nom, afin de pouvoir mieux se développer. D'ailleurs, l'accumulation du capital se déroule simplement, sans frais ou presque et sans gros investissement ; il suffit aux riches éleveurs d'expulser, habilement, les nomades des parcours collectifs, le croît naturel du troupeau fait le reste. La commercialisation spéculative donne alors des profits substantiels, permettant un accroissement supplémentaire du cheptel et encore de nouveaux profits.

Pourtant, la gestion des troupeaux des riches éleveurs présente des avantages que la gestion traditionnelle des nomades n'a jamais possédés. Par exemple, le transport des animaux par camions entiers, lors des migrations saisonnières, au lieu de laisser remonter vers le Nord ou descendre vers le Sud le troupeau par ses propres moyens, évite la fatigue des animaux et les pertes de poids conséquentes aux déplacements journaliers.

C'est dire que la pénétration du progrès dans la gestion du troupeau peut être corrélative à l'importance prise dans la steppe par les gros éleveurs.

Mais le développement de la logique marchande s'accompagne aussi de l'appauvrissement d'une masse importante de la population, du fait de la concentration croissante des ressources disponibles. Cette population démunie se tourne vers l'exploitation des zones les

plus fragiles, concourant ainsi à leur désertisation. Tandis que les gros éleveurs ne se préoccupent ni du renouvellement, ni de la régénération du couvert végétal et des parcours, puisqu'ils ne leur appartiennent pas, bien qu'ils en disposent gratuitement. Ce qui correspond à une privatisation des profits tirés de la steppe et à une socialisation de sa désertisation.

Donc si le passage de la logique économique traditionnelle à la logique marchande s'accompagne d'un progrès dans la gestion du troupeau (niveau micro-économique), il n'en est pas de même pour la steppe prise dans sa globalité (niveau macro-économique), puisque le flux de valeurs apparaissant n'a d'existence que par un mode de calcul monétaire et non économique. L'appropriation privative des parcours communautaires permet de ne pas prendre en charge, dans la comptabilité privée des gros éleveurs, l'immense valeur économique de la consommation végétale de leurs troupeaux prise sur le bien commun. Il s'agit là d'une gigantesque décapitalisation économique.

La contradiction essentielle se situe entre l'exploitation privée de la steppe et sa propriété communautaire que celle-ci soit de type traditionnel — propriété communautaire tribale — ou de type socialiste — propriété collective.

Seule la résolution de cette contradiction rendra possible le retour à la pérennité des paysages steppiques, l'arrêt de la désertisation, la cohérence des moyens et des besoins, de l'espace et de la société.

Une mise en correspondance, respectivement, du mode de propriété - privé ou collectif - et du mode d'appropriation - privé ou collectif - des ressources économiques de la steppe est une condition nécessaire à la résolution de la contradiction.

La privatisation de la steppe serait, de toute façon, l'expropriation généralisée pour plus d'un million de personnes, ce qui n'a d'intérêt économique ou politique que pour une minorité d'expropriateurs qui a déjà montré sa capacité à exploiter l'homme et le sol.

Mais cette triste fiction n'a que peu de sens puisque l'Algérie se veut socialiste. La marque de cette volonté se retrouve dans les coopératives d'élevage en steppe, le barrage vert et la réforme agraire.

Les coopératives

Les premiers balbutiements du mouvement coopératif dans la steppe ont maintenant une décennie. La première expérience date des années 1964-65, les statuts de 1967 (53), la mise en application de 1968.

Les buts de ces coopératives sont les suivants (54) :

- réduire les migrations vers le Tell,
- intensifier et moderniser l'élevage,
- amorcer la sédentarisation des nomades et transformer les structures tribales et les traditions figées.

Ces coopératives sont constituées par l'association de 26 bergers et de leur famille qui disposent de 10 000 ha de parcours, de 2 600 brebis et 130 béliers, de l'équipement nécessaire et d'une avance financière.

La moitié des coopérateurs conduit les animaux sur la moitié des parcours, pendant que les 13 autres coopérateurs aménagent les 5 000 ha restant qui sont mis en défens. La permutation des coopérateurs est généralement hebdomadaire, tandis que celle des parcours est annuelle.

Bien que l'expérience coopérative soit riche d'enseignement pour les projets futurs, le bilan est inégal suivant les coopératives et au total assez falot, eu égard aux résultats escomptés.

Les parcours exploités coopérativement ne touchent pas plus de 2% de la steppe entière, 0,5% dans les hautes plaines oranaises. C'est dire la marginalité du mouvement, après 10 années d'expérience. De plus, les coopératives ont une faible autonomie effective et les coopérateurs sont trop souvent tentés de la désertier, ou de rembourser les prêts d'équipement uniquement pour se libérer et redevenir propriétaire privé. Certains les considèrent même comme un «parapluie», en attendant des jours meilleurs ou une occasion plus fructueuse.

D'autres expériences se situent aussi dans la mouvance de l'expérience coopérative, il s'agit des Z.D.I.P. ou zones de développement pastoral intégré.

Les buts des Z.D.I.P. est de prendre en charge, tout d'abord, les populations de la steppe telles qu'elles sont, afin de pouvoir ensuite mieux réorganiser leur vie, leurs activités et réaménager les pâturages, par une insufflation de l'esprit collectif, de solidarité et de responsabilité que la sédentarisation a toujours beaucoup diminué.

Le barrage vert

Le barrage vert a pour objet de contenir la montée des sables vers le Tell, grâce à un mur forestier de 1 500 Km, s'étirant de la frontière marocaine à la frontière tunisienne, sur une largeur d'une vingtaine de Km. Les travaux, qui dureront plusieurs décennies, permettront de mettre en valeur 3 millions d'ha, à raison de 150 000 ha par an, en vitesse de croisière.

Que peut-on attendre de cette muraille forestière ?

Tout d'abord, dans le domaine physique et technique : un arrêt de l'érosion hydraulique et éolienne, une modification favorable du climat, un ralentissement de la force des vents sahariens. Économiquement, le barrage vert permettra de donner à l'Algérie de nouvelles ressources en bois (55) et des meilleures conditions naturelles aux activités agricoles et pastorales de la steppe.

Parallèlement aux effets physiques et économiques, le barrage vert peut aussi avoir des conséquences idéologiques non négligeables : entretien d'un sentiment d'exaltation commun aux cohortes successives de jeunes appelés du service national, tout comme pour la transsaharienne, et sensibilisation profonde des populations locales aux problèmes de la désertification.

Cependant, si l'œuvre paraît réellement grandiose et ambitieuse aux yeux de tous les observateurs, la même unanimité n'existe plus quand il s'agit d'en estimer les véritables répercussions et résultats à long terme. En effet, si on ne peut pas douter des effets positifs, localement, de cette reforestation sur la pénétration, la rétention de l'eau dans le sol et le micro-climat, il n'en va pas aussi facilement de même pour la steppe entière. Par delà la distance et la hauteur de l'Atlas tellien, les vents sahariens sont capables de faire connaître la touffeur de leur souffle au Tell, et même, certaines années, aux sommets alpins, l'ocre rouge de leurs poussières.

On peut même se demander si un labyrinthe de brise-vents couvrant la steppe ne serait pas une opération plus efficace, moins coûteuse et moins risquée, surtout qu'aucun précédent n'a montré le bien-fondé de tels travaux. Seulement il ne s'agirait plus d'un barrage vert sur lequel le flot dunaire viendrait se briser. L'analogie est trop troublante pour ne pas entraîner de nombreux esprits dans ce piège conceptuel et méthodologique.

Et, si comparaison n'est pas raison, il nous semble, de plus, que la construction du barrage vert repose sur l'idée sous-jacente - précédemment critiquée - que la saharisation de la steppe est un phénomène naturel. C'est mettre le Sahara en situation de bouc-émissaire et lui donner une volonté de remonter vers le Nord qu'il ne peut avoir lui-même, indépendamment des structures économiques, sociales et politiques.

Ce n'est pas le désert qui avance, mais la steppe qui se transforme en désert ; il n'y a là aucun jeu de mots, mais une différence radicale. Dans le premier cas, la désertisation est un phénomène naturel, dans le second, c'est au contraire, un phénomène d'origine hautement sociale. C'est pourquoi, sans nier le sens positif, tant sur le plan phy-

sique, qu'économique et idéologique, du barrage vert, on peut être circonspect quant à ses répercussions profondes.

Le Sahara n'est pas le foyer propagateur d'une péjoration climatique qu'il faudrait endiguer, mais c'est la steppe qui est le siège de luttes socio-économiques, entraînant un bouleversement écologique. La société coloniale qui n'était pas une société sans classe — loin s'en faut — a favorisé l'irruption de la désertisation. La lutte des classes est toujours présente dans l'Algérie socialiste, elle est le dénominateur commun à la désertisation, mais aussi à la réforme agraire.

La réforme agraire.

Il est encore bien tôt pour tirer les conséquences de la réforme agraire sur le pastoralisme et les parcours de la steppe, puisqu'il s'agit là, précisément, de sa 3ème phase (56).

En effet, la réforme agraire, dont la charte a été signée en novembre 1971, par le président Boumediène, s'ordonne en 3 phases :

— 1ère phase : juin 1972-juin 1973.

— recensement général des terres appartenant à des producteurs privés,

— redistribution des terres appartenant à l'Etat et aux collectivités publiques,

— création d'unités coopératives.

— 2ème phase :

— nationalisation des terres des «absentéistes»,

— limitation de la grande propriété foncière.

— 3ème phase :

— restructuration du pastoralisme.

Il s'agirait, ici, de limiter la dimension des troupeaux des gros éleveurs, afin d'en attribuer une partie aux bergers ; et, selon, un vieux leitmotiv pastoral : aménager, restaurer, et exploiter rationnellement les parcours, créer des services de mise en valeur de l'élevage — services vétérinaires, abris, fourrages...

Il est difficile de prévoir tous les effets de la réforme agraire dans la steppe, cependant, certains faits paraissent déjà évidents :

— 1) Les migrations d'été — l'*achaba* — sont devenues et deviendront toujours plus difficiles. Le développement de la réforme agraire dans le Tell, ne laisse déjà plus beaucoup de chaumes aux troupeaux steppiques, en raison de leur enfouissement par labour, la moisson achevée. Des apports de fourrages suppléeront à cette diminution des possibilités des migrations d'été. «Le mouton n'ira plus au fourrage ; c'est le fourrage qui viendra au mouton. La C.A.P.C.S. pastorale est chargée de cette «*achaba* renversée» (57).

— 2) Le mouvement de sédentarisation des nomades va encore se trouver renforcé, tant par le caractère de plus en plus résiduel des parcours tribaux, que par des mesures administratives volontaristes.

— 3) L'Algérie sera malheureusement rapidement confrontée à des déplacements de troupeaux, vers les parcours tunisiens et marocains : forme steppique de la fuite des capitaux, orchestrée par les gros éleveurs.

Enfin, remarquons quand même que la réforme agraire est, dans sa globalité, porteuse d'un certain nombre de contradictions et d'incertitudes (58) qui rejailliront, un jour ou l'autre, sur le problème de la désertisation de la steppe.

D'une part, sa réalisation montre un décalage entre les faits et les principes, en raison notamment de la faiblesse de la mobilisation des masses et de l'infiltration, dans ses organisations de mise en application, de ceux qui ont le plus à la craindre...

D'autre part, la réforme agraire met le doigt sur un point sensible qui est celui de la nature profonde et véritable du régime algérien. Ainsi, le président Boumediène déclarait, notamment, en 1971 : « Nous avons opté, en vue de réaliser nos grands objectifs et de garantir leur succès, pour une méthode rationnelle de travail, convaincu que cette voie nous permet d'éviter les conflits de classe... », et en 1975 : « Nous n'avons pas de problèmes avec nos paysans, au contraire, nous sommes en train de tout faire pour eux ».

Ces citations sont évidemment bien brèves pour apprécier le régime algérien, cependant elles font référence, en ce qui concerne la réforme agraire, à une idéologie solidariste, anti-confliktuelle qui gomme la lutte des classes, et à un paternalisme d'Etat.

Au total, si le volontarisme et la détermination de l'Algérie ne sont pas couronnés de succès — et cela dépend moins des techniques mises en œuvres que de l'authenticité de la réforme agraire et du socialisme algérien — la steppe deviendra, dans un trop proche avenir, un désert.

L'Algérie serait alors, à la fin de ce siècle, un pays industrialisé, de 40 millions d'habitants, dont les activités économiques se dérouleraient sur un long ruban, cerné par l'Atlas tellien et la Méditerranée ; mais où les dunes d'un Sahara élargi aurait chassé l'élevage et les populations, ne laissant que quelques oasis prospères qui vivraient du grand commerce transsaharien et d'un tourisme avide d'exotisme et d'aventures organisées, dans le vide de ces nouvelles immensités.

NOTES

(*) Un certain nombre de termes ont été proposés pour rendre compte du phénomène de régression plus ou moins réversible de la végétation qui aboutit à la constitution d'un paysage caillouteux ou dunaire de regs, d'hamadas et d'ergs ; dégradation, désertisation, préjoration climatique, aridisation sont les termes les plus couramment employés.

(1) Bien que les difficultés actuelles du Sahel et de la steppe proviennent d'une désertisation des franges septentrionale et méridionale du Sahara et que l'origine profonde est certainement identique, il ne s'agit pas du même processus. En effet, en ce qui concerne le Sahel, ce sont les cultures d'exportation qui ont contribué à appauvrir des sols déjà fragiles : arachide au Sénégal, coton en Haute-Volta. Cf. « Qui se nourrit de la famine en Afrique ? », Ed. Maspéro, Cahiers libres n° 292-293, 1974.

(2) De Planhol X., « Les fondements géographiques de l'histoire de l'Islam », Ed. Flammarion, p. 135-136.

(3) Directeur du Centre de climatologie de l'université de l'East Anglia - G.B.

(4) Article paru dans l'*Economist* du 23 juin 1973, *Problèmes Économiques*, n° 1335, 29 août 1973, p. 23.

En ce qui concerne le Sahel, se rapporter à « La sécheresse en zone sahélienne », *Notes et Etudes documentaires*, septembre 1975, n° 4216-4217, p. 34 et suivantes.

(5) De Planhol X. op. cit.

(6) Pour une description plus détaillée, consulter « La steppe algérienne », *Statistiques agricoles*, n° 14, avril 1974, M.A.R.A., Alger, qui est une véritable « somme de la steppe ».

(7) Rendement moyen de 3,8 q à l'Ha. - le cheptel est estimé à 5 400 000 têtes. Source : « L'agriculture algérienne à travers les chiffres », M.A.R.A., Alger, décembre 1971.

(8) « La steppe algérienne », op. cit.

(9) Population vivant dans un ensemble d'au moins 100 constructions distantes les unes des autres de moins de 200m.

(10) Population vivant dans une habitation en dur de façon permanente.

(11) Population utilisant la tente comme habitation sans effectuer de déplacement ou utilisant celle-ci pour effectuer des déplacements saisonniers tout en évitant une grande partie de l'année dans des constructions en dur.

(12) Population habitant la tente en poils de chameau et effectuant des déplacements périodiques ou continus.

(13) Cheptel de 5 400 000 têtes soit environ 53% du cheptel algérien correspondant. Remarquons toutefois que cette grandeur statistique est sous-évaluée car les déclarations du nombre de têtes servent aussi d'assiette à l'impôt.

Production de 4 350 000 q., soit environ 24% de la production céréalière algérienne. Source : « L'agriculture algérienne à travers les chiffres » M.A.R.A.

(14) « La steppe algérienne », p. 140 et 156, op: cit.

(15) Travaux de moisson ou récolte des dattes selon la saison.

(16) Marx K. « Le capital », livre premier, chap. VII, La Pléiade.

(17) En négligeant évidemment la céréaliculture.

(18) Cette économie possède une logique différente de l'économie traditionnelle, elle vise à maximiser ses revenus par la commercialisation des produits et par l'emploi de techniques d'élevage élaborées.

(19) Karl Marx, «Le capital» op. cit.

(20) M. Godelier, «Rationalité et irrationalité en Economie», Ed. Maspéro.

(21) Cependant, il existe des notes très intéressantes de Marx concernant le système foncier en Afrique, au moment de la conquête française, in «Sur les sociétés précapitalistes» CERM, éd. Sociales, 1973, p. 382 et suivantes.

(22) Le mode de production asiatique, s'il a pu tenter certains afin de caractériser certaines sociétés africaines, ne correspond absolument pas à la société steppique. On ne retrouve dans celle-ci aucun élément pouvant la rapprocher de l'activité productive et collective des communautés villageoises et d'une quelconque autorité étatique. Ni centralisation despotique, ni grands travaux. Sur ce problème, voir «Le mode de production asiatique», CERM, 1974, Ed. Sociales.

(23) Il répugne au nomade «de labourer chaque année un champ (...), parce qu'il lui faudrait pour cela aliéner sa liberté et payer une redevance au propriétaire (...). Mais il ne lui déplaît pas d'ensemencer une cuvette qu'une crue accidentelle vient d'inonder, et même de construire un petit barrage pour détourner l'eau vers une partie de l'oued délaissée par le flot ; avec un peu de chance, il pourra, s'il survient une autre pluie au même endroit, récolter 100 pour 1. Cette culture loterie est très répandue dans les dayas du sud algérien». R. Capot-Rey, in «Etat actuel du nomadisme au Sahara», p. 331. UNESCO 1962.

(24) Les caravanes emportaient vers le Sud l'argent, la laine, les céréales, le beurre, la viande sèche et le fromage et revenaient chargées, entre autres choses, de tabac, piment et henné.

(25) En majorité, les Ksouriens étaient des Khammès. Le Khamessat est un métayage «au cinqième» : la récolte est partagée en cinq parties, 4 pour le propriétaire (la terre, l'eau, le grain et les outils) et une pour le Khammès (le travail).

(26) Cf. De Plahnol X. op. cit.

(27) Laghouat, par exemple, ne fut «pacifiée» qu'en 1853. Voir à ce sujet les récits d'Eugène Fromentin «Un été dans le Sahara».

(28) Cf. «Sur les sociétés précapitalistes», CERM, Ed. Sociales 1973, p. 384.

(29) La liste des tribus, dans «La steppe algérienne» op. cit., p. 34 et s. illustre très bien ce phénomène.

(30) «La civilisation du désert», p. 57-58, Paris 1947.

(31) Leurs points de vue sont complémentaires :

— «Pour le géographe» : La désertisation est avant tout l'extension des paysages désertiques à des zones où ils ne devraient pas exister, compte tenu des conditions naturelles. Cette désertisation résulte de l'accroissement de l'agressivité des phénomènes d'érosion, notamment éolienne (P. Estorges).

— «Pour le pédologue» : le phénomène se traduit par la diminution du taux de matériel organique, la destruction de la structure, la réduction de l'épaisseur des horizons de surfaces et la mise en mouvement des particules sous l'effet du vent.

— «Pour le phytogéographe» : la désertisation est la réduction du couvert végétal vivace, l'appauvrissement de la flore, la dénudation du sol, la destruction des horizons meubles par déflation et l'accumulation des particules du sol en dunes», in «La steppe algérienne» p. 286, op. cit.

(32) Pour un niveau donné des forces productives.

(33) Le Houerou, *Annales algériennes de géographie*, N° 6, décembre 1968.

(34) La superficie défrichée est supérieure à la superficie emblavée, car toutes les parcelles ne donnent pas lieu chaque année à une culture céréalière.

(35) Depuis 1973, les emblavures ont été interdites sur la steppe de la wilaya de Saïda.

(36) Malthus, «Essai sur le principe de la population».

(37) En Tunisie, M. Le Houerou, expert F. A. O., a assisté à la création d'erg en une douzaine d'années, sur plusieurs km², et d'après lui les choses ne sont pas différentes en Algérie et en Libye.

(38) En fait, il n'y a pas que les nomades qui ont recours à l'arrachage : «A Djelfa, le président de l'A. P. C. a reconnu que 35 000 chômeurs, c'est-à-dire la quasi-totalité de la population active de la commune, vivent du ramassage et de la vente illégales du petit bois», in «L'Algérie algérienne», G. Viratelle, éd. Ouvrières, Paris 1970.

(39) Le Houerou, op. cit.

(40) Indice de concentration de la propriété céréalière :

Nomade : 48%

Sédentaire : 57%

Indice de concentration de la propriété du cheptel :

Nomade : 57%

Sédentaire : 62%

Source : « Enquête sur le nomadisme ».

(41) « Enquête sur le nomadisme » 1968, M. A. R. A., Alger, déc. 1969.

(42) Terres « arch » : propriétés collectives des tribus.

Terres « melk » : propriétés privatives.

(43) « Enquête sur le nomadisme », op. cit.

(44) Sur ce problème : « Evolution agraire et pression démographique » E. Boserup, éd. Flammarion, 1970 et « Agrarian change and economic development, the historical problem », Jones et Wool, Londres, Methuen, 1969.

(45) Excepté en Afghanistan, la sédentarisation est toujours un objectif à atteindre pour les gouvernements locaux, que ce soit en Syrie, en Arabie Séoudite ou historiquement en Algérie, par les administrations coloniales successives, romaine, turque et française. L'U. R. S. S. a aussi suivi une politique de dénomadisation dans les steppes de la Caspienne et de l'Asie Centrale, soit par l'irrigation des prairies, soit par l'organisation d'une transhumance confiée à des brigades de bergers.

(46) P. Bourdieu, « Sociologie de l'Algérie » Que sais-je ? P. U. F.

(47) X. De Planhol, p. 130, op. cit.

(48) K. Marx, p. 389, op. cit.

(49) Voici comment, dans une lettre à Mac Mahon, Napoléon III voyait l'avenir de l'Algérie colonisée : « ... la terre d'Afrique est assez vaste, les ressources à y développer sont assez nombreuses pour que chacun puisse y trouver place et donner un libre essor à ses activités, suivant sa nature, ses mœurs et ses besoins. Aux indigènes, l'élevage des chevaux et du bétail, les cultures naturelles du sol. A l'activité et à l'intelligence européennes, l'exploitation des forêts et des mines, les dessèchements, les irrigations, l'introduction des cultures perfectionnées, l'importation de ces industries qui précèdent ou accompagnent toujours les progrès de l'agriculture... »

(50) Division du territoire tribal en deux parties : l'une est laissée à la tribu, l'autre est conservée par le colonisateur afin d'y installer les siens.

(51) X. De Planhol, p. 173, op. cit.

(52) Il reconnaît la légitimité du droit à la propriété des tribus pour les territoires qu'elles occupent mais aussi le droit de leur libre aliénation, tout comme pour les propriétés privées — terres melk. En ce qui concerne les parcours steppiques, ceux-ci devaient rester, en droit, des terres arch ; en fait, la notion de « parcours steppique » a toujours été restrictive et à la mesure des ambitions des colons.

(53) La tutelle des coopératives d'élevage est assumée par l'Association pour le Développement de l'Elevage et du Pastoralisme (A. D. E. P.), qui conduit techniquement l'élevage, nomme le directeur et le régisseur comptable. L' A. D. E. P. est elle-même placée sous la tutelle du M. A. R. A.

(54) « La steppe algérienne », op. cit.

(55) La pénurie de bois dans le monde et surtout dans les pays sous-développés est un problème dont on ne parle pas. La récente crise pétrolière a beaucoup plus cristallisé l'inquiétude dans les esprits. Mais il ne faudrait pas, si l'on s'intéresse au problème énergétique des régions désertiques, que le fût de pétrole cache la forêt. Ainsi « à Niamey, au Niger, au cœur d'un Sahel ravagé par la sécheresse, la famille du travailleur manuel moyen dépense aujourd'hui, d'après les forestiers de la région, près du quart de son revenu pour le bois de chauffage », *Cérès*, nov. 1975, F. A. O.

(56) Art 1 : « Elle a pour but d'éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme et d'organiser l'utilisation de la terre et des moyens de la travailler de façon à améliorer la production (...) et à assurer une juste répartition du revenu ». Sont juridiquement abolies les « droits de propriété de ceux qui ne travaillent pas directement et personnellement leur terre ».

(57) « De la tribu à la coopérative : aperçu de l'évolution des hautes plaines oranaises », R. Couderc, *Options méditerranéennes*, N° 28, 1975. Une C. A. P. S. est une coopérative agricole polyvalente communale de services. Elle se charge sur la plan communal, de l'organisation des paysans et des coopératives pour l'approvisionnement, la commercialisation et les travaux à façon.

(58) « La révolution agraire en Algérie : tournant politique ou infléchissement technique ? », R. Van Malder, *Civilisation* N° 3-4, 1975 Bruxelles. Article reproduit dans *Problèmes Economiques* N° 1471, 5 mai 1976.

PÉTROLE ET CLASSE FONCTIONNELLE LE CAS DE L'ARABIE SÉOUDITE

Paul VIEILLE

Cette étude se situe dans le cadre d'une interrogation sur la nature et les conditions d'engendrement des formations sociales périphériques (méditerranéennes) à l'époque de l'expansion mondiale du Capitalisme monopoliste. Les principales questions que l'on se pose ont trait au mode historique d'établissement des rapports actuels entre la formation périphérique et l'impérialisme, à la nature des rapports en train de s'établir, d'une part, entre la formation périphérique et les Etats impérialistes, d'autre part, entre la classe dominante de la formation et les autres classes sociales, et aux relations entre ces deux ordres de rapports.

L'hypothèse que nous faisons et tenterons d'appliquer est que la classe dominante périphérique tend, aujourd'hui, à dépendre de façon croissante dans sa reproduction (c'est-à-dire dans la reproduction des rapports qu'elle entretient avec les autres classes de la formation) de ses rapports avec la bourgeoisie mondiale et, en raison de ces relations, à devenir, quelle que soit son origine, une classe gestionnaire de la formation périphérique au profit de la bourgeoisie mondiale. Elle ne se fond pourtant pas avec elle parce que la bourgeoisie mondiale refuse de partager son rôle dominant ; elle n'est pas non plus un simple rouage de transmission parce que sa fonction est justement celle d'un relais de reproduction au sein d'une formation spécifique dont les mécanismes de reproduction acquis au cours de l'histoire sont propres et, éventuellement aussi, au sein d'une aire culturelle sur laquelle l'hégémonie ne peut être acquise et maintenue que par des moyens originaux. La fonction de relais de la classe dominante périphérique peut engendrer des contradictions avec la bourgeoisie mondiale ; ces contradictions, dont l'origine se situe dans les rapports entre classes périphériques, lorsqu'elles sont transmises

par la classe dominante, demeurent cependant circonscrites par le cadre général des rapports entre cette classe et la bourgeoisie mondiale : la reproduction et le développement du capitalisme à l'échelle du monde. C'est en raison de la nature du rôle qui lui est attribué dans cette production, c'est-à-dire de son rapport avec la bourgeoisie mondiale que nous disons que la classe dominante périphérique est, tendanciellement au moins, une classe fonctionnelle.

Pour plusieurs raisons, le cas de l'Arabie Séoudite est pour notre sujet remarquable : il s'agit d'un État-nation récemment constitué ; au début du siècle, il n'existe ni classe unifiée dominant l'espace de l'Arabie Séoudite actuelle ni État ; cet espace n'a jamais été colonisé ; dans le contexte mondial contemporain, la formation Séoudite détient des atouts majeurs de puissance : position stratégique, réserves pétrolières importantes, prestige élevé auprès des musulmans du monde entier ; enfin, ampleur des rentes pétrolières qui autorisent à la fois une large redistribution intérieure et une politique étrangère active. Afin de répondre aux questions que nous nous posons, nous analyserons les transformations sociales qui se sont produites au début du siècle et, surtout, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et l'afflux des ressources pétrolières, dans l'exploitation de la steppe et l'organisation tribale, dans les campagnes, dans le cadre urbain, avant de tenter de dresser le tableau général des classes sociales et de leurs rapports, et de caractériser les relations entre la classe dominante intérieure et la bourgeoisie mondiale.

Ressources extérieures État et éclatement des tribus

Dans l'histoire de l'Arabie Séoudite et, particulièrement dans la formation de l'État Séoudite depuis le début de ce siècle, les nomades ont joué un rôle essentiel ; paradoxalement puisque le renforcement de l'État s'est *fait* aux dépens des tribus et que l'on assiste, aujourd'hui, à leur destructuration extrêmement rapide en dépit du maintien des formes de l'organisation tribale.

Les tribus bédouines ont longtemps occupé une place dominante dans la vie économique, politique et culturelle de l'Arabie intérieure. Pour deux raisons essentielles : l'élevage transhumant est une activité particulièrement bien adaptée à l'exploitation des maigres ressources des steppes qui la recouvrent dans sa plus grande partie ; l'organisation militaire est une dimension essentielle de la formation des tribus (on peut situer l'origine de ce caractère militaire dans la concurrence pour les pacages entre pasteurs), elle leur permet la domination des

ilots d'agriculture et des petites villes d'oasis, contraînt les agriculteurs à abandonner le surplus de leur travail et le commerce, utilisant les voies terrestres, à céder une part des surplus qu'il prélève dans l'échange. Le pouvoir des tribus d'Arabie Centrale s'est pourtant longtemps arrêté aux frontières de l'aire d'influence des villes du Hedjaz, fortes des ressources fournies par les pèlerinage et protégées par la suzeraineté qu'elles reconnaissent aux Mamelouks d'Egypte puis à l'empire Ottoman (l'autorité du Chérif de la Mecque s'étendait au Hedjaz et à l'Assir). C'est d'ailleurs dans les limites assignées à l'extension de la domination des nomades par la présence de puissances extérieures avec lesquelles ils ne pouvaient se mesurer mais qui, en contre partie, ne concevaient pas d'intérêt pour l'Arabie Centrale que l'on doit voir la raison essentielle de l'inexistence pendant de nombreux siècles d'un Etat englobant l'ensemble de cette zone. Une telle institution était alors sans objet parce que sans projet.

L'importance démographique des pasteurs nomades dans les limites actuelles de l'Arabie Séoudite est mal connue. A titre d'ordre de grandeur, admettons ici qu'ils comptent aujourd'hui 500 000 individus et forment environ 10% de la population totale.

D'une façon générale, les estimations les plus officielles apparaissent gonflées pour la raison essentielle que les nombres de population sont, de différentes façons, une affaire politique; une question de prestige et, sans doute, de montant des allocations de ressources publiques pour le gouverneur de province ou le chef de tribu, un problème politico-idéologique dans le cas de chiffres qui révèlent une situation difficile ou grosse de difficultés (comme ceux mesurant l'exode, la croissance urbaine); la manipulation des symboles sert bien souvent à cacher, voire à nier la réalité.

Dans ce chiffre n'est toutefois pas compris l'ensemble de la population qui relève des tribus de pasteurs nomades; une partie importante de ces tribus s'est en effet sédentarisée soit dans des agglomérations dépendant entièrement de la tribu soit dans des villes (celles de l'Est et du Centre surtout) extérieures à sa juridiction, sans que les individus qui y résident se considèrent et soient considérés comme désormais étrangers à leur groupement d'origine. Le rythme d'abandon de l'élevage nomade, officiellement fixé à environ 2,2% par an entre 1970 et 1975, apparaît au travers des études régionales plus considérable bien que variable d'une région à l'autre; les taux relevés vont de 2 à 10% par an au cours des dernières années.

La contribution de l'élevage nomade au produit intérieur brut hors pétrole est minime (moins 1%) et sans rapport avec les estimations les plus basses tant de la population nomade totale que la population nomade active.

Des données empiriques disponibles, il ressort déjà que, tendanciellement, le mode de vie bédouin tend à disparaître, que sa disparition n'est qu'une question de quelques années. Constaté le fait soulève pourtant bien souvent les plus vives critiques. Nous montrerons par la suite la signification de ce refus. Observons ici un certain nombre de ses corollaires : dans l'analyse de l'organisation des populations nomades, des tribus, l'accent est toujours porté sur les aspects, certes encore nombreux, très apparents et efficaces, de la structure sociale dite traditionnelle aux dépens de ceux qui, aujourd'hui, entrent en composition avec eux, en modifiant le sens et concourent à une transformation fondamentale de l'économie et de l'organisation des groupements bédouins. Les rapports entre les tribus et la société globale, entre les tribus et l'État sont habituellement passés sous silence, on va jusqu'à affirmer qu'il n'existe pas de politique bien définie à l'égard des nomades, alors que, dans la pratique, une politique cohérente (implicite peut-être, plus probablement explicite bien que jamais rendue publique) poursuivie sur le long terme apparaît clairement. Enfin, deux questions tendent à être confondues bien qu'elles se séparent déjà nettement dans la réalité, l'exploitation des ressources de la steppe qui tend à se développer sur de nouvelles bases et celle du maintien des formes économiques-sociales bédouines. Les deux facteurs de désorganisation de ces formes sont (ont été et demeurent) le rapport des tribus à l'État et la pénétration du capital dans l'exploitation des ressources naturelles de la steppe; la désorganisation de la solidarité et de la cohésion tribale par l'État étant un préalable nécessaire à la pénétration du capitalisme.

Le premier État séoudite s'était constitué dans la seconde moitié du XVIII^e Siècle à l'époque de l'affaiblissement de l'Empire Turc et effondré au début du XIX^e siècle lors de la renaissance égyptienne avec Mehmet Ali; de même, celui qui se forme dans le premier tiers du XX^e siècle doit son succès à un nouvel affaiblissement puis au démantèlement de l'Empire Turc qui s'était un moment ressaisi et avait réaffirmé sa domination sur les bordures orientales et occidentales de la péninsule arabique. L'État séoudite est d'abord fondé sur un pacte passé entre le clan des Séouds et un nombre croissant de tribus du Nejd. Il s'affirme, sous la direction des Séouds, comme organisation commune des tribus, i.e. comme dépassement des concurrences inter-tribales en vue de l'expansion de l'aire de prélèvement des surplus ; la violence qu'elles exerçaient les unes sur les autres en vue de l'accaparement des surplus dont chacune jouit, provenant tant de l'exploitation de la steppe que de ceux de l'agriculture et du commerce, est réorientée vers l'extérieur. Le succès est nécessaire à ce genre d'en-

treprise; il entraîne un rassemblement croissant des clans et tribus autour du chef et du clan qui y conduisent, comme l'insuccès provoque la désagrégation. Comme préalable au rassemblement, est aussi nécessaire une idéologie universaliste effaçant les différences d'origines groupale et transcrivant dans le domaine des idées la pureté des origines, fondement de l'honneur bédouin. La prétention des Séouds à la direction des pasteurs nomades du Nejd ne pouvait s'actualiser sans l'appui d'une idéologie telle que le Wahhabisme, doctrine unitariste, préoccupée de fidélité rigoureuse aux seuls principes coraniques, dépouillés de toute innovation fondée sur la raison ou l'adaptation à l'époque, donc pure de toute compromission.

L'État qui se constitue alors à partir des tribus nomades d'Arabie Centrale et au-dessus d'elles, n'est pas une organisation fédérale, il représente un instrument, encore très embryonnaire, d'unification et de réduction des tribus. D'un côté, des subsides sont distribués par le clan dirigeant l'État, celui des Séouds aux clans dirigeants des diverses tribus qui en redistribuent une partie et assurent ainsi le maintien de leur pouvoir, de l'autre, le clan des Séouds met en place des institutions nouvelles dont la dynamique est la destruction de l'organisation tribale. Soulignons deux des plus importantes d'entre elles, la création des milices et la transformation du statut de la terre. En créant le corps militaire des Ikhwans, formé de pasteurs nomades fixés en un certain nombre de points du territoire et directement à sa solde, Ibn Séoud dotait le clan dirigeant du royaume d'une armée qui lui était propre, dont le maniement ne dépendait plus de l'accord des clans dirigeants de chacune des tribus. Le remplacement des règles du droit foncier tribal s'appliquant aux terrains de parcours par celles du droit islamique détruit les bases juridiques de la solidarité et de la cohésion tribale (E.Moriondo, 1968). Aux termes des règles du droit consensuel intertribal, chaque tribu disposait sur sa *dîrah* d'un droit exclusif d'exploitation; elle était alors en mesure de programmer dans l'espace et le temps l'usage des paturages pour chacun des clans et chacun des ménages qui la composaient; chacun d'eux se trouvait ainsi conduit à adapter la quantité du cheptel élevé à la quantité de fourrage disponible dans la plus mauvaise saison de la plus mauvaise année des cycles naturels. Chaque tribu et chacun de ses groupes constitutifs se trouvait en outre dans l'obligation de ne pas surcharger la portion disponible de pâturage au point d'en détruire les possibilités de reproduction. En cas de sécheresse exceptionnelle d'une *dîrah*, les accords intertribaux permettaient cependant à une tribu d'utiliser les pâturages d'une autre tribu plus favorisée; mais cette possibilité ne sortait pas d'une réglementation collective, d'une programmation

qui impliquait des limites strictes imposées à l'activité individuelle, ces limites étant, en dernier ressort, définies par la reproduction à la fois de la steppe et de l'ensemble des petits producteurs bédouins et par leur équilibre. Se fondant sur un Hadîth selon lequel «l'eau, l'herbe et le feu sont communs à tous les musulmans», la loi islamique refuse d'admettre toute limitation à la liberté individuelle d'utilisation des pâturages et exclut donc toute programmation collective de leur usage. Elle tend à rendre caduques les divisions tribales et économiquement inutile l'organisation tribale; elle apparaît ainsi comme un instrument d'affirmation du rôle dominant d'un clan, celui des Séouds parmi les clans dirigeants des tribus. Pourtant, le clan des Séouds ne pouvait s'affirmer qu'au travers des structures de la société des pasteurs nomades du Nejd et en particulier de l'organisation tribale; il est donc nécessaire de tenter de préciser ici les mécanismes historiques de leur ascension ou, du moins, de proposer une hypothèse à leur sujet. Les transformations que nous avons décrites doivent être saisies dans leurs relations; elles tendent à une profonde modification de la structure sociale. Premièrement, le clan des Séouds unifie autour de lui les clans dirigeants des tribus, tend à se les attacher par les subsides qu'il leur verse, par les alliances matrimoniales qu'il contracte avec eux, surtout par les promesses de succès à l'extérieur dont chacun attend de recueillir une partie des avantages produits; en d'autres termes il remplace les conflits qui opposaient les fractions de la classe dirigeante bédouine par leur concours, au moins passif, dans une entreprise dont il est le promoteur et le garant. Deuxièmement, le quasi contrat passé avec les fractions de la classe dirigeante bédouine, la quasi-unification de la classe autour du clan qui s'affirme comme dominant ont pour corollaire la formation d'instruments communs de la classe, embryons d'un appareil d'État, qui sont nécessairement placés sous le contrôle de l'élément unifiant de cette classe le clan dominant; c'est le cas d'abord d'une force militaire nécessaire à l'actualisation du projet sur lequel est fondé le pouvoir du clan dominant. Mais l'instrument militaire constitué en vue de l'action à l'extérieur peut aussi bien l'être dans la répression intérieure et dans la réduction des conflits pouvant apparaître entre le clan dominant et les clans dirigeants des tribus: il tend à devenir le moyen par lequel la classe dirigeante formée par les clans dirigeants des tribus est réduite à un rôle dirigeant subsidiaire et le clan dominant à se transformer en classe dominante (processus sur lequel nous reviendrons plus loin). Troisièmement, le dépassement des divisions de la classe dirigeante conduit à l'abandon des règles juridiques qui consacraient l'institution séculaire de la division des bédouins en tribus concurrentes et

donc, tendanciellement, à l'individualisation des petits producteurs nomades, à la dissolution de la tribu et au renforcement du rôle de l'État. Cette transformation juridique ne soulève guère de difficulté au départ dans la mesure où elle est alors, dans une large mesure, formelle, ne représente que l'affirmation symbolique de l'unité des bédouins dans l'Islam et dans l'État dont l'organisation utilise encore largement les réseaux de relations tribaux ; l'universalisation du droit à l'usage des pâturages et de l'eau est, au départ (au début du siècle) étroitement limitée dans la pratique par les droits particuliers que chaque tribu conserve sur sa *dîrah* (interdiction faite à l'étranger de toute agriculture, de toute construction durable : habitation, puits, etc..., propriété absolue de chaque tribu dans l'utilisation des puits qu'elle a creusés ; E. Morindo, 1968). L'universalisation des droits et ses effets destructurants ne pourront s'actualiser que dans des conditions nouvelles. L'affirmation préalable de la règle permettra alors une mutation très rapide. Quatrièmement, de toutes façons, le clan dominant n'a pas, au départ, les moyens de s'autonomiser largement des clans dirigeants des tribus, i.e. de réduire leur pouvoir directionnel ; ses moyens, fournis par des prélèvements de surplus agricoles et commerciaux à l'extérieur du Nejd, sont limités, l'appareil d'État mis en place ne peut atteindre une très grande ampleur ; dans ces circonstances, le clan dominant a intérêt à utiliser comme instrument d'encadrement des populations bédouines, l'organisation tribale dont les mécanismes essentiels de fonctionnement sont ceux de l'intégration à la communauté par la solidarité matérielle et idéelle.

La restructuration sociale de l'Arabie Centrale, amorcée par l'ascension du clan des Séouds ne pouvait aboutir que par l'afflux de ressources extérieures obtenues soit par des conquêtes soit par tout autre moyens. En ce XXe siècle, dans cette aire stratégique des confins de la péninsule arabique, les conquêtes dépendaient évidemment du bon vouloir des grandes puissances et principalement, dans les années d'expansion de l'espace des Séouds, de la Grande Bretagne. Ainsi, la conquête du Hedjaz, précieux par les ressources qui pouvaient être prélevées sur les pèlerinages, à laquelle les graves difficultés financières des années 1922-23 conduisaient les Séouds, ne fut possible que par le lachage préalable du roi Hussein par les britanniques. Par contre, une dizaine d'années plus tard, les ressources au Hedjaz étant devenues insuffisantes, Ibn Séoud, résolu à la conquête du Yemen doit abandonner, non, il est vrai, sans une forte indemnité, le territoire conquis devant l'inquiétude des grandes puissances peu soucieuses de lui livrer le contrôle des détroits de la Mer Rouge. Bientôt, les difficultés financières réapparaissent avec la seconde guerre mondiale et

l'extrême réduction qui en résulte des ressources que les pèlerinages délivrent. Ce sont alors les Etats-Unis, d'abord par l'intermédiaire de la Grande Bretagne, puis directement et au travers des compagnies pétrolières américaines qui subventionnent le clan des Séouds (F. Halliday, 1975, pp. 50-51). Sans cette aide, le régime se fut effondré et la restructuration sociale qu'engendrait la formation d'un clan dominant les tribus du Nejd se fut arrêtée pour laisser place soit à un retour à la situation antérieure soit à une autre forme de restructuration. C'est ensuite l'afflux de ressources correspondant à l'exportation de pétrole qui, à partir de 1950, permet l'accélération d'une restructuration qui, jusque là progressait lentement ; les revenus pétroliers doublent de 1950 à 1951, de 1951 à 1952, de 1952 à 1963, de 1963 à 1967 de 1967 à 1971, ils sont multipliés par 12 de 1971 à 1975. Constituant en 1969 déjà 87% des ressources budgétaires de l'Etat, ils en forment aujourd'hui 96%. Mais on doit insister ici sur le fait que si les revenus du pétrole ont permis des mutations fondamentales, en réalité, ils n'ont fait que permettre la reproduction élargie des transformations structurelles du début du siècle et le développement spectaculaire de leurs effets. Structurellement, ils ne sont d'ailleurs pas différents des ressources prélevées sur l'extérieur du Nejd dont la promesse a permis la montée des Séouds. Dans les deux cas, on n'est pas en présence d'un accroissement des forces productives intérieures (la production de pétrole, faut-il le rappeler, est une production concédée à des étrangers, effectuée par des étrangers avec l'aide d'une très petite proportion de la population locale, en vue d'une exportation à l'étranger) ayant des implications au niveau des rapports sociaux et des institutions politiques, mais d'un choix politique de la classe dirigeante relatif tout à la fois aux rapports à l'intérieur de la classe (d'abord transformation puis élargissement de ces rapports) et aux rapports avec l'étranger qui entraînent l'afflux des richesses prélevées à l'extérieur et des changements subséquents dans les rapports matériels et institutionnels au sein de la classe dirigeante et entre cette classe et les classes dominées. En d'autres termes, l'élément moteur de la formation sociale n'est pas la production mais la politique de sa classe dirigeante à l'égard de l'extérieur. La redistribution (partielle) des revenus du pétrole obtenus par le clan dominant, parmi les éleveurs nomades du Nejd, s'effectue aujourd'hui par de multiples canaux : subsides aux clans dirigeants des tribus, aides ayant davantage pour objet d'atteindre les petits éleveurs, dépenses d'équipement collectif, salaires versés aux membres de la garde royale recrutée parmi les bédouins. L'addition de ces divers versements dont il est difficile de connaître le montant, atteint sans doute une somme

considérable; elle n'a cependant pas grand sens. Chacun d'eux joue un rôle spécifique dans le processus de destructuration de l'économie et de l'organisation sociale tribale. L'attribution de masses de monnaie importantes, soit sous forme de subsides proprement dits, soit sous forme de prêts sans intérêt aux membres des clans dirigeants des tribus provoque, dans le cadre de la libéralisation de l'exploitation de la steppe, un démantèlement rapide de l'organisation bédouine de l'élevage dont les effets sont sans commune mesure avec ceux des transformations qui s'étaient actualisées durant la première moitié du siècle (abolition des pratiques de razzia, remplacement des transports caravaniers par les transports routiers). L'instrument de la pénétration du capital dans la steppe est le camion transportant le bétail et l'eau; au cours des années 1970 il y a fait des progrès spectaculaires, la propriété des moyens de transport étant, semble-t-il, souvent différente de la propriété du cheptel. Le transport de l'eau permet aux troupeaux de s'éloigner davantage des points d'eau ou même de s'en rendre indépendant (ce qui autorise pratiquement le déplacement sur la *dirah* d'une autre tribu, et, plus généralement, en dehors de toute programmation collective); il permet donc une plus grande mobilité des troupeaux et le choix des meilleurs pâturages. Le transport des troupeaux lui-même accroît ces avantages. L'un et l'autre rendent possible l'accroissement du troupeau individuel hors des limites que la tribu imposait. Ils conduisent à l'accaparement de l'exploitation de la steppe, à la concentration des troupeaux et à la ruine des petits éleveurs qui, faute de disponibilités financières, ne peuvent avoir recours aux moyens mécaniques. Ils conduisent aussi au surpâturage, à une utilisation précoce des fourrages, donc à une dégradation de la steppe d'ores et déjà observée dans presque toutes les zones de nomadisation et à un processus secondaire d'élimination des pasteurs les plus fragiles.

La désorganisation des tribus, la disparition des relations réciproques d'implication solidaire entre membres dirigeants et dirigés, d'un côté ouvre la voie à la formation d'une bourgeoisie de l'élevage qui se recrute principalement parmi les clans dirigeants d'autre part, tend au rejet des petits éleveurs de la steppe : peu trouvent un emploi auprès des grands éleveurs; la grande majorité est en quête d'autres moyens de subsistance.

Le bédouin refuserait le travail manuel, traditionnellement inférieur, souvent esclave. Le stéréotype, parfois vivement contesté (M. Filali. 1965), correspond-t-il à la réalité ? Ce qui est certain est que rares sont les travailleurs manuels d'origine nomades, et, surtout, que l'organisation sociale tend à écarter les bédouins de ce genre de

travaux. Immigrés en ville, les emplois militaires, des postes administratifs leur sont réservés ou bien les réseaux de relations tribaux leur procurent les activités honorables (compatible avec l'honneur de la tribu), celles de conducteurs de véhicules en particulier. Par ailleurs, l'État s'attache, par différentes voies à les maintenir, sédentaires ou nomades, sur la steppe alors même qu'ils n'y sont plus fonctionnellement attachés ou ne peuvent plus en vivre que marginalement. Les fonds d'assistance sont multiples (assistance régionale pour intempéries distribuée par le gouverneur provincial, sécurité sociale aux nombreuses prestations du Ministère des Affaires Sociales, subvention à la production de blé du Ministère de l'Agriculture etc...) et surtout répartis de façon incontrôlée et incontrôlable. Proches des subventions sont en outre les emplois publics multipliés à l'extrême dans ce que l'on peut appeler les villages-centre des tribus. Ceux-ci, nombreux, ont peut-être pour origine les colonies militaires du temps du mouvement des Ikwâns, mais ont acquis, aujourd'hui, un tout autre sens. L'agriculture, dont on dit qu'elle était l'activité principale des Ikwâns au début du siècle, y est fort maigre et semble davantage viser à fournir un alibi au versement de subventions. Rappelons ici au passage l'échec des grands projets de sédentarisation ceux du Wadi Harad et du Wadi Shirhân qui ont donné lieu à d'énormes investissements publics. Si ces périmètres irrigués sont aujourd'hui prospères, ils ne sont pas exploités par des nomades sédentarisés. Sans doute le passage des pasteurs nomades à l'agriculture est-il observé ici ou là sur des lots individuels beaucoup plus que dans le cadre d'équipements collectifs; il conviendrait de préciser les conditions de son succès, chose qui, jusque là, ne semble pas avoir été faite.

Les villages-centres que l'État développe en les pourvoyant de services publics (écoles primaires, centres de soins, coopératives, section locales de ministères, etc...) remplissent aujourd'hui dans les rapports entre les tribus bédouines, l'État et la ville une triple fonction. Le village-centre est tout d'abord un point de transition et un instrument effecteur du passage entre la vie nomade et la vie urbaine. L'école primaire joue un rôle essentiel dans ce passage.

Le village-centre est ensuite un pôle du groupement tribal dans ses deux grandes extensions actuelles : la steppe et la ville. Il est un lieu d'échange d'informations entre les membres de la tribu situés ici ou là, et un centre de décision relatif désormais moins aux migrations pastorales qu'aux migrations urbaines et aux rapports avec la ville.

Le village-centre est enfin une institution politico-administrative grâce à laquelle le pouvoir central contrôle le groupement tribal et compose avec lui. Le mécanisme du contrôle exercé par l'État est

essentiellement économique. Pratiquement, tous les moyens d'existence du village-centre proviennent directement ou indirectement de l'État. Sans doute, la cohésion de la tribu, la solidarité de ses membres en ses trois extensions, sont telles que l'État doit entrer en composition avec elle: l'administration des groupements tribaux n'a rien à voir avec celle des villages et des villes petites ou grandes. L'État doit admettre, dans ses rapports avec les membres du groupe, la médiation permanente des chefferies tribales qui jouent de la cohésion et de la solidarité pour maintenir leur rôle. La cohésion, la solidarité, et la médiation par les chefferies sont apparemment profitables pour tous puisqu'elles permettent d'accroître, grâce à l'absence de contrôle effectif, le montant des prestations de l'État. Pourtant, dans le nouveau contexte, elles sont destructrices de ce qu'il reste de la vie bédouine puisqu'elles tendent à faire des groupements tribaux, des populations assistées dont le rapport à l'État devient, si l'on peut dire, l'unique activité productive de moyens d'existence. Les institutions tribales dominées de l'extérieur, deviennent ainsi des instruments réels de la destruction de la vie bédouine. Les clans dirigeants des tribus jouent, dans ces mécanismes, un rôle essentiel puisque, défendant apparemment les intérêts du groupe nomade vis-à-vis de l'État, afin de maintenir leur fonction médiatrice et les revenus qu'ils en tirent, ils font en réalité le jeu de l'État en répercutant dans le registre tribale ses implusions destructurantes. Ce rôle n'est, au reste, que la reproduction élargie de celui qu'ils se sont choisi au début du siècle lorsqu'ils ont accepté la domination du clan des Séouds. Par lui, ils tendent à se détruire en tant que fractions de la classe dirigeante bédouine, mais c'est pour se reformer par ailleurs en bourgeoisie de l'élevage transhumant. Quant à la masse des petits éleveurs elle est destinée à l'émigration vers les grandes villes dans lesquelles elle s'insère, du fait même de l'organisation du transfert en affirmant tant sur le plan des occupations professionnelles que sur celui de la résidence, sur celui de la culture ou encore celui des allégeances politiques la singularité de ses origines. La tendance pourrait être à la fusion plus ou moins rapide dans la classe ouvrière ou dans celle des petits employés si n'intervenait une politique idéologique et économique, reproduisant, dans les conditions nouvelles, les rapports entre tribus et clan dominant, destinée à transformer les bédouins transplantés en masse de manoeuvre pour la classe dominante et ses nouvelles classes alliées. Ainsi, la paupérisation - prolétarianisation du bédouin urbanisé est combattue par les aides et les emplois réservés ; alors que les bases matérielles de la supériorité bédouine (essentiellement la force militaire des tribus) ont désormais

disparues en tant que telles, cette supériorité continue à être affirmée comme fait racial et pratiquée dans l'inégalité des traitements réservés aux individus par l'appareil politico-administratif : les bédouins de l'Arabie Centrale représenteraient le seul rameau ethniquement pur de la race arabe s'opposant aux peuples mélangés des bordures de la péninsule (populations du Hassa métissées de persan, de turc, au surplus shi'ites, populations cosmopolites du Hedjaz que seuls les pèlerinages ont rassemblées, populations de l'Assir proches parentes de celles du Yemen ou même, sur la côte, de celles de l'Afrique Noire toute proche, dont l'islamisation est mise en doute) ; enfin la politique officielle se donne pour objectif de maintenir « au cours du procès de développement les valeurs culturelles et morales des bédouins ». Un tel objectif affirmé au moment où les assises techniques, économiques et sociales de ces valeurs se rompent inéluctablement et où donc elles ne peuvent plus être vécues que comme valeurs mortes trahit le dessein politique du pouvoir. Avec cette utilisation de l'idéologie bédouine se termine le cycle d'asservissement des pasteurs nomades à des instances extérieures à la steppe.

L'ascension, grâce à un quasi-contrat économique-politique, d'un clan au-dessus des clans dirigeants des tribus, d'abord lente, freinée par la faiblesse des ressources extérieures appropriables, c'est brusquement accélérée grâce aux revenus du pétrole conduisant à la constitution du clan dominant en classe, au démantèlement total de l'organisation économique-sociale de la steppe, à son accaparement par une bourgeoisie de l'élevage d'origine bédouine, à l'exclusion des petits éleveurs qui deviennent, en raison de la relation historique entretenue avec le pouvoir, une fraction de classe ou un ensemble de fractions de classes (sous prolétariat, petits fonctionnaires, travailleurs de services...) matériellement et idéologiquement manœuvrés par l'État. Comme en Iran, la formation de l'État, à l'époque contemporaine, apparaît incompatible avec l'existence de ces puissances politico-militaires autonomes que constituent les tribus nomades : mais, alors que les Pahlavis sortis d'une armée de métier formée par l'étranger, trouvaient appui à l'intérieur sur une féodalité foncière puissante, i. e. disposant de surplus agraires considérables, et s'employaient dès le départ à la destruction violente des tribus, les Séouds, issus du Nejd ont habilement composé avec elles, les détruisant par le rapport qu'elles acceptaient d'entretenir avec le nouveau pouvoir, puis laissant aux mécanismes du marché le soin de les dissoudre. C'est dire que l'agriculture n'a pas joué dans la restructuration sociale de l'Arabie Séoudite le rôle stratégique qui fut le sien en Iran. La domination des espaces agricoles périphériques de la pé-

ninsule fut certes une étape cruciale dans le développement du nouvel État ; les revenus tirés des pèlerinages, les subsides étrangers puis les ressources pétrolières devaient pourtant bientôt donner à l'agriculture une place très secondaire dans le maintien du rôle dominant des Séouda.

Ouverture sur le marché mondial et effondrement de la petite production agricole.

Sur les 225 millions d'hectares que couvre l'Arabie Séoudite actuelle (4 fois la superficie de la France), les terres cultivées n'occupent guère, en 1969 que 500 000 hectares soit 0,2% (d'après les études régionales de l'époque du Ministère de l'Agriculture), c'est-à-dire une surface à peu près égale aux terres cultivées d'un grand département agricole français comme celui de la Marne. Approximativement les 2/3 de ces terres cultivées se situent dans la région du Sud-Ouest, l'Assir conquis en 1920 et la moitié au maximum du 1/3 restant dans les oasis du Nedj. A ces terres cultivées on doit sans doute ajouter, afin d'évaluer la superficie des terres exploitées par les agriculteurs sédentaires ou semi-sédentaires, une partie des prairies permanentes qui couvrent 1,7 millions d'hectares (0,8% de la surface totale). L'extrême exigüité du territoire cultivé alors que la superficie cultivable s'élèverait à 15% de l'ensemble du pays est sans doute liée à la pression que les nomades faisaient peser sur les communautés agricoles, à leurs prélèvements occasionnels, violents et sans mesure qui s'ajoutaient à ceux de la propriété foncière urbaine.

En 1970, 331.400 personnes sont officiellement considérées comme employées dans l'agriculture soit 28% de la population active totale ; pour 1975 les chiffres officiellement retenus sont respectivement de 328 100 et de 23,6% et l'Organisation du plan évalue qu'en 1980 l'emploi agricole, légèrement augmenté (336 400 individus), n'occupera plus que 18% de la population active. Le revenu par tête de la population vivant de l'agriculture est estimé en 1974 à 67 US \$ par an soit un chiffre de 15% inférieur à celui retenu pour les pasteurs nomades.

Le produit agricole intérieur ne s'accroît qu'au rythme extrêmement faible de 1,6% par an au cours des années courantes tandis que la valeur des importations de biens agricoles croît au taux rapide de plus de 10%.

La stabilité relative de l'emploi et de la production agricole couvre cependant une restructuration agraire intense. Cette restructuration trouve ici encore son origine dans l'accroissement considérable

des revenus pétroliers. Ils déterminent tout d'abord un changement brutal dans les habitudes de consommation alimentaire. Ainsi, la datte, autrefois nourriture essentielle, tend à tomber rapidement en désuétude ; les produits importés (viande, lait, sucre, farine, riz, légumes, conserves, etc...) non soumis à des taxes douanières ou même subventionnés à l'importation tendent à remplacer les productions locales. L'agriculture séoudite doit désormais s'orienter vers des productions compétitives aux prix internationaux pour fournir le marché national (produits animaux, produits de maraîchage) ou des marchés étrangers. Parallèlement, l'introduction de techniques nouvelles, dont les moyens sont eux aussi bien souvent subventionnés (tracteurs, pompes, engrais, semences sélectionnées, etc...), bouleversent les conditions d'exploitation de la terre. Enfin, l'accumulation d'un important effectif financier dans les mains d'individus (commerçants, fonctionnaires, hommes influents, etc...) et les facilités considérables de crédits d'investissement accordées par l'État déterminent un rush de candidats à l'accumulation capitaliste sur l'une des rares branches d'activité accessibles dans un pays sans passé industriel. Les conséquences de ces transformations technico-économiques globales sont immédiates : déclin de certaines spéculations et des aires qui leur étaient consacrées (palmeraies), élimination de la petite paysannerie réalisée par le transfert direct ou indirect de la terre, colonisation de terres nouvelles.

Le changement de spéculation agricole touche inégalement les régions du pays. Les oasis du Hassa, de Qateef et de Hofouf, ou celles du Nejd ou de Médine, souvent couvertes de palmeraies, sont particulièrement touchées ; elles tombent fréquemment à l'abandon même lorsqu'elles ont fait, comme celle de Hofouf l'objet de coûteux aménagements hydrauliques, ou sont conquises par l'extension urbaine qui pousse le prix du sol à un niveau sans commune mesure avec le rapport du dattier. Spectaculaire, la mort de la palmeraie n'est cependant pas le changement le plus profond. L'agriculture séoudite était une agriculture de petite exploitation. Elle est aujourd'hui condamnée. Les mécanismes du marché et le contexte dans lequel ils interviennent, conduisent à la formation de grandes et moyennes entreprises agricoles qui, le plus souvent, ne procèdent pas de l'agrandissement des petites exploitations, mais en partie de leur disparition.

Les grandes exploitations s'établissent, le plus souvent, sur des terres nouvelles rendues cultivables par l'utilisation des eaux souterraines amenées à la surface par pompage ou forage artésien, ou des eaux superficielles accumulées dans des barrages construits par l'État. Propriété de l'État, la terre inculte est mise en valeur par un particu-

lier ; au bout de trois ans d'exploitation continue, elle est reconnue comme propriété privée. Le capital propre de l'entrepreneur n'est pas nécessairement élevé ; participations et crédits d'État permettant de constituer l'essentiel du capital constant. Ce que l'entrepreneur doit d'abord apporter c'est l'esprit d'entreprise, la connaissance ou la maîtrise des débouchés, la capacité d'avoir recours aux largesses de l'État. C'est pourquoi la bourgeoisie agraire en formation se recrute principalement parmi les grands commerçants, les hauts fonctionnaires, les personnages bien introduits, quelques fois les religieux. Le capital variable, habituellement propre, est réduit : les nouvelles exploitations sont toujours travaillées à l'aide d'une main-d'œuvre salariée parfois nationale, surtout étrangère, grâce à laquelle les coûts de production peuvent être compressés et les profits accrus. Elles ne font pas, par ailleurs, que s'installer à proximité des anciennes zones de petites cultures, fréquemment elles les détruisent. C'est le cas partout où est utilisée la technique du puits profond (dans la région centrale, dans celle du Sud-Ouest par exemple) qui assèchent les couches aquifères les plus proches de la surface dans lesquelles s'alimentent les anciennes zones de culture. Celles-ci (palmeraies ou champs nus) meurent ; avec elles disparaissent les petites exploitations et les petites propriétés qui ne disposent pas des mêmes moyens techniques. La concentration des petites exploitations elles-mêmes ne revêt qu'une ampleur limitée. Elle fait intervenir des marchands, des usuriers locaux, quelques fois des paysans enrichis, c'est-à-dire des individus ayant acquis des droits sur le petit propriétaire et le condamnant à céder sa terre plus que des acquéreurs ne disposant que de l'argent nécessaire à l'achat (bourgeoisie urbaine). Ajoutons que la disparition par un biais ou par un autre de la petite exploitation entraîne celle des commerçants attachés à une opération spécifique de la circulation des produits de la petite agriculture : l'achat des récoltes sur pied ; bien souvent ils ne sont transformés en agriculteurs capitalistes.

Dans l'agriculture comme dans l'élevage transhumant, on observe ainsi une rapide transformation des conditions technico-économiques de la production. Ici et là, à partir d'éléments de la population forts différents, une bourgeoisie active, violente tend à éliminer les petits producteurs : comme les petits pasteurs, les petits agriculteurs sont rejetés de la terre. Toutes les études régionales signalent une forte émigration de la population paysanne et de la population rurale vers les villes.

Croissance urbaine et structure économique du pays producteur de pétrole.

Les connaissances relatives à la population urbaine et à son évolution sont aussi imprécises que celles concernant les populations rurales et nomades. Les chiffres officiellement retenus proviennent, ici et là, du recensement de 1962, dont on est à peu près certain qu'il fut manipulé, auquel sont appliqués des taux de changement hautement questionnables. On peut retenir le chiffre officiel de population urbaine en 1973, 2,3 millions, comme un ordre de grandeur acceptable. Depuis, le taux, officiellement retenu, de croissance globale de la population urbaine du pays, 7% annuellement qui, jusque là, semble avoir approximativement correspondu aux faits, paraît largement dépassé. Riyadh est le meilleur exemple de cette accélération des mouvements migratoires vers les villes. De 1946 à 1960 la population de la capitale s'accroît au rythme moyen de 7% l'an, passant ainsi de 60 000 à 160 000 habitants environ ; de 1960 à 1973 le taux de progression est un peu plus élevé, de 8% environ ; la ville atteint alors 450 000 habitants. A partir de 1973, c'est au taux moyen de 14% que la population s'accroît, atteignant plus de 700 000 habitants au début de 1977.

Le moteur de cette concentration accélérée est le même que celui qui provoque la désertion de la steppe et des campagnes : la distribution des revenus obtenus grâce à l'exportation de pétrole. C'est à partir de la répartition par l'État de ces ressources que peut être comprise l'économie urbaine et son développement.

La production et le raffinage du pétrole, malgré leur importance dans la production intérieure, les échanges extérieurs et les revenus de l'État n'occupent qu'une place réduite dans l'emploi ; hautement automatisés, leur effectif n'est aujourd'hui que de 17 000 personnes environ, comme en 1970, moins qu'en 1960 (20 000), il ne s'accroîtra pas d'ici 1980. Les effets d'entraînement des activités pétrolières sur la société locale sont faibles ; pratiquement tous les équipements sont importés, seul sont acquis sur place un certain nombre de services tels que les transports par camion et les travaux de génie civil. Les biens de consommation du personnel proviennent eux-mêmes, pour la plupart, de l'étranger comme c'est au reste le cas aujourd'hui pour la majorité des biens consommés en Arabie Séoudite. Occupant 1,2% de la population active totale du pays (chiffre officiel), les activités pétrolières ne peuvent expliquer le développement urbain. Il en est de même de l'industrie pétrochimique qui fait, durant les années courantes, l'objet d'un effort intense ; elle se développe selon

les mêmes modalités : les biens de production qu'elle utilise proviennent de l'extérieur auquel sont destinés les biens produits ; les emplois qu'elle offre (durant la période de construction) et offrira (au moment de l'exploitation), sont d'un ordre de grandeur équivalent à ceux de l'extraction et du raffinage de pétrole.

L'économie urbaine engendrée par les revenus du pétrole est une économie de consommation de ces revenus et de production de services et équipements individuels et collectifs destinés à accompagner voir à intensifier cette consommation ; la plus grande partie des biens de consommation individuels et la quasi-totalité des biens durables et non durables nécessaires à la production des services et des équipements étant importés de l'étranger en échange des exportations pétrolières : l'économie urbaine est complémentaire de la production industrielle des pays dont l'appareil productif fonctionne grâce au pétrole exporté. L'État, médiateur entre les ressources extérieures et leur utilisation intérieure, alimente d'abord la consommation nationale par un canal direct. L'appareil bureaucratique est employé à assurer les moyens d'existence d'une part croissante de la population ; de 13% du volume total de l'emploi en 1970 (138 000 agents), cette part est passée à 14% (199 000 agents) en 1975 et doit atteindre 16% (306 000 agents) en 1980 (il s'agit de proportions officielles ; les proportions réelles pourraient être plus élevées si, comme il est probable, la population active totale était surestimée, et si cette hypertrophie symbolique atteignait surtout le secteur primaire). La rétribution de cet emploi bureaucratique est comptée pour plus de 22% du P.I.B. hors-pétrole en 1969-70, pour 20% en 1974/75. Les agents de la fonction publique s'accumulent dans les villes ; ainsi, à riadh, en 1968, 42% de la population active dépend de l'État, dans les villes de la région Nord, la proportion est en 1974 de 33%. Le régime des allocations sociales (assistance publique, pensions, indemnités de chômage, allocations familiales, etc...) payées par l'État sur ses propres ressources est une seconde façon de distribuer directement des moyens d'existence : modeste jusqu'ici, le volume total de ces allocations va atteindre un ordre de grandeur équivalent à la masse des salaires distribués par l'État avec la mise en place, prévue pour les années 1977-78, des allocations familiales. A ce régime bureaucratique d'allocations de ressources il convient par ailleurs d'ajouter celles distribuées plus ou moins discrétionnairement par la cour, les membres de la famille des Séouds, les hauts fonctionnaires ; leur montant est mal connu. Les allocations de ressources ont pour effet tendanciel la concentration des bénéficiaires dans les villes (leur attribution n'est pas liée à l'activité profession-

nelle, à aucune activité ; elles tendent à en dispenser ; la résidence à proximité d'un centre de distribution, toujours urbain, est utile à leur perception). La situation est cependant, de ce point de vue, assez différente entre les aides bureaucratiques et les aides délivrées *intuitus personae*. Celles-ci, liées au statut social du bénéficiaire, ne tendent pas à le détacher du groupement auquel il appartient : c'est le cas principalement des ressources attribuées aux dirigeants nomades ou à la tribu par leur intermédiaire ; nous avons pourtant vu leur rôle destructurant dans la vie de la steppe.

Avec la multiplication des ressources pétrolières depuis le début des années 1970, la distribution directe de moyens d'existence par l'État a tendu à décroître en valeur relative dans le montant du budget tout en continuant à augmenter en valeur absolue. En même temps le volume des « projets » s'accroît en valeur relative. En valeur absolue, il est multiplié par 12 entre 1970 et 1974. Ces « projets » sont essentiellement des équipements collectifs destinés à l'amélioration des relations avec l'étranger, des conditions d'importation et de circulation intérieure des produits, à la transformation des conditions de la vie urbaine, à l'équipement bureaucratique : ports et aéroports, routes, télécommunications, alimentation en électricité, en eau (barrages, usines de désalinisation), bâtiments publics, logements, villes nouvelles (30 prévues pour les seuls travailleurs immigrés), etc... Ils supposent des achats importants à l'étranger en services d'ingénierie, en bien d'équipements (matériel de travaux publics, de télécommunications, centrales électriques, usines de désalinisation, etc...) mais aussi l'appel à une masse de main d'œuvre locale (nationale ou immigrée) pour tous les travaux de construction.

Ils provoquent donc eux-mêmes l'accroissement de la demande urbaine de biens de consommation et d'équipements individuels et collectifs. Toutes les villes séoudites, les petites et les moyennes comme les plus grandes, représentent depuis le début des années 1970 d'immenses chantiers : extension du tissu urbain, création de lotissements, constructions nouvelles, mais aussi percement de larges avenues au cordeau au milieu des vieux quartiers construits de briques de terre séchées au soleil et de pisé, destruction de blocs entiers remplacés par des immeubles nouveaux ou par des parcs publics. Au travers des administrations locales l'État dépense des sommes considérables pour ces extensions et remodelations, pour l'indemnisation des expropriés à des prix spéculatifs, pour la réalisation des infrastructures, mais aussi, au travers du Fonds de développement immobilier pour le financement des constructions nouvelles : prêts sans intérêt jusqu'à 50% de la valeur auxquels s'ajoute pour les

constructions à usage personnel une prise en charge de 20% de la valeur. Les travaux d'équipement urbain réalisés par l'État devancent d'ailleurs les besoins individuels et collectifs ; mieux ils sont destinés à les provoquer ; c'est particulièrement apparent dans les villes petites et moyennes où les programmes de travaux publics détruisent une trame urbaine et donc des rapports sociaux et un système de besoins que l'accroissement de la population et l'intensité du trafic automobile n'ont pas encore fait éclater ; l'extension du tissu urbain sous forme pavillonnaire, non seulement rompt le groupement de localité, ses habitudes de consommation maintenues par la pression du groupe mais rend l'automobile nécessaire. De même, l'introduction de nouveaux matériaux de construction, le ciment surtout, leur utilisation selon des techniques et des plans rudimentaires et mal adaptés au pays, face auxquelles les pouvoirs publics demeurent indifférents, en remplacement de la savante architecture du pisé, toute orientée vers l'atténuation des rigueurs du climat (hauts plafonds, savantes circulation d'air, dispositifs de protection contre la propagation de la chaleur par conduction etc...) rend le climatiseur nécessaire. D'une façon générale, les grands programmes de destruction/construction urbaine apparaissent comme des programmes de destruction/construction du système de besoins ; l'État obtenant la collaboration des individus à ce processus par les avantages matériels qui la rétribuent et contribuent à alimenter le besoin (i.e. à l'intensifier et le satisfaire) par les programmes mêmes de construction, producteurs de revenus individuels qui vont être échangés contre des marchandises étrangères. La construction est le grand secteur d'activité de l'économie séoudite : au cours du deuxième plan, elle doit absorber 80% de l'investissement en Capital fixe.

La composition des dépenses de l'État, elle-même engendrée par l'origine des ressources publiques, détermine l'essentiel de l'économie urbaine et sa structure. Nous pouvons, en définitive, décrire l'économie urbaine comme composée de trois secteurs — (1) un secteur directement consommatoire de ressources pétrolières ; il est composé par les bénéficiaires des revenus individuels versés par l'État soit au titre de la rétribution des emplois publics soit au titre de l'assistance. Nous reviendrons plus loin sur le problème de la fonction de ce secteur au sein de la formation sociale ; disons immédiatement et très généralement qu'il représente un garant de la reproduction de la formation sociale dont l'élément moteur est la production-exportation de pétrole (2). Un secteur de la construction d'un cadre urbain approprié à la consommation (i.e. l'intensifiant) de biens durables et non durables, individuels et collectifs produits par les pays industriels.

(3) Un secteur de la circulation, de l'importation et de la distribution intérieure (commerce, banques, assurances, transports, communications) de biens individuels destinés à la consommation des agents des trois secteurs et de biens collectifs utilisés par les organisations bureaucratiques ou productives de chacun des secteurs.

Nous avons déjà analysé l'importance du premier secteur, les données relatives à la répartition de la population active et à la formation du P.I.B., selon les catégories habituelles permettent d'évaluer celle des deux autres, bien qu'il n'y ait pas exacte correspondance entre les deux modes d'agrégation. Ainsi, l'ensemble des branches construction-travaux publics, eau-gaz-électricité, et services personnels, sociaux, collectifs (cette dernière branche semble principalement constituée par les services immobiliers et fonciers), correspond à peu près au secteur « construction du cadre urbain ». En 1970 il emploie 291 000 personnes soit 25% de la population active totale, en 1975 380 000 (27%) ; on escompte qu'il en occupera 582 000 en 1980 (31%). En 1969/70 et en 1974/75 cet ensemble est compté comme formant 24% du P.I.B. hors pétrole.

L'ensemble des trois branches commerce de gros et détail, banque-assurances, transport-stockage-communications, correspond assez bien, semble-t-il, au secteur « circulation » ; ici encore, le volume de l'emploi s'accroît rapidement : 1970 : 192 000 personnes employées, soit 16% de la population active totale, 1971, 252 000 (18%), 1975 : 387 000 (21%), mais aussi la part de la formation du P.I.B. : 32% en 1969/70, 37% en 1974/75.

Ces trois secteurs engendrés et animés par les revenus pétroliers au sein de la formation sociale productrice (consommation garantie de la reproduction, production du cadre urbain, circulation des marchandises), tendent à devenir les seuls secteurs pourvoyeurs d'emploi et contribuant à la formation du P.I.B. hors pétrole. Selon les évaluations officielles ils occupent 60% de la population active totale en 1970, 67% en 1975 et en occuperont 75% en 1980 ; si l'on exclut l'agriculture et l'élevage, dont les données sont particulièrement aléatoires, les proportions sont respectivement de 88, 89 et 91%. Les trois secteurs forment par ailleurs 83% du P.I.B. hors pétrole en 1974/75. Est ainsi mis en évidence l'extrême faiblesse des activités de production industrielle non pétrolière : elles n'emploient aujourd'hui que 5% de la population active totale et ne contribuent qu'à raison de 6% à la formation du P.I.B. hors pétrole.

Que sont d'ailleurs les activités industrielles ? D'une part on peut contester le caractère industriel de beaucoup d'entre elles, d'autre part, elles n'apparaissent pas se situer structurellement hors du schéma

d'organisation économique que nous venons d'esquisser. Elles peuvent être classées en quatre catégories (1). Des établissements de production industrielle proprement dite liés au secteur de la production du cadre urbain ; ce sont principalement des briquetteries et des cimenteries dont l'activité s'accroît très rapidement, mais aussi, plus récemment des unités métallurgiques (profilés, câbles pour les télécommunications etc...) dont les débouchés sont les mêmes (2). Des établissements de conditionnement et de montage de produits industriels importés (automobiles, etc...) ; ils se distinguent parfois mal d'établissements proprement commerciaux (par exemple ateliers de réparation des voitures avariées durant le transport maritime) et se situent donc à la limite du secteur de la circulation des produits importés (3). L'artisanat de transformation surtout nombreux dans l'alimentation, l'habillement, les meubles ; il utilise habituellement des produits importés. L'artisanat de production à partir des matières premières locales (laine, peaux, palmiers aux utilisations autrefois si nombreuses, argile, etc...) a pratiquement disparu ; il n'a plus de place sur le marché. L'artisanat de transformation se greffe donc encore sur le secteur de la circulation des produits industriels étrangers. (4) Les établissements, très nombreux aussi, de réparations de moteurs et machines essentiellement de matériel de transport et par-dessus tout, d'automobiles privées ; il s'agit donc soit, surtout, d'un équipement nécessaire à la consommation de produits étrangers, lié au secteur du cadre urbain de développement de la consommation, soit, secondairement, d'un équipement nécessaire aux conditions techniques de circulation des produits. Ces deux dernières catégories d'établissements n'ont pas un caractère proprement industriel ; malgré leur nombre, la masse d'emploi qu'ils offrent est, au total, réduite.

L'aide que l'État apporte à l'investissement industriel (participations au capital des entreprises nouvelles, qui seront ensuite revendues dans le public à leur valeur initiale, prêts à 15 ans sans intérêts couvrant jusqu'à 25% du capital fixe), intéresse principalement les deux premières catégories d'établissements de même que ceux créés en vue de la production de biens semi-ouvrés ; dans ce dernier domaine, les investissements sont pourtant, habituellement, directement opérés par l'État, la gestion étant confiée à des entreprises spécialisées étrangères et les parts du capital destinées à être placées dans le public. Cet effort ne tend donc pas à résorber la désarticulation majeure de l'économie entre un appareil producteur d'un petit nombre de matières premières ou semi-ouvrées exportées et des activités se situant en aval ou au stade ultime des chaînes productives des pays industrialisés ou encore ayant pour objet d'accompagner la con-

somation de produits industriels importés. Cette structuration de l'économie séoudite n'a rien, certes, d'original ; ce qui est par contre remarquable est la rapidité et l'ampleur du procès de réarticulation sur l'extérieur. Le secteur exportateur n'emploie qu'une fraction minime de la population, mais procure une masse de ressources suffisante pour que soit complètement réorganisé l'ensemble des activités individuelles et collectives dans la perspective de l'accroissement de la consommation des produits provenant des économies utilisatrices du pétrole. Cette restructuration est fonctionnelle aux rapports de l'Arabie Séoudite avec le marché mondial : d'une façon ou de l'autre, les ressources tirées du pétrole doivent être «recyclées». Le problème que l'on peut poser ici est de savoir comment la forme de recyclage observée s'articule sur la structure économique sociale séoudite, est déterminée par elle et la transforme.

DYNAMIQUE ACTUELLE DE LA STRUCTURE SOCIALE

De même que l'afflux des ressources extérieures détermine dans la steppe et les zones agricoles la formation d'une bourgeoisie de l'élevage et d'une bourgeoisie agraire, il engendre dans les villes le développement de plusieurs catégories d'entrepreneurs capitalistes. La bourgeoisie marchande (ou, du moins, ses éléments les plus actifs) se localise principalement dans les villes de la Côte occidentale et surtout à Djeddah, point de contact majeur avec les pays industriels ; elle représente l'extension d'une bourgeoisie marchande ancienne, celle qui vivait des échanges utilisant les ressources extérieures produites par les pèlerinages. Ceux-ci ne fournissent plus actuellement qu'une part réduite de leur activité (dépenses en devises des pèlerins aujourd'hui de l'ordre de 100 à 150 millions de dollars U.S., qui ne représentent évidemment plus rien par rapport aux quelques 25 milliards de revenus pétroliers ; il y a seulement quinze ans, les choses étaient encore très différentes : en 1961, dépenses des pèlerins 57 millions de dollars, revenus pétroliers 377 millions). A la fraction ancienne de la bourgeoisie marchande dont les affaires se sont gonflées à l'extrême, se sont joints de nouveaux venus parfois négociants de haut vol d'origine aristocratique ou cosmopolite. La bourgeoisie du bâtiment et des travaux publics est, dans ses origines, plus contrastée encore ; le secteur était avant l'afflux des ressources pétrolières, peu animé. Partout de petits artisans du bâtiment sont devenus grâce aux programmes de démolition/reconstruction, aux commandes privées et publiques des entrepreneurs importants ou moyens ; les très grosses entreprises, lorsqu'elles ne sont pas des succursales de firmes

étrangères, se sont constituées dans les grandes villes, et surtout, encore, à Djeddah, autour d'hommes nouveaux appuyés sur des services d'ingénieurs et techniciens étrangers et obtenant, grâce à leurs relations dans l'appareil d'État les plus considérables travaux d'infrastructure et de construction. A ces deux principales fractions de la bourgeoisie dont le lieu d'activité est urbain, il faudrait encore ajouter la bourgeoisie de la spéculation foncière sur laquelle on est, comme à l'accoutumé, fort mal renseigné ou encore celle qui, à partir soit du bâtiment, de la spéculation, ou du commerce, s'oriente vers les opérations industrielles ou para-industrielles que nous avons rencontrées.

Cette bourgeoisie, en chacune de ses fractions urbaines et non urbaines, aujourd'hui spectaculairement active et entreprenante, réalisant d'immenses profits, est-elle devenue la classe dominante, sans être éventuellement en même temps la classe dirigeante de l'Arabie Séoudite ? On le pense fréquemment. L'opinion paraît contestable. Le statut objectif de la bourgeoisie, i.e. sa place dans la structure sociale, en fait, en réalité, une classe subordonnée et l'on peut observer ses conflits d'intérêts avec la classe dominante. Toutes les fractions de la bourgeoisie intérieure sont aujourd'hui doublement dépendantes des revenus du pétrole. Dans l'accumulation primitive (préalable) d'abord : celle-ci se réalise dans une large mesure grâce aux largesses de l'État (prêts sans intérêt, participation, subventions, cessions foncières, etc... ; 13 milliards de dollars accordés en prêts sans intérêt d'août 1975 à décembre 1976, E. Rouleau, 1977) ; autrement dit, la constitution du capital nécessaire à l'activité entrepreneuriale est l'un des points d'aboutissement des flux financiers engendrés par l'exportation du pétrole : la bourgeoisie est directement le produit de ces flux. Elle ne subsisterait pas non plus sans eux ; ses activités mêmes en dépendent. Il en est particulièrement ainsi de l'ensemble des activités marchandes, des activités de finition et de conditionnement des produits importés, des activités de construction et d'équipement public qui toutes, dans leur masse, n'ont d'autre raison d'être que les revenus distribués à l'intérieur sur les ressources procurées par le pétrole ou l'utilisation de ces ressources dans la création de commodités collectives. De même, les spéculations agricoles qui assurent aujourd'hui la prospérité du capital agraire devraient être réévaluées au cas où l'ouverture sur le marché mondial par laquelle elles sont déterminées était limitée ou abolie à la suite d'une diminution plus ou moins importante des revenus extérieurs. Sans doute, dans ses débouchés, l'élevage capitaliste serait-il moins touché que l'agriculture entrepreneuriale, mais l'une et l'autre seraient pro-

fondément affectées par une crise des revenus pétroliers : leurs instruments techniques (camions, pompes, tracteurs, etc...) présupposés de leur existence, ne pourraient alors plus être importés. La rapidité de l'accumulation et la fortune actuelle de la bourgeoisie ne doivent donc pas cacher qu'elle est une classe surdéterminée dans ses activités, que celles-ci sont limitées à quelques secteurs (importations et activités d'accompagnement) et, au surplus, fragiles parce que quasi-entièrement dépendantes de l'exportation de pétrole. De sa spécialisation, la bourgeoisie séoudite ne peut se défaire. La majeure partie des dépenses de l'État, rendues possibles par le secteur pétrolier, se résolvent en revenus individuels et, ceux-ci, en une demande multipliée qui se porte, étant donné l'inexistence (sauf dans le domaine de la construction et des travaux publics) d'une production intérieure, sur des biens de consommation à l'étranger ; une part sans cesse croissante des revenus doit donc être consacrée à l'importation de ces biens. Tout au plus, des activités de substitution peuvent-elles être entreprises qui ne permettent de se libérer ni des technologies étrangères, ni, à l'exportation, des réseaux de distribution contrôlés par les firmes multinationales, pour lesquelles donc, les possibilités de profit sont étroitement limitées. Les conditions sont ou seront les mêmes dans les activités pétrolières et pétrochimiques. L'acquisition par l'État de la propriété des établissements d'extraction et de raffinage, les investissements publics dans la pétrochimie n'ont d'autre objet (ou du moins d'autre résultat objectif) que de libérer les firmes multinationales de lourds investissements sans leur faire perdre le contrôle de la production qu'elles conservent grâce à la maîtrise de la technique, de la gestion et des débouchés. La vente dans le public des actions représentant le capital des industries nouvellement créées par l'État (si elle avait en elle-même quelque signification) ne contribuera donc en rien à l'extension du domaine d'activité de la bourgeoisie séoudite et, notamment, à sa transformation en bourgeoisie industrielle contrôlant des processus de production complexes. A son développement, elle ne rencontre d'ailleurs pas que ces obstacles d'origine extérieure qui ne sont autres que les cadres mêmes qui ont déterminé sa formation.

A l'intérieur, elle se heurte aussi à un certain nombre de difficultés : tout d'abord, manque de main-d'œuvre ou, plus exactement, d'armée de réserve du travail, dû principalement à deux circonstances : les freins opposés à la paupérisation-prolétarianisation tendancielle de la population séoudite et l'absence de politique facilitant l'installation de la main-d'œuvre étrangère, yéménite principalement ; mais aussi le mauvais fonctionnement des services publics qu'ils aient

pour objet la reproduction de la force de travail (services de santé, services sociaux) une fonction davantage orientée vers les entreprises (douanes, équipements portuaires par exemple) ou à la fois ceci et cela (municipalités) : ou encore, absence d'une administration proprement bureaucratique, qui entrave l'actualisation de l'égalité formelle entre individus, rend incertaines les conditions de l'activité entrepreneuriale, fait des relations personnelles le principal facteur de réussite. Seuls les plus grands des entrepreneurs, qui le sont justement parce qu'ils bénéficient des appuis les plus hauts, se satisfont de ces conditions ; la plupart s'en plaignent. Le développement de la bourgeoisie séoudite est limité à la fois par le fait qu'elle est bourgeoisie périphérique, maintenue dans des activités de seconde zone, de distribution intérieure et de production d'accompagnement, et parce qu'elle n'est pas la classe dominante intérieure et que les institutions du pays ne sont pas ses institutions, des institutions bourgeoises. Or, ces limitations ont la même origine que sa fortune : elle est déterminée dans son existence et sa nature actuelle par le pétrole, c'est-à-dire, d'une part, par la bourgeoisie mondiale, celle des économies centrales, qui consomme le pétrole et en obtient la livraison qui, à la fois, doit en recycler la valeur et ne peut accepter la formation d'une bourgeoisie concurrente, d'autre part, par la classe intérieure qui, historiquement, a bâti son pouvoir sur les ressources qu'elle pouvait se procurer à l'extérieur, et a trouvé dans l'exportation de pétrole un extraordinaire instrument pour le consolider et développer.

Nous avons montré le mécanisme par lequel le clan des Séouds s'était imposé comme clan dominant des clans dirigeants des tribus du Nejd et avait à la fois unifié et relégué au second plan la classe dirigeante nomade en s'appuyant sur les ressources prélevées à l'extérieur de l'Arabie centrale. L'accroissement des ressources extérieures tend à déterminer l'autonomisation du clan qui les perçoit et les utilise au renforcement de son propre pouvoir soit par la création d'instruments de domination soit par une redistribution intérieure ayant pour objet de réduire les oppositions ; le clan dominant tend à se libérer de ses attaches avec la classe dirigeante nomade à se constituer lui-même en classe que l'on peut appeler, jusqu'à nouvel ordre, classe aristocratique, selon l'apparence qu'elle rend immédiatement. Cette tendance ne pouvait cependant s'actualiser avec une certaine ampleur qu'à condition de disposer de revenus suffisants. C'est pourquoi les revenus du pétrole ont été essentiels dans la transformation du clan en classe dominante ; ils ont été utilisés à l'élargissement des deux fondements complémentaires du

pouvoir du clan : l'extension de ses moyens propres de domination et le développement de l'assistance, de l'attribution de ressources, des possibilités d'enrichissement individuel, comme moyens d'effacement des contradictions sociales. La « doctrine Fayçal » exprime clairement ces deux principes politiques et leur unité : « Le Roi Iman est le premier responsable de ses citoyens, de leur sécurité, de leur niveau de vie et de leur progrès » (formule naïve et révélatrice de A. Assa, 1969, p. 116).

Premier principe, premier objectif, le clan-classe des Séouds assure et étend sa domination en réduisant le pouvoir des classes qui pouvaient la mettre en échec et en multipliant les services de l'État destinés à prendre directement en main la gestion et le contrôle d'un espace social qui, jusque-là, n'était pas, de ce point de vue, unifié. L'asservissement de la classe dirigeante nomade et la destruction tendancielle des tribus furent le préalable nécessaire à l'ascension du clan et à sa formation en classe dominante. Mais ils étaient aussi facteur de faiblesse par rapport à la bourgeoisie de la côte occidentale qui détenait ce qui fut, durant deux à trois décennies après la conquête du Hedjaz, une des sources essentielles des revenus du clan-classe dominant. Dès la conquête, le fondateur de l'Arabie Séoudite actuelle fit preuve d'une extrême prudence vis-à-vis de cette bourgeoisie qui, par ailleurs, en raison de la relation de son activité avec les hauts lieux de l'Islam possédait un large prestige international. Jusqu'où est allée l'alliance entre le clan-classe des Séouds et la bourgeoisie de l'Ouest ? On possède bien peu d'évidence à ce sujet hors de cette indication très générale de relations à la fois d'amitiés et d'affaires qui ont sans cesse lié grands commerçants et membres les plus influents de la famille royale. La crise du tournant des années 1950-1960 est cependant à cet égard significative. Les ressources pétrolières qui s'étaient rapidement accrues au début des années 1950, stagnent à ce moment-là, la consommation intérieure dépasse les revenus. La bourgeoisie marchande, encouragée par le nasserisme, profitant de ses relations avec la fraction moderniste du clan-classe des Séouds, tente alors d'accéder au pouvoir politique ; elle entre en force au conseil des Ministres, manifeste des soucis constitutionnalistes, appelle à un véritable contrôle du pays sur ses ressources pétrolières. Appuyé par les États-Unis, le clan-classe dominant se ressaisit, i.e. ressaisit le pouvoir politique et décide une série de réformes administratives destinées à accroître la cohésion de l'appareil d'État et son emprise sur le pays. Un des objets essentiels des réformes de 1963 est la bureaucratisation de l'administration des provinces et des villes, la limitation de l'autonomie urbaine, i.e. de l'autonomie

de la bourgeoisie marchande et, par contre-coup, un frein opposé aux tendances à l'éclatement de la classe dominante, déterminées par la relation avec les bourgeoisies locales dans l'administration des villes et des provinces. L'administration municipale est aujourd'hui directement dépendante de l'appareil d'État. Il n'existe pas de conseil municipal formel ou informel. Les mécanismes anciens d'organisation urbaine (communauté locale se réalisant en tant que telle dans la division en factions, rôle fondamental dans la vie collective des leaders des familles influentes et de deux catégories sociales alliées : marchands et religieux, etc...), sont mis hors d'usage. Tandis que le budget municipal est presque entièrement pris en charge par l'État, l'administration locale tend à devenir un service technique d'hygiène public et de déconstruction/reconstruction, dirigé par des agents de l'État d'origine non locale ou même étrangère, jugeant avec mépris les témoins d'un passé proche (individus, habitudes, formes urbaines etc...) qui ne leur apparaissent plus que sous le jour de l'irrationnel. La réforme des institutions locales de 1963, destinée à briser le pouvoir que la bourgeoisie exerçait à ce niveau, est devenue (ce n'est pas un hasard) l'instrument politico-administratif par lequel les villes sont ouvertes au déferlement de la marchandise et deviennent ainsi un des facteurs de l'enrichissement accéléré de cette même bourgeoisie. La réforme régionale de 1963 n'est cependant qu'un aspect de l'effort poursuivi depuis le début du siècle et de façon intensive au cours des quinze dernières années par le clan-classe dominant pour assurer son pouvoir politique total sur l'ensemble du pays :

1) création d'une armée blanche devenue en 1963 garde nationale, d'une armée régulière chargée de la lutte aux frontières, d'une garde royale qui a fusionné en 1964 avec l'armée régulière, d'une police politique et d'une police d'État (les municipalités ne disposent d'aucune autonomie dans la police urbaine) ;

2) mise en place d'une administration bureaucratique d'abord caractérisée par une extrême hiérarchisation et l'existence de règles inapplicables et innapliquées (I. Awajji, 1971) qui, l'une et l'autre, ont pour finalité implicite de faire de l'appareil bureaucratique un instrument de blocage de la société dont seules délivrent les instances politico-administratives supérieures ;

3) développement des instruments de domination idéologique : appareil éducatif dont l'objet idéologique-répressif est explicite (par exemple le Ministère de l'Éducation envoie dans les tribus des missions d'alphabétisation des enfants et des adultes «qui ont pour

tâche d'inculquer aux bédouins des mœurs, des traditions et des valeurs nouvelles...» ; A. Assa, 1969, p. 257) et appareil religieux fonctionnarisé de façon croissante, exaltant la doctrine unitariste et la propageant là où elle n'a pas encore pénétré (région du Sud-Ouest notamment). Dans une société où les individus sont encore étroitement attachés à la famille étendue et au clan dont celle-ci fait partie où ne jouent pas, du subordonné à son supérieur au sein d'une relation bureaucratique, les mécanismes d'identification-intériorisation, le clan-classe dominant ne peut, sinon très limitativement, déléguer les fonctions de direction aux représentants d'une autre classe ; il doit lui-même les assumer. C'est pourquoi tous les postes de responsabilité au sein de l'appareil d'État sont détenus, directement ou par personne interposée, par des membres du clan des Séouds : Ministères de l'Intérieur, de la Guerre, des Affaires Étrangères, du Pétrole, gouvernements des provinces et de leurs subdivisions, etc... ; les caractéristiques de l'appareil bureaucratique que nous avons mentionnées permettent de faire remonter tout problème de décision jusqu'en haut de la hiérarchie administrative et de donner à sa solution une signification politique.

Dans le quasi contrat passé au début du siècle entre le clan des Séouds et les tribus du Nejd, la reconnaissance du rôle dominant du premier a pour contre partie le versement de subsides aux secondes : la redistribution élargie des prélèvements opérés à l'extérieur est aujourd'hui le second principe fondamental de la politique intérieure des Séouds. Ils ne peuvent s'y soustraire : leur légitimité est construite sur la capacité, qui leur aurait été accordée par Dieu, de conduire la nation à la prospérité grâce à la médiation des rapports entre l'intérieur et l'extérieur et aux richesses qu'ils sauraient ainsi faire retomber sur elle. Tout manquement à ce principe peut conduire un groupe ou groupement à contester le pouvoir du clan-classe dominant. L'archétype d'une telle contestation est représenté par la révolte des Ikwans à la fin des années 1920 ; force militaire, ils n'admettent pas les limites que le roi désire et doit, pour des raisons diplomatiques, imposer aux prélèvements qu'ils s'estiment en mesure d'opérer à l'extérieur du royaume et, du même coup, à leur propre enrichissement ; dans cette révolte, significatif est aussi le fait qu'elle est celle d'un groupement qui, par fonction, est en relation avec l'étranger et peut donc s'interroger sur le mode de médiation des rapports entre l'intérieur et l'extérieur et d'optimisation des ressources tirées de l'étranger. Ces problèmes sont aussi l'une des dimensions essentielles de la contestation du clan-classe dominant par la bourgeoisie au tournant des années 1950-1960 et depuis (très peu

d'informations sont disponibles à ce sujet ; voir F. Halliday, 1975, pp. 68-69). L'aspiration à la maîtrise des processus industriels et de la circulation du pétrole et des produits pétroliers est, sans doute, proprement bourgeoise-nationalitaire. Une telle aspiration est cependant chimérique dans une branche industrielle dont la technologie et les débouchés sont déjà appropriés par des firmes multinationales. Il y a donc une contradiction qui n'aurait pu être dépassée que dans la construction d'une industrie appuyée sur les propres forces de l'Arabie Séoudite, indépendante de technologies et de débouchés déjà totalement maîtrisés par d'autres et donc, par une réduction drastique de l'importance relative du pétrole dans l'économie. Si la contradiction n'est pas levée, ce n'est pas seulement qu'elle se situe au sein même de la bourgeoisie séoudite, elle-même, dès cette époque, fortement liée à la distribution de surplus étrangers, mais aussi que la contestation ne pouvait autrement trouver d'écho dans la formation sociale : sa portée est alors liée au décompte que l'on fait du manque à gagner qu'entraîne l'absence de maîtrise sur la production et la distribution du pétrole.

La contestation possible du rôle médiateur dans les rapports entre l'intérieur et l'extérieur du clan-classe dominant, par des classes qui sont pourtant très proches d'elle comme la bourgeoisie marchande ou la classe moyenne militaire, voire par la classe dirigeante nomade ou l'un de ses clans (encore que cette dernière hypothèse apparaisse aujourd'hui très théorique du fait de la transformation de cette classe et de la destructuration des tribus) détermine le mode de redistribution des richesses provenant de l'extérieur. De ces richesses une part va d'abord aux membres du clan-classe dominant : en 1976 chacun des chefs de familles appartenant au clan des Séouds (combien sont-ils : 1 000, 4 000 ?) a reçu, au titre de rente de l'Etat la somme de 550 000 F., ce qui est certes modique relativement aux revenus extérieurs ; s'y ajoutent habituellement d'autres rentes, rémunérations, revenus, profits, etc... provenant d'occupations professionnelles, de postes dans la fonction publique, de rôles d'intermédiaires, de possession de parts dans des sociétés par actions, etc... qui, en général, n'ont d'autre raison d'être détenus pas des membres du clan-classe dominant que le statut social qui leur est prêté. Le versement de rentes aux chefferies nomades est aussi, nous l'avons vu, le moyen le plus ancien et toujours actuel de se les concilier. L'alliance de la bourgeoisie est gagnée par l'ensemble des facilités d'accumulation mises à sa disposition. Le clan-classe dominant ne peut pourtant en rester là : il doit encore trouver des appuis dans les classes moyennes et les classes populaires ; il y parvient encore une fois par la re-

distribution de ses ressources mais en des formes différentes : essentiellement, multiplication des emplois publics et développement des dépenses d'assistance publique que nous avons déjà rencontrés. L'une et l'autre tendent à éviter la paupérisation-prolétarianisation de la population, à transformer les petits producteurs rejetés de la steppe et des campagnes en une population vivant de secours publics avoués ou déguisés qui, même dans sa fraction jouissant d'un emploi bureaucratique d'État, ne s'apparente guère à une classe moyenne en raison de l'inconsistance du service rendu. Cet effort est cependant sélectif. Les emplois d'État sont pratiquement réservés d'abord aux originaires du Nejd, secondairement aux individus provenant des villes de l'Ouest. On ne connaît pas la distribution statistique des agents de l'État selon leur origine provinciale. Par contre, une étude, certes déjà ancienne mais dont les conclusions demeurent certainement valables comme ordres de grandeur, sur la population ouvrière séoudite de la capitale (donc au centre du Nejd), révèle que moins de 20% de cette population ouvrière provient de la province centrale, mais 62% du Sud-Ouest, que 11% seulement sont d'origine nomade mais 63% d'origine paysanne. A cette différenciation par l'emploi de la population séoudite provenant des couches populaires (les deux oppositions, Arabie centrale versus périphérie et, surtout, Sud-Ouest ; nomades versus paysans se recoupent largement) s'ajoute une seconde différenciation par les dépenses publiques d'assistance entre travailleurs séoudites et travailleurs non séoudites. De 1966 à 1975, tandis que la population nationale passait de 4 279 à 5 537 milliers d'habitants, la population étrangère immigrée s'accroissait de 320 000 à 675 000. Étant donné la distribution de la population étrangère par sexe, âge et statut d'activité, cet accroissement signifie que les actifs étrangers ont eux-mêmes plus que doublé, passant de 150 000 à 310 000 environ et occupé le tiers des emplois nouveaux créés. L'importance de la force de travail étrangère dans l'emploi total ne fera que s'accroître au cours du deuxième plan ; elle passera de 24 à 43% entre 1975 et 1980. L'immigration de 500 000 travailleurs étrangers nouveaux est en effet prévue, qui occuperont la quasi totalité des emplois nouveaux créés. La population active étrangère occupe en Arabie Séoudite, deux catégories principales de postes de travail.

4) Des activités sans qualification dans l'industrie, le bâtiment, le commerce (manutentionnaires, etc...), les services (services domestiques, emplois dans la restauration, nettoyage...) etc... ; ces activités, situées à un rang inférieur dans l'échelle de prestige des occupations individuelles sont surtout peuplées de travailleurs d'origine

yéménite qui entrent librement en Arabie Séoudite et sont relégués tout en bas de l'échelle sociale.

5) Des activités de travailleurs très qualifiés, de techniciens, d'ingénieurs, d'experts administratifs, financiers, comptables, commerciaux, c'est-à-dire, à la différence des précédentes, des activités situées en haut de l'échelle socio-professionnelle, au contact direct des milieux dirigeants des entreprises et des établissements publics et privés. Dans cette seconde catégorie d'activités, dominent les américains (pétrole), les égyptiens (administration surtout), les palestiniens (occupant de nombreux postes techniques). L'intérêt de ces deux catégories de population étrangère pour le clan-classe dominant est différent. Les membres de la seconde ont pour lui, comme d'ailleurs pour la bourgeoisie outre l'avantage de leur compétence technique (d'ailleurs parfois questionnable, surtout dans l'administration), celui de n'appartenir, directement ou indirectement, par leur origine familiale à aucune fraction, à aucun clan de la société séoudite et donc de dépendre entièrement dans leur statut personnel de la relation hiérarchique professionnelle, autrement dit, ils représentent, pour celui qui les emploie, une garantie contre les influences de fractions ou de classes concurrentes appartenant à la même ou à une classe différente : c'est pourquoi le cadre administratif étranger est souvent préféré, à égalité de compétence, à un cadre national. Pour le clan-classe dominant, l'intérêt de la première catégorie est par contre qu'elle dispense de la formation d'une classe ouvrière nationale, plus exactement permet d'en limiter l'importance et d'éviter la prolétarianisation des originaires du Nejd. Si tel est bien l'intérêt de la première catégorie de travailleurs étrangers, pour le clan-classe dominant, celui-ci doit éviter de leur accorder un statut identique à celui des travailleurs manuels nationaux de telle sorte que les deux groupements ne tendent point à s'unir dans une classe ouvrière unique, (d'autant que les travailleurs yéménites se sont historiquement montrés perméables aux idéologies progressistes et notamment au Nasserisme ; F. Halliday, 1975, p. 67). C'est effectivement ce que l'on observe ; les ouvriers étrangers ne jouissent pas des multiples avantages sociaux dont bénéficient les travailleurs nationaux. Cette politique de différenciation de deux populations ouvrières par ailleurs très proches par l'origine ethnique (travailleurs séoudites du Sud-Ouest, travailleurs yéménites) ne semble pas devoir être abandonnée — mais au contraire accentuée, voire transposée en d'autres domaines ; ainsi, à la fin de 1976, est prise la décision d'interdire aux nombreux boutiquiers étrangers établis en Arabie Séoudite (en grande majorité yéménites) d'exploiter directement leur fonds de com-

merce. Ils doivent donc s'associer à des séoudites qui prélèveront désormais une rente du seul fait de leur nationalité comme cela résultait déjà des dispositions légales dans les « affaires » (E. Rouleau, 1977) ; mais il y a ici régression dans les droits des yéménites qui, jusque-là, jouissaient en principe des mêmes droits d'établissement que les nationaux. On voit ainsi que le clan-classe dominant tend à diviser les classes populaires de la péninsule, évincées de l'élevage et de l'agriculture en trois cercles concentriques (si l'on peut utiliser ici une image spatiale qui n'est pas totalement dénuée de réalité) ; une première zone, dont la prolétarianisation est évitée grâce à la multiplication des emplois publics et qui forme une classe consummatrice assistée ou parasite (originaires du Nejd, nomades surtout), puis un secteur prolétarianisé mais protégé sur le marché du travail par une législation sociale et une assistance publique développée (originaires du Sud-Ouest, paysans surtout), enfin une frange prolétarianisée non protégée dont les membres ne tendent pas, en conséquence, à s'établir dans le pays mais y immigrent temporairement afin de trouver des ressources complémentaires à l'exploitation de la terre (yéménites, paysans surtout). Cette volonté de différenciation entre fractions de la classe ouvrière est aujourd'hui reprise sous une nouvelle forme, la ségrégation spatiale : les travailleurs étrangers sont parqués dans des villes nouvelles spécialement construites pour eux. Les conséquences de la politique du clan-classe dominant à l'égard des classes populaires sont défavorables à la bourgeoisie dont nous avons évoqué l'insatisfaction. Le développement de la classe ouvrière (travailleurs de l'industrie, de l'artisanat, des services) est doublement entravé : d'un côté par les emplois-refuge offerts au sein de la bureaucratie, de l'autre par l'insuffisant attrait que les travailleurs étrangers trouvent à se fixer dans le pays (les entrepreneurs ne peuvent évidemment pas compenser la différence instituée par l'État entre nationaux et étrangers). Le prélèvement de la plus-value est en conséquence freiné de deux façons : par le départ des travailleurs étrangers ayant acquis une certaine qualification, par la croissance des salaires due à l'insuffisance de l'offre de main-d'œuvre sur le marché (les salaires ont, en moyenne augmenté de 30% de 1962 à 1969, et de 1969 à 1974, soit en chacune des périodes, plus rapidement que le coût de la vie). C'est aussi l'utilisation de l'emploi bureaucratique comme position refuge et son gonflement qui freinent le développement capitaliste. Cette surcharge de la fonction publique (I. Awajji, 1971) n'est pas incompatible, bien au contraire, avec la fonction que nous avons dite, de l'administration dans la relation entre la classe dominante et les autres classes, la bourgeoisie en particulier ; elle contribue à sa

façon au rôle de négativité de l'appareil bureaucratique, faisant remonter toute décision, fut-elle de simple application d'une règle simple, au niveau politique. Cette situation, dans laquelle d'ailleurs se superpose à la bureaucratie une forme d'administration directe et personnelle d'origine beaucoup plus ancienne, dont une des institutions les plus caractéristique est le conseil (Majlis) quotidien tenu par les responsables politiques administratifs de tous les organismes d'État, en lequel les problèmes de chaque individu sont réglés de façon discrétionnaire, apparaît de moins en moins conciliable avec une «économie en pleine croissance» (voir les confidences faites à ce sujet par deux ministres à E. Rouleau, 1977). Ici la difficulté tend à être résolue sans que cependant soit touché l'appareil bureaucratique, sa pléthore et sa négativité, par la formation, au cours des années récentes et de façon très active après le dernier changement de monarque, parallèlement ou au sein des administrations existantes de corps techno-bureaucratiques dirigés par des membres du clan-classe dominant (plus exactement de sa fraction moderniste), animés par un petit nombre de Séoudites formés dans les universités occidentales, nord-américaines surtout, fers de rationalité économique, appuyés par des bureaux d'ingénieurs-conseil provenant des mêmes régions du monde. C'est au travers de ces organismes de planification industrielle, sociale, surtout spatiale que l'Arabie Séoudite est mise à l'heure de la consommation des pétro-dollars, que sont, nottament, mis en place des plans urbains de déconstruction/reconstruction conformes à la pénétration de la marchandise. Le procès de transformation de l'Arabie Séoudite en appendice des économies dominantes apparaît de façon éclatante ; la transformation est la conséquence des revenus produits par la consommation de pétrole de ces économies et de la nécessité de consommer en échange des biens qu'elles fabriquent, elle est instrumentalisée par des firmes qui en proviennent et a pour objet d'accélérer la consommation de leur production. Cette efficacité nouvelle de l'appareil d'État, ne tend toutefois pas, comme nous l'avons noté, au développement de la bourgeoisie nationale hors des secteurs qui lui sont assignés par la bourgeoisie mondiale ; elle est, en réalité, au service de cette dernière bourgeoisie. Le clan-classe dominant est l'instrument de l'articulation de la formation séoudite avec la bourgeoisie mondiale, la classe sociale par laquelle cette formation est ouverte aux déterminations du marché mondial. C'est dans ce sens que nous parlons de classe fonctionnelle.

CLASSE FONCTIONNELLE ET BOURGEOISIE MONDIALE

La classe fonctionnelle est gestionnaire d'une formation sociale pour le compte de la classe dominante : la bourgeoisie mondiale. Elle l'est au départ du fait qu'il y a réciprocité entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie mondiale. Rapidement pourtant, elle devient plus précisément un relais de cette bourgeoisie : un relais de son impérialisme du fait que sa seule façon de se reproduire est de se constituer instrument de cet impérialisme. Cette fonction n'exclut pas les contradictions avec la bourgeoisie mondiale ; elle les implique. Elles sont déterminées par les nécessités mêmes de la gestion, de la reproduction d'une formation sociale particulière et du rôle spécifique attribué à cette formation parmi les autres formations sociales ; elles se situent donc au sein de la fonction de relais qui lui est impartie. Tentons de démontrer brièvement cette hypothèse en nous appuyant en particulier sur les observations que nous avons précédemment faites et explicitons-en la portée.

Historiquement, le clan des Séouds s'est constitué en classe dominante par la médiation des rapports entre l'Arabie centrale et l'extérieur et par la redistribution intérieure des surplus arrachés à l'extérieur. Dans d'autres circonstances dont l'histoire n'est pas exempte, cette médiation aurait pu se développer dans les dominations complémentaires de l'intérieur et de l'extérieur : l'Arabie centrale donnant les moyens militaires de domination de l'extérieur et celui-ci les moyens économiques de domination de celle-là. Lorsqu'il rencontra dans l'impérialisme les limites de l'extension de son pouvoir sur l'extérieur, le clan-classe des Séouds avait deux possibilités dont il choisit la seconde : se démettre ou s'asservir ; le prix de la soumission étant des subsides qui permettaient la reproduction de la domination sur l'Arabie centrale, que l'une ou l'autre des bourgeoisie dominantes consentent à verser en raison de l'importance de la péninsule dans une stratégie mondiale de domination. Bien qu'il y ait réciprocité des intérêts entre classe dominante extérieure et classe dominante intérieure, c'est donc désormais par procuration que la seconde maintient son pouvoir : la réciprocité est inégale. Cette relation s'est aujourd'hui démesurément élargie ; elle le doit à deux circonstances.

D'abord l'importance prise, dans l'approvisionnement énergétique de l'Occident et principalement des Etats-Unis, par les gisements pétrolifères de la péninsule arabique. Toute autre considération mise à part, la valeur stratégique de la classe intérieure dominante en est accrue pour la bourgeoisie mondiale. Elle l'est d'autant plus que cette

classe n'est pas concurrente dans l'utilisation de ces ressources pétrolières, que sa relation à la formation sociale est celle de la méditation des rapports entre l'intérieur et l'extérieur : le pétrole permet d'élargir la fonction qui la fonde et la légitime de redistribution de surplus provenant de l'extérieur. L'élargissement de cette relation n'est pas contradictoire avec les intérêts économiques de la bourgeoisie mondiale puisqu'il ne tend qu'à la redistribution entre les nations des possibilités de consommation; bien davantage, nous verrons qu'il lui est favorable. En outre, il est politiquement opportun : la transformation de l'Arabie Séoudite en large consommateur de biens individuels et d'équipements collectifs produits par les pays industriels, l'attache irrémédiablement à ces pays, plus précisément, elles permet en particulier le développement de larges classes (moyennes) assistées, parasites, consummatoires, en réalité dépendantes de l'Occident par la médiation de la classe dominante intérieure dont elles sont les principales classes appui au sein de la formation. La seconde circonstance qui a tendu et tend à lier de façon élargie le clan-classe des Séouds à la bourgeoisie mondiale est la conjoncture idéologico-politique au Moyen-Orient, et plus généralement, dans les pays arabes et musulmans. A la montée de l'Arabisme, des idéologiques nationalistes et progressistes, l'impérialisme ne pouvait trouver en lui-même de réponse. Il devait, afin d'y résister créer ou du moins contribuer au développement de relais idéologiques (ce qui fut une pratique bien avant d'être constitué en doctrine par Nixon en 1968 et 1973). La classe dominante d'Arabie Séoudite était prédisposée à jouer ce rôle. Tout l'opposait aux novations alors que les idéologies nouvelles alimentaient les contestations d'une fraction de la bourgeoisie marchande, de la classe moyennne militaire et de la classe ouvrière. Les Séouds ont constamment cherché à utiliser et utilisé l'Islam comme point d'appui idéologique, comme instrument de légitimation de leur pouvoir. L'unification des tribus du Nejd nécessaire à leur ascension s'est appuyée sur l'universalisme islamique ; des institutions politiques autocratiques, sont fondées sur la notion de Roi Iman, guidé dans son action par les seules dispositions du Coran, interprétées dans un sens rigoriste par un corps d'Ulemas, dès les origines, lié aux Séouds (pacte originel d'alliance exclusive entre le politique, Mohamed Ben Seoud, et l'idéologique, Mohamed Ben Abd el Wahab, 1740). La répression idéologique exercée au plan de la morale individuelle, des services de culture, des idées politiques, sur les classes dominées (classes moyennes, classes populaires), sur les femmes, sur les jeunes est légitimée par la référence à l'Islam primitif. Enfin, c'est par la fidélité rigoureuse (alléguée) à l'écriture que les Séouds ont légitimé la pré-

tention au rôle de protecteur des lieux saints que l'histoire leur avait fait échoir ; ce rôle (mérité) devant, en contre partie, rehausser leur prestige auprès des croyants de toutes les nations. Aujourd'hui (au cours de ces années 1970), le renforcement considérable de l'appareil bureaucratique et militaro-répressif de l'Etat et la destructuration des tribus rend moins nécessaire qu'autrefois le maintien de l'intransigeance religieuse ; mais, outre qu'il est désormais la fonction d'une classe moyenne religieuse solidement implantée, ce maintien demeure la condition intérieure de l'hégémonie extérieure. En effet, aux mouvements nationalitaires, progressistes et laïques qui se développent dans les autres pays arabes dès la fin des années 1950, se répercutent à l'intérieur de l'Arabie Séoudite et mettent en danger le clan-classe dominant, celui-ci s'appuyant sur l'idéologie qui le légitime intérieurement, oppose l'Islam comme complément idéologique fondamental de l'Arabité, faisant avec elle une totalité spécifique seule propre à pouvoir fonder un développement original, et comme ciment culturel des pays arabes entre eux et de ces pays avec les autres pays musulmans. Dès 1965, afin de faire face au Nasserisme, l'Arabie Séoudite appelle à la formation d'un pacte islamique qui, sous les auspices des Etats-Unis, obtient l'agrément des pays musulmans qui en sont les points d'appui dans le monde (Maroc, Jordanie, Iran, Pakistan, Malaisie, Indonésie). Est ainsi légitimée une politique extérieure agressive contre les régimes et mouvements progressistes des pays arabes et musulmans qui, depuis l'affaire du Nord Yemen, n'a fait que s'amplifier, utilisant notamment les ressources financières obtenues grâce à l'exportation du pétrole (sur le jeu de la diplomatie séoudite depuis 1960, voir M. C. Aulas, 1977). Par cette politique étrangère, l'aristocratie séoudite se conduit en classe fonctionnelle, en classe relais de l'hégémonie de la bourgeoisie mondiale, dans une aire culturelle spécifique sur laquelle cette bourgeoisie ne peut directement étendre sa domination parce qu'elle lui est fondamentalement étrangère. Entre les deux classes, il n'y a pas que correspondance d'intérêt. S'il est vrai que le clan-classe des Séouds protège ainsi son pouvoir, organise les conditions de sa reproduction, étend sa propre hégémonie, il ne le fait qu'au sein et au profit de la domination globale de la bourgeoisie mondiale ; il ne dispose par rapport à elle d'aucune marge de liberté en raison des dépendances économiques, financières et militaires et de leur complémentarité.

Sur le plan de la production et de la consommation, la formation sociale, constituée sous la domination des Séouds, ne dispose d'aucune alternative à la fourniture aux économies dominantes des matières premières que celles-ci demandent et à la consommation de biens que

celles-ci produisent, puisqu'elle ne maîtrise la technologie, la production et le marché d'aucune branche industrielle importante et qu'elle s'est, dans sa spécificité, structurée en tant que consommatrice des revenus du pétrole, c'est-à-dire des biens provenant des économies dominantes ; elle ne dispose pas des moyens d'une réorientation de l'appareil productif en fonction d'une politique autonome qui cependant préserverait la formation sociale. En particulier, une réarticulation des productions et des consommations existantes est impossible en raison de la totale absence des chaînons intermédiaires et de moyens pour les mettre en place ; aussi, si, à court terme, une limitation ou un arrêt des exportations de matières premières est, en principe, possible, elle ne l'est pas à moyen ou long terme ; une telle politique mettrait plus sûrement en danger la formation périphérique que les formations dominantes.

De même, la disposition d'un important effectif financier produit par l'exportation de pétrole n'est d'aucun secours pour une formation sociale qui ne possède pas elle-même des moyens intellectuels, technologiques, organisationnels pour les utiliser ; au contraire, il se retourne contre elle. Libellé en monnaies des pays utilisateurs de pétrole, il ne peut être employé qu'au travers des réseaux industrialo-financiers de ces pays, soit à la réalisation de projets qui entrent dans la stratégie économique des firmes géantes occidentales auxquelles l'essentiel du profit doit être abandonné soit, plus simplement, à des dépôts bancaires, équivalents à des prêts forcés qui n'ont pas été sollicités (au début de 1977, les surplus monétaires séoudites, déposés dans les banques américaines sont estimés à 30 milliards de dollars U.S. ; E. Rouleau, 1977). Par sa richesse même dont elle n'a pas les moyens d'user, l'Arabie Séoudite se trouve ainsi liée à la bourgeoisie dominante et dépendante d'elle. C'est enfin la diplomatie séoudite qui, par un de ses instruments essentiels, dépend étroitement de l'étranger ; les moyens militaires séoudites sont un produit des revenus pétroliers ; l'armée est entièrement équipée de matériel provenant des pays occidentaux, ses instructeurs sont anglo-saxons, son intendance même est aux mains de firmes étrangères. En cas de conflit extérieur elle ne jouit donc d'aucune autonomie d'action par rapport aux puissances tutélaires et principalement par rapport aux Etats-Unis. La diplomatie séoudite ne peut donc s'écarter des orientations arrêtées par les puissances dominantes ; la classe fonctionnelle a cependant la possibilité, nous allons le voir, de peser sur ces orientations. La dépendance de l'Arabie Séoudite, dans ses formes diverses, n'a qu'une origine : la nature des ressources sur lesquelles la formation actuelle s'est constituée. Les revenus pétroliers ne sont pas le

produit d'une activité de la formation sociale, mais une rente tirée de l'existence et de l'exploitation par et au profit des économies dominantes de gisements naturels. Ils ne peuvent donc contribuer au développement d'un appareil productif inexistant et à l'émancipation du statut de rentier. Celui-ci dépend, en toutes les utilisations de la rente, de ceux qui produisent et livrent les biens et services qu'ils se procurent grâce à elle. Ainsi le pétrole est, à la fois par son utilisation industrielle, l'instrument du développement du profit de la bourgeoisie mondiale et, par les rentes qu'il procure, le moyen par lequel la classe dominante de la formation périphérique est, elle-même dominée et transformée en relais hégémonique.

C'est dans le cadre des fonctions de domination intérieure et de relais hégémonique, qui sont des fonctions exercées au profit de la bourgeoisie mondiale par la classe dominante intérieure, que peuvent apparaître entre ces deux classes des contradictions. En effet, la classe intérieure, classe fonctionnelle, rencontre des difficultés spécifiques à la fois dans la reproduction de la formation sociale qu'elle domine et dans le développement ou le maintien de son hégémonie sur d'autres formations sociales.

Organiquement, même lorsqu'elle est seule en mesure de les résoudre, la bourgeoisie mondiale ne connaît pas directement ces difficultés, i-e ces contradictions sociales propres à la formation périphérique ; puisque, justement, sa relation avec cette formation est médiatisée par la classe dominante intérieure. Ainsi, très tôt, dans le cas de l'Arabie Séoudite, l'on voit le clan-classe dominant, intérieur réclamer des subsides à l'étranger de manière à apaiser les tensions sociales internes (dès la période de la deuxième guerre mondiale explicitement, beaucoup plus tôt implicitement) ; la même chose est vraie pour la Jordanie ; en ce qui concerne l'Iran aujourd'hui, les exigences d'augmentation des revenus pétroliers (par l'accroissement du prix ou des enlèvements) sont motivées par le souci d'éviter des contradictions sociales dangereuses et les demandes, présentées aux firmes multi-nationales, d'installer des établissements productifs, par les craintes relatives à l'avenir de la formation sociale. Les contradictions entre la classe dominante des Séouds et la bourgeoisie mondiale apparaissent davantage au niveau du rôle de relais hégémonique sur les pays arabes et musulmans. La fonction de direction idéologique à laquelle prétend l'Arabie Séoudite au nom de l'Occident est rendue particulièrement difficile par la non résolution de la question palestinienne ; aussi est-ce presque exclusivement sur ce plan là que la classe fonctionnelle marque son mécontentement vis-à-vis de la classe mondiale dominante. Très caractéristique est ici le discours tenu ; la rup-

ture n'est jamais envisagée (elle ne peut l'être), il est fait appel à la compréhension de la puissance tutélaire non pas par faiblesse diplomatique *stricto sensu*, mais parce qu'il est sous entendu que l'échec serait celui de cette puissance au travers de celui de l'Arabie Séoudite. C'est aussi dans la perspective du rôle de relais hégémonique international de la classe dominante séoudite que l'on peut analyser sa politique pétrolière qui est déterminante dans l'orientation de la politique pétrolière des producteurs arabes et des pays de l'OPEP et qui se sépare rarement des positions américaines. On peut discuter des conditions dans lesquelles est advenue l'explosion des prix pétroliers de 1973-1974 : conséquences des rapports économiques sur le marché, décision politique autonome des pays producteurs, intérêts des compagnies pétrolières, effet d'un accord au sein de l'«oligopole symbiote bilatéral» (J. Blair), politique énergétique des Etats-Unis, etc... ; mais, pour comprendre quelles considérations y ont poussé ou l'ont permise, il est tout aussi légitime d'en analyser les résultats. Or sur ce plan, à côté d'effets économiques tels que l'accroissement fantastique des profits qu'en ont retiré les compagnies pétrolières, la relance sur des marchés relativement neufs de la consommation de produits conventionnels dont la demande s'essoufle dans les pays industriels, le renchérissement relatif des prix de l'Europe Occidentale et du Japon par rapport à ceux des Etats-Unis, l'accès à la compétitivité de nouvelles sources d'énergie, la possibilité pour les producteurs de pétrole d'acquérir davantage de biens industriels, un certain nombre de conséquences dans les rapports entre formations sociales et entre classes à l'intérieur des formations sont remarquables. Ces conséquences, immédiatement impliquées au reste par les conditions dans lesquelles les changements économiques s'actualisent, par lesquelles ces changements sont économiques-sociaux, ne sont en réalité qu'une phase du développement des rapports que nous avons rencontrés : (i) développement des classes consummatoires à l'intérieur des pays producteurs de pétrole, qui, engendré par l'accroissement des dépenses de l'Etat (gonflement de l'appareil bureaucratique, équipement collectif, etc...) renforce le pouvoir de la classe fonctionnelle, élargie son appui de masse étendre à assurer sa reproduction ; (ii) développement du rôle hégémonique international des plus gros exportateurs de pétrole : Iran, Koweït, Arabie au travers de l'accroissement de leur potentiel militaire et ou de leur capacités de financements de projets de développement ; (iii) accroissement de la dépendance par les mécanismes que nous avons précédemment indiqués, des pays producteurs par rapport aux pays consommateurs de pétrole : les ca-

ractères de la classe dominante périphérique de gestionnaire de la formation sociale et de relais hégémonique international au profit de la bourgeoisie mondiale sont accentués.

Paris. Mai 1977

RÉFÉRENCES DES OUVRAGES CITÉS DANS LE TEXTE

- ASSA, Ahmed : *Miracle dans les sables*, Paris, Adrien Maisonneuve, 1969, p. 289.
- AWAJJI, Abraham : *Administrative Development : a perspective on economic and social development in Saudi Arabia*, Thèse, University of Virginia, 1971.
- AULAS, Marie-Christine : *Pétrodollars et stabilisation du monde arabe, la diplomatie Séoudienne à l'épreuve*, *Le Monde diplomatique*, Avril 1977, pp. 2-3.
- BLAIR, John : *The control of oil*, New York, Panthéon books, 1977, p. 441.
- FILALI, M. : *The nomads of Saudi Arabia*, Riyadh, rapport ronéo, 1965, p. 54.
- HALLIDAY, Fred : *Arabia without sultans*, Londres, Penguin books, 1975, p. 527.
- MORIONDO, Ezio : *Sistemi normativi et Vita economica di gruppi nomadi dell' arabia interna*, *Quaderni di Sociologia*, 17 (3), Juillet-Septembre 1968.
- ROULEAU, Eric : *En arabie Séoudite, la révolution pétrolière*, *Le Monde*, 23-24, 25, 26 Janvier 1977.

De nombreuses études régionales, des documents officiels tels que les rapports annuels de la Saudi Arabian Monetary Agency, et les documents de planification élaborés par le Central Planning Organization ont été utilisés ; ils ne sont pas cités de façon à ne pas alourdir le texte de références qui seraient inutiles au lecteur.

ABSTRACTS

PRESENTATION

The current scene in the Mediterranean, that of the extremely swift penetration of monopolistic capitalism and of its consequences, demands the foundation of a journal which will keep abreast of current changes and assess them in a critical way. One must consider a number of problems pertaining to this perspective, which would be the axis or one of the axis around which the journal *Peuples Méditerranéens — Mediterranean peoples* revolves : (i) forms and effect of the way giant firms move (intense utilization of natural resources, impoverishment and proletarianization of the small agricultural producers, concentration of industries in new areas, colonization through tourism, growth of unenployment, emigration, etc ...); ii) disorganization and reorganization of social formations, reinforcement of the part played by the State apparatus, birth of new classes and new class relations, change in consumer needs, disappropriation of land, change of man's relation to nature, reassignment of the status of national cultures, etc ...; iii) ways in which capitalist monopolies intrude specific societies which can be termed mediterranean. The Mediterraneanity remains to be defined in its dimensions and in the structure of those dimensions.

AT THE ORIGINS OF THE ISRAELO-ARAB WAR OF 1967

by Lotfallah SOLIMAN

The Israelo-Arab conflict, started in 1967, cannot be considered as a local business; the strategic stake is none other than the control of Arab oil in the Near East, vital to the dominant economies. The history of the Near East, since the end of World War Two is linked to the western world's desire of setting-up an efficient defence system against external contestation of its oil interests. During the sixties, the Western powers came to the same conclusion. Only from Nasser's Egypt could, in their opinion, a contestation of imperialist hegemony and the regional status-quo, arise. This led to a sommation by the United-States government to Egypt to refrain from thwarting the interests of big powers in the Near East. Confronted with Nasser's resistance, Israel became the military warrantor of the regional situation. This strategic signification of Israel's reality dates back to the 1840s, to the time of the Eastern Question, when the «restauration of the Jews» was thought as one of the elements of the answer. This should not imply that the Zionist movement and the State of Israel do not have their own inner logic, their specific interests and ambitions, but imperialism has constantly capitalized their aims.

THE MULTI-NATIONALS IN PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

by Maurice PARODI

The giant firms in general and the multi-national firms in particular have developed their hold on the economy of Provence-Alpes-Cote d'Azur according to three methods : through new investments, take-over and absorption of existing regional enterprises, redistribution of activities among the big firms already in the region. Depending on the industrial areas and the branches, the proportion of employment controlled by the firms varies between twenty and eighty-percent. The development of giant

firms results not in the diversification of the region's activities and the densification of the industrial network, but in the specialization of the region in the production of intermediate goods that are all too dependent on the economic situation. It entails too a further growth of unemployment, the desarticulation of the job market and the devalorization of worker's abilities.

IRAN – THE NEW SOCIAL CONTRACT MYTH AND REALITY

by A.H. BANISADR
A. and S. GHAZANFARPOUR
P. VIEILLE

The ruling power has apparently made with the Nation a new social contract, supposedly one of the economic democracy. The political democracy has to be subordinated and organized from above. The article examined the conditions of production of this argument, the meaning of development and the content of the political institutions. In relation to the first part of the 20th century, the new structural characteristics of the second part reveals an enlarged integration in the world market and the hitherto unprecedented reinforcement of the State due to the oil revenues that it redistributes. Integration in the world market essentially results in Iran's division between classes that consume imported goods (middle-classes linked to the State machinery) and classes that are excluded from consumption (peasants, workers, etc ...). The growth of the State apparatus involves a regime which is both authoritarian and in complete control of the entire nation.

FOR AN ANTHROPOLOGY OF ARABIZATION IN MAGHREB

by Gilbert GRANDGUILLAUME

Arabization in the three countries of the Maghreb represents to the nation's build-up just as much as an intangible dogma as

does political independence. It aims at giving Arabic the position of an official language a place held since colonial times by French. In contradistinction to this strong affirmation there is however a slowness in application which reveals the existence of certain latent tensions. What kind of tensions are these? Linguistic and sociological approaches only prove enlightening on the superficial levels and do not help one arrive at an unambiguous conclusion. One thus has to examine anthropological problems which are essentially concerned with the relation between language and power. One can discuss them under three main headings : the role of the Arabic language as a unifying force in society, its role in helping people recognize their own cultural identity, the patterns this language tends, as does any language, to impose.

THE ALGERIAN STEPPE – CAUSES AND EFFECTS OF DESERTIZATION

by Georges MONTCHAUSSE

The progression of deserts is a fact generally well-known. The example of the Sahel is far from being the only one on the African continent. The Algerian steppe illustrates, in its own way, the relationship between society and landscape. This geographical and human whole has its own production activities and a marked pastoral production process which do not seem to correspond to the modes of production usually recognized.

Desertization requires one to adopt a methodological approach : either one which would assume a break in the ecological balance or one which would stem from a lack of social reproduction. All the reasons put forward, such as extension of cereal crops, over-grazing, demography, successive colonisations, do not have the same importance, yet they are inextricably mixed.

The return to the perennial steppe landscapes, the end of desertization will only be achieved by bringing together the means and the needs, the space and the society, the mode of ownership and the mode of exploitation.

Faced with desertization, the aims of socialist Algeria are actualized by stock-farming co-operatives, the Green Dam and land reform. The success of these ventures depends less on technical means than on the authenticity of the socialist orientation. If it fail, due to the

invasion of sand, Algeria will loose a pastoral civilization which is thousands of years old, and agricultural resources; it will then be faced with an exodus in direction or the North.

OIL AND THE FUNCTIONAL CLASS THE CASE OF SAUDI ARABIA

by Paul VIEILLE

The formation of Saudi Arabia at the beginning of the century is linked with the dismantling of the Turkish Empire. The rise of the Sauds is principally grounded on a pact made between their clan and the leading class of the Nejd tribes ont the overcoming of intertribal competitions aiming to extend the area of appropriation of surplus production. During the twentieth century, the project could not be actualised before securing the tacit agreement or the help of the dominant powers. In mediating the relationship between the nation and outside countries, the hegemonial clans found a means to assert themselves as the internal dominant class. The redistribution of external ressources, principally of oil incomes, has permitted the setting up of a State and of a society completely restructured around the dominant class and the oil income. It also permitted the Saudi State to extend its hegemony over the Middle East and the Moslem world. On account of the oil incomes, the dominant class is dependant on imperialism and acts as a relay to the latter, while contradictions existing between imperialism and the functional class are circumscribed by the framework of reproduction and the development of international capitalism.

Dans ses prochaines livraisons **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** publiera des articles sur les fondements sociaux de la crise libanaise, la culture méditerranéenne ou le binômes méditerranéen, le bloc de pouvoir à Naples après la Seconde Guerre Mondiale les problèmes agro-alimentaires en Iran, les adolescents des cités de transit dans la région parisienne, les obstacles à l'identification de classe dans les pays maghrébins, les classes sociales à Baghdad au moyen-âge, la question de la Méditerranéité et du mode de production méditerranéen, l'histoire sociologique de Marseille, les stratégies mondiales autour du canal de Suez, la dynamique économique sociale de l'Algérie, la structure sociale de la Syrie aujourd'hui, l'impact du tourisme sur la côte catalane, les problèmes agro-alimentaires en Iran, les conditions historiques de la destructuration de l'économie pastorale en Corse, le théâtre arabe actuel, etc... ainsi que des études bibliographiques.

In its forthcoming issues, **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** will publish studies on the following topics : The social foundations of the Lebanese crisis ; The Mediterranean culture or the binomial arabo-mediterranean ; the block power in Naples after the Second World War ; Agro-alimentary problems in Iran ; The youth problem in transit cities of the parisian area ; Obstacles to class identification in the Maghrebian countries ; Social classes in Baghdad in the Middle-Ages ; The question of the Mediterranean and of the Mediterranean mode of production ; The sociological history of Marseille ; World strategies around the Suez Canal ; Social and economic dynamics in Algeria ; Social structure in Syria today ; The impact of tourism on the Catalan coast ; The historical conditions of the destructuration of pastoral economy in Corsica ; The arab theatre today, etc... along with bibliographical studies.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné :
Demeurant :
Code postal : Ville Pays

Souscris un abonnement de un an ☐ de soutien ☐ ordinaire

à **Peuples Méditerranéens** à partir du numéro 1.

Mode de règlement :

- ☐ Chèque bancaire à l'ordre de **Peuples Méditerranéens**,
adressé à **Peuples Méditerranéens**, B.P. 19.07/75 327 PARIS cedex 07
- ☐ Virement à notre banque : Banque Nationale de Paris,
Avenue de Breteuil, 75 015 PARIS. 30004/01924/00254660/92.

A le 1977.

Signature :

Conditions d'abonnement : 1977-1978 (4 premiers numéros) – (Francs Français).

	France	Étranger
Ordinaire	90	100
Soutien	150	150

SUBSCRIPTION FORM

Name :
Address :
Postal Code : City Country

Subscription for one year to **Mediterranean Peoples** ☐ Supporter rate ☐ Normal rate

Payment :

- ☐ Bank cheque to the order of **Mediterranean Peoples**,
addressed to **Mediterranean Peoples**, B.P., 19.07/ 75 327, PARIS Cedex 07.
- ☐ Transfer to our Bank : Banque Nationale de Paris,
Avenue de Breteuil, 75 015, PARIS, 30004/01924/00254660/92.

Date

Signature :

Subscription rate : 1977-1978 (4 numbers)

Ordinary : France : 90 Frs. Other countries : 100 Frs.
Supporter : France : 150 Frs. Other countries : 150 Frs.

The following French social scientists and authors have been active in launching **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples** : Jacqueline Arnaud, Marie-Christine Aulas, François Benardais, Jacques Berque, Thierry Brun, Carmel Camilleri, Jean-Claude Chasteland, Wanda Dresler-Holohan, Guy Ducatez, Jacky Ducatez, René Dumont, Gilbert Grandguillaume, Serge Jonas, Bernard Kayser, Henri Lefebvre, Jean-François Leguil, Raymond Ledrut, Michel Marié, Pierre Marthelot, Georges Montchaussé, Hubert Myssen, Michel Oriol, Maurice Parodi, Elisabeth Picard, François Pernet, Georges Ravis Giordani, Maxime Rodinson, Marlène Shamay, Christiane Veauvy, Jean Viard, Pierre Vilar, Paul Vieille.

Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples is an international Journal opened to all those who are in agreement with the general critical orientation summed up in the presentation of this first issue. The composition of the Editorial staff to be progressively set up will reflect the diversity of the public it aims to attain.

The quarterly Journal **Peuples Méditerranéens - Mediterranean Peoples**, is bi-lingual (French-English), each article being summarised in the other language of the Journal. Manuscripts sent to the Editors should not exceed 30 types pages about 360 words each. Written in French or in English, they should be made out in two copies, with a synopsis, if possible, in the other language, not exceeding 120 words.

Subscription 1 year	France	Other Countries
	(French Francs)	
Normal	90	100
Supporter rate	150	150

See on last page the subscription form.

One copy : 25 French Francs.

Editor, Management, Subscriptions : B.P. 1907/75 327 Paris Cedex 07, Tel. 567 01 41.

Sales : Éditions Anthropos, 12 Avenue du Maine, 75 015 Paris, Tél. 222 76-82

Director of the publication : Paul Vieille

HECKMAN
BINDERY INC.



MAR 96

Bound -To-Please® N. MANCHESTER,
INDIANA 46962

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA



3 0112 060016927